

Un putsch de plus à Kaboul

LES coups d'Etat ne se comptent plus en Afghanistan depuis celui qui, en 1973, renversa le roi Zahir Shah et celui qui, en 1978, instaura un régime communiste à Kaboul et jeta le pays dans l'engrenage de la guerre. La tentative de putsch du mardi 6 mars n'a pas failli à la tradition : elle fut meurtrière, y compris pour les civils, reflétant les ambitions et les rivalités de clans. Pas plus que les précédentes, elle ne pouvait résoudre le drame dans lequel se débat le peuple afghan.

Depuis des semaines, Kaboul bruissait de rumeurs sur les ambitions putschistes du rival du président Najibullah, le ministre de la Défense, le général Shamsuwar Tanai. En Afghanistan, ce poste hautement stratégique est souvent proche de la roche Tarpeienne, comme l'ont appris à leurs dépens le prédécesseur du général Tanai, exilé à Varsovie, et son successeur, le général Watanjar, qui a connu une carrière à l'éclipsée. Le général Tanai voyait d'un fort mauvais œil le renforcement des unités paramilitaires rivaux favorables au chef de l'Etat.

USANT d'une langue de bois ramisée au monde chez le « grand frère » soviétique, M. Najibullah a pratiqué l'arrogance, accusant son rival malheureux de collusion avec le plus extrémiste des fondamentalistes islamiques, M. Gulbuddin Hekmatyar. Ces excès verbaux indiquent toutefois que la position de l'ancien chef de la redoutable police secrète n'est pas aussi solide qu'il veut le faire croire.

En dehors des vendettas de cliques et de clientèles qui minent le régime de Kaboul, M. Najibullah paraît, de plus en plus, comme l'empêcheur de danser en rond. Malgré ses succès, dus en grande partie aux faiblesses des moudjahidines, incapables, un an après le retrait des troupes soviétiques, de menacer Kaboul, le « numéro un » afghan est devenu le principal obstacle à un règlement politique.

Il est reculé par la résistance, par les Etats-Unis et par le Pakistan voisin. L'URSS même, d'où sont venues les premières informations sur le putsch, hésite et s'interroge, s'efforçant de conserver plusieurs fers au feu. Le général Tanai aurait été un candidat idéal pour se débarrasser une bonne fois de l'énigmatique « Neji » et entamer des pourparlers avec la résistance. Ce sera peut-être, demain, le rôle du général Watanjar. D'autant qu'un homme comme M. Gulbuddin, si inquiétant soit-il, est en contact avec Moscou et bénéficie du soutien de Washington et d'Islamabad.

Américains et Soviétiques, dont les conversations sur l'Afghanistan sont fort avancées, ne risquent-ils pas de se mettre un jour d'accord pour évincer proprement M. Najibullah et le remplacer par un candidat de compromis qui préparerait le voie à une réconciliation ? Mais, dans un pays qui est une véritable mosaïque de clans et de tribus, dominé par un islam des plus rugueux, et où l'on compte au moins autant d'armes que d'hommes en âge de les porter, l'influence des grandes puissances demeure, en fait, bien limitée.

Lire les articles de LAURENT ZECCHINI page 5

M 0147 - 308 0 - 4,50 F
3790147004500 03080

Une nouvelle étape sur la voie du changement

Le Parlement soviétique a légalisé la « propriété du citoyen »

L'Union soviétique vient de faire un nouveau pas sur la voie du changement. Le Soviet suprême a, en effet, approuvé, mardi 6 mars, à une écrasante majorité, la loi sur la propriété. Tout en évitant le mot - il est question de « propriété du citoyen », - ce texte légalise la propriété privée, aux côtés

MOSCOU
de notre correspondant

Les machines à voter fonctionnent maintenant au Parlement soviétique, et lorsque le résultat s'est affiché sur le tableau électronique, lorsqu'on a lu que l'URSS avait, mardi 6 mars, légalisé la propriété privée par 350 voix contre 3 et 11 abstentions, les députés ont longuement, très longuement, applaudi.

Curieux spectacle que ce Soviet suprême dominé par les

conservateurs et qui salue spontanément une victoire majeure du changement avec autant d'entrain que s'il s'agissait d'une victoire commune - du Parlement, du pays, de tous. A priori, on ne comprend pas, et c'est pourtant très simple.

C'est tout simplement que, dans cette masse d'élus qu'éclairaient les mots et toute idée de rupture radicale avec l'ordre ancien, il n'y a que très peu, en réalité, de défenseurs

de la propriété d'Etat et de la propriété « publique », c'est-à-dire municipale, régionale ou d'actionnaire. La propriété de la terre et des ressources naturelles est reconnue aux Républiques, l'Etat fédéral gardant les transports, l'énergie, les banques et les installations de défense.

convaincus du système dont l'URSS sort. Qu'on sache les rassurer, leur faire les nécessaires concessions de vocabulaire, ne pas s'adresser à eux comme s'ils étaient nécessairement l'ennemi et leur donner surtout le temps de s'habituer à l'inévitable, et ils acceptent ce qu'ils auraient rejeté il y a trois mois encore.

BERNARD GUETTA
Lire la suite page 4

Rapprochement entre deux géants industriels

Daimler et Mitsubishi concluent une alliance

Les deux géants industriels, l'allemand Daimler-Benz et le japonais Mitsubishi, ont annoncé avoir entamé des négociations devant conduire à une coopération « intense » entre les deux groupes. Tous les secteurs sont concernés : l'automobile, l'aéronautique et l'électromécanique. Seules les activités militaires sont exclues du projet. Une telle alliance risque de provoquer de vives critiques tant en Europe qu'aux Etats-Unis.

A l'issue d'un week-end de négociation à Singapour, les dirigeants des deux grands groupes industriels mondiaux, Daimler-Benz et Mitsubishi, ont confirmé en début de semaine leur volonté d'aboutir à une vaste coopération dans tous leurs secteurs d'activité, hormis militaire. Les deux firmes avaient déjà noué des liens depuis quelques années : Mitsubishi commercialisait au Japon les Mercedes et les véhicules industriels allemands.

« Les discussions apparaissent prometteuses », indiquait-on à

Stuttgart, au siège de Daimler-Benz. Dans l'automobile, le groupe allemand pourrait consolider Mitsubishi qui n'est qu'un petit constructeur et lui offrirait une porte d'entrée sur le marché européen. Dans l'aéronautique, Daimler-Benz, avec sa filiale MBB, pourrait aider le géant nippon à décoller. En échange, Mitsubishi apporterait au groupe allemand son savoir-faire dans l'électronique et faciliterait son expansion en Asie.

Lire page 31 - section D

Un entretien avec M. Richard von Weizsäcker, président de la RFA

« Les deux Etats allemands doivent être sur un pied d'égalité dans la mise en œuvre de l'unification »

BONN
de notre correspondant

Le président de la République fédérale d'Allemagne, M. Richard von Weizsäcker, s'est fort peu exprimé publiquement depuis le début des événements qui ont mis en marche le processus de l'unité allemande. Par son statut constitutionnel, il est en effet contraint à une certaine réserve dans les périodes électorales. Sa réélection triomphale, à la quasi-unanimité du collège des députés au mois de mai dernier, la considération qu'il s'est acquise dans l'exercice de son premier

mandat, font de M. Richard von Weizsäcker une autorité morale incontestée.

On sent aujourd'hui que ces limites imposées à son expression lui pèsent. En demandant à plusieurs correspondants étrangers en poste à Bonn de venir discuter avec lui des événements qui ont bouleversé l'Allemagne ces derniers mois, il ne veut pas seulement plaider le dossier de son pays auprès d'une opinion publique internationale inquiète.

Propos recueillis par
LUC ROSENZWEIG
Lire la suite page 4



Lire également, page 3, nos informations sur la position du chancelier Kohl à propos de la frontière germano-polonaise

La Tchécoslovaquie vers l'économie de marché

Prague ne veut pas commettre les mêmes erreurs que Budapest et Varsovie

PRAGUE
de notre envoyée spéciale

Un pays, la Tchécoslovaquie, où toute la population paraît revivre. Le centre de l'une des plus belles villes du monde, Prague, encore vierge des enseignes lumineuses des fast-food. Un attrait de textes législatifs en préparation, visant à libéraliser largement l'activité économique. Quoi de plus alléchant pour un investisseur occidental attiré par l'Est ?

Dans les milieux économiques, les avis sont unanimes. Parmi les anciennes démocraties populaires d'Europe de l'Est, la Tchécoslovaquie est celle - mise à part la RDA - qui présente le plus d'atouts. Une révolution politique en douceur, une bonne réputation internationale, un endettement extérieur faible, un passé industriel notable, tous ces arguments ont de quoi rassurer les industriels qui envisagent avec scepticisme, voire parfois avec inquiétude, l'avenir des économies de l'Est.

Sur la voie des réformes, la Tchécoslovaquie est décidée à aller vite. Trois mois ont passé depuis la « révolution de

velours », et le climat reste enthousiaste. La nouvelle législation économique n'est pas encore entrée en vigueur que déjà des projets d'association sont discutés, des entreprises envisagent leur privatisation, d'autres se créent. Jeudi 1^{er} mars, le journal du Parti communiste, *Rude Pravo*, révélait que depuis le 1^{er} janvier déjà une entreprise de

Zlín (l'ancienne Gottwaldov) vend des obligations à ses employés. Le même jour, le gouvernement approuvait la création d'entreprises privées et de sociétés anonymes, sans limitation de taille, et transmettait son projet au Parlement.

FRANÇOISE LAZARE
Lire la suite page 32 - section D

Israël et le dialogue avec les Palestiniens

Le gouvernement ajourne sa décision

page 42 - section D

La politique sociale de Peugeot

La direction propose un accord salarial aux syndicats

page 32 - section D

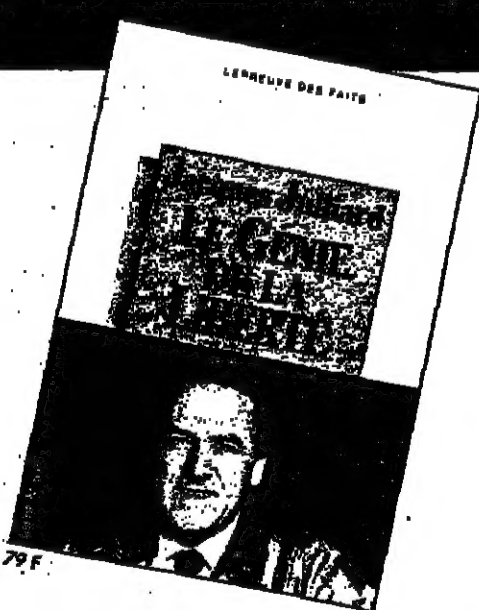
Les magistrats face au pouvoir

Un entretien avec le M. Jean-Luc Sauron, secrétaire général de l'USM

page 11 - section B

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 42 - section D

JULLIARD



Jacques Julliard n'est ni un révolutionnaire ni un anarchiste. Il s'empare du pouvoir, et cherche ce qui manque à la démocratie et au capitalisme.

Alain-Gérard Slama / Le Figaro

Collection L'Epreuve des Faits dirigée par Hervé Hamon et Patrick Rotman.

Editions du Seuil

Les bouleversements à l'Est... et à l'Ouest

Réinventer la politique

par Félix Guattari

L'AXE gauche-droite est en train de devenir flou sous l'effet de toute une série de bouleversements qui sont en passe de déstabiliser nos façons antérieures de voir le monde. Retenons-en trois, dont l'hétérogénéité est évidente, mais que l'on peut cependant essayer de ressaisir d'un seul tenant :

- La libération des peuples de l'Est ;
- La montée des intégrismes religieux et, corrélativement, de diverses formes de racismes ;
- Les retombées technologiques, biologiques et communicationnelles de la révolution informatique.

Les pays de l'Est, à commencer par l'URSS, ne peuvent espérer se maintenir parmi les puissances industrielles de premier plan qu'à condition de rattraper le retard qu'ils ont pris dans les technologies de pointe, ce qui implique également une sortie du féodalisme bureaucratique dont ils ont hérité de la période stalinienne. Mais le prix à payer pour y parvenir se révèle chaque jour plus lourd : renouveau au centralisme étatique,

démembrement du « glacis » soviétique, résurgence des nationalités opprimées, réorientation vers l'Ouest des relations internationales...

Remarquons tout d'abord que l'effondrement du « rideau de fer » sous l'extraordinaire poussée de mouvements populaires n'aboutira pas nécessairement à une évolution « progressiste ». Le mode de vie occidental a fonctionné pour les peuples de l'Est comme un véritable mirage. Rien cependant ne garantit qu'ils pourront y accéder facilement et, d'autre part, les visions idylliques actuelles seront sûrement assorties de quelques déceptions au contact d'autres réalités, telles que le chômage, le racisme, la xénophobie, la pollution. Dans ces conditions, on ne peut exclure qu'une partie importante des populations libérées du totalitarisme de l'Est ne retombe dans l'orbite d'autres idéologies totalitaires, qui ne cessent par ailleurs de gagner du terrain à l'Ouest.

Si l'on considère à présent l'accélération générale de l'informatisation et de la commande machinique, synonyme d'une croissance

considérable de la productivité, il faut admettre que, là non plus, on n'est pas fondé de penser que les évolutions iront nécessairement dans le sens d'un progrès social. En premier lieu, il faut souligner que ce qu'on a appelé la « troisième révolution industrielle » détruit plus d'emplois qu'elle n'en crée et qu'elle engendre une masse grossissante de laissés-pour-compte selon toutes sortes de modalités. Il faudrait mettre aussi au passif de cette prétendue révolution les dévastations écologiques environnantes, sociales et mentales qu'elle occasionne et qui, à moyen terme, vont sans le sens d'une extinction de la vie humaine sur la planète, si ce n'est d'une disparition pure et simple de la biosphère.

Il me semble qu'à un niveau inconscient le pressentiment des catastrophes se fait jour. Il n'y a pas lieu d'idéaliser les anciens rapports sociaux, mais il faut bien constater qu'ils sont aujourd'hui laminés par une subjectivité plus solitaire et plus infantile, largement modelée par les mass-media et les équipements collectifs. Les rapports de solidarité familiaux, de voisinage, professionnels, culturels, militants et religieux sont de plus

en... Voilà qu'aujourd'hui le gardien soviétique perd sa consistance. Alors son ennemi traditionnel qui est aussi son compère commence à s'affaiblir. Il ne faudrait pas aller trop loin, il faut porter secours aux nouvelles bureaucraties régionales, car sans elles qui pourraient tenir en mains ces centaines de millions d'individus brusquement libérés de leurs chaînes politiques. La défaite de l'Est pourrait se révéler, plutôt qu'une victoire de l'Ouest, une menace majeure pour son avenir. L'immense révolution subjective qui traverse l'Est sera difficile à canaliser. La branche bureaucratique du capitalisme mondial vient de s'effondrer. Sommes-nous revenus à 1917 ou à 1905 ? Comment le capitalisme pourra-t-il s'accommoder de cette nouvelle situation ? Il avait déjà sur le dos sa propre crise chronique, celle du déficit américain, celle de la dette du tiers-monde, des problèmes écologiques de plus en plus menaçants, et le voilà confronté en supplément à des centaines de millions d'assistés en puissance. Vous me direz qu'il en a vu d'autres, le capitalisme, qu'il s'est révélé capable de renaitre après des crises comme celle de 1929 ou après les dévastations de la seconde guerre mondiale. C'est possible ! Mais à quel prix !

Une autre société

L'extraordinaire défi que constitue la situation présente ne concerne pas que l'ordre établi. Il est aussi dans le camp de ceux qui souhaitent construire une autre société, d'autres types de rapports entre les individus et la production, d'autres modes de valorisation sociale des activités humaines qui ne soient plus seulement fondés sur le profit et l'économie marchande. Mais ce défi, il est aussi, ne l'oublions pas, dans le camp des nostalgiques du fascisme et de tous ceux qui se cramponnent à des représentations archaïques.

L'intégrisme, le racisme, la xénophobie, la méconnaissance de la différence ne seront déjoués, à l'Ouest comme à l'Est, qu'à la condition que s'affirment des pratiques sociales et politiques adaptées aux nouveaux problèmes d'urbanisme, de rapports de voisinage, de vie familiale, d'éducation... Les partis socialistes et les partis libéraux ne cessent de perdre du terrain au profit de l'extrémisme de droite et aussi, heureusement, au profit des courants écologistes, s'ils ne remettent pas radicalement leur existence en question. Progressivement, mais sans doute irréversiblement, l'opinion se détourne des anciennes façons de « faire de la politique ». Il n'en a-t-il pas plus urgent de réinventer de nouvelles formes d'engagement prenant en compte à la fois les nouveaux horizons géopolitiques qui se dessinent, les mutations technologiques qui s'accroissent et la remise en question de la façon de vivre le corps, le temps, le rapport à l'autre, l'activité créatrice et la finitude qui est comme le curseur éthique de toute pratique authentique.

► Félix Guattari est psychanalyste.

La crise du capitalisme

L'effondrement du modèle de l'Est n'implique donc pas mécaniquement le triomphe des modèles de l'Ouest et du Japon. Une telle déduction simpliste présupposerait de décharger les pays riches de leur responsabilité à l'égard de la situation désastreuse dans laquelle se trouve la grande majorité des pays du tiers-monde et de la croissance cancéreuse du quart-monde de la pauvreté sur toute la surface de la planète. Le capitalisme contemporain, que j'ai qualifié il y a vingt ans de capitalisme mondial intégré, est bel et bien en train de piller les pays dits socialistes. Mais, s'il entraîne dans son sillage urbanistique et mass-médiatique des quantités toujours plus grandes de population, il n'apporte une élévation du niveau de vie qu'à des minorités relativement faibles. Et, si l'on devait parler en termes de qualité de la vie, il faudrait encore retrancher le nombre de ceux qui en bénéficient.

Durant les quatre dernières décennies, les deux blocs hégémoniques du capitalisme – celui du marché à l'Ouest et celui de l'étatisme à l'Est – ont réussi à maintenir tant bien que mal un certain ordre international. (Au prix, il est vrai, de guerres atroces comme celles d'Algérie, du Vietnam, de l'Afghanistan...)

Nationalités

Mythes et réalités de l'Empire soviétique

par Asan Nougmanov

MÊME si l'URSS est un empire, elle ne ressemble nullement aux anciens empires coloniaux de l'Espagne, de la Grande-Bretagne et de la France, ni non plus de la Russie des XVII^e-XIX^e siècles. Le noyau de l'empire soviétique – la Russie et son peuple russe – qu'a-t-il en commun avec son empire ? La mission communiste ? La mission, la disparition de la paysannerie, un environnement empoisonné, des villes énormes qui saignent à blanc les provinces agonisantes... Quel est cet empire insolite, où le métropole est plus pauvre que les colonies et où les avantages essentiels sont absorbés par le régime politique, baptisé système administratif autoritaire, qui se veut de surcroît supranational ?

Pour répondre à cette question, rappelons qu'à la veille du XX^e siècle, la Russie – sans parler de ses colonies – venait d'adopter le capitalisme classique. À l'instar de l'Europe des XV^e-XVIII^e siècles, elle était déjà extrêmement tentée par une vision utopique du monde. Les prouesses imprévisibles de l'histoire ayant permis aux bolcheviks d'arriver au pouvoir en 1917, une vision encore plus utopique, la perspective de bâtir des châteaux en Espagne dans l'espoir d'instaurer l'égalité générale, ont imposé une discipline et une cohésion très rigoureuses, le monopole du pouvoir politique et économique, ainsi qu'une surcentralisation.

Aujourd'hui, les nationalistes soviétiques, tous courants confondus, sont quasiment unanimes à revendiquer qu'un terme soit mis, dans l'immédiat, à la surcentralisation et à la domination de l'État dans la vie politique. Et pourtant, à quoi assiste-t-on ?

Les rapports de centralisation passent au niveau des républiques, vont droit aux mains des bureaucraties nationales qui, très souvent, ont encore moins de culture, d'instruction et de largeur d'esprit que celle de Moscou, du « centre ». Malgré une population fortement mélangée dans la plupart des républiques, bien des choses dépendent aujourd'hui des prises de position des élites politiques nationales. La situation est très favorable aux partisans des autarcies, des mini-empires.

Il fallait s'y attendre, car les bolcheviks ont modifié la forme et non pas le fond des rapports politiques dans les anciennes colonies de l'Empire russe. Aussi assiste-t-on aujourd'hui à l'arrivée au pouvoir des éléments conservateurs des élites nationales. Ce qui prêterait, à bien des égards, des conflits interethniques encore plus violents à l'avenir. Les éléments conservateurs étant des produits du système administratif autoritaire, ses tentacules une fois coupés commencent à vivre leur propre vie.

L'émergence des conservateurs nationaux

Tel un aimant, ces élites, qui sont en train de prendre les leviers de commande, attirent tous les éléments instables des républiques. Il s'agit tout d'abord des descendants des mariages mixtes, qui forment des couches importantes de la population. Ils ressentent plus douloureusement que les autres la dis-

parition de la tendance politique qui consolide un « peuple soviétique » et se montrent plus sensibles aux fluctuations sur le terrain. C'est aussi le cas des Allemands, des Coréens, des Turcs Meskhètes, des Grecs et des autres « peuples déportés », du moins dans les républiques de l'Asie centrale et au Kazakhstan. Désireux d'aller au rythme du courant social dominant, la recrudescence du nationalisme – ils dissimulent ou modifient leur appartenance nationale. Nationalistes les plus convaincus au premier abord, ils ne le sont que par la force des choses.

Au total, les revirements pourraient être plus rapides à Moscou que dans les républiques, qui, à l'exception des baltes apparaissent comme des éléments inférieurs du système centralisé. Se considérant comme les « gardiens des traditions », les conservateurs nationaux arrivent à renforcer leurs positions grâce aux transformations dosées impulsées par Moscou. Et ils espèrent que Moscou et Gorbatchev se raviseront et arrêteront la « destruction des fondements des idéaux ». On les comprend, puisqu'ils ne peuvent voir ce qu'on voit de Moscou : le système en place en URSS est totalement périmé.

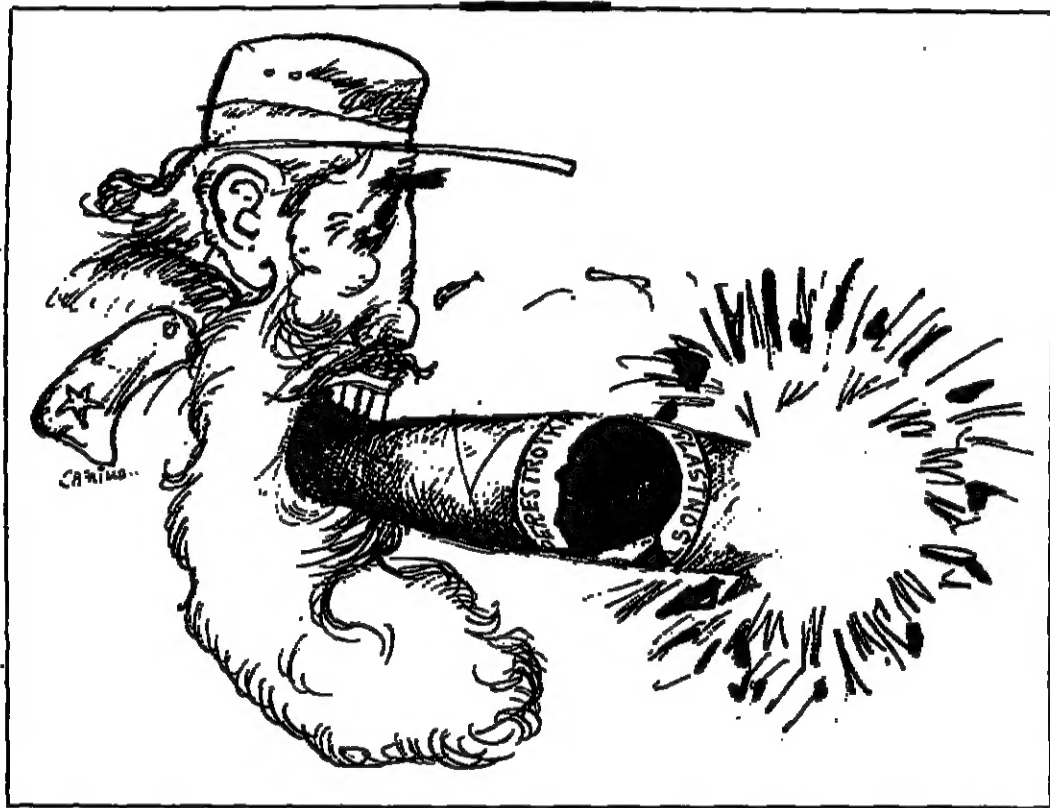
La langue et la compétence

En règle générale, les élites conservatrices des républiques connaissent la langue de leur peuple. Mais il existe un très important groupe d'intellectuels, artistes et scientifiques qui ont fait leurs études à Moscou, à Leningrad ou dans d'autres foyers de culture, conformément à la politique de formation des « spécialistes nationaux ». Leur niveau d'instruction est généralement supérieur à celui de leurs confrères formés dans les républiques. Compétents et capables d'aller au fond des choses, ils sont même plus radicaux que leurs compatriotes de la « province soviétique ». Mais ils ne parlent pas la langue nationale de leur république. Raison qui suffit pour les « repousser » sinon loin des républiques, du moins loin de la réserve politique des élites conservatrices. Beaucoup d'autres ont part. Ceux qui restent sont contraints de renoncer à leurs ambitions, même à celle d'aider leur peuple. En un mot, la compétence supranationale obéit la place à la prise de conscience nationale, même sous ses formes notoirement négatives.

Il en découle qu'après cinq ans de perestroïka, Mikhaïl Gorbatchev se retrouve confronté à des problèmes d'une extrême gravité. Pourrait-il aller plus vite, avec plus de fermeté et surtout avec plus d'efficacité ? Lui-même ne saurait répondre à cette question. Il nous reste à suivre le conseil d'Antonio Gramsci : « Garder le pessimisme de la raison et l'optimisme de la volonté ».

► Asan Nougmanov, chercheur d'origine kazakhe, travaille à l'Institut d'économie mondiale et de relations internationales de Moscou (IEMO).

TRAIT LIBRE



AU COURRIER DU MONDE

L'Allemagne sur le petit écran

« La France est émotionnellement en retard par rapport à l'évolution de l'Allemagne », écrit Sigurd Boehm (*Le Monde* du 28-2-90). Exact.

Mais est-ce étonnant quand on voit se succéder les émissions de télé sur le passé nazi de l'Allemagne ? Depuis le début de l'année : « de Nuremberg à Nuremberg », 2 émissions ; « Rome ville ouverte » ; « Allemagne année zéro » ; « Histoire parallèle » ; 4 émissions sur France Culture, sans compter la reprise de films anciens comme « La grande évasion », « L'ouragan vient de Nava-

ron », « La grande débrouille », sans compter des séquences éparpillées dans d'autres émissions.

Pas une semaine sans qu'on revioie des Allemands, casqués, casqués ! Qui donc a intérêt à entretenir chez les Français la peur des Allemands ? Ne pas oublier, certes, mais ce matraquage est-il nécessaire ?

Comment réagissent les Allemands qui travaillent ou étudient en France devant cette caricature de leur peuple ? Ils évitent avec gêne d'aborder ce sujet. Qui croira que cela nourrit en eux le désir d'entrer avec nous dans l'Europe ?

E. HAMEL.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beauve-Méry (1944-1989),
Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Administrateur général : Bernard Wout

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Claude Sales

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 03

Tél. : (1) 42-47-97-27

Télécopieur : (1) 45-23-08-81 ; Telex 650672 F MONDPAR

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY, 94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 45-60-30-00

Télécopieur : (1) 45-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

SPINOZA ETHIQUE

Traduction de Robert Mitrani

Robert Mitrani restitue la rigueur lexicale du texte ainsi que son élégance et sa musicalité. Redécouvert en sa lettre même, comme philosophie du désir et sotériologie athée, le Texte spinoziste s'avère une initiation toujours vivante à la « modernité réflexive ».

Collection « Philosophie d'aujourd'hui » dirigée par Paul Lacombe Assens.
322 pages - 1987.

puf

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

صلى الله عليه وسلم

ÉTRANGER

Le débat sur la réunification de l'Allemagne

Le chancelier et M. Genscher parviennent à un compromis sur la question de la frontière Oder-Neisse

La tempête s'est calmée, du moins provisoirement, dans les rangs de la coalition au pouvoir à Bonn. A l'issue d'une réunion qualifiée de « session de crise », les partis représentés au gouvernement du chancelier Kohl (CDU, CSU et FDP) se sont mis d'accord, le mardi 6 mars, sur une proposition de motion qui devrait être soumise prochainement au vote du Bundestag. Cette motion assure au peuple polonais que « son droit à vivre dans des frontières sûres ne sera, ni maintenant ni dans l'avenir, mis en question par des revendications territoriales » (nos dernières éditions du 7 mars).

BONN

de notre correspondant

Le but de cette déclaration est d'affirmer, en conformité avec les principes de l'Acte final de la CSCE, et dans la perspective de l'unité allemande, que l'inviolabilité des frontières de la Pologne est le fondement irréversible de la cohabitation pacifique en Europe. Dans cette optique, la question de la frontière devra être réglée par un traité conclu entre les gouvernements de l'Allemagne unie et de la Pologne. Il scellera la réconciliation entre les deux peuples. En outre, « le renoncement par la Pologne, le 23 août 1933, à demander des réparations de guerre à l'Allemagne et la déclaration commune du premier ministre polonais Tadeusz Mazowiecki et du chancelier Helmut Kohl du 10 novembre 1989 restent valables pour l'Allemagne unie ».

Le chancelier, qui venait, la veille, de prendre des positions très fermes, a donc dû reculer sur deux

points essentiels : jusqu'à présent, il renvoyait à la constitution d'un Parlement unique allemand la reconnaissance de la frontière. Aujourd'hui, il accepte que les deux Parlements, le Bundestag et la nouvelle Chambre du peuple de RDA, issue des élections du 18 mars, votent aussi tôt que possible une résolution dans les mêmes termes. Autre recul : alors que, jusqu'à lundi, il établissait un lien entre la reconnaissance de la frontière et le renoncement des Polonais aux réparations de guerre, cet aspect des choses n'apparaît plus maintenant que dans un contexte « indépendant » (le dernier paragraphe de la résolution).

M. Kohl a néanmoins résisté à la pression de ses alliés libéraux, qui voulaient que soit acceptée aussi la proposition du premier ministre polonais, demandant que les deux États allemands signent avec Varsovie, avant la réunification, un traité portant sur la garantie des frontières.

Le texte adopté mardi indique également le cadre dans lequel la RFA veut voir se régler la « question de la frontière » : par la négociation d'un traité bilatéral entre l'Allemagne unie et la Pologne. On sait que Varsovie préférerait que la table de la négociation à « deux plus quatre » lui soit ouverte lorsque ce dossier sera abordé.

Une habileté tactique

Au plan politique intérieur, la conclusion de ce compromis témoigne, une fois de plus, de l'habileté tactique de M. Genscher. Disposant d'une marge de manœuvre politique réduite — il lui est quasiment impossible dans les circonstances actuelles de prendre le risque de casser la coalition, — il a su faire valoir les deux causes à l'image extérieure de l'Allemagne par l'entêtement du chancelier.

L'argument décisif aurait été, à en croire certains témoins des négociations au sein de la coalition, le rapport fait par M. Genscher de la réunion des ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne, qui s'est tenue lundi après-midi à Bruxelles. A cette occasion, les Britanniques se seraient même inquiétés de savoir si le fameux article 23 de la Constitution de la RFA (qui prévoit l'adhésion des Länder à la fédération) ne pourrait pas un jour s'appliquer aux Soviétiques de souche allemande...

Mercredi matin, l'ensemble de la presse allemande se faisait l'écho dans ses commentaires, d'un certain soulagement du sentiment d'être désormais libéré d'un poids qui risquait de mettre en danger la marche vers l'unité. Même le très conservateur *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, principal soutien du chancelier dans sa stratégie de l'unification, estimait que « le cavalier seul de Kohl n'était pas nécessaire pour atteindre les objectifs qu'il s'est fixés ».

La fin de la querelle intérieure sur les frontières a-t-elle pour autant écarté tout risque de nouvelle crise au sein de la coalition ? Certains observateurs notent que les relations entre le chancelier et son ministre des affaires étrangères ont été très affectées par les affrontements de ces dernières semaines, et que des germes de conflit demeurent, en particulier sur l'application de l'article 23 de la Loi fondamentale à la réunification du pays. Si les libéraux sont d'accord pour considérer que l'adhésion directe des Länder de la RDA à la fédération est préférable à la réunion d'une Assemblée parlementaire commune, ils tiennent à laisser cette décision aux instances élues en RDA, alors que le chancelier exclut lui, a priori, toute autre solution.

La querelle intérieure sur les

frontières est certes réglée. Mais, même si les voisins et partenaires de l'Allemagne considèrent qu'un « grand pas » a été accompli mardi, on considère dans les milieux diplomatiques qu'il est encore trop tôt pour relâcher sa vigilance. « L'inviolabilité n'est pas intangible », faisait remarquer un diplomate occidental pointilleux sur le vocabulaire. Et d'ajouter : « La limite entre le viol et les rapports plus ou moins consentis est parfois difficile à établir ».

LUC ROSENZWEIG

M. Kohl demande aux Allemands de l'Est de cesser de « se ruer » vers l'Ouest

M. Helmut Kohl a tenu, mardi 6 mars, une nouvelle réunion électorale en RDA avant le scrutin du 18 mars. Après les polémiques de ces derniers jours à Bonn, le chancelier a tenu des propos plutôt apaisants et il a demandé aux Allemands de l'Est d'envisager leur avenir « sur place ».

MAGDEBOURG

de notre envoyé spécial

C'était au tour de Magdebourg, en Saxe-Anhalt, de recevoir, mardi 6 mars, M. Helmut Kohl pour un grand meeting électoral en faveur de l'« Alliance pour l'Alle-

insistant une nouvelle fois sur l'importance de la politique de Mikhail Gorbatchev dans les changements intervenus en RDA.

La place de la cathédrale, qui est à peu près tout ce qui reste du centre historique de Magdebourg, très endommagé lors de la dernière guerre, avait été pavée avec des fleurs de l'Allemagne, de la Saxe, mais aussi de l'Europe dont la bannière étoilée flottait tout autour. Helmut Kohl a particulièrement insisté sur la nécessité pour l'Allemagne de tenir sa place dans cette Europe : « Nous avons besoin de l'Europe, l'Europe a besoin de l'Allemagne » a-t-il déclaré sous les applaudissements.

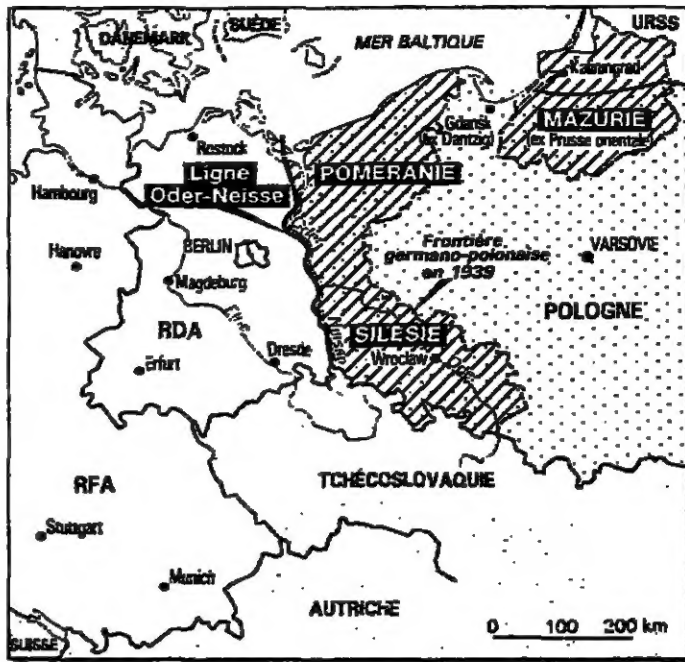
« Nous voulons une Europe unie »

Évoquant de nouveaux les inquiétudes éveillées ailleurs par le processus d'unification, il a affirmé : « Il n'y aura pas de IV^e Reich » (...). « Nous voulons l'Europe unie, nous voulons que l'Allemagne unie reste une force dynamique dans la Communauté européenne ».

Bien entendu, le chancelier n'a pas oublié la campagne électorale en cours. Mais il s'est surtout efforcé d'apparaître crédible et de garantir que la RFA ne laisserait tomber personne sur le chemin de l'unification : ni les retraités, ni les éparpillés, ni les femmes. Il a demandé aux Allemands de l'Est d'envisager leur avenir « sur place », de rester au pays, de ne pas tout abandonner pour se ruer vers l'Ouest et de relever les manches « ensemble ». « Nous voulons que le deuxième miracle allemand devienne réalité » a-t-il assuré.

Le chancelier a évité cette fois de se lancer lui-même dans une polémique frontale avec les sociaux-démocrates. Il a laissé ce soin aux dirigeants des trois partis de l'« Alliance pour l'Allemagne », qui avaient pris la parole avant lui. La campagne de l'Alliance ne donne pas, il est vrai, dans la dentelle. A en croire la rumeur, elle commence pourtant à faire son effet, notamment dans le sud de la RDA où les partis conservateurs seraient fortement en progrès par rapport aux sociaux-démocrates qui étaient, au début de la campagne, les grands favoris du scrutin du 18 mars. De meeting en meeting, les orateurs de l'Alliance, y compris ceux du Parti chrétien-démocrate, plus mesurés au départ que les autres, ne cessent d'affirmer inlassablement qu'il n'y a pas d'autre solution que de se rallier, le plus vite possible, à un système qui a fait ses preuves en RFA, qu'il faut bannir du pays tout ce qui de près ou de loin « sent » le socialisme. « Du travail, du bon argent, un environnement sain », promettent par exemple les affiches du Renouveau démocratique.

HENRI DE BRESSON



Définie à Potsdam en août 1945, la ligne Oder-Neisse donnait 100 000 kilomètres carrés de territoires du Reich (Poméranie, Silésie et sud de la Prusse Orientale) à la Pologne, qui perdit à l'est quelque 200 000 kilomètres carrés au profit de l'URSS.

Moscou et Varsovie se félicitent des « ajustements » effectués à Bonn

Le correctif apporté mardi 6 mars par le chancelier Kohl à ses précédentes déclarations sur la frontière germano-polonaise a immédiatement provoqué une certaine détente sur la scène internationale. Les dirigeants polonais et soviétiques ont été les premiers à se féliciter de cette mise au point de Bonn.

Pas d'Allemagne unie dans l'OTAN

Le ministère polonais des affaires étrangères a fait savoir mardi que les propositions du chancelier constituaient « un progrès significatif » bien que des discussions approfondies restent nécessaires pour mettre clairement un terme à la polémique. M^{me} Malgorzata Niczabłowska, la porte-parole du gouvernement de Varsovie, a pour sa part déclaré qu'il s'agissait « d'un pas en avant » dans la mesure où la chancellerie ne lie plus la reconnaissance de la ligne Oder-Neisse à une confirmation par la Pologne de la déclaration par laquelle, en 1953, elle avait

renoncé à exiger des réparations de guerre. « Mais, a ajouté M^{me} Niczabłowska, cette résolution ne nous satisfait toujours pas car nous sommes intéressés par la signature d'un traité en bonne et due forme reconnaissant notre frontière occidentale ».

Dans un entretien avec les télévisions est et ouest-allemandes, M. Mikhail Gorbatchev a « salué » les « ajustements » de Bonn : « Ces derniers jours, M. Kohl a procédé à certains ajustements dans sa position sur la question des frontières. Je le note et le salue, car manœuvres et imprécisions sur un point aussi fondamental ne font pas une politique sérieuse », a déclaré M. Gorbatchev. Interrogé d'autre part sur l'éventualité de l'entrée de l'Allemagne unifiée dans l'OTAN, le président soviétique a répondu : « C'est absolument hors de question. Tous ceux qui sont associés au processus de l'unification allemande doivent prendre en compte les intérêts naturels des voisins des deux États allemands, des Européens et de la communauté internationale. » M. Gorbatchev s'est

exprimé sur le processus de l'unification dans les entretiens qu'il a eus avec M. Mordov.

Première réunion « 2 + 4 » le 14 mars

Les États-Unis ont annoncé mardi qu'ils avaient accepté une proposition de la République fédérale de tenir la première réunion de la conférence dite « deux plus quatre » le 14 mars à Bonn. Les représentants des deux États allemands et des quatre puissances ayant des responsabilités sur le statut de l'Allemagne (États-Unis, Grande-Bretagne, France, URSS) devront régler essentiellement les questions de procédure des rencontres qui auront lieu ultérieurement, au niveau ministériel cette fois.

Le président du Conseil italien, M. Giulio Andreotti, qui entamait une visite officielle de deux jours à Washington, a fait part de son « inquiétude » à propos de cette conférence, estimant que « tous les membres de l'alliance atlantique devaient traiter ensemble » de la question allemande. Le secrétaire

d'Etat adjoint pour les affaires européennes, M. Raymond Seitz, a déclaré que l'intention des Américains était bien de consulter les alliés et qu'on avait fait savoir à M. Andreotti que « le processus 2 + 4 n'est en rien considéré comme un substitut à des discussions légitimes au sein de l'OTAN ». Le secrétaire d'Etat, M. James Baker, avait écrit à tous les pays de l'OTAN la semaine dernière pour leur assurer qu'un mécanisme de consultations sur la question allemande serait mis en place. (AFP, Reuters.)

SUISSE : en dépit de récents abus

La police politique ne sera pas abolie

BERNE

de notre correspondant

L'affaire des fichiers a beau secouer la Suisse, ce n'est pas une raison suffisante pour renoncer à une police politique. Tel est en tout cas l'avis du Conseil national (Chambre basse), qui a rejeté, mardi 6 mars, par 123 voix contre 60, une motion du Parti socialiste réclamant la dissolution de cette police, dont certaines pratiques, récemment dévoilées, ont ajouté à la crise de confiance que traverse la Confédération.

Si à peu près tout le monde admet que la police politique a outrepassé ses prérogatives en fichant sans discernement un nombre impressionnant de citoyens, les opinions divergent sur les moyens de prévenir la répétition de pareils

excès. Pour la gauche et les écologistes, la police politique a failli à sa tâche en fichant abusivement des citoyens en raison de leurs idées.

Le gouvernement et les partis bourgeois reconnaissent que des réformes s'imposent mais refusent d'envisager l'abolition de la police politique. Ainsi le président de la Confédération, M. Arnold Koller, qui est aussi ministre de la justice et de la police, a fait valoir que « la protection de l'Etat exigeait une police préventive, dans sa lutte contre l'espionnage, le terrorisme, le trafic d'armes ou de drogue, ainsi que le crime organisé ». Afin d'éviter les erreurs du passé, il a toutefois précisé que cette protection devait « être redéfinie, inscrite dans la loi, soumise à l'autorité politique et contrôlée par le Parle-

ment ». Tirant les enseignements pratiques de cette affaire, le gouvernement a décidé de placer les fichiers et les dossiers de la police fédérale sous la garde d'un « préposé spécial » et a approuvé un avant-projet de réorganisation du ministère public.

Mais cette amorce de remise en ordre suscite aussi des remous, notamment parmi les fonctionnaires de police, qui ne veulent pas faire les frais « des erreurs du pouvoir politique ». Aux socialistes, qui ont pris des positions en flèche dans ce débat, ils ont rappelé que c'était l'un de leurs représentants au gouvernement, M. Willi Ritschard, qui avait organisé, dans les années 70, la mise en fiche des militants antinucéaires.

JEAN-CLAUDE BUHRER

Michel Jobert Vandales!

roman



Le roman d'un peuple disparu.

Albin Michel

EUROPE

Un entretien
avec le président de la RFA

Suite de la première page

Il adresse en même temps un message à ses compatriotes et aux dirigeants politiques de la RFA, leur demandant de garder mesure et raison, de préserver les équilibres internationaux et la dignité de ces gens qui, en RDA, ont réalisé la première révolution pacifique sur le sol allemand.

« Il ne faut pas de doute, dit-il, que dans les derniers mois nous avons assisté à un accélération d'un mouvement qui ne correspondait pas aux calculs et aux rendez-vous que j'étais fixé les acteurs et les hommes politiques responsables. Je pense cependant que des éléments d'auto-régulation vont maintenant se mettre en œuvre. Nous sommes depuis des semaines soumis à une pression économique unilatérale dans ce processus d'unification. Cela présente des inconvénients : on ne peut pas croire qu'une unité à venir du peuple allemand puisse reposer uniquement sur le deuschemark. Le sentiment d'appartenance commune des Allemands ne peut se résumer à la possession d'une monnaie forte. L'accent mis unilatéralement sur le côté économique cache le fait qu'il est nécessaire que les deux États allemands doivent être sur un pied d'égalité dans la mise en œuvre de l'unification. Si tout devait être déterminé par l'accès libre au deuschemark, on risquerait de faire resurgir cette idée fixe de l'Anschluss, ce qui serait totalement malsain politiquement, sur le plan national et international. »

Ne pas « imposer »
notre Constitution à la RDA

De ces considérations morales, où l'on sent pointer le protestant engagé qu'est Richard von Weizsäcker, le président de la République fédérale, tire des conséquences politiques : il n'hésite pas, au risque d'outrepasser sa fonction, à intervenir dans un débat qui agite le monde politique allemand, des deux côtés de l'Elbe — celui des voix constitutionnelles de l'unification : « Je trouve, précise-t-il, que le débat qui s'est développé à Bonn sur l'utilisation du paragraphe 23 de la Loi fondamentale (1) pour réaliser l'unité est prématuré. Cette décision doit être prise en RDA. Et pas ailleurs. Ce n'est pas au Bundestag de décider si le chemin passe par l'article 23. En faire un problème de la coalition, comme je l'ai appris en lisant les journaux, ne me paraît pas sérieux. Cet article 23, je le répète, ne peut être utilisé que si la RDA manifeste clairement sa volonté dans ce sens. » En s'exprimant ainsi, Richard von Weizsäcker prend le contrepied des propos tenus lundi dernier par le chancelier Kohl, pour qui l'article 23 est « la voie royale » qui mène à l'unité et qui a déclaré faire de ce point une « question cruciale » du maintien de l'accord de coalition avec les libéraux.

Il se montre également plus flexible que le chancelier sur une éventuelle réforme constitutionnelle liée à l'unification du pays. « Sur le plan formel, il est inévitable que des changements interviennent : il faut modifier le préambule [qui pose l'objectif de l'unité de l'Allemagne, NDLR] ; on ne peut conserver tels quels ni l'article 23 ni l'article 146. En ce qui concerne le contenu, je ne crois pas qu'il puisse y avoir de querelle sérieuse sur le fait que la substance de notre Loi fondamentale sera la substance de la Constitution d'une Allemagne unie. L'essentiel, pour moi, c'est que les articles de notre Constitution qui devraient s'appliquer à la RDA ne lui soient pas purement et simplement imposés par des majorités parlementaires ouest-allemandes. Il y aura bien sûr des points de conflit, mais qui sont aussi ceux de notre débat constitutionnel en RFA, par exemple le point de savoir si le droit de vivre dans un environnement propre ou si le droit au travail doivent être inscrits dans notre Constitution. Il ne serait pas naturel que ces questions ne reviennent pas à l'ordre du jour au moment où la question d'une Constitution commune se pose. »

L'inquiétude
de nos voisins

Interrogé sur le problème brûlant de la reconnaissance de la frontière Oder-Neisse, le président n'a pas voulu intervenir dans le débat en cours — et qui venait tout juste de s'achever par le compromis entre MM. Helmut Kohl et Hans-Dietrich Genscher. « Je suis, en la matière, un témoin partial, indique-t-il cependant. Dès les années 70, au moment de la signature des traités avec l'Est, j'étais en

contradiction avec la majorité de mon parti (CDU, alors dans l'opposition), qui critiquait vivement ces accords. » A cela, on pourrait ajouter que les déclarations publiques du président sur cette question sont toujours allées dans le même sens — à savoir la reconnaissance du caractère définitif de cette frontière. La lettre qu'il avait adressée, le 1^{er} septembre dernier, au général Jaruzelski, à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'agression de la Pologne par les nazis, avait même créé une certaine émotion à la chancellerie : elle affirmait déjà ce que M. Kohl accepte finalement aujourd'hui. Aucun doute n'est permis : le président de la RFA est ici résolument « genschérien », même s'il s'abstient de critiquer publiquement le chancelier.

M. Richard von Weizsäcker n'ignore pas que les pays voisins de l'Allemagne, à l'Est comme à l'Ouest, se font quelques soucis sur la reconstitution d'une Allemagne forte et sûre d'elle-même au centre de l'Europe. « Ces préoccupations, explique-t-il, sont compréhensibles, il doit en être tenu compte non seulement dans les contacts entre les



M. Richard von Weizsäcker.

gouvernements mais aussi en se souciant des sentiments des gens. La raison principale qui me fait penser que ces soucis sont sans fondement c'est que nous vivons dans une démocratie qui fonctionne réellement : si quelqu'un commet quelque chose de lourde faute, elle peut être corrigée dans le cadre de cette démocratie, avec la concurrence des partis et le regard d'une opinion publique informée par une presse libre. Une autre raison me rend confiant : les traités que nous lient à nos partenaires ne reposent pas seulement sur la bonne volonté des hommes, mais sur la claire conscience qu'ils sont conformes à nos intérêts et à ceux de nos partenaires. Cela n'empêche pas que nous devons faire comprendre à nos partenaires que le chemin que nous suivons aujourd'hui doit nous conduire à renforcer l'Europe. Je comprends tout à fait aussi que nous ne réussissons pas notre entreprise d'unification si, dans le même temps, nous empêchons la Communauté européenne d'accomplir les progrès nécessaires. Cela irait contre notre intérêt de vouloir une union monétaire avec la RDA, et de faire obstacle à une union monétaire européenne. Les deux objectifs sont liés. »

Propos recueillis par
LUC ROSENZWEIG

(1) L'article 23 de la Loi fondamentale de la RFA prévoit que les Länder qui se reconstituent en Allemagne de l'Est pourraient adhérer, chacun de leur côté, à la République fédérale. Un autre chemin vers l'unité passe par l'article 146 et la réunion d'une assemblée parlementaire commune à la RFA et à la RDA.

Alexandre Dubcek ovationné
à l'Institut d'études politiques de Paris

L'Institut d'études politiques n'avait pas connu d'enthousiasme pareil depuis une visite qu'y avait effectuée de Gaulle : le président de l'Assemblée nationale tchécoslovaque, M. Alexandre Dubcek, reste pour les étudiants français le héros du printemps de Prague.

Ses ovations n'ont pas cessé durant la rencontre d'une heure que son hôte M. Laurent Fabius avait tenu à organiser mardi 6 mars à l'IEP : y compris lorsque M. Dubcek a longuement répondu à la question « Êtes-vous toujours communiste ? » (Réponse en résumé : « Je suis un citoyen libre, membre d'aucun parti. Et,

Les communistes s'engagent dans la transformation de leur parti
en une « nouvelle force politique de gauche »

ITALIE : le congrès du PCI à Bologne

Le Parti communiste italien ouvre mercredi 7 mars à Bologne son dix-neuvième congrès qui sera sans doute son dernier dans sa forme actuelle. L'objectif de ses travaux est en effet de « donner le départ de la phase constitutive d'une nouvelle formation politique ».

BOLOGNE

de notre envoyé spécial

« C'est la lutte-fébrile finissant... » Une salle immense, drapée de rouge, une fanfare, un marteau, et sous l'œil attentif de l'Italie tout entière, un chœur tristounet de mille hommes et femmes, tous ensemble une dernière fois peindre, pour entonner un vieux cantique révolutionnaire si usé, si fatigué qu'en cette fin de siècle agitée, le voilà qui se met à sonner comme un requiem. C'est une « lutte finale », effectivement, qui s'ouvrira mercredi 7 mars, et pour qua-

tre jours au moins, au Palais des sports de Bologne-la-Rouge. Une lutte au contenu entre les tenants du « communisme réel » qui ne veulent à aucun prix précéder leur passé pour sauvegarder leur avenir, et les autres, « les traîtres, les repentis, les honnêtes », qui ont compris qu'il fallait changer pour survivre.

Avec 27,6 % des voix lors de la dernière consultation en 1989, le PCI demeure certes le second parti d'Italie — derrière la Démocratie chrétienne (33 %) — mais il « pesait » près d'un tiers du corps électoral en 1984, et le nombre de ses adhérents diminue « en carreaux » : est tombé de 1,8 million en 1977 à 1,4 million l'an dernier. Mourir pour mieux renaitre, c'est la voie choisie par l'actuelle direction du PCI pour stopper son déclin.

Oh, bien sûr, M. Achille Occhetto, le secrétaire général, est trop habile pour inscrire carrément à l'ordre du jour de ce dix-neuvième congrès « extraordinaire » la dissolution du PCI et son rem-

placement immédiat par cette « nouvelle force politique de gauche » dont il parle depuis le 13 novembre dernier !

Pour l'instant, il n'est question que de voter pour ou contre sa motion, qui prévoit « l'ouverture d'une phase constitutive en vue de créer une nouvelle formation ». C'est bref, simple et légèrement ambigu. Son discours d'ouverture devait l'être moins. En principe, pas de problème : la motion Occhetto a recueilli ces dernières semaines dans les fédérations plus de 65 % des voix. Les deux motions opposées, l'une proposée par trois chefs historiques du PCI, dont M. Alessandro Natta, prédécesseur de M. Occhetto à la tête de l'organisation, et qui craignent une dérive droite du « parti des travailleurs », voire sa « disparition totale », l'autre signée par une poignée de vieux gardiens de l'orthodoxie révolutionnaire, ont obtenu, à elles deux, à peine un tiers des quatre cent mille voix exprimées.

Mais le débat interne au parti, qui passionne presque autant l'Italie qu'un championnat de football, ce qui n'est pas peu dire, a été dur et âpre. Il laissera des traces, et certains, dans l'entourage du secrétaire général, craignent ouvertement une scission. Encore n'est-ce pas question, pour le moment, et sauf coup de théâtre, de changer le nom du parti. La stratégie de M. Occhetto et des jeunes « colonels réformistes » qu'il a fait grimper dans la hiérarchie et qui le soutiennent consiste à remplir d'abord le magasin aux idées avant de changer l'enseigne de la boutique.

Ratisser
large

Pour l'heure, le programme de M. Occhetto est le suivant : ouverture rapide de la fameuse « constituante des forces de gauche » que des milliers d'Italiens non communistes ont appelé ces dernières semaines de leurs vœux, par lettres, télégrammes et autres pétitions envoyées aux journaux ; ensuite — probablement au cours de l'été — grande « conférence programmatique » ouverte à tous ceux qui auront des idées : enfin, vers novembre ou décembre, nouveau congrès pour la fondation officielle d'une « grande formation d'alternance et d'alternative », dit le secrétaire général. Théoriquement, c'est à ce moment-là seulement qu'il sera question de changer l'étiquette et les symboles du parti.

L'idée de M. Occhetto est bien entendue de ratisser large. Les catholiques progressistes, les écologistes, les radicaux de l'éternel Marco Pannella — qui a déjà virtuellement rejoint la nouvelle formation avant même sa création — les intellectuels en désertion, les patrons « de gauche », les femmes, les immigrés, tous ceux qui ne pouvaient se résoudre à entrer dans un parti bureaucratique, centralisateur, un peu archaïque et, malgré toute son indépendance d'esprit, « communiste » quand même, tous sont invités non seulement à rejoindre la nouvelle formation, mais à participer à sa fondation. Au total, dans le désert d'idées qui caractérise la politique italienne, l'initiative de M. Achille Occhetto apparaît chaque jour « révolutionnaire » — si l'on peut dire — que la veille.

PATRICE CLAUDE

Des immigrés italiens créent
une fédération française du PCI

Une cinquantaine de communistes italiens résidant en France se sont réunis, samedi 3 mars à Grenoble, pour donner naissance à une fédération française du PCI, qui regrouperait déjà quelque deux cents adhérents. La réalisation de ce projet lancé en juillet dernier (le Monde daté 17 et 18 septembre) met un terme à l'accord signé en 1965 par le PCI et son homologue italien stipulant, notamment, que les immigrés communistes transalpins devaient adhérer au parti français.

Le texte protocolaire avait été signé le 10 novembre 1965 à Rome. A l'issue d'une rencontre de trois jours, il avait été convenu que « le PCI a la responsabilité, sur les plans politique, idéologique et d'organisation, de diriger la lutte des travailleurs immigrés en France pour la défense de leurs revendications économiques et sociales, leurs droits et libertés,

pour la paix, la démocratie et le socialisme ».

Pour sa part, la direction du PCI italien pourrait toujours souligner que le même texte précisait : « le PCI accomplit cette tâche en tenant compte des sentiments nationaux des immigrés italiens ». Or ces sentiments ne sont pas particulièrement positifs à l'égard de la Place du Colonne-Fabien. Nombre d'immigrés communistes italiens ne se sentant plus à l'aise au sein d'un parti qui ne siège pas dans le même groupe que le PCI au Parlement européen.

« Le PCI est différent du PCF que nous jugeons trop nominaliste. Il faut faire connaître le PCI à la gauche française », a déclaré M. Ugo Boggero, responsable de la commission immigration du parti italien, qui participait à la réunion de fondation de cette « fédération française ». M. Boggero en est le secrétaire et, de ce fait, va s'installer en France où il avait fait une mission exploratoire de mai à juillet 1989.

Mis « devant le fait accompli », le PCF va désormais trouver face à lui une organisation italienne autonome à qui dispose, selon ses dirigeants, de sept sections

(Dunkerque, Lille, Paris, Grenoble, Lyon, Nice, Marseille), qui compte deux cents adhérents et espère regrouper deux mille militants au moins dans les deux prochaines années.

Les délégués de Grenoble, qui ont « surtout parlé du congrès de Bologne », n'ont pas accordé d'attention à la protestation émise par la fédération de l'Isère du PCF pour ingérence dans les affaires d'un parti encore frère pour quelques jours. La direction du PCI n'avait pas non plus accordé d'importance à la « protestation indignée » formulée le 19 décembre dernier par le secrétariat du comité central du PCF après la participation, notamment, de M. Piero Fassino, secrétaire à l'organisation du PC italien, à une rencontre organisée par les « reconstrueteurs » du PCF à Saint-Junien (Haute-Vienne) en présence, pourtant, de M. Francis Wurtz, membre du comité central du parti français.

« Le PCF ne nous intéresse pas du tout, confie un des « ochettistes » de Grenoble. Maintenant, il y a mieux à faire ! »

OLIVIER BIFFAUD

Le Parlement soviétique a légalisé
la propriété du « citoyen »

Suite de la première page

La loi, donc, ne parle pas de « propriété privée », ignore ainsi ce sur quoi même elle porte et même l'expression plus neutre de « propriété individuelle » a été abandonnée au profit de « propriété du citoyen », c'est-à-dire de l'individu membre de la collectivité nationale. Pas plus en russe qu'en français, cela ne veut dire grand-chose, mais l'essentiel, comme l'expliquaient dans les colloques les députés réformateurs, est que la « propriété socialiste » n'est désor-

mais plus l'unique fondement de l'Etat et de l'économie soviétiques.

Elle ne sera plus, en effet, désormais qu'une des trois formes de propriété reconnues et qui sont, outre celle « du citoyen », la propriété « publique » et celle d'Etat. Par « publique », on entend aussi bien par actions (en public, en d'autres termes) que municipale ou régionale, et la propriété d'Etat s'appelle ainsi désormais par son nom, qui rompt avec l'hypocrisie de la propriété prétendument « collective ».

Le principe établi, il reste, comme pour la récente loi sur la terre, beaucoup de chemin à parcourir entre les textes et la réalité. Techniquement parlant d'abord, la loi n'entrera en vigueur qu'au 1^{er} juillet afin que le Congrès des députés puisse entreprendre d'adopter les nécessaires amendements constitutionnels. Politiquement parlant ensuite, la reconnaissance de la propriété privée ne permet en aucune manière d'envisager une expansion rapide d'un véritable secteur privé.

A défaut d'adopter le lourd préambule idéologique en forme de garde-fou orthodoxe qui leur était proposé, les députés ont inscrit dans la loi même qu'aucune des formes de propriété ne devait permettre, en URSS, l'aliénation de l'homme à la production et surtout l'exploitation de l'homme par l'homme.

Cela signifie que les futures entreprises privées n'auront théoriquement pas le droit de recourir au salariat. Comme pour les coopératives et les futures exploitations

agricoles privées, la loi interdit de cette façon ce qu'elle promeut et, pourtant, promeut la fraude. Les salariés seront déguisés en associés et la nouvelle économie réunira déjà toutes les conditions pour devenir une économie souterraine. Bref, on fait ce qu'on peut car, moins encore que le concept de propriété privée, l'idée de la reconnaissance d'un patronat n'est populaire en URSS.

L'argent
de la corruption

On y associe, d'une part, les licenciements et l'augmentation des cadences ; d'autre part, le triomphe, dans bien des secteurs, de l'argent de la corruption — de cette masse monétaire qui ne demande en effet qu'à s'investir. Loins d'être la preuve d'un conservatisme social en quelque sorte fonctionnant russe, l'impopularité de la propriété privée tient à d'excel-lentes raisons car il est vrai que la lente introduction va rompre le pacte social aux termes duquel les ouvriers se taisaient et vivaient mal mais ne s'épuisaient pas au travail.

Or, s'il est parfaitement envisageable de proposer un autre pacte, dont le développement des libertés est déjà un élément essentiel, encore faudrait-il, pour le faire accepter, en formuler les termes et le négocier. Ce n'est pas encore le cas. Ce ne pourra pas l'être avant qu'on ne soit définitivement sorti du mythe de l'Etat ouvrier par la mise en place des nouvelles institutions politiques. En attendant, il est tout aussi vrai qu'on compte parmi les premiers candidats à l'investissement beaucoup d'anciens bureaucrates ayant fait fortune dans la délivrance de tampons.

Tout cela explique que les conservateurs aient pu remporter leurs seuls succès politiques en dénonçant les coopératives et que l'équipe Gorbatchev comme les

députés radicaux soient prudents en la matière. Il n'en reste pas moins que la propriété de moyens de production et la transmission de biens par héritage sont légalisées, et que la propriété de la terre et des ressources naturelles est reconnue aux républiques et régions où elles se trouvent et ne peut être, en cas de besoin, dévolue à l'Etat fédéral que par accord contractuel. Les transports, l'énergie, l'industrie spatiale, les installations de défense et les banques sont, eux, redéfinies comme propriété de l'Etat fédéral. L'URSS se prépare et s'adapte, en d'autres termes, non seulement à sa future mutation socio-économique mais aussi au prochain changement des liens entre ses républiques et au départ de certaines d'entre elles.

Hasard ? C'est au lendemain même de l'adoption de cette loi que la commission idéologique du comité central a publié ses « thèses » pour la célébration, le 22 avril, du cent vingtième anniversaire de la naissance de Lénine. On y lit que l'inventeur du centralisme démocratique considérait que le nouveau système social ne pouvait être fondé sur la coercition, l'ignorance de la « multiplicité des intérêts nationaux et sociaux », les « interdits » et un « nivellement de casernes ».

Lénine était, au contraire, partisan, apprend-on (et la citation est, au demeurant, exacte) d'un « socialisme de coopérateurs civilisés ». C'est-à-dire honnêtes et capables. Il craignait aussi (ce n'est pas non plus inexact) que la bureaucratie ne puisse détruire l'essence de ce socialisme-là. Lénine, tout lecteur de la *Pravda* l'aura compris, était gorbatchevien et c'est M. Gorbatchev qui a été chargé par le bureau politique de prononcer le grand discours qui marquera les festivités du 22 avril.

BERNARD GUETTA

صلى الله عليه وسلم

ASIE

AFGHANISTAN : violents combats dans la capitale

Kaboul a annoncé l'échec du coup d'Etat

Vingt-quatre heures après le début de la tentative de putsch du général Shanawaz Tanai, ministre de la défense, des combats se poursuivaient mercredi 7 mars dans la capitale afghane. Si les troupes loyalistes ont repris le ministère de la défense mercredi matin, la grande base aérienne de Bagram, à une cinquantaine de kilomètres de Kaboul, serait encore entre les mains des rebelles, et des avions seraient à nouveau bombardés Kaboul.

Radio-Kaboul, repris par les Soviétiques, a toutefois annoncé l'échec du putsch et l'arrestation de plusieurs de ses auteurs, affirmant que le régime avait la situation totalement en main et

que les combats avaient cessé dans le centre-ville et autour du palais présidentiel. Un ultimatum a été lancé, mercredi, lancé aux mutins, leur enjoignant de déposer les armes avant minuit. Le général Tanai est toujours en fuite, et le président Najibullah a donné l'ordre de s'en saisir « mort ou vif » et de « lui donner la punition qu'il mérite ».

« La situation est calme partout dans le pays, mais nous demandons aux braves citoyens d'être prêts à défendre la patrie », a déclaré mardi soir Radio-Kaboul, qui a cependant demandé à la population de ne pas sortir dans les rues. Mercredi, la radio a demandé à plusieurs reprises à « toutes les organisations » du Parti démocratique popu-

laire (PDPA, au pouvoir) de « prendre les armes ».

Le putsch avait débuté dans la matinée de mardi par de violents affrontements entre militaires favorables au général Tanai, soutenus par des blindés et une partie de l'aviation, et les forces de sécurité loyales au chef de l'Etat (nos dernières éditions du 7 mars).

Les communications ont été coupées, ce qui explique pourquoi les premières informations sur le coup d'Etat sont venues de Moscou, en particulier de M. Guerassimov, porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, et de l'agence Tass, transmettant par radio de l'ambassade sovié-

que à Kaboul. Elles avaient été confirmées par Washington et par les Nations unies. Plusieurs bâtiments, dont l'Hôtel Kaboul et le radio, ont été atteints par bombes, des roquettes et des tirs d'artillerie faisant des victimes parmi les combattants et la population civile qui, selon Tass, fuyait le centre-ville.

Mardi soir, le président Najibullah avait accusé le général Tanai, qualifié de « traître », d'avoir « suivi les directives » de M. Gulbuddin Hekmatyar, chef du Hezb-e-Islami, la formation la plus extrémiste de la résistance. « Des éléments extrémistes au sein du parti (PDPA) avec le traître à la patrie Gulbuddin » sont à l'origine du putsch,

avait-il ajouté. M. Hekmatyar avait annoncé mardi son soutien à « toute action, y compris d'officiers, qui favoriseraient l'émergence d'un gouvernement islamique » en Afghanistan.

M. Najibullah avait aussi annoncé le remplacement du général Tanai à la tête du ministère de la défense par le général Mohammad Aslam Watanjar, jusque-là ministre de l'intérieur (voir l'article de notre correspondant Laurent Zecchini).

Le général Watanjar cède son poste à l'ingénieur Raz Mohammad Paktaen, membre du comité central du PDPA et qui était ministre des ressources hydrauliques. - (AFP, Reuters, UPI, AP.)

Un nouvel épisode de la « guerre des clans »

Depuis le départ des troupes soviétiques, les rivalités se sont accrues entre les différents clans qui tiennent le pouvoir à Kaboul.

NEW-DELHI

de notre correspondant en Asie du Sud

« Tenter un coup d'Etat à Kaboul sans avoir le soutien des Soviétiques, c'est simplement suicidaire ». Il y a une dizaine de jours, à Peshawar, M. Naim Majrooh, l'un des meilleurs analystes de la politique afghane, résumait ainsi son sentiment sur l'avant-dernière tentative de coup d'Etat - ou prétendue telle - celle du général Shanawaz Tanai, qui avait eu lieu en décembre dernier.

Depuis l'imposition de l'état d'urgence à Kaboul, le 18 février 1989, les rivalités entre le tout-puissant ministre de la défense et le chef du PDPA (Parti démocratique du peuple afghan), chef de l'Etat, M. Najibullah, alimentaient en effet la chronique des rumeurs dans la capitale afghane.

Une chose est sûre en tout cas : le départ des troupes soviétiques a accru les tensions au sein du pouvoir, et les partisans de la faction Khalq (Peuple), largement majoritaire au sein de l'armée, ont manifesté nettement leur hostilité à la politique de « réconciliation nationale » prônée par M. Najibullah, chef de la faction Parcham (Drapeau).

L'auteur du putsch, le général Tanai avait donc au moins une bonne raison de s'opposer au chef de l'Etat. La séparation entre le Khalq et le Parcham date de la brouille en 1967, entre M. Taraki et M. Babrak Karmal, sous deux anciens présidents de l'Afghanistan. Le Khalq était le nom du journal de M. Taraki, et le Parcham celui de M. Karmal.

A l'époque, le Khalq comprenait surtout des jeunes officiers soutenus par Moscou, qui firent des émules dans certaines couches populaires ; le Parcham regroupait des militants d'origine plus urbaine des opposants (notamment M. Karmal) de longue date à la monarchie.

Les deux camps s'entre-tuèrent à plusieurs reprises au cours des dix dernières années. Aujourd'hui, chaque faction est subdivisée en de nombreux groupes : le Parcham comprend aussi les najibistes (fidèles de M. Najibullah), les keshamandis (qui suivent le premier ministre Ali Keshnamand) et les karmalistes (nostalgiques de l'ancien président Karmal, en résidence dans une dat-



cha de la banlieue de Moscou).

En face, chez les khalqis - pour simplifier - les tarakis (du nom de l'ancien président) sont loin d'approuver toutes les positions des amis (partisans de l'ancien président Hafizullah Amin). Restent, en outre, la demi-douzaine de groupes politico-militaires plus ou moins contrôlés par les Soviétiques.

Homme-cléf de la nouvelle politique menée par Moscou pour négocier le retrait de l'armée rouge d'Afghanistan (c'est afin d'amorcer cette politique qu'il avait été choisi pour remplacer M. Babrak Karmal - lors d'un coup d'Etat - en mai 1986), l'actuel chef de l'Etat s'est efforcé de faire admettre bien des virages idéologiques à un parti qui, de « communiste », « pro-soviétique » et « aïché », est devenu « socialiste », puis officiellement « islamique », voire, depuis un an, « social-démocrate ».

Une telle évolution, accompagnée par une politique tendant à rallier au régime ses plus farouches opposants, ne pouvait s'effectuer sans heurts.

Le jeu soviétique

M. Najibullah, qui craignait le jusqu'au-boutisme des khalqis et des karmalistes, s'est efforcé de donner des gages aux uns et aux autres, mais cette « realpolitik » déplaçait au Khalq. En novembre 1988, le général Gulabzoi, chef de file du Khalq, ministre de la défense et rival déclaré de M. Najibullah, avait été promu ambassadeur à Moscou, poste qu'il devait quitter en août dernier pour Varsovie.

M. Chevardnadze, ministre des affaires étrangères soviétique, s'était rendu à Kaboul le 6 août dernier, et une paix précaire avait été rétablie entre les clans. On parlait alors beaucoup de « contacts » dans la « banlieue » de Kaboul entre des émissaires du général Tanai et de M. Gulbuddin Hekmatyar, chef de file du parti fondamentaliste Hezb-e-Islami et mou-ton noir de la résistance afghane. M. Gulbuddin est un Pachtoun de la branche Ghilzai. Cet agissement aurait résulté de la solidarité pachtoune entre tribus « cousines ».

L'hypothèse est intéressante, mais aucun élément sérieux, hormis les accusations de M. Najibullah et le soutien verbal apporté par M. Gulbuddin aux putschistes, ne permet de lui accorder crédit. En tout état de cause, en décembre, le

général Tanai entraînait donc de nouveau en rébellion ouverte contre le président Najibullah : celui-ci, dans le souci de marginaliser une armée qu'il sait peu sûre, a constitué des milices tribales, les Jozjanis, qui ne relèvent que de lui.

Elles se conduisent en pays conquis à Kaboul (où elles sont fortes d'environ 6 000 hommes), et disposent d'avantages matériels considérables (notamment le droit au butin de guerre).

Le général Tanai exigeait que ces Jozjanis rentrent dans le rang, c'est-à-dire sous sa coupe. Pour manifester son autorité (on lui prête ce mot : « Najibullah et moi avons été nommés président et ministre de la défense par les mêmes Soviétiques », sous-entendu je n'ai pas à m'effacer : le chef des khalqis s'était livré à une sorte de remaniement affectant une quinzaine de généraux. Pour faire bonne mesure, il avait déployé des chars autour de son ministère, situé dans un ancien palais du roi, à l'extrémité du boulevard Darulaman, non loin du bunker de l'ambassade soviétique.

Pour le président, le prétexte était tout trouvé : le général Tanai fut accusé de tentative de coup d'Etat. 127 personnes, dont 70 officiers supérieurs (tous membres du Khalq), furent arrêtés, et M. Najibullah envoya son ministre de l'intérieur, le général Mohammad Aslam Watanjar, (khalqis rallié au Parcham, qui a remplacé mardi le général Tanai comme ministre de la défense) négocier la reddition, voire au moins un accord, avec son puissant rival. Il n'y eut point d'accord. Une fois de plus, le protecteur soviétique fut sollicité pour rétablir la paix.

Le général Tanai appartenait voulu franchir à nouveau le Rubicon. Son nouvel échec, s'il se confirme, prouverait une chose : les Soviétiques, qui jusque-là, souhaitaient conserver deux fers au feu, en sauvant un certain équilibre entre le Khalq et le Parcham, auraient jugé que le général Tanai était décidément devenu trop encombrant.

A contrario, M. Najibullah, dont la sécurité personnelle est toujours assurée par des commandos soviétiques, recevait un nouveau brevet de bonne conduite. Son maintien à la tête de l'Etat étant jugé comme le principal obstacle à l'ouverture de négociations politiques avec les moudjahidins, cette nouvelle « révolution de palais » à l'afghane ne faciliterait guère la recherche de la paix.

LAURENT ZECCHINI

A Peshawar l'amertume des moudjahidins

Les héros semblent fatigués... Certes, beaucoup parlent encore de batailles et de victoire au bout du fusil. En de rares endroits, à Khost notamment, dans la province du Nangarhar, où le commandant Jalaluddin Haqqani mène les combats, on continue de s'entretuer. Mais la justification du sang versé est devenue incertaine et la djihad a désormais un goût d'amertume.

PESHAWAR

de notre envoyé spécial

Peshawar a toujours été une vitrine en trompe-l'œil de la guerre d'Afghanistan. Le « gouvernement intérimaire » n'en finit pas de présenter une caricature de lui-même, comme si on pouvait encore lui accorder crédit ou représentativité.

Peshawar exhibe aujourd'hui trop de chefs politiques et d'appareils repus roulant en 4x4 japonaises couvertes de chromes, parfois aussi quelques commandants usés qui ont des raisons d'éprouver une certaine lassitude : les « politiciens » de la résistance ont trahi bien des espérances. La foire à l'« humanitaire », de son côté, bat son plein, et les dollars de l'Amérique ont permis aux ONG (organisations non gouvernementales) de passer de l'aventure à l'ère du tout-ordinaire.

Peshawar est devenue la ville des mille trafics et d'une corruption qui serait scandaleuse si elle n'était tolérée par toutes les parties prenantes. 40% de l'aide humanitaire, estime-t-on, est revendue au profit de l'enrichissement de quelques-uns : moudjahidins ayant pignon sur rue, « chefs de guerre » et hauts fonctionnaires pakistanais. Il en va de même, chacun le sait, d'une partie des armes et munitions américaines.

Tout se passe comme si la charité s'épuisait, la guerre d'Afghanistan ne passionnant plus grand monde. Le départ des troupes soviétiques, qui prive le conflit afghan de son enjeu Est-Ouest et le transforme en simple guerre civile ; les échecs militaires répétés de la résistance pour conquérir des villes ; la survie du régime du président Najibullah ; des règlements de compte sanglants entre partis et commandants : tout cela explique ce climat de désillusion.

« Depuis les accords de Genève, déclare M. Omar Sherditi, conseiller politique du Jamiat-Islami, les Soviétiques ont envoyé des armes de plus en plus sophistiquées et meurtrières... tout le monde s'en moque ! Les Occidentaux nous ont accordé trop d'attention ces dernières années : on nous a pris pour des « Supermen », on nous demandait des choses impossibles et, brusquement, l'opinion

internationale se déclare déçue parce que nous ne menons pas cette guerre à son rythme ! »

Abdul Haq lui-même, le commandant préféré du Congrès américain, ne cache pas sa déception : « L'opinion internationale ne doit pas mélanger le peuple afghan et les chefs des partis politiques de Peshawar. La majorité des Afghans est fatiguée de ces disputes politiques incessantes. »

En vérité, la résistance a été flouée, et elle le sait. Dindon de la farce d'un marchandage Est-Ouest, elle n'a pas compris que l'heure était au pragmatisme. Face au grand chambardement qui effrite le paysage politique de l'Europe, les luttes intestines des moudjahidins paraissent dérisoires et l'Occident supporte désormais difficilement le manque de « maturité » des combattants afghans.

Ceux-ci répliquent que l'Occident, comme d'habitude, est trop pressé. M. Burhanuddin Rabbani, chef du Jamiat-Islami, l'exprime à sa façon : « Il est faux de dire que nous avons été battus. Dans toutes les guerres, il y a des périodes de succès et d'échecs. L'ennemi est toujours en position défensive et nous sommes toujours en position offensive. »

Des tractations laborieuses

Mais ce rapport de forces n'est pas immuable. M. Rabbani, comme la plupart des chefs de la résistance, dénonce le ralentissement des livraisons d'armes américaines : « Depuis un an, nous ne recevons pratiquement plus rien. » Officiellement, rien n'a changé : Washington continuait d'élargir la résistance, à concurrence d'environ 700 millions de dollars par an. En face, les experts américains chiffrent les dépenses mensuelles de l'URSS pour armer le régime de Kaboul à environ 250 millions de dollars. M. Ahmed Zia Massoud, le frère du commandant légendaire de la vallée du Panshir, déclare que ce dernier n'a pas les moyens militaires d'une offensive.

Or, un retour aux conditions du début de la guerre semble impossible : « Nous sommes dans une phase de combats sophistiqués, explique M. Massoud Khelili, du Jamiat, nous ne pouvons plus nous contenter d'armes individuelles et nous passer de l'aide militaire américaine. »

Celle-ci est désormais sous le contrôle exclusif de l'ISI (Inter-Services Intelligence, services secrets pakistanais), depuis que les Etats-Unis ont décidé de ne plus fournir directement aux partis politiques de Peshawar. Or, la reprise en main de la politique afghane du Pakistan par M. Benazir Bhutto a fait long feu et les partis fondamentalistes de

la résistance continuent d'être privilégiés, au détriment des formations dites « modérées ».

« Peter Tomsen nous a dit que le gouvernement américain ne pouvait pas contrôler l'ISI », rapporte l'un des participants aux rencontres qui ont eu lieu début février à Peshawar entre le représentant de Washington auprès de la résistance et ceux du « gouvernement intérimaire ». Le professeur Rabbani ajoute : « Tomsen nous a confirmé qu'il n'y avait aucun changement dans la politique américaine, aucune volonté d'accepter Najibullah pendant une période transitoire. »

Or, après la rencontre entre M. Baker et M. Chevardnadze début février, le département d'Etat américain avait expliqué que telle était bien la nouvelle position de l'administration Bush. Apparemment, les choses ne sont pas si simples : la version donnée aux moudjahidins est que les Etats-Unis continuent de faire du départ de M. Najibullah un préalable à toute négociation.

Ces signaux signifient que les Etats-Unis considèrent que le processus politique en cours, qui doit aboutir à la convocation d'une nouvelle Choura (grande assemblée), constitue la dernière chance pour la résistance de présenter une alternative crédible (et unitaire) au régime de Kaboul. En cas d'échec, il deviendrait beaucoup plus difficile de convaincre le Sénat de continuer à voter des crédits en faveur de la lutte armée.

Or la préparation de la Choura fait l'objet de tractations laborieuses : la question de la présence des partis chiites n'est pas résolue, celle du lieu (en Afghanistan ou à Peshawar) non plus, et M. Gulbuddin Hekmatyar, chef du parti fondamentaliste Hezb-e-Islami, s'est d'ores et déjà exclu de lui-même de ce processus.

L'ISI, d'autre part, dont un représentant assiste à toutes les réunions du « gouvernement intérimaire », veut contrôler les opérations. Cet interventionnisme est de plus en plus mal supporté par les moudjahidins, qui veulent à tout prix éviter une « Choura pakistanaise ». Beaucoup d'entre eux sont d'ailleurs persuadés que les Pakistanais détournent à leur profit une partie des livraisons américaines. La résistance rejette par avance l'ultimatum déguisé des Etats-Unis.

« Les Américains, souligne M. Naim Majrooh, directeur du centre d'information afghan, ont toujours été très lents à comprendre l'évolution du conflit afghan. Ils ont voulu contraindre une grappe-ciel sur des fondations inexistantes, c'est-à-dire les sept partis de Peshawar. Ils doivent nous laisser le temps de nous organiser. De toute façon, le temps ne donnera pas une légitimité à Najibullah. »

L. Z.

THAILANDE

Le premier ministre ordonne la fermeture des camps de réfugiés cambodgiens

Le premier ministre thaïlandais, M. Chatichai Choonhavan, a décidé de fermer les camps de réfugiés cambodgiens le long de la frontière khméro-thaïlandaise, a annoncé mardi 6 mars son porte-parole. Il a aussi demandé à son ministre des affaires étrangères d'entrer en relation avec le régime de Phnom-Penh afin de lui demander de rapatrier rapidement ces réfugiés, au nombre d'environ trois cent mille.

Il a aussi souhaité que les camps, soient remplacés par des « camps neutres » gérés et financés par les Nations unies.

■ CORÉE DU SUD : Séoul compte acheter de l'uranium enrichi à l'URSS. - Séoul a entamé des négociations avec l'URSS pour l'achat d'uranium enrichi, à indication, mardi 6 mars, le ministère sud-coréen des ressources énergétiques. La Corée du Sud compte importer environ 40 tonnes par an jusqu'en 1999 pour alimenter ses

centrales (d'origine américaine et française). Le prix de l'uranium soviétique serait moins élevé que celui jusqu'à présent importé d'Australie, du Canada et de France et qui est ensuite enrichi en France ou aux Etats-Unis. Séoul souhaiterait payer le combustible 20 millions de dollars les 40 tonnes. - (AFP.)

■ JAPON : 166 pays invités pour le couronnement de l'empereur Akihito. - Le Japon a invité les dirigeants de 166 pays et leurs épouses à la cérémonie du couronnement de l'empereur Akihito, qui aura lieu le 12 novembre prochain, a annoncé mardi 6 mars le ministère nippon des affaires étrangères. (AP.)

ASIE

PHILIPPINES

Une épreuve de force continue d'opposer M^{me} Aquino à une partie de l'armée

La Cour suprême philippine a infligé mardi 6 mars un cuisant désaveu au gouvernement de M^{me} Aquino en ordonnant la libération sous caution du sénateur Enrile, qui avait été arrêté le 27 février pour rébellion et meurtre. Par dix voix contre quatre et une abstention, les juges ont considéré que M. Enrile ne constituait pas un danger pour l'Etat et ont fixé le montant de sa caution à 4 400 dollars.

MANILLE

de notre envoyé spécial

L'offensive lancée la semaine dernière par M^{me} Aquino contre ses ennemis et marquée par la brève arrestation du sénateur Juan Ponce Enrile, sous l'inculpation de rébellion compliquée de meurtre, a tourné à l'épreuve de force avec la mort du général Oscar Florendo, tué dimanche 4 mars après avoir été pris en otage par l'ex-colonel rebelle Rodolfo Aguinaldo qu'il était venu arrêter (le Monde du 6 mars). Ce meurtre - le général ayant été apparemment exécuté - est le plus grave défi lancé contre l'autorité de la présidence.

Si la mort du populaire général, porte-parole des forces armées, suscite l'indignation, elle n'a guère resserré les rangs d'une armée divisée. Les milits, qui ne se sont pas rendus après la tentative de putsch de décembre, la sixième et la plus meurtrière (cent dix-neuf morts et six cents blessés), ont publié lundi un communiqué dans lequel, tout en déplorant la mort du général Florendo, ils appellent les Philippines à « se soulever contre le régime Aquino avant qu'il n'ait réduit le pays en miettes ».

La chasse à l'homme entreprise par l'armée depuis lundi dans la région de Tuguegarao, à 400 kilomètres au nord de Manille, où le général Florendo a été tué, s'est soldée jusqu'à présent par l'arrestation de trois mairies soupçonnées d'avoir aidé M. Aguinaldo.

Cette région d'accès difficile n'est pas considérée comme loyale. Province natale et fief de M. Enrile, elle faisait partie de ce « Solid North » fidèle à Marcos. M. Aguinaldo y est populaire. Connu pour sa brutalité (il aurait participé aux tortures de prisonniers politiques), il fut l'un des fondateurs du RAM, fer de lance de la rébellion contre le dictateur mais aussi par la suite à l'origine des différents coups organisés contre M^{me} Aquino.

M. Aguinaldo exprime sa sympa-

thie pour les auteurs du putsch d'août 1987. Ayant quitté l'armée, il fut élu gouverneur de province au début de 1988, puis relevé de ses fonctions pour s'être déclaré favorable à la rébellion de décembre.

Il figurait parmi les personnes dont Manille a ordonné l'arrestation le 27 février. A la tête de six cents hommes, il réagit en lançant une opération sur Tuguegarao au cours de laquelle il prit en otage le général Florendo. Deux cents de ses hommes se sont rendus. Les autres sont en fuite avec leur chef.

M. Enrile, ennemi numéro un

M^{me} Aquino s'est finalement attaquée à celui qui s'est profilé derrière toutes les tentatives de putsch, sans toutefois qu'il ait été possible de le prouver. Bénéficiant de la confiance des officiers rebelles, M. Enrile est aussi à la tête d'une des plus grosses fortunes des Philippines, estimée à près de 100 millions de dollars.

M. Enrile avait, ces dernières semaines, ouvertement défié la présidence : lors de l'anniversaire de la « révolution de février », qui porta M^{me} Aquino au pouvoir, il avait présenté ses excuses à la nation pour l'y avoir aidée. Une semaine auparavant, pour fêter ses soixante-six ans, il avait offert une coup party : la tenue de rigueur était le treillis.

En faisant arrêter M. Enrile, M^{me} Aquino tentait de restaurer une autorité vacillante. Elle a aussi ouvert une boîte de Pandore. Il ne faut pas attendre grand-chose d'une procédure judiciaire dans un pays où, bien que souvent le pistolet tient lieu de loi, on se délecte aussi d'interminables arguties juridiques. Or, si les accusations portées contre M. Enrile ne sont pas prouvées, le gouvernement risque de perdre sa crédibilité. En outre, l'accusé, lui-même juriste, est assez habile pour retourner la situation en sa faveur : cette arrestation pourrait être une plate-forme rêvée pour ce candidat déclaré à la succession de M^{me} Aquino en 1992.

Il semble surtout que l'on arrive au dernier acte de l'affrontement qui couvre depuis l'accession au pouvoir de M^{me} Aquino, entre la veuve de l'homme assassiné par Marcos en 1983 et celui qui l'avait fait arrêter onze ans plus tôt, M. Enrile, alors ministre de la défense. Au lendemain de la chute de Marcos, Cory Aquino n'avait guère d'autre choix que de pactiser avec ceux qui la plaçaient au pouvoir : le général Ramos et M. Enrile. En novembre 1986,

cependant, elle évitait ce dernier du gouvernement. Depuis, M. Enrile n'a pas ménagé la présidence. A la suite du putsch de décembre, celle-ci s'est décidée à contre-attaquer.

Dans son discours de célébration de la « révolution de février », M^{me} Aquino se laissa aller à des remarques au vitriol sur la virilité de M. Enrile : un dérapage qui témoigne du tour émotionnel pris par ce que beaucoup perçoivent comme un règlement de comptes. Dans une étrange inversion des rôles, la veuve est au pouvoir et l'homme qui maintient son mari huit ans en prison est à son tour arrêté... A la différence près que, contrairement à Marcos et à M. Enrile, qui avaient pris les devants en neutralisant Ninoy Aquino, la présidente a peut-être agi trop tard.

PHILIPPE PONS

VIETNAM

Hanoï autorise la création d'une association d'anciens combattants

L'agence vietnamienne d'information a annoncé mardi 6 mars la formation d'une association d'anciens combattants. La décision en a été prise par le premier ministre, M. Do Muoi, malgré l'opposition de certains dirigeants.

Cette association, qui avait depuis quelque temps une existence non officielle, s'est dotée d'un comité exécutif présidé par le général Song Hao, ancien président du comité de contrôle du PCV : son vice-président est le général Tran Van Tra, qui avait lancé l'offensive contre Saigon en 1975 avant d'être mis à l'écart pour ses positions non orthodoxes.

L'autorisation de cet organisme semble entrer dans le cadre de la « démocratisation » entreprise par Hanoï afin d'ouvrir le régime sans en changer la structure socialiste.

Le ministre vietnamien des affaires étrangères, M. Nguyen Co Thach, avait indiqué en décembre que l'association des anciens combattants ne représenterait pas une réplique idéologique au PCV, car ses membres étaient eux-mêmes communistes.

AMÉRIQUES

ETATS-UNIS : l'avion-espion SR-71 au musée par économie

« Bye Bye Blackbird »

WASHINGTON

de notre correspondant

L'une des plus grandes fiertés de l'US Air Force, le Lockheed SR-71 Blackbird, l'avion-espion qui volait plus vite et plus haut que tous les autres, s'est posé, mardi 6 mars, pour la dernière fois, sur une piste de l'aéroport international Dulles de Washington. Cet ultime vol fut glorieux : avant d'entrer au musée, le « vieil » avion a battu plusieurs records de vitesse, notamment celui de la traversée des Etats-Unis en soixante-huit minutes et trente-deux secondes pour relier la Californie à la côte est, à 3 380 km/h (plus de mach 3).

Vingt-huit ans après son lancement en série, Blackbird reste sans rival. Même les satellites qui assureront la relève ne feront sans doute pas le travail tout à fait aussi bien : le SR-71 pouvait à tout moment être envoyé en mission de « pénétration » vers n'importe quel point du globe, alors que le passage des satellites d'observation est soumis à certaines contraintes.

Le Blackbird, construit à trente-deux exemplaires, était le successeur du fameux U-2, dont un exemplaire fut abattu en 1980 au-dessus de l'URSS, provoquant l'ire bruyante de Khroutchev et une crise dans

les relations soviéto-américaines. Aucun SR-71 n'a connu ce sort, aucun n'a jamais été « descendu » nulle part, ce qui se doit au dessus du Vietnam, de l'URSS, de la Corée du Nord ou encore de la Libye, où l'avion avait été « reconnu ». En 1988, les effets du bombardement américain. Trop haut (30 000 mètres), trop vite. Certains pilotes ont vu des missiles Sam-2 rebondir, impuissants à les rattraper.

Le souci de faire des économies aura eu raison de lui : l'entretien de la flotte coûtait 350 millions de dollars par an. Le SR-71 a été sacrifié l'automne dernier, lors des négociations budgétaires de dernière minute entre l'administration et le Congrès. L'US Air Force était si peu préparée à se défaire de sa petite merveille qu'un programme de perfectionnement venait d'être achevé pour permettre à l'appareil de rester en activité pendant encore vingt ans.

La mise à la retraite du bel avion noir a laissé un goût amer : aucun officier supérieur de l'US Air Force n'était présent à la cérémonie de Dulles où il revint à l'un des auteurs des plans du SR 71 de prononcer le mot de la fin : « Bye Bye Blackbird ».

JAN KRAUZE

NICARAGUA

M^{me} Chamorro annonce une amnistie générale

La présidente élue du Nicaragua, M^{me} Violeta Chamorro, a annoncé, mardi 6 mars, qu'elle appliquerait une amnistie générale pour tous les « contras » qui se sont opposés par les armes au gouvernement sandiniste.

M^{me} Chamorro, qui entrera en fonction le 25 avril, envisage avec confiance la passation des pouvoirs : « Daniel Ortega s'est engagé devant les pays d'Amérique centrale à la paix et à la réconciliation. Maintenant, il est tout disposé à céder le pouvoir parce que partout

□ HAITI : manifestations contre le gouvernement militaire. - Plus de cinq mille personnes, dont de très nombreux écoliers et étudiants, ont manifesté, mardi 6 mars, aux Gonaïves (150 kilomètres au nord-ouest de Port-au-Prince), contre le gouvernement militaire du général Prosper Avril dont elles ont réclamé le départ. Les forces de l'ordre ne sont pas intervenues. Deux soldats auraient cependant été blessés par des jets de pierres. Les jeunes manifestants protestaient notamment contre la mort, lundi, d'une écolière de onze ans tuée sur la galerie de sa maison, à Petit-Goave (à 78 kilomètres au sud-ouest de la capitale), par un groupe de soldats qui effectuaient des tirs d'intimidation pour disperser une manifestation anti-gouvernementale menée par des étudiants et des lycéens. - (AFP.)

AFRIQUE DU SUD : état d'urgence au Ciskei et émeutes au Bophuthatswana

L'adieu aux bantoustans ?

L'état d'urgence a été décrété, mardi 6 mars, dans le bantoustan du Ciskei, où des pillages et des émeutes consécutives au renversement, dimanche, du président Lennox Sebe par des militaires, ont fait au moins 27 morts et 500 blessés, a annoncé M. « Pik » Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères. De son côté, M. Nelson Mandela, vice-président du Congrès national africain (ANC), a estimé, au cours d'une conférence de presse réunie mardi à Harare, au Zimbabwe, que ce putsch marquait un « progrès ». D'autre part, dans le bantoustan du Bophuthatswana, des milliers de manifestants ont brûlé des bâtiments et se sont affrontés aux forces de l'ordre, mercredi 7 mars, tout en réclamant la démission de M. Lucas Mangope, le chef de cet Etat « indépendant ».

Le puzzle que les tenants de l'apartheid avaient imaginé pour organiser, sur le terrain, le développement séparé de chaque communauté raciale est appelé à disparaître dans le grand vent des réformes qui agitent l'Afrique du Sud.

Le général Bantu Holomisa, le chef de l'Etat « indépendant » du Transkei, l'avait dit sans détours, il y a un mois : « Le système des bantoustans démodé et inapplicable a bel et bien vécu ». Le général Josh Gqozo, le nouvel homme fort du

Ciskei, n'est probablement pas loin de pousser la même chose. Qu'ils soient territoires autonomes ou nations « indépendantes », les dix bantoustans (1) n'ont rien gagné au statut particulier qui leur a été octroyé par le régime de Pretoria. Ni politiquement, ni économiquement. Enclavé en Afrique du Sud, le minuscule Ciskei (8 500 kilomètres carrés), par exemple, sert, comme le Transkei voisin, de réserve pour quelque 800 000 Noirs d'éthnie Xhosa, dont sont issus Nelson Mandela et une bonne partie de l'establishment du Congrès national africain (ANC). La grande majorité des habitants de ces Etats-dortoirs n'ont d'autre choix que d'aller travailler en zone blanche.

Emeutes et grèves

Les autorités sud-africaines s'étaient assurées la docilité de ceux qu'elles avaient placés à la tête de ces bantoustans, comme l'ex-« président à vie » du Ciskei, qui ont largement profité de cette rente de situation. Elles entendaient bien, lors des négociations à venir sur le nouvel ordre constitutionnel, leur offrir un siège autour du tapis vert, ne serait-ce que pour faire contrepois aux velléités totalitaires de l'ANC.

Leurs desseins seront-ils déjoués ? Depuis le discours « historique » prononcé, début février, par le président Frederick De Klerk, l'agitation a gagné la presque totalité des bantoustans, théâtres d'émeutes et de grèves, notamment le Gazankulu et le Venda. Prenant au mot le gouvernement sur sa volonté de démanteler

l'apartheid - le petit et le grand - les autochtones demandent donc, à cor et à cri, leur « réintégration » au sein de l'Afrique du Sud dont ils n'ont jamais cessé de se sentir citoyens à part entière.

Cette fièvre qui s'est brusquement emparée des bantoustans et a déjà causé la mort de plusieurs dizaines de Noirs en quelques semaines est-elle entretenue en sous-main par l'ANC, comme on a tendance à le penser dans les cercles officiels ? Toujours est-il que le régime de Pretoria ne semble plus guère en mesure d'imposer sa loi à ses « dominions » qui, aujourd'hui, relèvent la tête.

Les autorités sud-africaines n'opposent pas d'objection de principe au retour des bantoustans à la case départ, mais le président De Klerk souhaiterait que les choses se fassent sans précipitation, en respectant les formes, c'est-à-dire avec l'aval des Parlements en cause.

Déjà, au risque de déplaire à son « homologue » de Pretoria, le général Holomisa a mis en route une procédure de référendum pour décider de l'avenir du Transkei, alors que M. Lucas Mangope, le chef de l'Etat du Bophuthatswana, refusant de se laisser intimider par les pressions de la rue, a promis que son pays serait encore indépendant dans un siècle. Les émeutes en cours obligent à tempérer son optimisme.

JACQUES DE BARRIN

(1) L'Afrique du Sud compte, en son sein, six territoires autonomes (Lésotho, Gazankulu, Qwaqwa, Asasulu, KwaZulu et KwaNdebele) et quatre Etats « indépendants » (Bophuthatswana, Ciskei, Transkei et Venda).

« La France n'a pas l'intention de laisser tomber l'Afrique »

déclare M. Rocard

Le premier ministre, M. Michel Rocard, a affirmé, le mardi 6 mars, sur les ondes de RTL, que la France n'avait « aucun droit moral ou intention politique de laisser tomber l'Afrique ». Il a assuré que la France était aussi aimée en Afrique que dans les pays de l'Est.

« L'Afrique, qui n'a pas de grande tradition démocratique, connaît une crise énorme », parce qu'il y a eu « l'effondrement des prix des matières premières qu'elle exporte » et que « son sol se déserte » et que « le modèle industriel que nous lui avons proposé ne marche pas ». « Il dit, en précisant que les pays africains auraient dû commencer par développer leur

agriculture. Face à ces problèmes, « un certain nombre de gouvernements ont pris ou sont en train de prendre des mesures très courageuses » qui « créent des situations sociales difficiles ici ou là », a indiqué M. Rocard.

« Les pays développés aident des peuples, non des gouvernements », a-t-il souligné.

A propos de l'expulsion récente de l'opposant gabonais Pierre Mamboundou, le premier ministre a rappelé que ce dernier, qui n'avait « pas le statut de réfugié » et qui a été « averti à trois reprises » de ce qu'il encourait, « avait contrevenu aux lois de la République par ses activités subversives ».

EN BREF

□ Première visite en Afrique du ministre soviétique des affaires étrangères. - M. Edouard Chevardnadze, le ministre soviétique des affaires étrangères, assistera aux cérémonies qui marqueront, le 21 mars, l'accession à l'indépendance de la Namibie. Il se rendra aussi en Zambie, au Zimbabwe, au Mozambique et en Angola. « C'est le premier voyage d'un ministre soviétique des affaires étrangères en Afrique », a précisé M. Gennady Gerasimov, le porte-parole du ministère. - (UPI.)

□ ANGOLA : l'UNITA dément la chute de Mavinga. - L'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) a déclaré, mardi 6 mars, que les propos tenus la veille à la radio rebelle par le président de l'opposition armée angolaise, M. Jonas Savimbi, sur d'éventuels succès militaires du gouvernement de Luanda, et notamment la prise de la ville stratégique de Mavinga dans le sud-est du pays, avaient été faits « ironiquement ». Dans un communiqué parvenu au bureau de l'AFP à Lisbonne signé par cinq « généraux » du bureau politique, l'UNITA précise que « le président a énuméré ironiquement les nombreux succès que le MPLA [parti au pouvoir à Luanda] revendique sans jamais les avoir obtenus sur le terrain ». - (AFP.)

ETHIOPIE

Les maquisards érythréens rejettent les réformes proposées par M. Mengistu

La radio du Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLE), a rejeté, mardi 6 mars, les réformes annoncées la veille par le colonel Mengistu Haile Mariam, estimant que le chef de l'Etat éthiopien « vit dans des rêves » (le Monde du 7 mars).

La « Voix des masses d'Ethiopie », captée à Nairobi, a déclaré que le président Mengistu proposait des réformes économiques comme solution à la guerre, alors que les troupes gouvernementales détruisent des installations dans le nord du pays. « Détruire des installations d'une valeur de plusieurs millions de birrs (la monnaie éthiopienne) tout en disant qu'on propose des réformes pour permettre le redémarrage de l'économie, est-ce une blague ou de la folie ? », s'est interrogé la radio.

D'autre part, plusieurs milliers d'étudiants ont manifesté dans les rues d'Addis Abeba, mardi, pour marquer leur soutien aux réformes annoncées par le président Mengistu. Scandant des slogans favorables au changement, les étudiants ont défilé dans l'ordre à travers les artères principales de la capitale éthiopienne. Ils portaient des drapeaux et brandissaient le drapeau éthiopien décoloré de sa couleur rouge.

Le n° 160 - mars - du mensuel

FRANCE ET ARABES

Vient de paraître au sommaire :

Des interviews exclusives avec :
- Le ministre de l'Information libanais, Edmond Rizk. - Le président de l'Assemblée des Arabes en Europe M. Aziz Al-Ghannouch.
- Les députés socialistes François Loeux et André Ballez. - Le professeur Jacques Thobie. - etc.

Des témoignages sur la Palestine, des informations inédites, les relations politiques, économiques et culturelles, la chronologie.
44 p. 15,00 F

En vente dans les kiosques et librairies. Spécimen sur demande, FPA 14, rue Augustin - 75007 Paris. Tél. 45.55.27.52.

CEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
DES LIVRES

Pour votre
DEMEULEMENT
ODOUL AGENT DE
16, rue de l'Atlas 75019 Paris 42 08 10 30 demeco

سكنى فى الاحل

PEP : VOUS NE PARTEZ PAS POUR UN 100 MÈTRES.



VOUS PARTEZ POUR 10 ANS.



Aujourd'hui, tout le monde vous presse de signer. Pour éviter les déceptions dans 10 ans, prenez le temps de vous poser les bonnes questions aujourd'hui. Posez-vous la question des taux (ces taux différents ne cachent-ils pas des garanties de durée différentes?). La prime d'état est-elle valable pour vous? Qu'arrive-t-il en cas de retrait avant 8 ans?

L'épargne à long terme, aux AGF, il y a longtemps que c'est notre métier et nous avons déjà fait pas mal de route. Et mis au point bien des plans d'épargne à long terme. Si vous êtes intéressés par le PEP, consultez-nous : nous vous proposerons des solutions adaptées à votre situation personnelle.

Peut-être repartirez-vous avec un PEP. Peut-être avec autre chose. En tout cas, avec ce qui vous convient le mieux.



assurances

L'AVENIR, MIEUX VAUT EN PARLER AVEC CEUX QUI PENSENT A LONG TERME.

POLITIQUE

La restructuration de l'opposition

Un compromis
a rapproché les points de vue
de MM. Chirac et Giscard d'Estaing

A l'issue du comité de coordination de l'opposition (CCO) du mardi 6 mars, M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, accompagné de M. François Bayrou, député général de l'UDF, a précisé le calendrier des réunions arrêtées qui ressemblent, presque à l'identique, à celui qu'avait exposé M. Chirac au cours de cette séance (le Monde du 7 mars). Il est vrai que les propositions du président du RPR ne pouvaient guère provoquer la surprise et encore moins les réserves du représentant de l'UDF puisqu'il s'était longuement entretenu au téléphone avec M. Giscard d'Estaing.

On peut toutefois relever que M. Chirac souhaitait poser « en préalable » que soit trouvé un accord pour des primaires en vue de l'élection présidentielle avant que ne soit abordée « une démarche commune de préparation des élections législatives de 1993 ». M. Giscard d'Estaing, en revanche, estimait que l'accord pour la désignation d'un candidat commun à toutes les élections devait suivre, ou tout au moins accompagner les projets en vue d'une meilleure union de l'opposition. Une sorte de compromis semble donc avoir été trouvé rapprochant les points de vue puisque, selon M. Juppé, « un groupe de travail devra remettre dans les trois mois un rapport sur la possibilité de mettre en œuvre des procédures de désignation d'un candidat unique aux prochaines élections présidentielles et législatives ». La condition préalable disparaît donc.

Calendrier
accepté

Pour le reste, le calendrier proposé par M. Chirac a été accepté, avec même une relative accélération. La prochaine réunion du comité de coordination de l'opposition, le 26 mars, se tiendra à son nouveau siège autonome, 17, boulevard Raspail, avec un double objet : préparer les deux points qui, l'immigration qui se tiendront le 31 mars et désigner « les porte-parole communs », ce qui est la nouvelle traduction de l'idée de constituer un « contre-gouvernement ». M. Chirac obtient ainsi satisfaction sur ces deux points qui, à l'origine, ne faisaient pas l'unanimité.

Une autre réunion du CCO est programmée pour le 24 avril afin de « débattre de l'organisation de l'opposition et des questions de fond qui intéressent la France et les Français ». La formulation est assez vaste pour permettre d'alimenter l'ordre du jour selon l'évolution de la situation politique. En effet, la réunion du 6 mars a pris deux autres décisions qui pourraient déjà être traitées le 24 avril : outre la création du groupe de travail sur les primaires, qui pourrait faire connaître alors ses premières conclusions, a été composé un groupe de préparation d'une « convention nationale des élus » dans lequel tous les dirigeants des diverses formations siègeront. Or ni la date ni l'objet de cette convention des élus, qui correspond pourtant aux vœux unanimes des participants, n'ont été précisés. Il est vrai que des divergences existent quant au contenu de ce projet. Pour M. Chirac, une telle convention devra s'adresser aux élus en plus grand nombre possible afin qu'ils représentent bien l'ensemble des électeurs de l'opposition et donnent notamment leur avis sur les primaires. De l'avis de M. Giscard d'Estaing, on devrait se limiter aux principaux notables qui, ainsi rassemblés, préfigurerait à eux seuls la première phase d'une éventuelle formation unique. Quant à M. François Bayrou, il souhaite, lui, comme le propose la « Force unie », que cette convention soit la véritable constituante d'une fusion. Ce à quoi s'opposent plusieurs membres du Parti républicain et aussi M. François Bayrou, plus proches d'une conception confédérale, ainsi que l'avait proposé naguère M. Balladur. L'accord n'existe que sur le principe d'une convention des élus, et non sur ses modalités.

Au RPR, on se félicitait de l'ambiance de cette réunion du CCO pour souligner notamment que M. Pasqua, qui a repris avec M. Chirac des relations téléphoniques, avait naturellement approuvé la préparation des primaires en vue des présidentielles puisqu'il en avait été l'initiateur. M. Létour, seul représentant, en tant que président du Parti républicain, du courant « Force unie » n'a, en revanche, pas réussi à convaincre tous ses amis. Déjà, au cours de la réunion du bureau politique du PR avant l'ouverture du CCO, il avait plaidé en vain la thèse de la fusion de toute l'opposition en une formation unique. M. Madelin avait même alors lancé : « Il faut une fusion qui serve l'union, mais non une fusion tout ou rien. Il ne faut pas de formation nouvelle qui s'ajouterait aux autres. Je veux bien travailler avec d'autres, à condition qu'on ne me demande pas, par exemple, de ne plus travailler avec MM. Juppé ou Balladur. Il faut mettre ensemble toutes les familles de l'opposition, mais non les diluer dans un ensemble plus modeste ». Evoquant les états généraux, les intergroupes et les primaires, il a ajouté : « L'union doit se faire dans les structures actuelles. En dehors de ces procédures, la force unique est dangereuse. » Ayant affirmé qu'il fallait « préserver l'identité libérale », M. Létour lui a alors répondu : « Je suis attaché à l'identité du Parti républicain. Il n'est pas question d'aboutir à un parti supplémentaire de l'union. Nous devons tous tirer dans le même sens et convaincre aussi le CDS en lançant des appels à sa base. » Plusieurs élus du Parti républicain ont pris la défense de la « Force unie » et de la fusion, comme MM. Dimeglio, de Robien, Malhuret, lequel a dit notamment : « Nous devons prendre des initiatives pour combattre Pasqua et Seguin ».

ANDRÉ PASSERON

□ Réaction mitigée des « rénovateurs ». Les « rénovateurs » ont fait un accueil mitigé aux conclusions de la réunion du comité de coordination de l'opposition. La coordination de la « Force unie » a noté « avec satisfaction » que cette instance « vient d'accepter le principe d'une convention nationale des élus qui seule peut engager un vrai processus d'union ». En revanche, elle a « déploré que le CCO n'ait pas clairement affirmé la constitution d'une force unie de l'opposition comme l'objectif prioritaire ».

□ Neuf nouveaux parlementaires adhérents à la « Force unie ». Neuf nouveaux parlementaires ont annoncé, mardi 6 mars, leur adhésion à la « Force unie », lancée la veille, notamment, par MM. Michel Noir et François Létour. Il s'agit de deux sénateurs UDF, MM. José Balarelo (Alpes Maritimes) et Jean-Claude Gaudin (Bouches-du-Rhône), de cinq députés UDF, MM. Roland Blum (Bouches-du-Rhône), Charles Ehrmann (Alpes-Maritimes), Jean-François Maitié (Bouches-du-Rhône), Yann Piat (Var), Ladislav Poniatowski (Eure) et de deux députés européens, M. Yves Verwerde et M^{me} Simone Matin. Le maire centriste de Sète (Hérault), M. Yves Marchand, et dix élus locaux ont également rejoint le mouvement.

□ Plus d'un millier de manifestants contre le Front national au Puy-en-Velay. Deux mille manifestants, selon les organisateurs, mille deux cents selon les autorités, ont manifesté, mardi soir 6 mars, dans les rues du Puy-en-Velay (Haute-Loire) contre le Front National. Cette manifestation faisait suite au procès d'un militant de la Ligue communiste révolutionnaire, M. Raymond Vacheron, qui comparait devant le tribunal correctionnel de la ville, poursuivi en diffamation par le mouvement de M. Jean-Marie Le Pen.

Le débat sur les alliances au sein du Parti socialiste

M. François Mitterrand s'entretient
avec les chefs des principaux courants

M. Michel Rocard a affirmé, mardi 6 mars, sur RTL, au sujet du vote des fédérations du PS pour le congrès de Rennes que le score obtenu par sa motion est « plutôt dans le haut de la fourchette ». « L'enjeu de ce congrès, a continué M. Rocard, était finalement une critique — fondée ou pas, ce n'est pas mon propos — sur la direction du parti et une compétition dans la direction du parti. Mes amis et moi-même n'étions pas intervenants, ni dans la critique ni dans la compétition. Quant à y avoir une compétition, elle ne peut être que gagnée par les compétiteurs. Je me suis un peu trouvé en position d'observateur dans cette affaire... »

A quatre jours des assemblées de motion, qui réuniront, le 11 mars, les députés élus dans les fédérations de la base des sept textes en compétition pour le congrès de Rennes, la direction du PS s'emploie à minimiser l'avantage acquis par M. Laurent Fabius, arrivé en tête dans le vote des fédérations de province. « On ne va pas décider de l'avenir du socialisme à une ou deux décimales près », a déclaré, mardi 6 mars, M. Lionel Jospin, invité du Journal de FR 3. Le ministre de l'Éducation nationale a, de nouveau, mis en cause les « méthodes politiques » utilisées par le président de l'Assemblée nationale pour attirer à lui les suffrages de certaines sections ou fédérations.

Dans le même temps, les responsables du courant dirigeant du parti instruisent un contentieux substantiel sur les mandats ou sur les procédures de vote, contentieux qu'il reviendra au congrès lui-même de trancher. D'une part, il s'agit de montrer que la légère avance de M. Fabius est tributaire de quelques résultats litigieux (dans le Pas-de-Calais et dans les Bouches-du-Rhône, principalement) et qu'elle ne serait donc pas décisive politiquement. D'autre part, la menace qui est ainsi émise est celle d'une commission de validation des mandats, voire d'une séance plénière du congrès, au sein desquelles se matérialiseraient une majorité pour invalider les mandats fabusiens contestés.

Les amis du président de l'Assemblée nationale peuvent, certes, considérer comme irréaliste la perspective d'une ouverture du congrès qui verrait tous les autres courants se liquer pour les dépouiller d'une partie de leurs mandats, vu l'effet que cela produirait auprès de l'opinion. Ils n'en fournissent pas moins leurs armes, en contestant leurs propres dossiers de contestation à l'encontre du courant Mauroy-Mermaz-Jospin (dans l'Hérault et dans le Nord) ou des rocardiens (dans le Vaucluse).

Tout en entretenant la suspicion sur le succès de M. Fabius, M. Jospin a un peu infléchi son propos du week-end dernier, en soulignant qu'il souhaite une « synthèse générale ».

Les résultats des votes
dans les fédérations d'outre-mer

En Guadeloupe, la progression spectaculaire du courant rocardien dont la motion a recueilli 38,23 % des suffrages et est arrivée en deuxième position derrière la motion des fabusiens (40,66 %), s'explique par le spectaculaire ralliement à M. Rocard du maire des Abymes (56 000 habitants), M. Frédéric Jallon, député, dont la section locale regroupe à elle seule 32,90 % des 1 692 militants socialistes de l'île. Signataire, d'abord, de la contribution Mermaz, M. Jallon avait fini par accepter, en janvier, de signer la motion Mauroy-Jospin, mais il n'avait pas caché ses réticences à cause du soutien apporté par M. Jospin au premier secrétaire fédéral, M. Hubert Bicep, partisan de « donner la parole aux militants ». M. Jallon avait finalement refusé de se rallier à M. Bicep et de composer avec lui pour la constitution de la commission exécutive fédérale et il avait appelé à voter pour la motion de M. Rocard. M. Jallon avait même refusé que l'assemblée de sa section soit présidée, fin février, par le député fédéral et il avait fait expulser par quatre policiers municipaux le mandataire de la motion Mauroy-Jospin.

En Martinique, où le PS compte quatre cent cinquante-quatre adhérents, la motion Fabius, défendue en particulier par M. Jean Crusol, ancien député européen, a rassemblé 42,99 % des suffrages mais les mauroy-jospiniens (31,06 %) et les rocardiens (17,67 %) se sont alliés pour essayer de conserver le contrôle de la fédération qui dirige

Le premier ministre a ajouté que cette position a eu pour ses amis « un résultat positif (...), la normalisation, la banalisation de [leur] situation dans le parti ». « Du point de vue des responsabilités de la gestion départementale du parti, nous n'aurons plus un effet majoritaire contre nous. Nous allons nous trouver en croissance significative et dans la répartition des responsabilités nationales de gestion [du PS], nous serons en situation plus normale, c'est-à-dire en progrès », a-t-il dit.

Selon M. Rocard, les socialistes se disputent moins entre eux, car ils ont maintenant « en commun (...) l'esprit de responsabilité ».

incluant, par conséquent, le courant du président de l'Assemblée nationale. Proche du ministre de l'Éducation nationale, M. Henri Emmanuelli, actuel numéro deux du PS, a précisé, dans un entretien publié par Libération, que la participation de M. Fabius à la synthèse doit avoir pour condition un « engagement de solidarité » de sa part. « On ne dénigre pas le jeudi ce qu'on a voté le mercredi », souligne M. Henri Emmanuelli. Et l'exercice qui consiste à être à la fois avec et contre, dedans et dehors, a des limites que je ne souhaite pas connaître, conviennent que les effets en seraient désastreux ».

Le débat sur les alliances possibles tend à se fixer en termes d'exclusion. Aux fabusiens, qui, par la voix de M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national, ont revendiqué le poste de premier secrétaire, les partisans de MM. Mauroy, Mermaz et Jospin répondent que le courant du premier ministre ne peut être exclu d'un accord. Or il n'est pas sûr que les rocardiens souhaitent voir le député de la Seine-Maritime à la tête du parti. Inversement, les amis de M. Fabius rétorquent qu'ils ne peuvent être exclus de la direction du parti au profit d'une alliance privilégiée avec les rocardiens. Il serait étrange que ceux qui ont reçu l'appui du président de la République se retrouvent dans l'opposition au sein du PS.

Les rocardiens :
« tout est ouvert »

En dépit de la satisfaction affichée par le premier ministre lui-même, mardi sur RTL, les rocardiens au moins dans le secret de leur cœur, estiment qu'apparaître comme le dernier des grands courants du PS ne peut pas être très avantageux pour le chef du gouvernement. Certains des proches de M. Rocard observent néanmoins que le résultat moyen auquel le courant est parvenu dans les votes pour eux, un effet positif. « Nous ne faisons peur à personne », disent-ils. Autrement dit, MM. Jospin et Fabius peuvent échapper à la tentation de se reconcilier sur le dos des rocardiens.

actuellement un jospiniste, M. Michel Yoyo. Tout dépendra de l'attitude de M. Jean-Pierre Salpêtrier, conseiller régional, qui incarne un courant atypique opposé aux « réalités parisiennes » et se retrouve en position de charrnière en disposant de trois sièges à la commission fédérale.

A la Réunion, c'est le courant Mauroy-Jospin, dirigé par le premier secrétaire fédéral, M. Jean-Claude Fruteau, maire de Saint-Benoît, qui prédomine logiquement avec 60,15 % des voix, mais la préparation du congrès a révélé au grand jour les contorsions de plusieurs dirigeants. C'est ainsi que l'un des chantres historiques du courant mitterrandiste, M. Wilfrid Bertile, ancien député et ancien maire de la petite commune de Saint-Philippe, a rejoint les rangs rocardiens, pariant sans doute sur le destin présidentiel de l'actuel premier ministre, alors que le numéro deux de la fédération, M. Jean-Yves Daloz, conseiller régional, misait sur M. Fabius (14,59 %). Mais le grand absent de la compétition a été le maire de Saint-Denis, la plus grande des villes d'outre-mer conquises par les socialistes en 1989, M. Gilbert Annette, qui s'est mis en réserve pour privilégier son implantation personnelle dans le chef-lieu.

Dans le quatrième département d'outre-mer, la Guyane, le PS ne dispose pas de fédération ; le Parti socialiste guyanais (PSG) qui soutient l'action du gouvernement, est une formation autonome.

et, par conséquent, le parti fait son métier, qui est de trier entre les ambitions et les talents ». A propos de la politique du gouvernement en matière de lutte contre les inégalités et de l'attitude du PS, le premier ministre a affirmé que « dans les débats du congrès (...), depuis pratiquement la pause de Noël, plus personne n'a mis en cause la politique sociale du gouvernement ».

M. François Mitterrand s'entretient, ces jours-ci, avec les chefs de file des principaux courants, de M. Laurent Fabius, qu'il a eu au téléphone le 5 mars, à M. Rocard, qu'il a reçu, comme chaque mercredi, avant le conseil des ministres.

sein du PS, les rocardiens savent de quoi ils parlent.

M. Mitterrand, qui avait prévu d'agir « entre les deux tours », c'est-à-dire entre le vote des militants et l'ouverture du congrès, est entré dans le jeu en s'entretenant au téléphone, dès le 5 mars, avec M. Fabius. Il a reçu mardi, comme chaque semaine, M. Mauroy, qu'il a encouragé à rechercher la synthèse autour de lui, tout en jugeant que la tâche du premier secrétaire serait difficile. M. Mitterrand s'est entretenu, mercredi matin, avec M. Rocard. Il devait rencontrer MM. Mermaz et Poperena. Il est probable qu'il ne manquera pas de converser avec M. Jospin et, aussi avec M. Chevènement qui s'est déclaré, mardi, « pas moins mitterrandiste » que le ministre de l'Éducation et le président de l'Assemblée nationale.

J.-L. A., A. Ch. et P. J.

Les malheurs de M. Jean Glavany

TARBES
de notre correspondant

Trois ans après son installation dans les Hautes-Pyrénées, M. Jean Glavany reste un « paracutus » en Bigorre. L'ancien chef de cabinet de M. François Mitterrand, promu préfet hors cadre, délégué interministériel des Jeux olympiques d'Albertville, poursuit, café-café, une période des plus difficiles au pied des Pyrénées. Les militants socialistes lui avaient adressé un premier avertissement avec gros frais, lors des primaires qu'il avait imposées à M. Claude Miquet, député, maire de Vic-Bigorre, aux élections législatives de mai 1988 : M. Glavany avait été battu à plate couture, subissant un coup sur coup deux revers, malgré le soutien de la direction nationale du Parti socialiste. Une consolation, toutefois : il a été élu maire du petit village de Maubourguet, en mars 1989.

Candidat à la restructuration et à la direction de la fédération du PS des Hautes-Pyrénées, M. Glavany vient d'être une nouvelle fois désavoué par les militants socialistes, qui ne lui ont accordé que 32,97 % des voix au sein de la commission exécutive fédérale. Onze sièges ont été attribués à la tendance Mauroy-Jospin qui le représentait. La base s'est confortée.

Dans l'Hérault

Les deux camps ont en vue
les élections cantonales

MONTPELLIER

de notre correspondant

Le ton se durcit dans l'Hérault entre le président du conseil général, M. Gérard Saumade, et le maire de Montpellier, M. Georges Frêche, après le congrès fédéral d'Agde, qui s'était soldé, dimanche 4 mars, par un constat d'échec, le procès-verbal n'ayant pas été validé. En attendant que le congrès de Rennes tranche le différend, M. Saumade, fabusien, dénonce la tentative de « hold-up de la part de Georges Frêche sur la fédération, appuyée sur des méthodes totalitaires, trucage de listes électorales, menaces, injures, couvertures par la direction nationale sortante du parti ».

Le président du conseil général a décidé, en conséquence, de suspendre son appartenance à la fédération de l'Hérault. Il a retiré sa démission d'urbanisme au sénateur et vice-président du conseil général, M. André Vézinhel. M. Saumade

ne pardonne pas à ce proche de M. Frêche d'avoir signé la motion Rocard tout en votant, avec sa section de Montpellier-La Paillade, pour la motion Mauroy-Mermaz-Jospin, volte-face apportant ainsi un renfort de voix non négligeable au maire de Montpellier. Le chef de cabinet de M. Saumade, M. Jean-Pierre Roques, a choisi, pour sa part, de donner sa démission du Parti socialiste.

M. Frêche se refusait, lundi, à toute déclaration. Derrière cette guerre épique qui oppose les partisans de deux motions rivales, se profilent les élections cantonales de 1991. La tendance qui prendra le contrôle de la fédération aura la maîtrise des investitures. Le maire de Montpellier, s'il sortait vainqueur du duel qui l'oppose à M. Saumade, pourrait envisager d'associer son pouvoir dans une institution dont il juge insuffisantes les aides accordées à sa ville.

JACQUES MONIN

STAGES D'ANGLAIS
"toniques"

Révélez votre anglais !
Participez à un entraînement actif à la conversation avec des animateurs anglais expérimentés.
Supports pédagogiques audio et vidéo.
Sur le même principe, 8 autres langues.

RENSSEIGNEZ-VOUS VITE !

NEVERT 05.19.66.00

APPEL GRATUIT Centre de
Formation aux Langues
12 rue Lincoln (Champs-Élysées)
75008 PARIS

صلى الله عليه وسلم

POLITIQUE

et la préparation du congrès de Rennes

POINT DE VUE

Exclure l'exclusion

par Louis Le Pensec

« LS n'ont rien, ils ne peuvent rien, ils ne sortent rien ». Quels sont ceux que François Mitterrand décrivait ainsi dans sa Lettre à tous les Français ? Les victimes de la pauvreté, les exclus, exclus par la misère, le chômage, la solitude, l'échec scolaire, l'éloignement, le handicap, la maladie, les origines... « Un responsable politique en mesure de peser sur le sort de chacun a le devoir de refuser l'exclusion », ajoutait le président. Ce devoir, Michel Rocard l'a fait sien.

• Casser les ghettos.

La lutte contre l'exclusion ne doit pas faire l'objet d'une action pointilliste, de mesures ciblées destinées à des clientèles. Chaque exclu, quelle que soit la cause de son exclusion, doit pouvoir bénéficier des dispositifs en place. En d'autres termes, l'exclusion est peut-être le seul point commun entre les exclus, mais chaque exclu doit pouvoir bénéficier des politiques de droit commun. Il ne faut pas créer des ghettos mais les casser.

Exclure l'exclusion n'a rien d'une œuvre de charité, ni d'une action déculpabilisante pour belles âmes bien nourries. Pour nous, socialistes, c'est d'abord un impératif catégorique. Pour nous, il est juste d'ouvrir des perspectives à ces nouveaux damnés de la Terre qui, broyés par la déliquescence de leur quotidien et largués par la perte de tout point d'ancrage, n'ont même plus la force de se révolter : chômeurs en fin de droits, jeunes sans formation qui n'ont jamais connu l'embauche, immigrés logés n'importe comment et qui peinent à s'adapter à leur nouveau cadre de vie, familles endettées qui se laissent sombrer, ou anciens abandonnés par leurs proches alors que l'âge vient et que la maladie guette. Un gouver-

nement, qui se réclame des valeurs chères à Jaurès et à Blum, doit prendre en charge ceux qui dérivent vers la marge, leur permettre de renouer les liens sociaux fondamentaux.

Réinsérer les exclus n'est pas seulement un acte de générosité collective, ou une lutte contre les injustices flagrantes. Pour nous, c'est aussi l'intérêt bien compris d'une société moderne et démocratique. Une société ne peut laisser se développer des mécanismes de paupérisation, des processus de déclassement et des voies sans issue pour les plus affaiblis des siens.

Se satisfaire d'une société duale où les actifs vivraient de mieux en mieux en repoussant à la périphérie les inactifs en voie de déconexion, c'est moralement inique, mais aussi économiquement aberrant.

Seule une société homogène peut espérer progresser sur la scène internationale, innover techniquement, conquérir des marchés et créer des richesses. Cette homogénéité passe par une meilleure répartition des charges et des profits. Comment imaginer que les Français puissent se retrouver dans des projets communs s'il existe plusieurs Frances ? La France des adultes intégrés de trente à cinquante-cinq ans, qui monopolisent les revenus les plus élevés mais s'étonnent de payer de plus en plus d'impôts et de charges sociales. La France des jeunes, qui doivent se former plus longtemps et celle des vieux qui ont gagné le droit à une retraite précoce. Et enfin la France des exclus, de ceux qui contre leur gré restent jeunes trop longtemps, deviennent vieux trop tôt ou sont tout simplement mis sur la touche avant d'avoir servi, ou pour n'avoir pas été assez servis.

• Donner un visage à l'insertion.

C'est cette France que le gouvernement a décidé d'aider en priorité. Parce que la dignité de notre pays est à ce prix. Qui peut imaginer un gouvernement socialiste qui ne ferait rien pour ceux qui ne mangent pas à leur faim, pour ceux qui s'entassent dans des logements insalubres, pour ceux qui finissent par perdre le respect d'eux-mêmes parce qu'on les a privés de leur raison de vivre. Chacun doit prendre conscience qu'aucune autre logique ne peut être admise.

Pour exclure l'exclusion, le gouvernement œuvre sur différents fronts. Le chef de l'Etat avait voulu que le RMI soit mis en œuvre début 1989. Claude Evin a créé de toutes pièces cette nouvelle prestation en un temps record. Cette garantie de ressources est loin du seuil de suffisance, mais elle fraine la descente et redonne un peu d'air à ceux qui peinaient à survivre. D'ailleurs, l'objectif à terme n'est pas de faire mieux, il est de rendre le RMI inutile. Le RMI facilite la reprise du dialogue entre la société et l'individu qui paraît à la dérive. Le contrat d'insertion qui l'accompagne n'est pas un alibi, mais un élément essentiel du dispositif. A quoi bon verser un revenu à une personne si on ne l'aide pas dans le même temps à retisser des liens avec le monde ? Il s'agit de mettre un grain de sable dans les rouages de la fatalité, ce qui nécessite pour chaque exclu un traitement adapté. L'insertion ne se résume pas à un contrat : chaque exclu doit y associer un interlocuteur sur lequel s'appuyer, quelqu'un à qui parler. Celui qui revient à la vie doit avoir face à lui une personne et associer un visage à son parcours.

L'insertion, c'est avant tout la formation qui permet de communiquer et de dialoguer, de renouer contact avec l'autre et d'apprendre un métier. Le crédit formation permet à chaque jeune qui n'a pas eu sa chance d'en saisir une nouvelle. Il sera étendu à tous pour que chaque Français, à tout moment de sa vie, puisse acquérir le savoir qui lui fait défaut. Apprendre, c'est déjà retrouver une place dans la société.

• L'emploi, passage obligé de la réinsertion.

Autre front majeur sur lequel combat le gouvernement, celui de l'emploi. Si le travail a été et est encore parfois asservissement, il ouvre la possibilité de revendiquer son indépendance, de se prendre en charge et de se réaliser. Pour les exclus, décrocher un travail est le passage obligé d'une réinsertion réussie. Mais encore faut-il que le chômage régresse. Pour ce faire, le gouvernement ne s'est pas embarrassé de frilosités dogmatiques. Un chômeur embauché, même si son employeur est exonéré de charges sociales, coûte forcément moins cher à la collectivité. Il touche un salaire au lieu de percevoir une allocation. Sans négliger la plus-value humaine : mieux vaut redécouvrir une activité que se morfondre sur les bancs de l'ANPE. Les deux plans emploi mis en œuvre par Michel Rocard ont donc conjugué traitement économique et moralisation du traitement social du chômage.

En bref, il s'agit de tout faire pour que les entreprises embauchent. Pour autant, pas question de rogner sur les acquis sociaux. La protection sociale doit même être renforcée, et la présence de près de 2,5 millions de chômeurs ne doit pas conduire à l'affaiblissement des droits de ceux qui ont un travail.

Six cent mille emplois ont été créés en vingt mois. Mais il reste tant à faire : plus de 9 % de la population française est encore au chômage. Près d'un Français sur dix ! Comment cesser de penser à eux en priorité ? En ce sens, il est temps de se pencher à nouveau sur l'aménagement et la réduction du temps de travail. Il y a là une voie qui doit permettre d'épargner la peine des hommes en faisant mieux tourner les machines, de créer des emplois en diminuant les coûts de production. Ainsi s'allieront efficacité et solidarité.

• L'exclusion est aussi un gâchis économique.

Car l'exclusion est aussi un gigantesque gâchis économique. Un chômeur qui trouve un travail redevient producteur de richesses. S'il paye des charges sociales, il permet d'aider d'autres personnes, et plus généralement il concourt ainsi à l'équilibre des comptes sociaux. Et s'il paye des impôts, il participe à l'effort d'éducation, d'équipement et de préparation de l'avenir.

Enfin, comment réinsérer les exclus sans revoir la politique de l'habitat ? On ne s'intègre pas sans un domicile fixe, sans des relations de voisinage stables. Pour 1990, le logement social voit son budget augmenter de 17 % et dix mille logements sociaux d'insertion seront mis en œuvre chaque année. Difficile de faire plus, mais il faut faire mieux. Il est important que les collectivités locales mettent de côté tout égoïsme pour éviter que se créent des cités réservées et des phénomènes de ghetto. Il faut des HLM à Neuilly et des bureaux à la Courmeuve. Il faut que l'habitat social soit également réparti sur le territoire national pour que réussisse l'intégration des immigrés, que reculent les phénomènes d'intolérance et que finissent les exclusions.

Le souci de l'égalité et du partage anime le gouvernement de Michel Rocard quand il s'efforce de redonner des droits et des pouvoirs aux chômeurs et aux immigrés. Pour autant il ne fait pas l'impasse sur la préparation de l'avenir et investit dans la formation. Il s'applique également dans le cadre du pacte de croissance à faire progresser le pouvoir d'achat des salariés. Mais sans jamais négliger d'exclure l'exclusion.

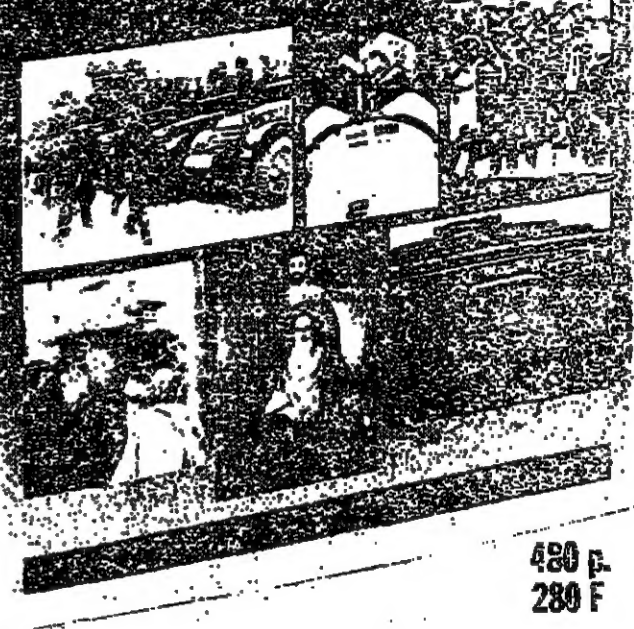
► Louis Le Pensec, signataire de la motion rocardienne, est ministre des départements et territoires d'outre-mer, porte-parole du gouvernement.

MÉMORABLES DU 20^e SIÈCLE

tourne les pages des années une par une. Une somme historique et littéraire.

M. H. L'Esprit

MEMORABLES DU 20^e SIECLE



480 p.
280 F

Un album indispensable et aussi un joli cadeau pour les chercheurs en herbe. L'album est passionnant d'un bout à l'autre, un remarquable aide-mémoire!

Christine Arnothy
Le Parisien

Le parti pris a été de mélanger la toile de fond culturelle et l'histoire événementielle; une certaine image du siècle.

M.G.
L'Événement

Une déclaration "memorable".

Anne Robin
V.S.D.

EDITION°1/KIAN

COGEDIM

ORGANISE

le

PRIX COGEDIM 1990

de la

1^{ère} ŒUVRE

- 1^{er} Prix : réalisation d'un programme de logements à Paris.
- Candidatures : le concours est ouvert aux architectes n'ayant jamais contracté en tant que maître d'œuvre pour la réalisation d'un programme immobilier collectif.
- Ouverture du concours : 5 Mars 1990.
- Clôture des candidatures : 4 Avril 1990.

Ecrire à COGEDIM
Anne Berthet - 21, rue d'Astorg - 75008 PARIS



LECTURE ET ANALYSE

POLITIQUE

Dans le projet de résolution élaboré pour son congrès

La Jeunesse communiste fait l'impasse sur la répression de l'an dernier en Chine

Le Mouvement de la jeunesse communiste (MJCF) tient son congrès national - soixante-dix ans après le premier, dit « de la Bellevilloise » en octobre 1919 - du 8 au 11 mars à Genève (Suisse).

Dirigé depuis 1984 par M. Jacques Perreux (trente-sept ans), membre du comité central du PCF, le MJCF compte 700 000 adhérents, mais en compte en réalité probablement moins de la moitié, est traversé, pour la première fois depuis la crise aiguë de l'Union des étudiants communistes (UEC), au début des années 60, par un léger vent de contestation qui souffle surtout, une fois encore, dans sa branche étudiante. La fronde a été assez importante pour provoquer, à la fin de l'année dernière, la décapitation du secteur « prépa » aux grandes écoles de l'UEC dirigée par M. Sylvie Vassalo. Les contestataires de ce secteur groupusculaire militent aujourd'hui chez les « reconstruc-teurs » du PCF.

Pour autant, cette éradication n'a pas supprimé les doutes dans

certaines strates de cette organisation qui, sous l'impulsion de son secrétaire général, est plutôt réputée pour cultiver les certitudes. Certaines conférences préparatoires au congrès, notamment dans le « secteur » de Nanterre ou dans la ville de Nice, ont remis en cause, partiellement ou totalement, le projet de résolution préparé par M. Perreux. Une minorité de jeunes communistes allant même jusqu'à critiquer son « autoritarisme », ainsi que le fonctionnement et les méthodes de direction du mouvement. Les différents épisodes de cette contestation ne sont pas sans rappeler les diverses formes de celle qui taraude la direction du PCF depuis plusieurs années, la dernière en date étant le « débat » que M. Charles Fiterman veut susciter au sein du parti.

Divergences sur le « bilan » des pays de l'Est

Des militants de la Jeunesse communiste estiment qu'une partie au moins du projet de M. Perreux n'est pas exempte de reproches : celle consacrée au bilan des pays à régime communiste, actif ou finissant. Ce texte présente

au congrès présente une « France soumise et humiliée », dont le gouvernement « n'hésite devant aucun sacrifice pour l'unité », et dont « la bourgeoisie ne peut contrôler pour soumettre l'école aux intérêts des patrons », alors que « les libertés, la démocratie sont bâillonnées ». Il décrit le capitalisme comme « le plus dévastateur des cyclones qui massacre chaque année 11 millions d'hectares de forêts tropicales et menace ainsi plus de 600 000 espèces d'animaux et de plantes de disparition définitive ». En revanche, le projet remet implicitement au goût du jour, sans utiliser l'expression, le « bilan globallement positif » des pays de l'Est et leurs « acquis ».

« En faisant leur révolution, il y a soixante-dix, quatre-vingt ou trente ans - selon les pays -, dit le texte, ces peuples, grâce au socialisme ont pu extirper la famine, l'ignorance, le chômage, les épidémies, assurer l'accès à la santé, la culture, les droits des travailleurs, de façon incomparable avec ce qui existait dans ces pays arriérés au temps de l'ancien régime (...). Aujourd'hui, un robot sur deux, au monde, est soviétique. Le nombre de médecins par habitant y est supérieur à celui

de la France. Santé et enseignement y sont entièrement gratuits. » Et moins d'un an après le « printemps des étudiants de Pékin », réprimé dans le sang sur la place Tiananmen - « détail » qui n'est une part mentionnée dans le projet de résolution, - la direction du MJCF se contente d'écrire que « si l'on compare les deux grands pays d'Asie, l'espérance de vie est de soixante-neuf ans en Chine, et de cinquante-huit ans en Inde ». Résultat logique de cette approche, une délégation de jeunes communistes chinois sera présente parmi la soixantaine de délégations étrangères invitées au congrès.

Les cotoieront des jeunes Coréens du Nord - le MJCF avait envoyé une délégation de cinq cents personnes, l'été dernier, au Festival mondial de la jeunesse à Pyongyang - et une coordination d'étudiants italiens non affiliés au PCL. A contrario, les jeunes de Hongrie, de Pologne et de Roumanie n'ont pas confirmé leur présence aux côtés de ceux d'Union soviétique, de RDA, de Tchécoslovaquie et de Bulgarie.

O. B.

En validant l'élection législative de Marseille

Le Conseil constitutionnel paraît imposer des limites à l'information télévisée les week-ends électoraux

Marseille était à l'ordre du jour de la réunion du Conseil constitutionnel le mardi 6 mars. Le Conseil a estimé que les activités professionnelles de M. Bernard Tapie n'étaient pas incompatibles avec son mandat de député. Il a aussi validé l'élection de M. Jean-François Mattéi (UDF) à l'Assemblée nationale en remplacement de M. Jean-Claude Gaudin, mais ce faisant il a posé une nouvelle règle qui, si elle faisait jurisprudence, compliquerait sensiblement la tâche des journalistes de la télévision.

M. Bernard Tapie est passé à travers les mailles du filet. L'information en bourse de la société holding du député non inscrit, mais élu député des Bouches-du-Rhône sous l'étiquette « majorité présidentielle », avait pourtant jeté un doute sur le mélange de ses activités financières et politiques. Dans les documents diffusés aux épar-gnants, il avait fait état de son

mandat, ce qui est formellement interdit par la législation organique sur les incompatibilités des parlementaires. Malgré une plainte du RPR, le bureau de l'Assemblée nationale avait refusé de le priver de son siège, s'interdisant de rechercher si la faute était volontaire ou non (le Monde du 2 décembre), il s'était contenté de renvoyer le dossier, sur un aspect accessoire, au conseil constitutionnel. Le garde des sceaux avait eu la même attitude.

Les gardiens de la Constitution ne pouvaient, en vertu de la loi organique, que regarder si l'entreprise que dirige M. Tapie a « exclusivement un objet financier » et fait « publiquement appel à l'épargne ». La réponse est à l'évidence « oui » sur le deuxième point. Pour le premier le conseil a longuement étudié la question, avant de constater que la société Tapie avait aussi des activités industrielles. Comme les règles posant des incompatibilités ne peuvent être interprétées que strictement, le terme « exclusivement » a sauvé le député de Marseille.

La fuite de M. Rocard

Le dossier de son confrère, M. Jean-François Mattéi, était tout autre. Lors de son élection, le 3 décembre dernier, il n'avait été opposé, au deuxième tour, qu'à M. Marie-Claude Roussel, candidate du Front national, la devançant de 1 404 voix sur 24 918 suffrages exprimés. Or celle-ci s'est plainte de la participation d'un journaliste de l'Humanité à une émission de la chaîne M 6, dans la nuit du samedi au dimanche, d'une intervention de M. Pierre Mauroy dans le journal de la nuit de samedi de TF 1, et surtout d'une déclaration de M. Michel Rocard à « 7 sur 7 » sur TF 1, le dimanche avant la fermeture des bureaux de vote, tous les trois ayant attaqué le parti « dont elle se réclame ».

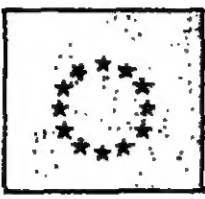
Le Conseil n'a pas rejeté cette réclamation à la légère. Bien au contraire. Dans sa décision il fait remarquer que la loi de septembre 1986, sur la liberté de la communication audiovisuelle, précise que celle-ci peut être limitée dans la mesure requise par le respect « du caractère pluraliste de l'expression des courants de pensée et d'opinion ». Il rappelle aussi que l'article L. 49 du code électoral indique : « à partir de la veille du scrutin à zéro heure, il est interdit de diffuser, ou de faire diffuser, par tout moyen de communication audiovisuelle, tout message ayant le caractère de propagande électorale ».

Résultat : alors même que M. Rocard n'avait pas fait personnellement allusion à la situation marseillaise, le Conseil considère que « la mise en cause par le premier ministre, le jour même du scrutin, et avant la clôture de celui-ci, d'une formation politique engagée dans la compétition électorale a méconnu les règles applicables en matière de communication audiovisuelle pendant la durée des périodes électorales ».

Si les juges de l'élection ne cassent pas celle de Marseille, c'est parce que, au terme d'une analyse fouillée des propos tenus à la télévision, de l'heure exacte où ils ont été prononcés, et - grâce à des documents du conseil supérieur de l'audiovisuel - du nombre d'électeurs qui pouvaient être à l'écoute à ce moment-là, ils estiment que ces déclarations n'ont pu « avoir d'influence déterminante sur l'issue du scrutin », notamment en raison de « l'important écart de voix séparant les deux candidats ».

Le principe est pour autant posé, selon une méthode judiciaire classique : discrètement, au détour d'une décision sans application immédiate. Car enfin, la logique du raisonnement du Conseil constitutionnel aboutit à une limitation de la liberté d'information des journalistes de l'audiovisuel à la veille de toute élection partielle. Certes, le cas est peu fréquent pour des législatives. Seulement, il serait logique que le Conseil d'Etat reprenne à son compte cette nouvelle jurisprudence de son voisin. Or il y a pratiquement tous les dimanches des élections municipales ou cantonales. Un candidat battu de peu pourrait être fort tenté de saisir la justice en se plaignant que le parti, dont il portait les couleurs, ait été mis en cause, la veille du scrutin, à la télévision. Année 2, TF 1, M 6 et les autres devront-elles chasser leurs informations politiques tous les week-ends ?

THIERRY BREHIER.



EUROPE 93

Nouvel épisode dans la bataille du siège du Parlement européen

Strasbourg défie Bruxelles

Le maire de Strasbourg, M^{me} Catherine Trautmann (PS), devait présenter à la presse, mercredi 7 mars, à Paris, un projet architectural comprenant un hémicycle et un ensemble de bureaux à l'intention du Parlement européen. La question du siège du Parlement doit par ailleurs être évoquée au cours d'un entretien entre le président François Mitterrand et le président de l'Assemblée européenne, M. Enrique Baron Crespo, jeudi à l'Élysée.

Ceil pour ceil, dent pour dent. Bruxelles aura dans trois à quatre ans un hémicycle de sept cent cinquante places, vingt-six salles de réunion et deux mille six cents bureaux flamboyants neufs ? Qu'à cela ne tienne, Strasbourg peut faire aussi bien, si ce n'est mieux : M^{me} Trautmann suggère de mettre à la disposition des parlementaires, à Strasbourg, un hémicycle de la même taille, vingt-huit salles de réunion et deux mille huit cents bureaux. Pour moins cher. Et dans un cadre plus agréable.

Le maire de Strasbourg a opté pour l'option forte. Il n'était question, jusqu'à présent, que d'améliorer les conditions de travail des parlementaires à Strasbourg, en aménageant les capacités hôtelières et les dessertes aériennes et ferroviaires. Demeurait l'objet de réclamation des élus : l'éparpillement des lieux de travail. Les députés européens passent trois semaines par mois à Bruxelles, en réunions de commissions et de groupes, et prennent le chemin de Strasbourg une fois par mois pour les sessions plénières. Perte de temps, perte d'argent, perte d'énergie... sans compter que les fameuses navettes - dont le corollaire est les non moins fameuses cantines transportant des tonnes de documents en périple - affectent non seulement les élus mais aussi les fonctionnaires qui, eux, sont basés à Luxembourg.

Ce que M^{me} Trautmann propose maintenant, c'est de regrouper activités bruxelloises et strasbourgeoises dans la capitale alsacienne, en construisant (ce qui peut être fait en trois ans) à côté du Palais de l'Europe, siège du Conseil de l'Europe (l'Europe des 23), toutes les installations nécessaires aux

députés, le secrétariat général du Parlement demeurant à Luxembourg. Cette surcraie n'est en fait qu'une contre-offensive, préparée en un temps record. Lors de la dernière session, mi-janvier, un vif émoi a saisi les parlementaires européens français lorsqu'ils ont pris connaissance d'un rapport confidentiel du secrétaire général de l'Assemblée, destiné aux questionnaires M. Enrico Viri préconise dans ce rapport le regroupement de l'ensemble des activités pour l'instaurer à Bruxelles (bientôt neuf) dans un seul et même ensemble immobilier, l'« Espace européen », un gigantesque complexe en cours de construction en face du siège de la Commission européenne.

Le secrétaire général suggère au bureau du Parlement de se prononcer en faveur de la location, dans cet espace réaménagé par des promoteurs privés, de deux mille six cents bureaux et de vingt-six salles de réunion. Tollé en Alsace - les Dernières Nouvelles d'Alsace tirent Les dessous d'une malice - et chez les élus français. Ce projet, selon eux, va beaucoup plus loin que ne le veut la résolution Prag adoptée en janvier 1989 :

M. Derek Prag est un conservateur britannique qui milite depuis des années pour le rapprochement « physique » du Parlement et de la Commission européenne et la rationalisation des travaux du Parlement. « Je n'ai rien contre Strasbourg, dit-il, à condition que la Commission européenne s'y installe. » Il y a maintenant treize mois, M. Prag a remporté une grande victoire : par 225 voix pour et 173 contre, le Parlement a adopté une résolution issue d'un de ses rapports, préconisant notamment la tenue, à Bruxelles, de sessions supplémentaires « pendant une ou plusieurs des semaines consacrées aux réunions de commissions ou de groupes politiques ».

C'était avaliser un transfert à peu près vers la Belgique, que d'aucuns jugent inéluctable, quand bien même c'est aux douze gouvernements de la Communauté qu'il revient de décider, à l'unanimité, de la localisation du siège du Parlement. Pour l'instant, les parlementaires vivent dans le provisoire. Un provisoire qui dure mais est érodé petit à petit. Sans le rapport de M. Viri, le déplacement progressif de Luxembourg et de Strasbourg vers Bruxelles eût sans doute passé inaperçu. Toujours est-il que sa note « confidentielle », considérée comme une provocation, a fait l'effet d'un pavé dans la mare.

Un grand marchandage

Les détracteurs de son projet invoquent notamment son coût : le loyer annuel, à l'« Espace européen », serait de 36 millions d'euros (environ 322 millions de francs). A Strasbourg, la location pour les bâtiments existants revient à 6,7 millions d'euros (60,9 millions de francs), et M^{me} Trautmann évoque le loyer annuel des bâtiments dont elle préconise la construction à 23,3 millions d'euros (163 millions de francs). Coût total de la solution strasbourgeoise : 30 millions d'euros.

Le projet de M^{me} Trautmann a au moins un mérite : il permettra de prendre la mesure du soutien du gouvernement français à Strasbourg. A l'aune de la participation financière de l'Etat - si participation il y a - l'on saura enfin si pour Paris la capitale alsacienne est aussi le « capitale de l'Europe », comme l'avait affirmé le président Mitterrand en présentant ses vœux pour Strasbourg, le 31 décembre 1988.

Le maire de Strasbourg peut certes se prévaloir de la récente prise de position de M. Roland Dumas. En affirmant, lundi à Bruxelles, que « la question de Strasbourg est une question préalable », le ministre des affaires étrangères a été très clair : la France opposera son veto à une quelconque localisation des sièges de la Banque européenne pour le développement des pays de l'Est (BERD), de l'Agence européenne pour l'environnement, de l'Office des marques et de la Fondation pour la formation des cadres à l'Est, aussi longtemps que le rôle

La croisade des milieux politiques... à Paris

« Ils n'auront pas Strasbourg ! » Dès qu'a été connue la nouvelle menace pesant sur le maintien du Parlement européen dans la capitale alsacienne, les milieux politiques français se sont enflammés. Obusiers, un temps, leurs divergences partisans, les trois vice-présidents français de l'Assemblée ont fait front, seuls, contre le rapport du secrétaire général. M^{me} Nicole Pery (socialiste) et Nicole Fontaine (CDS) ont soutenu, sans arrière-pensée, l'idée de M. Yves Galland (radical) de construire un nouvel hémicycle dans le bâtiment pour augmenter les locaux dont disposent les députés européens sur les bords du Rhin. M. Claude Cheysson, président de la délégation socialiste française, courtier des coups de gueule, proposait rien de moins qu'une nouvelle stratégie de la « chaise vide » : « Les élus français doivent prendre l'engagement de ne pas siéger à Bruxelles ».

A la pointe de ce combat se trouvent, bien entendu, les Strasbourgeois. M^{me} Catherine Trautmann, la maire socialiste de la ville, résumant une nouvelle « union sacrée », a regroupé autour d'elle non seulement le président du conseil régional et celui du conseil général, MM. Marcel Rudloff et Daniel Hoffel, sénateurs CDS, mais aussi les personnalités de la région siégeant à l'Assemblée

européenne, depuis l'écologiste Antoine Waechter jusqu'au communiste Francis Wurtz.

Très vite, pourtant, Paris a pris le relais. Le conseil national du RPR a profité de sa réunion du samedi 17 février pour demander à M. François Mitterrand d'« envisager sérieusement de renoncer à siéger au conseil européen » tant qu'il n'aura pas été levée « l'hypothèque qui pèse sur Strasbourg ». Le bureau politique de l'UDF, lors de sa réunion du 21 février, a exprimé « sa volonté de voir Strasbourg confirmé comme siège du Parlement européen ». A l'occasion de son passage au « Club de la presse » d'Europe 1, M. Laurent Fabius, se souvenant qu'il avait été le chef de file des socialistes aux élections européennes, a annoncé son intention de réunir toutes les têtes de liste « démocratiques » françaises pour « prendre des initiatives communes ».

Les calculs et le confort

L'avenir de Strasbourg préoccupe, bien sûr, les responsables politiques, mais aussi l'enjeu partisan de cette nouvelle bataille de l'Est. Aucun d'entre eux n'a oublié que la mairie de la capitale alsacienne est passée du CDS au PS en mars dernier, parce que l'équipe sortante était usée, mais également parce

qu'elle était accusée de manque de dynamisme, notamment dans la défense du rôle européen de la cité. La gauche ne peut donc laisser M^{me} Trautmann, dont la situation électorale est encore trop peu assurée, se débrouiller seule. Le premier ministre est porté à la soutenir avec d'autant plus de fermeté qu'elle est la seule rocardienne à gérer une grande ville. La droite, elle, sait bien qu'elle ne peut, sur ce dossier, que se montrer solidaire, sans ignorer pourtant qu'une victoire serait portée au crédit de son adversaire...

Les calculs ne manquent donc pas. Il apparaît même que si, en public, chacun s'affirme prêt à mourir pour Strasbourg, en privé les élus européens français ne cachent guère que leurs conditions de travail seraient plus agréables si toute leur activité se déroulait à Bruxelles. M^{me} Simone Veil, plus franche que bien d'autres, selon son habitude, prévient que si elle s'opposera à la location d'un hémicycle en Belgique, elle ne trouve rien à redire, bien au contraire, à la construction de bureaux confortables. Les dures réalités pourraient bien vite fissurer l'apparente union sacrée.

T. B.

صلى الله عليه وسلم

12 Le prince de France, héritier du trône de la France
13 L'Assemblée nationale pour l'éducation

14 M. Chevènement et le service militaire
Voie : la course autour du monde

15 L'essor de la production audiovisuelle
- A l'Opéra : « Giselle » par le Kirov

Un entretien avec le secrétaire général de l'Union syndicale des magistrats

- Fichiers : « La volte-face du premier ministre manifeste le mépris que nos politiques ont pour la légalité »
- Justice : « La modernisation du service public n'est qu'une annonce tapageuse »

Les projets de modernisation de la justice, présentés le 22 février dernier par le premier ministre, n'ont pas convaincu les membres de l'Union syndicale des magistrats. Cette organisation, la plus importante de la proe dans les juridictions et les promesses du gouvernement ne suffisent pas à désamorcer le mécontentement.

« Que pensez-vous du brusque changement de cap de M. Michel Rocard sur l'affaire de l'information des données sensibles par la police ? »

— Ces deux fichiers étaient utiles et leur légalisation permettait leur contrôle. La volte-face du premier ministre manifeste le mépris que nos politiques ont pour la légalité. Le processus légal aurait dû aller jusqu'à son terme. Dans une démocratie, la légalité est prévue par la loi, elle n'est pas imposée par la rue. Cela en dit long sur le peu de place que l'on accorde à celui qui a charge d'appliquer la loi : le juge. Quant aux membres de la CNIL, les magistrats chargés d'affaires de fausses factures en matière politique savent ce qu'ils ressentent.

— Au cours d'une réunion exceptionnelle au ministère de la justice, le premier ministre a annoncé qu'il entendait faire de 1991 « une année pour la justice ». Qu'y a-t-il d'exceptionnel à la fois dans la démarche de M. Michel Rocard et dans les mesures qu'il a annoncées ?

— Les magistrats ont assisté avec intérêt au déplacement du SAMU gouvernemental, place Vendôme. La manifestation tenait plus, à quelques semaines du congrès de Rennes, de la caravane électorale que d'une tentative de rénovation en profondeur de l'institution. Imaginez que, dans cette période, on a dû souffler au premier ministre que la justice, tout domaine réservé du chef de l'Etat

qu'elle soit, pourrait être un thème porteur.

— Peu importe, dans ces conditions, qu'on fasse publiquement peu de cas des prérogatives du garde des sceaux lui-même. Il semble d'ailleurs que M. Michel Rocard soit davantage venu à la rescousse de M. Pierre Arpaillange que de la justice elle-même. Face à la fronde généralisée des sœurs du monde judiciaire (avocats, magistrats, fonctionnaires de justice et personnels pénitentiaires), il n'a fait que s'abriter derrière le thème commode de la modernisation dont on nous rebat les oreilles depuis deux ans. C'est plutôt « demain, on juge gratis » qu'un plan d'ensemble pourtant tant attendu.

— Que pensez-vous des projets de modernisation du ministère ?

— La modernisation du service public de la justice n'est qu'une annonce tapageuse qui ne passerait pas les contrôles du Bureau de vérification de la publicité. L'actuel gouvernement soumet la justice au même traitement que ses prédécesseurs dans d'autres domaines, comme la sidérurgie ou les chantiers navals. L'Etat se désengageait en confiant certaines activités à l'administration (circulation routière, police des étrangers), soit en substituant des autorités administratives indépendantes au pouvoir judiciaire (CSA, COB, Commission de la concurrence). Quant aux cent postes de greffier amoncelés par le premier ministre, ils représentent bien peu de chose par rapport à l'absence de considération que l'Etat a pour ses fonctionnaires de justice.

— C'est à une véritable escroquerie qu'il se livre depuis des années en se permettant de faire travailler à des postes de responsabilité (comme celui de greffier) des hommes et des femmes qui ne touchent que les salaires rémunérés d'agents de bureau. Moi, je suis juge d'instruction à Pontoise. Ma

grèffière a quatorze ans de fonction. Elle gagne 6 400 francs par mois. Elle fait fonction de greffier tout en n'ayant pas le titre. Elle connaît les mêmes horaires et les mêmes contraintes qu'un magistrat. Elle est statutairement considérée comme un agent de bureau : pour elle, comme pour moi, dans la vie quotidienne en juridiction, la modernisation n'a guère de sens lorsqu'on n'a pas de machine à traitement de texte et que l'on continue à rédiger à la main les convocations, s'il le faut jusqu'à dix heures du soir. M. Arpaillange ne passe pas voir s'il reste des bus, si modernes soient-ils, à Pontoise à cette heure-là.

— En réalité, la modernisation rime souvent avec la présence de l'emploi, le ministère engageant des vacataires pour boucher les trous. L'Etat-tartariffe « va ensuite donner des leçons de social aux entreprises privées... On pourrait en sourire.

Humanisme et stakhanovisme

— Le gouvernement veut appréhender la justice sous l'angle d'un service public, certes différent des autres administrations, mais d'un service public tout de même. En 1981, on avait le sentiment que la gauche ne souhaitait pas seulement gérer une institution mais plaquer en elle une charge symbolique importante, qui ne passait pas seulement par l'abolition de la peine de mort. Qu'en est-il en 1990 ?

— On est très loin de la justice du dix-neuvième siècle entre bourgeois parlant la même langue. L'acte de juger s'est banalisé. Après la télévision en couleur, la machine à laver et la deuxième voiture, sans même parler du divorce, le procès devient le signe du progrès social. En 1989, l'Etat a dû gérer dix-sept millions de procédures civiles ou pénales. C'est ainsi la quasi-totalité de la population

active qui, un jour ou l'autre, a affaire à la justice. Aujourd'hui, même aux exigences de symboles, on répond par celles de la statistique.

— A l'opposé du discours humaniste tenu par la gauche à son arrivée au pouvoir, ce qu'on attend de la justice se réduit désormais à un stakhanovisme devenu inacceptable. En effet, contrairement à ce que pensent ces messieurs du gouvernement, l'objectif n'est pas de trouver des procédures pour aller toujours plus vite et obtenir des statistiques plus satisfaisantes. Les magistrats demandent à avoir les moyens de faire plus de « sur-mesure » et moins de confection. Pense-t-on sincèrement que l'on ait besoin du même temps pour divorcer un couple jeune sans enfant et sans biens communs et un couple plus âgé avec enfants et ayant accédé à la propriété ?

— M. Pierre Arpaillange a expliqué que la justice avait longtemps été installée par la tradition dans le rôle du « parent pauvre mais fier ». Si l'on voit bien où est le pauvre, où en est-on de la fierté ?

— Les magistrats de 1990 s'acceptent plus les appels au désengagement lancés régulièrement par les gouvernements successifs et repris, la semaine dernière, par M. Michel Rocard. En écho au dévouement des personnels de justice, le même gouvernement continue à s'appuyer sur le bénévolat comme source principale de beaucoup d'activités (contrôle judiciaire, etc.). Ce comportement est indécent car l'éducation et la justice constituent le socle de la démocratie et ne devraient être dévolues qu'en dernier par l'Etat honteux de cette fin de siècle.

— J'avoue par moments être choqué par l'assujettissement matériel et moral dans lequel on laisse la justice et les juges. Je continue, même si certains pensent que c'est de mauvais goût, de rappeler que M. François Mitterrand, dans ses

101 propositions de 1981 et dans sa Lettre à tous les Français de 1988, avait promis de déclasser le Conseil supérieur de la magistrature (CSM) de l'exécutif. Dieu sait (sans jeu de mots) que l'actuel président de la République connaît le problème, lui qui a siégé comme garde des sceaux au CSM de la IV^e République, dont l'actuel descendant n'est qu'une pâle, très pâle copie. Il avait été question, sous forme d'un ripolinage, de réformer le statut des magistrats. Même cela, malgré les promesses répétées, est resté dans les tiroirs.

Un atout pour l'an 2000

— Il y a tout juste un an, vous publiez un Livre blanc pour dénoncer les nominations de magistrats que vous jugez partitaines. Où en est-on aujourd'hui ?

— Les nominations partitaines continuent. L'actuel cabinet a rendu un hommage empoisonné à nos thèses en équilibrant toute nomination importante d'un membre du SM (Syndicat de la magistrature) par une compensation en faveur de l'APM (Association professionnelle des magistrats). Ainsi le critère politique semble dominer, malgré de vertueuses dénégations. On peut difficilement appeler au dévouement des magistrats dans de telles conditions.

— Comprenez-vous le mouvement actuel des avocats qui protestent contre le système actuel d'aide légale ? L'exaspération, comme ce fut récemment le cas à Nantes, Evry et Pontoise, n'est-elle pas en train de gagner les magistrats ?

— Nous comprenons tout à fait le mouvement des avocats. Loin d'être positif, il révèle l'ingérence des Français dans leur accès à la justice. Pour combattre l'habituelle division qui fait le jeu du cabinet du garde des sceaux sans apporter de réelles solutions, l'USM a engagé des contacts en

vue d'actions communes tant avec les organisations syndicales de fonctionnaires qu'avec celles d'avocats. Il semble que la philosophie de la concertation suivie actuellement à la chancellerie doive beaucoup au baron de Coubertin : l'important c'est de participer. Du moment que nous assistons aux réunions, tout le monde se moque de ce que nous y disons.

— La situation est telle, l'exaspération est si grande que nombreux sont nos adhérents (pourtant connus pour leur extrême modération) qui m'ont déclaré être prêts à une action collective pour faire entendre notre voix (par exemple par une grève du zèle). A force d'avoir le petit doigt sur la couture de la robe, certains ont des crampes !

— Que pensez-vous de l'idée de créer un centre des hautes études judiciaires ?

— J'avoue que j'ai levé les yeux au ciel quand j'ai entendu parler de cet organisme. Il est évident que le tribunal de grande instance de Pontoise, avec son déficit de quarante fonctionnaires par rapport à l'effectif budgétaire, semble se pas partager le même type de préoccupations immédiates. Sérieusement, contrairement à ce que l'on peut lire ici ou là, le corps comprend beaucoup de gens de valeur. Mais si le gouvernement n'engage pas les réformes nécessaires, on peut craindre que, dans les cinq à dix ans à venir, les meilleurs d'entre nous rejoignent le privé.

— Quelle justice veut le gouvernement ? Nos hommes politiques en ont plein la bouche de l'Europe de 1993. Mais pensent-ils réellement que les décideurs européens n'incluent pas la qualité de la justice dans leurs calculs pour implanter ici et non là leurs entreprises ? La justice fait partie des atouts ou des handicaps de la France pour l'an 2000.

Propos recueillis par AGATHE LOGEART

Quatre réseaux de trafiquants de stupéfiants devant le tribunal de Lyon

Le « H » de Lola

Une filière peut en cacher une autre. Cette idée simple, qui permit de démanteler quatre réseaux de trafiquants de stupéfiants à partir d'une seule piste lyonnaise, règle aussi la marche de leur procès devant le 6^e chambre du tribunal correctionnel de Lyon (le Monde du 7 mars). Ainsi ce dossier à épisodes débouche-t-il logiquement sur des audiences gigo-gues.

LYON

de notre bureau régional

Sans perdre de vue les tables de la loi, les magistrats peuvent se référer à la table des matières. Sur-tout lorsqu'il s'agit de substances hallucinogènes. Pour s'intéresser à la filière « Lola », ils placèrent donc les débats du mardi 6 sous le signe de la résine de cambouis, façon de mettre les pendules à l'heure « H », comme hashich.

Si un « joint » peut faire « planer », un coté de 400 kg rend amnésique : c'est la leçon qu'on peut tirer des interrogatoires des petits et moyens dealers. « Comment avez-vous trouvé l'argent ? », demande le représentant des douanes à un revendeur lyonnais, en charge de trois kilos. Réponse bredouillée : « J'en ai pas son nom et j'ai plus où j'ai rencontré, boulevard Saint-Michel peut-être ? »

Jean-René Gilliot, cinquante ans, ressemble déjà à un gros poisson. Fils d'un cadre supérieur, il a été apprenti mécanicien puis garçon de bureau avant de se marier à dix-huit ans et d'émigrer vers l'Australie. Il est allé faire le barman en Afrique du Sud et n'a plus cessé de bourlinguer. Afghanistan, Pakis-



tan, Inde, Il achète et revend « tout ce qui pouvait se multiplier par quatre entre l'Asie et l'Europe ». C'est au Pérou et en Bolivie que ce « Monsieur 300 % » découvre la cocaïne, en importe en France. Arrêté, emprisonné, il prétend avoir été « condamné à la récidive pour régler ses amendes douanières ». Alors, devenu sous-traitant de Rolande Kienlen, il brade un « hash » marocain de si mauvaise qualité qu'il n'en tire que 10 francs le gramme.

Gilliot affabule sans doute un peu, mais il a une chance. C'est par lui qu'on localise le fournisseur de Kienlen, dans les beaux quartiers de la capitale. Après s'être long-

temps tue, l'énigmatique « M^e K » finit elle-même par faire des révélations au magistrat instructeur. Une certaine Lola, qui défile 400 kilos de hashich dans son appartement de Neuilly, l'approvisionne régulièrement.

Les enquêteurs s'appuyant sur des opérations bancaires effectuées en florins hollandais dans une banque de Copenhague et déchiffraient des numéros de téléphone codés — remontent jusqu'à Nicole Guigou d'Almeida, cinquante-huit ans, alias Lola.

Pathétique Lola ! Secourue par trois années de prison, elle ne se rappelle plus si son père était colonel ou général, ni la profession de son ex-mari, qui était un « homme

riche ». Elle clame son innocence d'une voix blanche et ténue. Comment payer-elle ses factures de téléphone astronomiques ? En donnant des consultations d'astrologie. Toutes ces histoires semblent la dépasser. Comme l'écrasait silencieusement la personnalité de son ancien boyfriend, Bobby, alias Donald John's.

« Un coup monté »

Avec ce Donald-là, né à Bristol en 1946, ancien négociant en bijoux et en pierres précieuses entre l'Asie et les Pays-Bas, on se dit qu'on a vraiment affaire à un « pro » du trafic. N'a-t-il pas écopé de treize années de prison devant la cour d'appel de Paris après avoir été pris, en avril 1986 à Roissy, avec 1,2 kilo d'héroïne pure en provenance de Bombay ? Et voilà qu'il se lance dans un plaidoyer vaguement pleurnichard. « C'est inouï ! On me fait venir ici pour salir M^e d'Almeida alors que je n'ai jamais été entendu par le juge d'instruction de Lyon... Pour la première fois de ma vie je me retrouve sain de corps et d'esprit, je fais le magasinier à la prison et crac ! un nouveau coup monté me tombe sur la gueule ».

Pour ce qui concerne son ami allemand, Klaus Roder, ancien avocat de Kienlen, volatilisé après avoir asséché ses comptes en dollars de Bangkok et de Düsseldorf, il faudra se contenter de la lecture des pièces du dossier. L'enquête financière pointue, menée jusqu'en Thaïlande par le juge Gilles Raglin, a démontré l'envergure du personnage. Le vrai grand absent, physiquement parlant, de ce procès, c'est peut-être lui.

ROBERT BELLERET

L'affaire des fichiers informatisés

M. Michel Rocard plaide « l'erreur »

Le premier ministre, M. Michel Rocard, a estimé, dans un entretien accordé le mardi 6 mars, à RTL, avoir commis l'erreur de ne pas avoir fourni des explications suffisantes au sujet des décrets concernant le fichier informatisé des renseignements généraux et le fichier antiterroriste, annulés dimanche 4 mars par un autre décret. « La cohérence, c'est la reconnaissance d'une erreur », a affirmé M. Michel Rocard, précisant que « l'erreur » avait consisté à traiter ces décrets comme « un décret de routine ». Il a annoncé qu'un nouveau texte « va sortir dans quelques mois, le temps qu'on s'explique » et que les ministres concernés, notamment le ministre de l'intérieur Pierre Joxe, vont « immédiatement entrepren-

dre une concertation avec les associations de droits de l'homme ».

Le premier ministre a souligné que l'annulation de ces décrets n'était nullement « un désaveu » de la Commission nationale informatique et libertés dont il a « salué le travail ». « La CNIL n'est pas en cause. Nous allons reprendre le décret en l'améliorant si l'on peut », a ajouté le chef du gouvernement.

Évoquant le terrorisme, M. Rocard a souligné que « les Français demandent plus de sécurité. Il y a un prix à cette sécurité. Le président de la République, pas plus que le gouvernement, n'accepterait que la sécurité des Français soit en danger ».

Le Monde

SUPPLÉMENT SPÉCIAL - 24 P.

LIBER
N° 3

La première revue européenne des livres

VENDREDI 9 MARS
numéro date samedi 10

JUSTICE

Patrick Thomas accusé du viol et du meurtre d'un enfant de neuf ans

Le cheminement chaotique d'un dossier vieux de six ans

La cour d'assises de la Drôme juge, depuis mardi 6 mars, Patrick Thomas, vingt-quatre ans, accusé d'avoir violé et étranglé François Gérard, un enfant de neuf ans et demi, le 5 février 1984 à Valence.

VALENCE

de notre envoyé spécial

« Les faits que nous évoquons aujourd'hui ont six ans », soupire M. Jean-Claude Buet, président de la cour d'assises de la Drôme. Visiblement scandalisé par ce délai, le magistrat secoue longuement la tête pour marquer sa désapprobation. Tout au long de cette première journée de débats, chaque interrogatoire de témoin sera précédé par ce même soupir désabusé, souligné par une phrase d'excuses : « Ces questions peuvent vous paraître surréalistes aujourd'hui... Je sais... cela fait six ans... »

Ce n'est pas la seule anomalie de ce dossier. Lors de l'instruction, le juge avait procédé à une reconstitution au cours de laquelle il avait interrogé Patrick Thomas sans la présence de ses avocats. La chambre d'accusation de Grenoble avait sanctionné cette erreur en annulant plusieurs pièces du dossier, le 22 janvier 1988. Mais cette mesure n'empêchait pas le juge d'instruction de prolonger l'instruction et, le 12 février 1988, les juges de Grenoble suivaient l'avis du parquet général en ordonnant la mise en liberté de Patrick Thomas, alors détenu depuis quatre ans.

Ainsi, un homme soupçonné du meurtre d'un enfant, allait comparaître libre devant la cour d'assises. Pour éviter cette situation, la justice se contenta, sans élégance, d'appliquer avec rigueur le code pénal, et le 21 février 1990, après deux ans de liberté, Patrick

Thomas était réincarcéré, dix jours avant son procès pour infraction au contrôle judiciaire qui lui imposait de rencontrer régulièrement des éducateurs.

Le troisième sujet d'étonnement n'est pas directement lié à un mauvais fonctionnement de la justice. Il réside dans la personnalité particulière du père de la victime, M. Jean-Jacques Gérard. Lui-même éducateur, il n'est pas animé par la colère ni par un désir de vengeance. Son souci est de « comprendre ». Dans ce but, il a tout fait pour rencontrer celui qu'il considère comme le meurtrier de son fils. Il lui a écrit en prison. Le juge lui avait refusé un droit de visite mais la mise en liberté de Patrick Thomas lui a offert l'occasion de dialoguer avec lui sur un plateau de télévision lors de l'émission « Les 90 rugissants », le 16 novembre 1989. Un dialogue étrange et troublant qui explique, sans doute, ces mots du président remerciant les jurés de la session : « J'espère que vous avez compris que la justice se rend dans un palais de justice et pas ailleurs... »

Des aveux

Déformé par cet aspect médiatique, rongé par les ans, amputé de nombreuses pièces par les erreurs de procédure, vicié par des aveux presque immédiats, rétractés dix mois après, le dossier est enfin arrivé au terme de son cheminement chaotique. La cour d'assises doit maintenant tenter d'établir une vérité judiciaire.

Il lui reste des faits indiscutables : le 5 février 1984, M^{me} Christine Adam a déposé le petit François Gérard dans la cour de la gare de Valence vers 18 h 22. Après avoir passé le week-end avec des amis de sa mère, celui-ci devait prendre le train de 18 h 24 pour

rentrer chez lui à Pierrelatte. Deux jours plus tard, son corps à demi dénudé a été retrouvé dans un bosquet du parc Jovet, à Valence.

« Je présume que vous vous en êtes voulu... » Avec tact, M. Buet aide M^{me} Adam à expliquer pourquoi, ne trouvant pas de place pour garer sa voiture, elle a laissé François courir seul vers la gare. Puis elle a attendu. « Je ne comprends pas pourquoi il n'est pas revenu », sanglote M^{me} Adam. Plusieurs témoins ont vu l'enfant, désespéré, dire qu'il avait raté son train et qu'il n'avait pas d'argent en s'adressant à un homme d'une cinquantaine d'années aux cheveux blancs, mal rasé, avec un début de calvitie.

Éléments

par des éducateurs

Ce n'est pas le signalement de Patrick Thomas, un jeune homme très pâle sous ses cheveux bruns. Certes, il avait avoué, mais il n'est pas le seul suspect dont les enquêteurs ont recueilli les aveux dans ce dossier. Le 17 février 1984, un affabulateur était rapidement mis hors de cause. Une semaine plus tard, un second « témoin » reconnaissait les faits mais avec beaucoup d'hésitation, le policier qui l'a interrogé explique : « après quarante-huit heures de garde à vue, il en avait marre ».

Pourtant, les aveux de Patrick Thomas sont d'un tout autre ordre. Aux experts psychiatres, il a expliqué : « Je me suis accusé pour qu'on parle de moi. Depuis que je suis dans les foyers, on n'a jamais parlé de moi ». S'il évoque ainsi les foyers de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales (DDASS), c'est que ses parents l'ont placé dès l'âge de douze ans : « Ils ne sont jamais occupés de moi », raconte Thomas qui a été élevé jusqu'à l'âge de dix-

huit ans par les éducateurs. « J'aurais préféré vivre en famille. Je ne comprends pas pourquoi quelqu'un d'autre que mes parents pouvait s'occuper de moi. »

Aujourd'hui, aucun membre de sa famille n'est venu à l'audience et sa mère lui a écrit trois lettres en quatre ans. Seule sa compagne, rencontrée pendant les deux ans de liberté, a témoigné en sa faveur. Agnès n'a pas de mots assez bienveillants pour le décrire : « C'est un être très sensible, vraiment merveilleux, il m'a beaucoup rééquilibrée », déclare la jeune femme, avant d'ajouter : « J'ai été violée deux fois, Patrick n'a rien d'un violeur, il s'a jamais eu un geste déplacé ».

Tout autre a été le regard des psychiatres, qui semblent avoir plus étudié le dossier que le comportement de Thomas au cours de leurs entretiens. Ils relèvent « un déséquilibre psychique à forme perverse » qu'ils analysent différemment selon que Thomas serait ou non coupable de faits qu'on lui reproche.

En se tordant les mains, M. Jean-Jacques Gérard a écouté les différentes dépositions et, notamment celles des médecins légistes : son fils est mort d'une strangulation qui semble avoir été faite par le col de sa chemise tenu par la nuque. C'est peut-être ce fait et le ton des débats qui ont conduit le président à poser à l'accusé une question en indiquant qu'il la formulait d'une manière très particulière dont il s'expliquerait plus tard : « Êtes-vous responsable de la mort du jeune François Gérard ? » Malgré la perche tendue par le magistrat à une circonstance pouvant ouvrir la porte à un acte involontaire, Patrick Thomas a répondu : « non ».

MAURICE PEYROT

5 000 francs de frais de procédure pour une dette de 225 F

Saisie et contre-saisie à Lyon

Après avoir émis, l'an dernier, un chèque sans provision de 225 francs, M^{me} Josiane Peronet s'est vu réclamer près de 5 000 francs de frais de procédure, le 27 février, par un huissier lyonnais, M^{me} Nadine Poncet, qui a fait saisir une partie de ses biens. Une quarantaine de jeunes communistes du Rhône ainsi que quatre élus (PC) de la commune de Vaulx-en-Velin, où habite M^{me} Peronet, sont entrés de force, le 5 mars, dans l'hôtel des ventes où étaient entreposés ses meubles et les ont emportés.

LYON

de notre bureau régional

La colère submerge Josiane Peronet lorsqu'elle évoque l'« acharnement » de l'huissier de justice qui, depuis un an, a, selon elle, fait gonfler de façon « démesurée » les frais et intérêts de recouvrement d'une dette insignifiante. Cette femme de trente-sept ans, secrétaire intermédiaire, mère célibataire de trois enfants, achète deux étages en février 1989. Avec 3 500 francs pour tout revenu, son compte bancaire est « dans le rouge ». Mais les échéances lui sont apparues insupportables dans la chambre des enfants, où elles doivent faire office de cloisons. Josiane paie donc avec un chèque sans provision, et le magasin charge un huissier, M^{me} Nadine Poncet, de procéder au recouvrement de la créance.

Pendant un an, Josiane va vivre au rythme des comman-

dements, injonctions de payer et menaces de saisie que lui adresse l'officier de justice. Trois rappels, d'abord. Puis un premier commandement, en mai, assorti d'un procès-verbal de saisie exécutoire. Il faut verser 1 196 francs, sinon les meubles seront vendus aux enchères le mois suivant. Josiane acquitte 300 francs en juin puis 300 francs en août. Nouvelles injonctions de payer : 1 670 francs en décembre, 2 060 francs en février et 4 716 francs le jour de la saisie. Josiane s, entre-temps, débourse 300 francs d'appartenance et envoie un mandat de 225 francs au magasin. Néanmoins, le 27 février, M^{me} Poncet fait enlever la télévision, le magnétophone, deux fauteuils, un coffre à jouets et la chaîne hi-fi.

Quelques jours plus tard, des membres du parti et des Jeunes communistes alertés et indignés par ce « cas exemplaire d'inhumanité », opèrent une « contre-saisie ». Ils tentent en vain d'ouvrir le dialogue avec l'huissier, qui porte plainte pour détournement d'objets saisis. M^{me} Poncet estime avoir agi « en toute légalité ». Elle expose l'infraction galopante de la dette par l'addition des intérêts et frais divers (publications judiciaires, procès-verbaux d'officiers, annonces...) nécessaires à la procédure.

Pourtant, le président de la chambre départementale des huissiers de justice du Rhône, M^{me} Alain Dodet, estime que les poursuites menées par M^{me} Poncet ont été quelque peu disproportionnées à la dette, aux ressources de la débitrice et à l'intérêt du créancier. « Le statut de l'huissier lui permet de déterminer quand il doit arrêter la procédure. C'est ce qui le distingue d'un mercenaire ! »

RAFAËLE RIVAIS

Après la mort d'un homme lors d'un transfert

Un policier de La Ciotat maintenu en garde à vue

Le policier responsable de la mort de Saad Saoudi, trente-cinq ans, tué mardi 6 mars, lors d'un transfert (Le Monde du 7 mars), a été maintenu en garde à vue dans les locaux de l'inspection générale de la police nationale. Affecté au corps urbain du commissariat de La Ciotat (Bouches-du-Rhône), ce sous-brigadier était chargé d'escorter Saad Saoudi entre ce commissariat et le palais de justice de Marseille, mardi 6 mars dans la matinée. Agent hospitalier à La Ciotat, M. Saoudi avait été appréhendé la veille pour coups et blessures sur la personne d'un de ses collègues.

Mémoisé et placé à l'arrière de la voiture d'escorte, M. Saoudi aurait bousculé les deux policiers qui l'accompagnaient et même, selon la version de ces derniers, tenté d'étrangler l'un d'eux. Le sous-

brigadier qui se trouvait au volant aurait arrêté le véhicule sur la voie d'arrêt d'urgence de l'autoroute A 50, près du village de Roquefort-la-Bédoule, et c'est alors que M. Saad Saoudi tenté de s'échapper.

Le sous-brigadier devait tirer plusieurs coups de feu avec son arme de dotation, un revolver Mannlicher. Cinq balles atteignirent Saad Saoudi, dont une à la tête, et l'homme décédait quelques minutes après l'intervention des marins-pompier.

Le parquet de Marseille a confié l'enquête à la délégation locale de l'inspection générale de la police nationale, qui devra établir les circonstances exactes de cette mort. L'auteur des coups de feu a été suspendu de ses fonctions par le ministre de l'Intérieur.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel daté mercredi 7 mars 1990 :

UN DÉCRET

● N° 90-200 du 5 mars 1990 relatif à l'exercice de la profession de commissionnaire de transport.

UNE LISTE

● Des élèves de l'Ecole natio-

nale de l'aviation civile qui ont reçu le diplôme d'ingénieur de l'Ecole nationale de l'aviation civile.

UN AVIS

● Modificatif relatif à l'index national Bâtiment « tous corps d'état » (symbole BT 01) qui s'établit à 448, 3, en octobre 1989.



Yves PRIGENT
L'existence amoureuse
La passion et la durée

L'amour durable : un dynamisme, un antagonisme, le déploiement d'une histoire.

Par l'auteur de "L'expérience dépressive"

95 F

Desclée de Brouwer

Le Monde

SUPPLÉMENT SPÉCIAL

NANCY
TECHNOPOLE
NANCY

Dans le cadre de sa nouvelle série sur la France des technopoles, le Monde publie un supplément spécial consacré au nouveau pôle d'activité économique lorrain : NANCY-BRABOIS.

Combien d'étudiants, de chercheurs et d'industriels y travaillent ? Quelles sont les principales activités du technopôle ? Comment vit-on à Brabois ?

Le Monde répond à ces questions et dresse le portrait des hommes-clés du technopôle. Le Monde s'interroge également sur l'implication dans le technopôle de la ville de Nancy et de la région au niveau économique, social et culturel.

NANCY TECHNOPOLE, un supplément à lire absolument pour comprendre les enjeux de la mutation économique de la Lorraine.

JEUDI 8 MARS 1990 (daté vendredi 9)

GRATUIT AVEC « LE MONDE »

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
AFFAIRES

صلى الله عليه وسلم

SOCIÉTÉ

ÉDUCATION

L'aide aux pays en développement

La banque mondiale doublera ses prêts en faveur de l'éducation

En annonçant devant les mille cinq cents délégués à la conférence mondiale sur « l'éducation pour tous », qui a lieu à Jomtien du 5 au 9 mars, que la Banque mondiale va pratiquement doubler ses prêts en faveur de l'éducation, et cela pour au moins trois ans, son président, M. Barber B. Conable, était assuré de recueillir un certain succès. De très nombreux pays en développement, à court de ressources, ont applaudi cette initiative, qui donnera à quelques-uns et pour un temps un peu d'oxygène. Mais ils n'ont pas manqué non plus de demander que le problème de la dette, occulté dans le projet de texte de la déclaration mondiale sur l'éducation pour tous, fasse l'objet d'un article.

JOMTIEN (Thaïlande)
de notre envoyée spéciale

Le montant des prêts de la Banque mondiale, qui était d'environ 800 millions de dollars en moyenne ces cinq dernières années, passera à 1,5 milliard de dollars par an. Ce qui place l'organisation internationale bien en tête des fournisseurs d'aides financières pour le développement de l'éducation. M. Conable n'a d'ailleurs pas oublié de le rappeler à ceux qui, récemment encore, se plaignaient de voir la Banque mondiale s'intéresser davantage à l'économie pure qu'à son secteur social.

M. Conable a expliqué longuement les raisons de cette décision. Citant Platon — « Platon, qui parlait en termes généraux de l'influence enrichissante de l'éducation, la jugeait indispensable pour assurer la prospérité économique de la société parce qu'elle rendait les gens « raisonnables » et que des gens raisonnables étaient capables de prendre des décisions économiques appropriées », — le président de la Banque mondiale a rappelé que, sans éducation, « les pauvres ne peuvent pas participer à la lutte pour le développement, car ils ne peuvent pas alors reconnaître les opportunités qui se présentent et apprécier les suggestions. L'éducation est la clé du développement ».

Pour certains, cette constatation est, depuis longtemps, une évidence. C'est pour la Banque mondiale l'aboutissement d'un cheminement progressif, s'appuyant sur plusieurs études montrant la corrélation entre l'éducation et la croissance économique. Assurer un enseignement pour tous, ce fut le rêve de nombreux pays en développement, au lendemain de leur indépendance. Or ce rêve s'est très souvent écroulé. Personne n'a d'ailleurs cherché à contredire M. Conable, qui, en dressant un tableau très sombre de l'éducation aujourd'hui, a rappelé les chiffres exorbitants de l'an-

alphabétisme dans le monde, les cent millions d'enfants non scolarisés, soulignant le nombre élevé des redoublements, des abandons en cours de cycle primaire, et dénonçant l'insadaptation de certains contenus scolaires et de diplômes aux réalités des pays.

La Banque mondiale ne veut pas prêter à l'importe comment. Son directeur a fermement invité les responsables des pays concernés « à bien définir les besoins et à se mettre d'accord sur des priorités à fixer ». Et lui-même a décrit avec beaucoup de précision le genre d'actions que la Banque soutiendrait volontiers. A ses yeux, l'enseignement primaire constitue « la priorité des priorités ». « Tous les enfants devraient avoir accès à une bonne école primaire pour acquérir les connaissances de base qui leur permettront de s'épanouir et d'accéder à d'autres niveaux d'éducation ». Cette éducation devra être dispensée autant que possible dans la langue maternelle et par des « maîtres aptes à inspirer leurs élèves (...) motivés dès le départ (c'est-à-dire qui ont choisi l'enseignement par goût et non par nécessité) (...) qu'il faudra bien rémunérer ».

Le poids de la dette

La Banque mondiale étudiera avec bienveillance les projets destinés à améliorer la qualité des maîtres et des programmes scolaires. Pour les locaux supplémentaires qui seront nécessaires, M. Conable estime qu'il faudra poursuivre des recherches sur les

techniques de construction économiques et, en attendant, suggère une mise au point « de simples modèles d'enseignement qui permettent d'utiliser les emplacements non conventionnels, voire des simples abris comme cela se fait déjà dans certains pays africains ».

Concernant l'enseignement technique, M. Conable invite tout simplement les pays en développement à se tourner vers les sources de financement privé : « L'expérience a montré que l'évolution des techniques est plus rapide que ne peuvent le prévoir les planificateurs et qu'aucune école ne peut former des diplômés à un rythme suffisant... Il est impératif de mettre au point des programmes de formation souples et adaptés à l'évolution des conditions et des besoins du marché ». Les entreprises privées peuvent y contribuer.

Bien que satisfaits de la décision de la Banque mondiale, plusieurs pays africains, notamment le Kenya, et latino-américains, tels que le Costa-Rica et l'Équateur, ont tenu à parler du poids de leur dette, qui atteint parfois des sommes disproportionnées par rapport au budget national. « Le problème de la dette doit être résolu en priorité », a déclaré le président du Kenya, M. Daniel Arap Moi. « Cette dette nous empêche de nous battre pour notre développement économique », a expliqué M. Rodrigo Borge, à son tour, pour assurer l'éducation et englober les fonds que l'on pourrait utiliser dans des projets d'éducation ».

Il n'est pas impossible que les pays latino-américains refusent la

déclaration mondiale sur l'éducation pour tous et le texte sur le cadre d'actions s'ils n'incluent pas une mention spéciale sur le règlement de la dette. Plus tard, au cours d'une table ronde, M. Conable refusait de parler de dette, estimant que « ce n'est pas le problème de la Banque mondiale », et suggérant aux intervenants de gérer autrement leur budget. Cette attitude a fortement choqué et irrité le groupe des ONG, qui a déposé également un amendement sur ce sujet.

Les Latino-Américains souhaitent aussi que l'importance de la formation scientifique et technologique soit soulignée dans les documents finaux. Ils ne sont pas les seuls. Le « tout sur l'enseignement primaire » ne satisfait pas non plus les États donateurs. Il insiste même, quand il s'accompagne d'une invitation implicite aux pays en développement de se désengager vis-à-vis de l'enseignement technique et de l'enseignement supérieur, qui coûtent cher et grèvent lourdement leurs budgets, pour faire appel dans ces secteurs aux entreprises privées.

CHRISTIANE CHOMBEAU

□ Réponses et constructions universitaires. — Le premier ministre a annoncé, mardi 6 mars sur RTL, que le gouvernement présentera à la session parlementaire de printemps un texte législatif permettant à l'État de déléguer aux collectivités territoriales la maîtrise d'ouvrage des constructions universitaires. Ce projet vise à accélérer la construction de nouveaux locaux indispensables pour assurer les prochaines rentrées universitaires.

□ Le CNESER contre la réduction des horaires en licence et maîtrise. — Le projet de réforme du deuxième cycle universitaire présenté le 5 mars par le ministère de l'Éducation (le Monde du 7 mars) a fait l'objet d'un accueil très mitigé au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche. Si les principes de la réforme sont accueillis favorablement, le Conseil a, en revanche, rejeté à l'unanimité la réduction de quatre cents heures au maximum de la durée des enseignements de licence et de maîtrise. Les maquettes de diplômes actuelles peuvent aller jusqu'à cinq cent cinquante heures par an, et il paraît peu raisonnable, voire impossible dans un certain nombre de disciplines, de réduire de façon aussi drastique la durée des enseignements.

□ Bordeaux-I en manque d'enseignants. — Un millier d'étudiants et d'enseignants de l'unité de formation et de recherche (UFR) de mathématiques et d'informatique de l'université Bordeaux-I ont défilé, mardi 6 mars à Paris, pour protester contre le manque de professeurs qui sévit dans leurs disciplines. Les manifestants constatent qu'avec 98 enseignants et 22 vacataires pour 4 500 étudiants, l'UFR accuse une surcharge de 50 %. Au cri de « Des profs ! Des profs ! », ils ont réclamé des mesures d'urgence et la négociation d'un plan de recrutement sur cinq ans.

CLAUDE SIMON

MÉDECINE

Dénouant le projet de convention

Un syndicat de médecins en appelle au président de la République

La Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM) et la Fédération des médecins de France (FMF) semblaient prêts, mardi 6 mars, à conclure un accord prévoyant en particulier une revalorisation de dix francs du tarif des consultations médicales en 1990. Pour sa part, la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), soulignant qu'elle représente à elle seule « plus de médecins que tous les autres syndicats réunis », s'insurgeait dans un communiqué contre le fait que le texte de la convention médicale avait été rédigé par la CNAM « discrètement et avec la seule FMF, négligeant la CSMF ». La CSMF se proposera vraisemblablement lors d'une assemblée générale extraordinaire prévue en fin de semaine.

Quant au troisième syndicat, MG-France, il en appelle au président de la République pour celui-ci « ne permette pas la mise en œuvre d'une convention contraire aux intérêts des Français et de la majorité des médecins libéraux ».

Selon MG-France, le projet actuel « légitime et promet » le secteur à honoraires libres et « maintient les avantages acquis à une minorité de médecins ».

Intervenant dans ce débat, le premier ministre, M. Michel Rocard, a pour sa part déclaré mardi 6 mars sur RTL, qu'il ne voulait pas « du tout martyriser le corps médical ». « Des gens, a-t-il dit, se sont mis dans l'idée que nous allions menacer la médecine libérale. Quelle folie ! Nous sommes là pour la défendre, mais dans des conditions compatibles avec le financement de la Sécurité sociale ».

L'occasion perdue

par Franck Nouchi

Force de jouer les jusqu'au-boutistes, les internes et les chefs de clinique en grève depuis maintenant deux mois, se retrouvent aujourd'hui dans une situation difficile. Lâchés, comme il était à prévoir, par les négociateurs conventionnels, leur marge de manœuvre devient de plus en plus étroite.

Que n'avaient-ils signé le 17 janvier le relevé de conclusions que leur proposait le gouvernement ! Il avait au moins le mérite de leur garantir que « tout accord conventionnel doit offrir aux médecins les mêmes garanties et les mêmes possibilités que celles qui leur sont offertes dans le système conventionnel ».

Aujourd'hui, l'heure n'est plus aux grands principes d'équité, sachant que la convention en cours d'élaboration prévoit seulement de réserver chaque année l'accès au secteur 2 (à honoraires libres) à un millier de jeunes médecins (chefs de clinique, internes) sur cinq mille.

Dans l'entourage du ministre de la santé, on indique que l'on ne se

sent plus lié par les déclarations d'intention affichées, au début du conflit, par M. Evin. « L'histoire ne va pas rattraper les plats », résume-t-on comme pour mieux mettre le doigt sur la plaie.

Une telle réaction est sans doute de bonne guerre — M. Evin peut s'estimer à juste titre blessé par les procès d'intention sans cesse répétés par les médecins grévistes, — mais est-elle pour autant à la mesure du malaise — bien réel — ressenti par les internes et les chefs de clinique ?

En d'autres termes, M. Evin peut-il se contenter d'une convention qui, en définitive, ne satisfait ni les futurs spécialistes, ni les généralistes qui se voient, de fait, interdire l'accès au secteur 2 ?

Il serait intéressant de voir un gouvernement de gauche passer alliance avec le moins représentatif des syndicats médicaux, qui plus est composé par l'essentiel de spécialistes déjà installés. Décidément, l'imagination n'est pas au pouvoir. Ni avenue de Ségur, ni autour de la table des négociations conventionnelles.

Un test de dépistage du papillomavirus a été mis au point

Un test de dépistage du papillomavirus, ou virus HPV, a été mis au point par la société strasbourgeoise de biotechnologie PBS Organica. Ce test, appelé Hybricom, et qui repose sur l'utilisation d'une sonde non radioactive, permet de détecter et d'identifier les HPV les plus fréquents. Ces virus, qui sont sexuellement transmissibles, sont responsables de l'apparition de lésions bénignes de la peau et des muqueuses (verrues, condylomes). Le rôle joué par certains types d'HPV — le 16 et le 18 en particulier — dans la genèse du cancer du col de l'utérus a été évoqué par plusieurs séries de travaux, dont ceux du professeur Gérard Orth, à l'Institut Pasteur.

La mise au point de ce test, simple et rapide à mettre en œuvre, devrait permettre de réduire le recours aux techniques d'hybridation moléculaire, extrêmement coûteuses mais qui nécessitent pour leur mise en application un marquage radioactif.

□ RECTIFICATIF. — Deux lignes ont malencontreusement sauté dans l'article du Monde « sciences-médecine » du 7 mars consacré à la micro-sismicité induite par l'exploitation du gaz de Lacq. Il fallait lire : « ... des tremblements de terre d'Arete (3 août 1967 ; magnitude 5,9 ; un mort ; dégâts importants) et d'Arudy (29 février 1980 ; magnitude 5,9 ; légers dégâts) ».

LE MOIS DE LA THAÏLANDE - DES PRIX JAMAIS VUS

du 1^{er} au 30 mars 1990



SHOPPING à BANGKOK
2990 F
4 jours / 2 nuits
Départ : 21



THAÏLANDE EXPRESSE Bangkok
3750 F
7 jours / 5 nuits
21, 28 mars et 19 avril



SÉJOUR A BANGKOK
3990 F
9 jours / 7 nuits
Départ : 21, 28 et 30



Combinaison BANGKOK PATTAYA
4200 F
9 jours / 7 nuits
Départ : 21, 30



Circuit ÉVASION ORIENTALE
6690 F
9 jours / 7 nuits
Départ : 23



Circuit REFLETS de THAÏLANDE
7900 F
14 jours / 12 nuits
Départ : 23

Nos prix comprennent : avion + hôtel + petits déjeuners à Bangkok et Pattaya, la pension complète pendant les circuits sauf à Bangkok.

SUPER MARCHÉ VACANCES

36, boulevard de Sébastopol - 75003 PARIS ☎ (1) 42.77.10.22 13, rue Aubert - 75008 PARIS ☎ (1) 47.42.31.19 161, boulevard Saint-Germain - 75005 PARIS ☎ (1) 42.22.85.85 52, rue de Bassano - 75008 PARIS ☎ (1) 47.20.21.65 / 47.20.24.62

Yves PRIGENT
L'existence moderne
La passion du goût
de Brouwer

SOCIÉTÉ

DÉFENSE

Le service militaire de six mois

M. Chevènement fait amende honorable

Devant quelque cinq cents étudiants de l'université de Villeneuve (Seine-Saint-Denis), le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a fait amende honorable : si le Parti socialiste a préconisé, en 1981, un service militaire de six mois, c'est parce qu'il ne connaissait pas le dossier à l'époque. Depuis, culture de gouvernement oblige, il est devenu raisonnable : il peut y avoir aujourd'hui, des modulations de la durée du service militaire, mais ce serait, à l'en croire, plutôt dans le sens d'un allongement du temps.

Cette confession, M. Chevènement l'a faite, mardi 6 mars, devant un auditoire, bien révérencieux, d'étudiants en droit et en sciences économiques, dont certains participent aux recherches de l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS) animé par M. Pascal Boniface, enseignant à Villeneuve et ancien chargé de mission au cabinet du ministre de la défense. M. Chevènement avait choisi d'y parler des rapports Est-Ouest, à la lumière des récents événements en Europe. Une conférence de quarante-cinq minutes, bien calme et bien traditionnelle à part les quelques ricanements de la salle - voix féminines et masculines confondues - lorsqu'il s'est agi d'évoquer le service national.

Le ministre de la défense a martelé son credo en matière de sécurité européenne, à savoir que les promesses de l'Est ressemblent à des poupées russes. « A peine commence-t-on à lever une hypothèque, observe M. Chevènement, qu'une autre

se dessine, qui, elle-même, cache une réalité insoupçonnée. Il ne faut pas être grand clerc pour deviner que ce jeu ne fait qu'accumuler sans cesse de nouvelles incertitudes. Or, en matière géostratégique, l'incertitude est un risque. »

Fatalement, à la période des questions, l'attitude s'est produite. Le devenir de l'Europe de l'Est est une chose, pour des étudiants de vingt ans. L'utilité du service militaire en est une autre, pour ceux qui s'apprennent à le faire ou à en être exemptés (puisque 70 % des étudiants après la maîtrise, a rappelé M. Chevènement, échappent à ces obligations).

Une durée allongée

Question : « Qu'en est-il de la proposition de M. Mitterrand, en 1981, d'instaurer un service militaire de six mois ? » Réponse : « Cette proposition a été faite à une époque où le PS avait commencé à maîtriser le dossier de la défense nationale, mais ne le maîtrisait pas entièrement. » Et le ministre de la défense d'expliquer que la France n'aura jamais d'armée disponible « au cas où », avec une formation de deux, trois ou quatre mois de jeunes dont elle se séparerait aussitôt. « On pourrait allonger un peu la durée du service national en entreprenant, moduler la durée des formes de service les plus rudes, relever de manière importante le soldat de ceux qui font un service relativement dur », a ajouté M. Chevènement, qui considère que « imaginer de

faire autrement, c'est la professionnalisation », avec tous les risques d'une coupure des liens entre l'armée et la nation. Du reste, « un appel français coûte neuf fois moins cher qu'une recrue en Grande-Bretagne », qui connaît l'armée de métier.

Asses curieusement, ces considérations ministérielles ont été vivement applaudies par une salle où, au début, la seule évocation du service militaire entraînait des lazzi.

La même salle s'est retrouvée derrière le ministre de la défense lorsqu'il a été interpellé par une militante des étudiants communistes. Avec passion, elle avait plaidé les thèses de son parti selon lesquelles un sous-marin stratégique lance-missiles représentait trois fois le seul budget de l'enseignement supérieur. « Ne chahutez pas à m'opposer de faux arguments, lui a répliqué M. Chevènement. Un sous-marin coûte 7 milliards de francs et demeure en service durant trente ans. Le budget de l'enseignement supérieur est de 24 milliards de francs par an. » Réponse circonstanciée d'un ancien ministre de l'éducation nationale devenu ministre de la défense, qui n'apprécie pas qu'on puisse opposer l'enseignement à l'officier, parce qu'ils sont tous les deux utiles à la République et qu'il faut « mettre la France au dessus des controverses ».

JACQUES ISNARD

SPORTS

VOILE : La course autour du monde en solitaire

Les « cent jours » de Titouan Lamazou

A une douzaine de jours de l'arrivée aux Sables-d'Olonne, Titouan Lamazou (Ecoreuil d'Aquitaine) était, mercredi 6 mars, toujours en tête de la course autour du monde en solitaire sans escale. Son avance était inférieure à 60 milles sur Loick Peyron (Lada Poch) dont le temps, à l'arrivée, sera réduit de 14 h 30 pour l'assistance qu'il avait apportée à Philippe Poupon après son chavirage.

Titouan Lamazou devrait vivre, jeudi 8 mars, son centième jour en tête de la course autour du monde en solitaire. Mais après ces « cent jours » le navigateur berrichon dont les traits et la longue chevelure brune rappellent plus le jeune général Bonaparte de la campagne d'Italie que Napoléon au retour de l'île d'Elbe, n'a nullement l'intention d'abdiquer. Sa soif de conquête du Vendée globe challenge est même devenue inextinguible. « Cette course, je veux la gagner, affirmait-il lors d'une récente vacation radio. J'ai des trucs du dernier BOC [course autour du monde en solitaire en quatre étapes] qui me sont restés en travers du gosier. Si je ne la gagne pas, je me tire une balle. »

Sa détermination a été encore renforcée par l'exploit réussi sur le continent Antarctique traversé à pied par Jean-Louis Etienne, avec lequel il avait disputé la course autour du monde en équipage sur le Pen Duick VT d'Eric Tabarly en 1976. Dans une étonnante liaison organisée par Antenne 2 avec Ecoreuil d'Aquitaine qui naviguait entre les côtes vénézuéliennes et guinéennes, « Papy pôle », à peine arrivé à la base soviétique, avait tenu à encourager son compatriote : « Vas-y Titouan, dis-lui. Tu vas gagner. C'est notre année. »

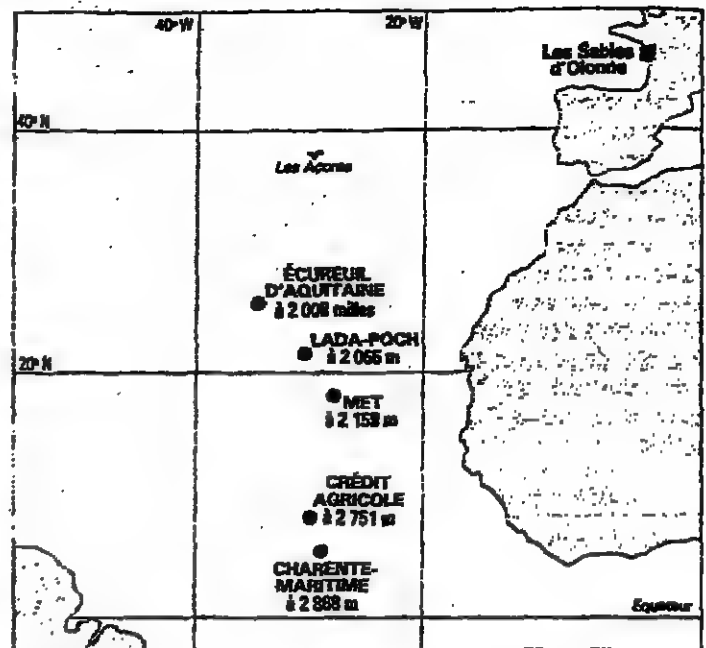
Après deux années d'une préparation aussi exclusive que minutieuse, le Vendée globe challenge est devenu le Graal de ce navigateur, peintre et romancier. « Nous sommes une génération de trente-quatre ans pour lesquels un tel événement ne se reproduira pas deux fois dans notre vie, nous confiait-il avant le départ. Si je gagnais une telle épreuve, je n'aurais peut-être plus envie de faire d'autres courses. Or alors, sur des voiliers radicalement différents, filant à 10 nœuds de plus que les nôtres. Pour d'autres formes d'exploration... »

Après ces « cent jours » d'espérance les plus fous, où il a compté jusqu'à 511 milles d'avance (16 janvier) dans les « cinquante-huit heures » de l'océan Indien, on imagine plus encore l'immense déception de Titouan Lamazou s'il devait, in extremis, céder le commandement et surtout la victoire. Pour l'instant, ses silences radio cachent sans doute autant son désarroi que son agacement devant l'annonce de la remontée

de Loick Peyron, qui a négocié de façon inespérée les traditionnels calmes du « pot au noir » équatorial.

Mardi 7 mars, Lada-Poch pointait son étrave à 57 milles d'Ecoreuil d'Aquitaine. Or Titouan Lamazou n'ignore pas que son adversaire se verra rendre 14 h 30 à son arrivée aux Sables-d'Olonne pour son assistance à Philippe Poupon. A une moyenne envi-

ron situation de contourner par le nord l'anticyclone des Açores. Cette option écarte donc les trois bateaux de la route orthodoxe « route météorologique », l'avantage de Titouan Lamazou qui est positionné le plus au nord et à l'ouest de cette flottille (25° 49 nord et 35° 02 ouest ; 21° 08 nord et 30° 23 ouest pour Lada Poch ; 17° 65 nord et 27° 57 ouest pour



sageable entre 7 et 10 nœuds, cela représente une distance comprise entre 100 et 145 milles. Si on se réfère à ces chiffres, le skipper d'Ecoreuil d'Aquitaine aurait victorieusement perdu le commandement si, conforté par son routeur Pierre Lamière, il ne contestait pas les distances annoncées quotidiennement par les organisateurs. « Le calcul Argos est exagéré, dit-il, car il n'est pas du tout basé sur la route qu'on va suivre pour négocier l'anticyclone des Açores. »

Polémiques

Si l'on rejette pas l'objection de Titouan Lamazou, Denis Horeau, le directeur de course, explique et justifie le mode de calcul retenu pour le classement quotidien avec les balises Argos : « Les distances que nous donnons par rapport à l'arrivée sont calculées sur l'orthodrome (plus courte distance sur l'arc de cercle maritime) en tenant compte des seuls obstacles naturels. Lamière et Titouan nous reprochent de ne pas prendre en compte les réalités météorologiques comme l'anticyclone des Açores que les concurrents vont devoir contourner. Or, dans nos calculs mathématiques, nous ne pouvons pas estimer ces obstacles mouvants. En revanche, nous attirons l'attention sur eux dans nos communiqués. »

Depuis leur sortie du « pot au noir », Ecoreuil d'Aquitaine, Lada Poch et 3615 Met, qui naviguent au près dans les alizés de nord-est d'une vingtaine de nœuds, tirent un long bord vers le nord-nord-ouest pour se placer

3615 Met). Dès jeudi soir, le skipper d'Ecoreuil d'Aquitaine devrait se retrouver sur la face sud-ouest de l'anticyclone et toucher des vents portants de sud-est puis de sud-ouest. Selon Pierre Lamière, l'avantage de Titouan Lamazou sur cette « route météorologique » serait de quelque 150 milles sur Loick Peyron. « Titouan est nettement devant », se contente de répondre le skipper de Lada Poch, qui refuse la polémique sur les distances qui les séparent de l'arrivée. Jean-Luc Van den Heede, dont le bateau très étroit et donc moins puissant, s'accommode mal de la navigation au près, n'estime plus qu'à 0,5 % ses chances de victoire.

En prévision du duel final, Titouan Lamazou, navigateur au long cours, trois fois cap-hornier, sait qu'il peut compter sur un bateau a priori plus performant et qu'il a pu ménager dans les mers du Sud. Mais il sait aussi qu'il a tout à redouter de Loick Peyron qui n'avait jamais franchi l'Equateur mais dont les qualités de régatier ont souvent fait merveille dans les précédentes courses transatlantiques.

GÉRARD AUBOUY

Les positions mercredi 7 mars : 1. Lamazou (Ecoreuil d'Aquitaine) à 2 008 milles de l'arrivée ; 2. Peyron (Lada Poch) à 57 milles de Lamazou ; 3. Van den Heede (3615 Met) à 151 milles ; 4. Philippe Jeannot (Crédit agricole) à 743 milles ; 5. Follet (FFBS-Charente maritime) à 960 milles ; 6. Bastier (Generali Concorde) à 4 743 milles ; 7. Coste (Cacharel) à 8 137 milles.

chorus

47 29 33 33

MAISON LANDOWSKI
Boulogne-Billancourt 92030
Tél. 46 84 77 47
E. GUYON, C. NICHOLAS, FRED "ZAZOU" BLANCHARD
Courbevoie 92030
Tél. 43 33 63 52

CREATION
Tél. 46 84 77 47
Tél. 46 84 77 47
Tél. 46 84 77 47
Tél. 46 84 77 47

L'EST ET NOUS **QUEL SOCIALISME ?**

Importante initiative nationale organisée par les reconstruc-teurs communistes (ARIAS) et le mouvement des rénovateurs communistes (MRC). Cette initiative traduit selon nous une triple exigence :

- 1) Nous devons analyser sans complaisance la faillite des partis communistes, des systèmes bureaucratiques.
- 2) Nous devons en tirer les leçons pour ce qui nous concerne, en France et en Europe, puisque nous avons été partie prenante de l'idée communiste dans notre pays.
- 3) Refusant de considérer qu'il s'agit du triomphe définitif du capitalisme, nous devons repenser la perspective du changement social sur la base de l'autogestion, de la démocratie à l'échelle européenne et en convergence avec tous ceux qui veulent travailler dans ce sens.

Prix de l'entrée : 25 F étudiants : 15 F
RENCONTRE-DEBAT - Palais de la Mutualité 75005 Paris
Vendredi 9 mars 1990 - 20 h 30

RECEVEZ GRATUITEMENT
"COMMUNICATION ECOLES :
GUIDE DES PARUTIONS"

Indiquer les futurs bacheliers à suivre votre formation, communiquer aux prépas la valeur de vos diplômes sur le marché de l'emploi, diriger un jeune diplômé sur votre 3^e cycle, faire la promo de vos maîtres, voilà autant de sujets qui préoccupent tous les ans les responsables de communication des écoles.

Pour répondre à ces besoins, il fallait un outil de référence regroupant l'ensemble des titres paraissant en France, qui offrent un environnement rédactionnel et un titre de rubrique favorable à l'information des étudiants.

Pour mieux réussir vos recrutements, ce guide vous permettra de prendre connaissance de l'ensemble des possibilités, de choisir les mieux adaptées à vos besoins et de planifier vos actions presse. Contactez Gérard SLAMA.

DEMANDEZ LE AU 42.80.57.87

RELIGIONS

A l'initiative de M. Joxe

Mise en place d'un Conseil de réflexion sur l'Islam en France

M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, chargé des cultes, a, mardi 6 mars, les six personnalités musulmanes chargées d'une mission de réflexion pour la création d'une instance de dialogue avec les pouvoirs publics. Elles lui ont remis le résultat de leurs travaux et leurs conclusions.

A l'issue de la rencontre, M. Joxe a décidé, sur proposition du groupe de travail, d'élargir celui-ci à de nouvelles personnalités musulmanes et de l'instituer en Conseil de réflexion sur l'Islam en France.

La première réunion du conseil est prévue lundi 19 mars 1990.

Les personnalités composant cette mission sont MM. Omar Larfar (Lille), Tedjini Haddam (Paris), Khell Merroun (Evry), Badr Eddine Lahneche (Lyon), Hocine Chabaga (Villeneuve) et Mohamed Aliif (Marseille).

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M^{me} Geneviève Beuve-Méry, M. André Fontaine, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et Index du Monde au (1) 42-47-98-81.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE ou 36-15 - Tapes LM

Le Monde
PUBLICITE
5, rue de Montmorency, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-92 ou 45-55-91-71
Tél. MONDEPUB 206 134 F

ABONNEMENTS
36-15 - Tapes LEMONDE
code d'accès ABO

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-80-30-00
Télécopieur : (1) 49-80-30-10

ABONNEMENTS
11, RUE JEAN-MAZET
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-32-90

Ind	FRANCE	REUNION	SURSE	AUTRES PAYS
3	365 F	399 F	594 F	700 F
6	720 F	798 F	1188 F	1400 F
1 an	1380 F	1596 F	2376 F	2800 F

ÉTRANGER : par voie aérienne sur demande.
Pour vous abonner, RENEVEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus.

SERVICE A DOMICILE :
Pour tous renseignements (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

سكنا من الامايل

COMMUNICATION

Malgré des difficultés de financement

La production audiovisuelle française est en plein essor

Avec plus de 4 milliards de francs d'investissement (+ 35,1 %), la production audiovisuelle a connu une excellente année 1989. Si l'on en croit les statistiques dressées par le Centre national de la cinématographie (CNC), le nombre d'heures de fiction produites a augmenté de 28,4 % et celui concernant l'animation a explosé (+ 222 %). L'année 1990 s'annonce plus incertaine.

Des investissements en très forte hausse : près de 1 400 heures produites en 1989, contre 1 088 l'année précédente ; les statistiques ne sont pas exhaustives mais fiables - du CNC témoignent d'un véritable essor de la production audiovisuelle française (1). Malgré les déséquilibres, malgré les à-coups, malgré l'instabilité chronique de la télévision publique, la multiplication des chaînes et des programmes diffusés finit par porter des fruits. Plus de 2,8 milliards de francs se sont investis dans la fiction l'an dernier (+ 19,2 %), le haut de gamme drainant l'essentiel des ressources (64,4 %).

TF1 en tête

Le dessin animé connaît une croissance plus spectaculaire encore : le montant des commandes a littéralement explosé, passant de 164,9 millions de francs en 1988 à 722,3 millions l'an dernier. Seule ombre à ce tableau : la production de documentaires et magazines, qui a stagné l'an dernier (- 0,9 % en volume).

Chaîne par chaîne, des tendances identiques se dessinent, même si le volume de production de fictions audiovisuelles fait apparaître une stricte hiérarchie entre les diffuseurs. Par le nombre des heures commandées comme par l'ampleur de ces investissements, TF1 domine l'ensemble de ses concurrentes de la tête et des épaules. Avec 363 heures de fiction pour un montant de 344,9 millions, elle distance Antenne 2 (147 heures, 329 millions) et FR 3 (165 heures et 158,8 millions). Canal Plus - qui diffuse peu de fictions audiovisuelles - la Cinq et M 6 ferment la marche. Mais, alors que la cinquième chaîne n'avait pas commandé une seule œuvre de fiction répertoriée par le CNC en 1988, elle a coproduit en 1989 cinq séries ou œuvres audiovisuelles représentant 137 heures de programmes (2).

Dans le secteur de l'animation, en revanche, le service public retrouve sa prééminence. FR 3 devance toutes les autres chaînes, avec 69 millions de francs investis dans une vingtaine de projets, suivie par la Cinq, Canal Plus et Antenne 2. TF1, l'an dernier, n'a commandé qu'une seule série d'animation et M 6, aucune. Quant aux documentaires et magazines de création, ils n'ont dû le maintien de leur volume de production qu'aux 67 projets lancés l'an dernier par la SEPT. Loin devant FR 3, Antenne 2, TF1, M 6 et la Cinq, qui ferme cette fois la marche.

S'il porte à l'optimisme, l'accroissement global du volume des commandes ne doit toutefois pas masquer les difficultés rencontrées par les producteurs pour bouclier leur plan de financement. Soucieux d'alléger leurs charges, les

télévisions ne finançaient plus l'an dernier que 38,4 % du coût total des œuvres de fiction, contre 46,4 % en 1988. A charge pour le producteur de trouver auprès d'établissements ou de partenaires financiers le complément nécessaire. Une dégradation inquiétante, que ne contrebalancent pas l'effort accru des chaînes en faveur de l'animation (elles ont apporté en 1989 19,7 % du coût total des œuvres, contre 17,5 % en 1988). Le désengagement des télévisions et les difficultés prévisibles d'un compte de soutien aux industries de programmes, de plus en plus sollicité, menacent d'hypothéquer la bonne santé globale de la production audiovisuelle.

P.-A. G.

- (1) Le CNC comptabilise les œuvres - fictions, animations, documentaires et magazines - qui sollicitent et obtiennent auprès de lui l'aide du compte de soutien aux industries de programmes. Si, pour ces trois types d'œuvres, les statistiques se recoupent (plus rien ne se produit en France sans l'aide du compte), des pans entiers de la production audiovisuelle (les jeux, par exemple) ne sont pas recensés.
- (2) Sur ces 137 heures, 107 correspondent à un même « sitcom », « Tendresse et passion ».

Nouvelle communication pour les télévisions

Publicis chargée d'améliorer l'image du service public

L'agence de publicité Publicis-Conseil a été choisie pour mettre en place la nouvelle communication institutionnelle des deux télévisions de service public, Antenne 2 et FR 3, et pour concevoir la politique de communication interne et externe de FR 3, à l'issue d'une compétition entre plusieurs agences.

M. Philippe Guilhaume, président d'Antenne 2 et FR 3, et M. Maurice Lévy, président du directoire de Publicis, ont dévoilé ce choix mardi 6 mars, au siège de l'agence de publicité, en présence de M. Marcel Blumstein-Blanchet, fondateur de Publicis ; de M. Dominique Akay, directrice générale de FR 3 ; Christiane Doré, présidente de la régie publicitaire commune aux deux chaînes ; de M. Jacques Chancel, directeur des programmes de FR 3, et Claude Lemaire, conseiller de M. Guilhaume.

Le fait de confier la politique institutionnelle du service télévisuel à une même agence se situe dans le « droit fil de la loi », a indiqué M. Guilhaume. Il s'agit aussi d'une innovation. « Il consistait d'élaborer un discours qui véhicule l'offre d'une œuvre télévisuelle, celle de la télévision publique », a indiqué

M. Guilhaume. Il faut installer la cohérence de l'offre des deux chaînes en respectant l'identité de chacune. Cette exigence d'équilibre ressemble aussi à un double pari. « Le choix de Publicis repose sur la confiance que nous avons dans les compétences professionnelles et humaines de cette agence », a souligné le président d'Antenne 2 et de FR 3. Publicis devra oublier qu'elle est aussi l'agence de FR 3 pour prendre en compte les souhaits de l'agence d'Antenne 2.

L'objectif est de gérer cette contradiction et de favoriser l'harmonisation, en terme d'image et de synergie. Le nom de l'agence qui prendra en charge l'image d'Antenne 2 et succèdera à Ogilvy sera connu la semaine prochaine. En plus de l'image du service public de télévision Publicis a aussi en charge l'image de FR 3 et prend donc la relève d'Equateur (groupe Eurocom). FR 3 est le sujet le plus intéressant pour une agence de publicité, car c'est le plus compliqué, note M. Lévy. C'est à la fois une chaîne nationale, une chaîne régionale avec vingt-six stations et le lieu d'accueil de la SEPT, la chaîne culturelle. Nous allons nous battre pour faire reconnaître FR 3 et gagner de l'audience chaque jour.

Le service de presse, l'habillage et la campagne publicitaire de la chaîne seront réétudiés. M. Lévy

compte « s'impliquer personnellement » dans ce double pari, en évoquant aussi la possibilité pour FR 3 d'utiliser la batterie d'études et de tests d'audience que Publicis a mise au point. L'agence dispose de trois ans pour faire ses preuves. Toutefois, le budget qui lui a été confié pour mener à bien sa double tâche n'a pas été mentionné, « compte tenu de la concurrence avec les chaînes privées », a glissé M. Guilhaume.

Y.M.L.

Grèves dans l'audiovisuel public. - La grève des journalistes de Radio-France, mercredi 7 mars, a fortement perturbé les journaux d'information de France-Inter. Cette grève fait suite aux négociations entre journalistes et employeurs pour la réévaluation des salaires et des conditions de travail. La situation devait encore être très perturbée jeudi 8 mars, avec une extension de la grève à d'autres sociétés et catégories de salariés. La CFDT Radio-Télévision a en effet appelé à une grève générale. Le syndicat estime que les propositions de l'association des employeurs sont insuffisantes pour compenser l'inflation. La CFTC appelle, de son côté, les journalistes de FR 3 à la grève pour la même date.

CULTURE

DANSE

Surprises à Garnier

La troupe du Kirov le prouve : la plus que centenaire « Giselle » peut encore étonner...

On a un peu de honte à l'avouer, on se rendait à l'Opéra d'un jurett assez mou : encore une *Giselle* ! On avait grandement tort. Encore une *Giselle*, oui, mais l'une des plus fines, des plus belles, des plus étonnantes qu'on ait vues. Ne croyez pas ceux qui trouvent malin, ces temps-ci, de faire la fine bouche devant le Kirov : c'est encore un des temples du bien-danser.

Cette *Giselle*-là n'est pas montée à la va-comme-jete-pousse autour d'une grande ballade justifiant à elle seule la production, comme c'est trop souvent le cas. Les moindres détails sont pensés, ciselés. Les pantomimes, si nombreuses dans le premier acte, sont extrêmement soignées, lisibles, et dans leur geste - qui est de deux des plus beaux, justes. Tout le monde, jusqu'à la dernière vendangeuse et au dernier chasseur, croit à ce qu'il fait : nous ne sommes pas au musée, nous voyons vivre une histoire. Et le résultat ne se fait pas attendre : nous y croyons, nous aussi.

Il y a des innovations dramaturgiques bien venues : par exemple, pendant la scène de la folie de Giselle, le duo et sa cour, agacés, quittent la scène - rien à craindre d'une paysanne timbrée - au lieu de rester là plantés comme des choux.

Les costumes sont plus ou moins réussis (ceux des vendangeuses et des amis de Giselle sont les plus jolis), mais, dans l'ensemble, agréables et très frais. Une réserve : le pas de deux des paysans, au premier acte, un peu longuet ; il ralentit l'action. Passons, et admirons les épaulements bien placés, les gracieux mouvements des mains.

Au deuxième acte, heureuse surprise : la clarté nocturne que viennent hanter les vagues ressemble enfin à une clarté nocturne et non à un marché provençal à midi. Félicitons l'éclaircissement, qui n'est pas nommé sur le programme. Dans cette scène, les vagues ont vraiment l'air de fantômes, le mystère et la poésie sont au rendez-vous. On ne voit pas seulement la tombe de Giselle, toujours un peu incongrue, isolée dans son coin, mais plusieurs tombes : un cimetière sous la lune tout à fait logique en ce lieu. N'oublions pas le délicat lever du jour, cette véritable aurore aux doigts de rose qui chasse la lune et dissipe les sorcières.

Il est temps de parler de l'interprète principal, Albert Aspinov. Elle est d'une beauté rare, pommettes hautes et yeux obliques. Son pied est magnifiquement travaillé en puissance et en souplesse, ce qui assure des pointes moelleuses et non des petits sauts sur prothèses. Elle danse à tout instant des lignes romanesques d'une pureté merveilleuse. Elle ne danse pas seulement son rôle - à la quasi-perfection - elle le vit avec une concentration, une intensité, une sensibilité qui serrent la gorge.

VENTES

Les archives de l'imprimerie ont été dispersées à Dronot

Draeger, l'artilleur graphique

Les archives de la célèbre imprimerie Draeger ont été dispersées à Dronot le 6 mars. Des albums reliés de toile noire laissent échapper un flot de documents divers, variant les clés Fichet, les camions Renault, la cuisinière Rosières ou le savon de toilette Lux. L'expert, Alain Weil, brassait une lyrique de calendriers, aux teintes émuantes et au graphisme dénué, des paquets de cartes postales : pin-up sagement dévotées, amoureux de Peynet ou

vieilles dames de Faisant (sic). Les cartes de vœux de la présidence de la République (1964-1969) mêlées à celles de Dassault, Hermès, Lanvin et Hoover, un lot de 200 pièces, sont parties pour 3 000 F. Un album plein de catalogues d'appareils sanitaires s'est envolé pour 2 000 F.

Mais les plus beaux lots étaient bien sûr l'apanage des arts et lettres. La plaquette de Cocteau (11 pages, illustrées par Charles Martin) à la gloire des arts graphiques et de son éditeur - l'imprimerie Draeger - trouvait pour 42 000 F. Un *Paris la nuit* de Paul Morand, en anglais, avec les soixante photos de Brassai, partait à 6 200 F. Un numéro spécial de *Derrière la vitrine*, édité par le dixième anniversaire des éditions Maeght, avec des lithos de Miro, Chagall et Bazaine, atteignait 10 000 F. Même les jaquettes de revues, signées par quelques grands noms, et, bien sûr, tirées chez Draeger, atteignant des sommes non négligeables : 2 500 F pour *Cœur d'amour épris*, coupé par Matisse, et 3 000 F pour la jaquette des *Contes de Boccace*, illustrée par Chagall.

En quelques heures la mémoire de cette imprimerie, qui a travaillé pendant presque un siècle (1887-1970) pour la publicité et l'industrie et l'artisanat de luxe, a été dispersée. Qu'en restera-t-il ? Dans sa plaquette à la gloire des industries graphiques, Cocteau apportait une réponse en termes lyriques : « *Voici l'imprimeur, l'artilleur bleu à sa place. La guerre le jalouse car son projectile tombe plus vite que la vie. La vie humaine est trop courte pour suivre leur trajet et pour voir leur explosion s'épanouir.* »

PHILIPPE DAGEN

► Galerie Maine Duriou, 57, quel des Grands-Augustins, jusqu'au 1^{er} avril.

E. de R.

GALERIES

Une affaire de racines

Existe-t-il une école de peinture « négro-caribbe » ?

Louis Laouchez et Serge Hélinon sont nés la même année, 1934, dans la même ville, Fort-de-France. Tous les deux sont peintres et, quoique leurs œuvres soient fort dissemblables, exposent ensemble sous un étrange label, celui de l'école « négro-caribbe ». Ce terme composite, c'est leur manière d'admettre qu'ils se souviennent à la fois de l'Afrique de leurs très lointains aïeux et de leur île natale, caribbe, proche de l'Amérique certes, mais de culture française.

On imagine la difficulté de définition, d'autant plus sérieuse que les références africaines appartiennent, par leur nature même, à l'histoire de l'art moderne, du cubisme à l'expressionnisme abstrait. A raisonner en termes d'origine, la question serait donc d'un retour à l'Afrique non point directement - néo-désormais irréalisable - mais par l'intermédiaire d'emprunts occidentaux qui ont fini par inventer un art dit primitif sans lien avec l'art tribal authentique. Retrouver ses racines, se ressourcer, comme l'on dit de nos jours au nom de la mythologie de la régression, signifieraient, pour ces artistes entre deux ou trois mondes, procéder par excision et oubli, se restreindre et non s'enrichir.

Emboîtements et décastrages

Ni Hélinon ni Laouchez, en dépit donc du label « négro-caribbe », n'ont cédé à cette facilité. Ils se refusent à cultiver une négritude artistique qui serait essentiellement fantasmée. Les toiles de Laouchez, même quand elles ont pour titre *Réminiscences africaines*, obéissent à un principe de construction par emboîtements successifs et décastrages complexes où le souvenir de Kandinsky quelconque, de premier Pollock silhouettes, passe comme un fantôme.

La matière picturale, si l'on tient absolument à poursuivre le paral-

lèle, peut faire songer aux laits de caoutchouc et de terre ocre employés en Afrique, mais elle se querelle avec le dessin, qu'elle recouvre, l'obligeant à se renforcer, d'une manière singulière qui ne doit rien aux influences, d'où qu'elles proviennent.

Hélinon est plus radical encore dans son attitude. Il bâtit des tableaux de planches, dont la géométrie évoque étrangement les savantes menuiseries qui s'observent au dos des polyphtiques médiévales. Puis il peint ces architectures, y colle des papiers lacérés et des tissus, les nappes de cendre et de poudre granuleuse. Comme il use essentiellement du noir, relevé de rouge sang, ses œuvres semblent passées au feu, couleurs craquelées par la chaleur, structures à demi détruites. Elles ne manquent ni de grandeur ni de force poétique.

PHILIPPE DAGEN

► Galerie Maine Duriou, 57, quel des Grands-Augustins, jusqu'au 1^{er} avril.

ORLANDO AVEC JUMBO:

3700 F*

Avion A/R + hôtel + voiture pendant une semaine.

jumbo

Paris 2° : 42.36.21.04 Aix : 42.26.04.11

Et toutes agences de voyages.

PARIS - LONDRES:

490 F*

Avion Aller/Retour.

jumbo

3615 CHARTER Evreux : 32.31.05.55

SEULS LES OISEAUX PAIENT MOINS CHER

AGENDA

CAMPUS

Ministre de la « dernière chance » ?

« Optimisme raisonné ». Ainsi se définit Lionel Jospin dans l'interview qu'il vient d'accorder à la revue *Le Débat* et où il dresse le bilan de son action depuis bientôt deux ans. Pas de réelle surprise dans ce long entretien qui revient sur tous les grands dossiers de ces derniers mois : l'affaire du foulard islamique, l'enseignement de la messe et l'explosion des effectifs dans le secondaire et le supérieur, la sélection à l'université, le rôle régulateur de l'Etat, la revalorisation du métier d'enseignant, etc.

Au-delà de ce tour d'horizon nuancé, on retiendra surtout l'analyse du ministre de l'éducation nationale sur les possibilités de faire évoluer un système éducatif très lourd. « J'ai l'impression de jouer quelque chose comme une dernière chance. La conjoncture est relativement favorable parce que la conscience du malaise est grande. La volonté de réforme existe en dépit des crispations et parfois des corporatismes. Le président de la République a affirmé une priorité à laquelle il tient. Le premier ministre m'appuie dans sa mise en œuvre. En bref, un certain nombre de conditions sont réunies, sinon pour une réussite totale, du moins pour un vrai pas en avant. »

Mais, ajoute M. Jospin, « je me dis quelque fois que, s'il n'est pas accompli maintenant, il sera de plus en plus difficile à effectuer. Si les moyens suffisants ne sont pas dégagés, s'il y a trop de crispations dans le milieu, si les antagonismes, les patriotismes et les conservatismes de discipline, de secteur ou de catégorie s'additionnent pour engendrer un blocage, si, face à des interrogations légitimes, l'émotion l'emporte sur la raison, aucun gouvernement ne reviendra sur le chantier avec la même force. Ou bien il y reviendra contraint par les circonstances, par un 68 d'une autre nature. Le système alors implorera ou bien se complètera. Personne n'osera plus de le gérer globalement. » Optimisme bien tempéré...

Portes ouvertes

sur les arts appliqués

Les quatre écoles d'arts appliqués de Paris organisent simultanément leurs journées portes ouvertes vendredi 9 et samedi 10 mars de 10 heures à 17 heures. Une occasion de découvrir les formations offertes en dialogue avec les enseignants et en découvrant les réalisations des élèves.

► Ecole Boulle, 9, rue Pierre-Bourdon, 75012 Paris ; Ecole Escoffier, 13, boulevard Auguste-Blanqui, 75013 Paris ; Ecole Duperré, 11, rue Duperré-Thouars, 75003 Paris ; Ecole Olivier-de-

Serres, 63, rue Olivier-de-Serres, 75015 Paris.

Management en Pologne

L'Ecole de hautes études commerciales du Nord (EDHEC) a signé, vendredi 26 janvier, à Lille, un accord de partenariat avec la Confédération des patrons de Pologne. Cet accord prévoit la création d'un centre de management à Varsovie destiné à accueillir des activités de formation, d'étude et de conseil en gestion et management en Pologne et en France.

► EDHEC, 58, rue du Port, 59000 Lille. Tél. : 20-64-25-34.

PARIS EN VISITES

JEUDI 8 MARS

« Le paysage en Europe », 14 h 15, Musée du Louvre, espace accueilli des groupes (l'Art pour tous).

« Histoire mondiale du pain », 14 h 15, sortie musée Charenton-Ecole, côté Priou (Paris et son histoire).

« Les statues de bronze de médailles de l'histoire de la Monnaie », 14 h 30, 11, quai de Conti.

« La bibliothèque Forney dans l'histoire des Archives de Paris », 15 heures, 1, rue de la Harpe (Monuments historiques).

« Pyramide, crypte et aménagement du Grand Louvre », 14 h 30, musée Louvre (M.-C. Lasserre).

« Le cachet et mystère de deux tableaux du Louvre », 14 h 30, galerie du Conseil d'Etat, place du Palais-Royal (Arts et culture).

« La Conciergerie restaurée », 14 h 30, 1, quai de l'Horloge (G. Roussel).

« Appartements restaurés du roy et des reines-mères au Louvre », 14 h 30, musée Louvre (L. Houlier).

« Jardins et châteaux de Montmorency », 14 h 30, musée Lamarche-Caulaincourt (Paris pittoresque et insolite).

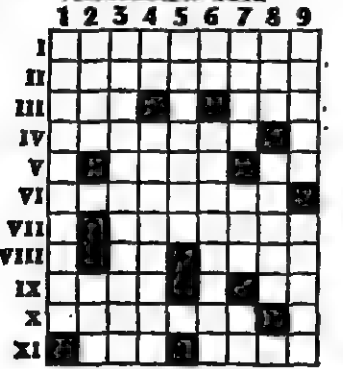
« L'histoire de la Monnaie et l'exposition : deux palais sur un quai », 15 heures, 11, quai de Conti (G. Bouchard).

CONFÉRENCES

Cinéma-théâtre, 11, rue Jacques-Bélloc, 14 h 45 : « Les portraits de David à Louvre », par S. Saint-Germain (Le portrait dans les arts plastiques).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5212



HORIZONTALEMENT

1. Qui n'y a pas de retenue. — 2. Capable de nous empoisonner. — 3. Peut faire taire. Figure idéologique. — 4. Qui ne fait pas de cinéma. — 5. Ses yeux inspirent un poète. Une petite difficulté. — 6. Qui n'a donc pas écrit pour la postérité. — 7. Quand elles éclatent, on descend dans les rues. — 8. Nota. Satellite de Saturne. — 9. Pays. Participe. — 10. Qui inspire une légende. — 11. Qui peut mettre dans la gêne. Solon, par exemple.

VERTICALEMENT

1. Auxquelles on a enlevé leurs affaires. — 2. Quelques choses de troublant. Fleuve. — 3. Endroits où les gens, de fil en aiguille, en arrivent à parler bas. — 4. Eau. Tendance à égarer. — 5. Peut être gardée à coups de canons. — 6. Un agrément étranger. Supprimées d'un coup de plume. — 7. Grotte. Dans le Haut-Rhin. Morceau de savon. — 8. Grecque. Que l'on a fait sauter. — 9. Uniques. Suprême, est une œuvre de chef.

Solution du problème n° 5211

Horizontalement

1. Pacemaker. — 2. Opinel. Pl. — 3. R. Lait. — 4. Céramique. — 5. Echine. Ce. — 6. Les. Sol. — 7. Aul. Sil. — 8. Iseran. Se. — 9. Neuron. — 10. R. T. — 11. P. P. S.

Verticalement

1. Porcelaine. — 2. Apérouse. — 3. Cl. Rétour. — 4. Ennu. — 5. M. M. L. — 6. Allée. M. — 7. An. O. Et. — 8. Epi. Cuisse. — 9. Ritu. T. — 10. G. Y. — 11. R. T.

GUY BROUTY

CARNET DU MONDE

Naissances

— **Kerth**, annonce la naissance de son frère,

Loick,

le samedi 3 mars 1990.

Frank et Carine SAUL-NEUTOLONE, 48 bis, rue de la Croix-de-Remilly, 75012 Paris.

— **Christine et Antoine DAHER** ont la joie d'annoncer la naissance de

Marwen,

le 1^{er} mars 1990.

40, avenue Marguerite, 95600 Reims.

— **M^{me} Jean-Jacques LEHRAIT**, née M^{lle} Lavallée,

est heureuse de faire part de la naissance de ses deux petits-enfants,

France,

chez

Sylvie LEHRAIT

et

Francis LEON,

le 1^{er} mars 1990.

Reine,

chez

Marie LEHRAIT

et

Jean-Michel DUPIN,

le 4 mars 1990.

31, rue du Niger, 75012 Paris.

Mariages

— **Diane MARQUET et VASSELOT** et

Claude RIBRE

sont heureux d'annoncer leur mariage, célébré le 24 février 1990.

Décès

— **Le pasteur et M^{me} Jean Dierly**, leurs enfants et petits-enfants,

M. et M^{me} Michel Fontaine, leurs enfants et petits-enfants,

Le docteur et M^{me} Jacques-David

Beigbeder et leurs enfants,

M^{me} Lise Bayo

ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Robert REICHERTER, née Madeleine Kopp,

le 27 février 1990, à Marseille, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

« J'ai l'assurance que rien, ni la mort ni la vie... rien ne peut nous séparer de l'amour de Dieu manifesté en Jésus-Christ. »

Rom. VIII, 38-39.

Cet avis tient lieu de faire-part.

22, avenue de la Gare, 74100 Annemasse.

M. et M^{me} P. P. P.

4222 Viala,

14, rue H.-Maloit,

78220 Virvilly,

11, rue de Fontarabie, 75020 Paris.

— **M^{me} Jean-Marie Bouchaud**, ses enfants

Et toute sa famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Marie BOUCHAUD, ministre plénipotentiaire,

ambassadeur de France en Irlande, chevalier de la Légion d'honneur,

officier de l'Ordre national du Mérite,

servant le 3 mars 1990, à Dublin.

Une messe sera célébrée le vendredi 9 mars, à 10 h 30, en la paroisse Notre-Dame-de-Lorette, rue de Châteaudun, Paris-9.

A l'issue de la cérémonie, l'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise, dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

61, rue des Martyrs, 75009 Paris.

Ambassade de France en Irlande.

— **Le personnel de l'ambassade de France en Irlande**

a le profond regret de faire part du décès de

Son Excellence

M. Jean-Marie BOUCHAUD, ministre plénipotentiaire,

ambassadeur de France en Irlande, chevalier de la Légion d'honneur,

officier de l'Ordre national du Mérite,

servant à Dublin, le 3 mars 1990, dans sa soixante-quatrième année.

Une messe sera célébrée le vendredi 9 mars, à 10 h 30, en la paroisse Notre-Dame-de-Lorette, rue de Châteaudun, Paris-9.

Ambassade de France en Irlande, 35, Aldersbury Road, Dublin (Irlande).

(Le Monde du 6 mars.)

— **M. Jacques Chirac**, maire de Paris,

M. Camille Cabana,

adjoint au maire chargé de l'urbanisme,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Daniel CORNELIS, administrateur

de la commune de Paris,

département général de l'ADITEM,

servant le 4 mars 1990.

La cérémonie religieuse aura lieu le 8 mars, à 15 h 45, au cimetière communal de Bagneux, avenue de Garlaude, où l'on se réunira.

Généralistes ! Généralistes ! Généralistes ! mais espérons !

3, rue Abraham-Lincoln, 92220 Bagneux.

— **M. Ugo Pano**, son père,

M. et M^{me} Pitarri

et leurs enfants,

sa sœur, son beau-frère et ses nièces,

Anne Marchand,

ont la profonde douleur de faire part de la disparition de leur chère

M. Honoré DABÉ,

servant le 6 mars 1990.

Les obsèques auront lieu le jeudi 8 mars 1990, à 15 heures, au cimetière de Thiais, où l'on se réunira.

82, boulevard Masséna, 75013 Paris.

— **Je suis né pour partager l'amour et non la haine.**

Le docteur **Xavier DUHAMEL**, interne des hôpitaux,

psychiatre à la clinique du Val-Joachim à Yvignac (Côte-d'Or),

est décédé accidentellement dans sa trentième année.

Ses parents, M. et M^{me} Francis

Dahard,

Ses frères et sœurs, Janine Rozan,

Christian, Bernard, Anne Thimonnier,

Marc, Olivier et Corinne,

Leurs conjoints

Et leurs enfants,

sont dans la douleur.

Les obsèques auront lieu à l'église Saint-Jean-Baptiste de Soaux (Haut-de-Seine), le vendredi 9 mars, à 16 heures, suivies de l'inhumation au cimetière Saint-Jean de Mantes-la-Napoule (Alpes-Maritimes), le samedi 10 mars, à 11 h 15.

Les médecins

Et le personnel de la clinique du Val-Joachim à Yvignac,

ont le regret de faire part du décès

accidentel de leur collaborateur et ami, le

docteur **Xavier DUHAMEL**,

servant le 3 mars 1990.

Les obsèques auront lieu à l'église Saint-Jean-Baptiste de Soaux (Haut-de-Seine), le vendredi 9 mars, à 16 heures.

Un service religieux sera ultérieurement célébré en l'église d'Yvignac.

— **Ses anciens collègues**

Et amis,

ont le regret de faire part du décès, servant le 27 février 1990, dans sa soixante-dix-neuvième année, de

Roger FOURNIE, professeur d'histoire littéraire au lycée Pasteur de Neuilly.

La levée du corps aura lieu le vendredi 9 mars, à 15 h 15, 49, rue du Général-Rogée, à Cligny.

— **M^{me} Claude Lattès**, ses sœurs,

Le docteur Monique Sainjoo, Jean

Sainjoo et Jérôme,

Solange et Richard Grau,

Edith et Jean-Pierre Sainjoo-Maxent,

ont la douleur de faire part du décès de

docteur Claude LATTÈS, chevalier de la Légion d'honneur,

à titre militaire,

servant à Paris, le 21 février 1990.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

54, boulevard Voltaire, 75011 Paris.

— **La famille de**

Katia OUDHETTE

a la douleur de faire part de sa mort

survenue brusquement, le 17 février 1990.

Une messe à sa mémoire sera célébrée en l'église Saint-Germain-des-Prés, Paris-6, le jeudi 15 mars, à 16 heures.

— **Colette Gourvil**, Yves Gourvil,

Mirella Giardelli,

Olivier Gourvil,

Marcel Pagan,

ont la grande douleur de faire part du

passage à l'Orient Éternel de

Jacques MAGRISSE,

département, officier,

croix de guerre 1939-1945,

chevalier de la Légion d'honneur,

servant le 6 mars 1990, à l'âge de

soixante-dix-sept ans, à Clamart.

L'inhumation aura lieu le jeudi 8 mars, à 15 h 45, au cimetière communal de Bagneux, avenue de Garlaude, où l'on se réunira.

Généralistes ! Généralistes ! Généralistes ! mais espérons !

3, rue Abraham-Lincoln, 92220 Bagneux.

— **M. Ugo Pano**, son père,

M. et M^{me} Pitarri

et leurs enfants,

sa sœur, son beau-frère et ses nièces,

Anne Marchand,

ont la profonde douleur de faire part de la disparition de leur chère

M. Honoré DABÉ,

servant le 6 mars 1990.

Les obsèques auront lieu le jeudi 8 mars, à 15 heures, au cimetière de Thiais, où l'on se réunira.

82, boulevard Masséna, 75013 Paris.

— **Je suis né pour partager l'amour et non la haine.**

Le docteur **Xavier DUHAMEL**, interne des hôpitaux,

psychiatre à la clinique du Val-Joachim à Yvignac (Côte-d'Or),

est décédé accidentellement dans sa trentième année.

Ses parents, M. et M^{me} Francis

Dahard,

Ses frères et sœurs, Janine Rozan,

Christian, Bernard, Anne Thimonnier,

Marc, Olivier et Corinne,

Leurs conjoints

Et leurs enfants,

sont dans la douleur.

Les obsèques auront lieu à l'église Saint-Jean-Baptiste de Soaux (Haut-de-Seine), le vendredi 9 mars, à 16 heures, suivies de l'inhumation au cimetière Saint-Jean de Mantes-la-Napoule (Alpes-Maritimes), le samedi 10 mars, à 11 h 15.

Les médecins

Et le personnel de la clinique du Val-Joachim à Yvignac,

ont le regret de faire part du décès

accidentel de leur collaborateur et ami, le

docteur **Xavier DUHAMEL**,

servant le 3 mars 1990.

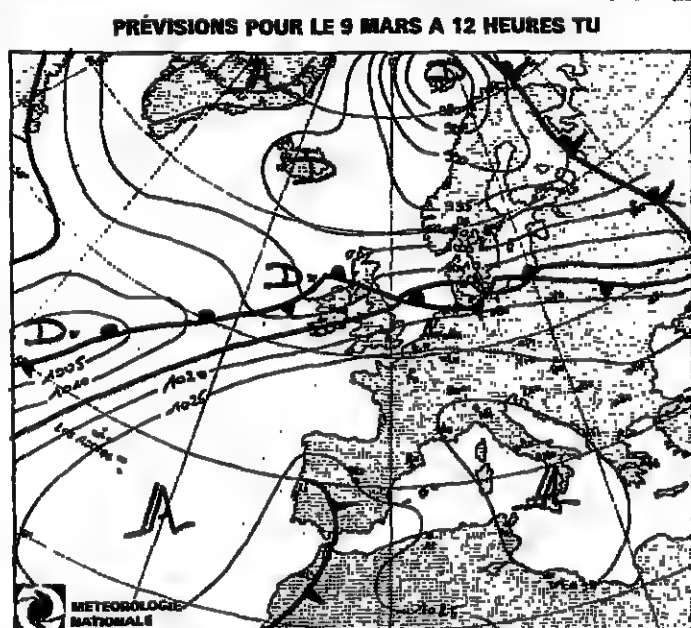
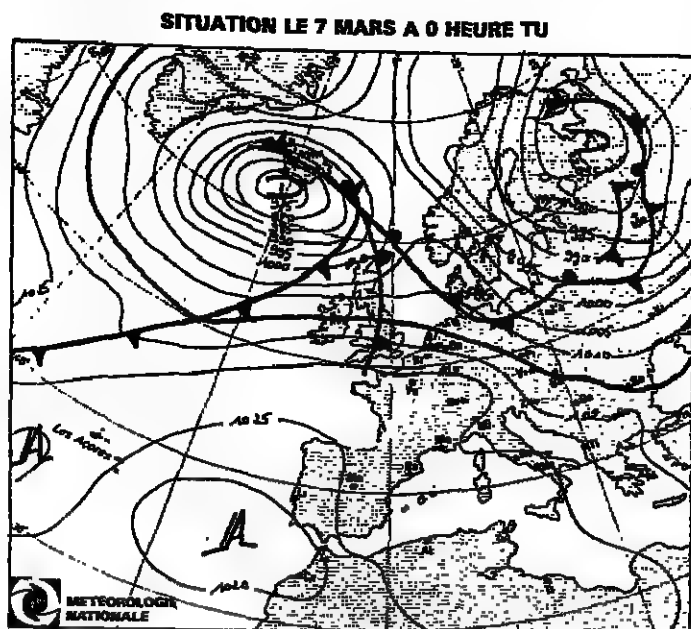
Les obsèques auront lieu à l'église Saint-Jean-Baptiste de Soaux (Haut-de-Seine), le vendredi 9 mars, à 16 heures.

Un service religieux sera ultérieurement célébré en l'église d'Yvignac.

— **Ses anciens collègues**

AGENDA

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 7 mars à 0 heures et le jeudi 8 mars à 24 heures.

La France restera soumise à un régime anticyclonique. Le courant océanique perturbé circulerait des îles Britanniques vers la Scandinavie, entraînant avec lui les nuages les plus éprouvés. La dépression centrée sur le Portugal dirigera sur l'ouest de notre pays des nuages d'altitude sans conséquence.

Jeudi : temps doux et ensoleillé. Nuages du Nord au Nord-Est.

La plus grande partie du territoire connaîtra une belle journée ensoleillée, un peu fraîche le matin mais très douce pour la saison dans l'après-midi.

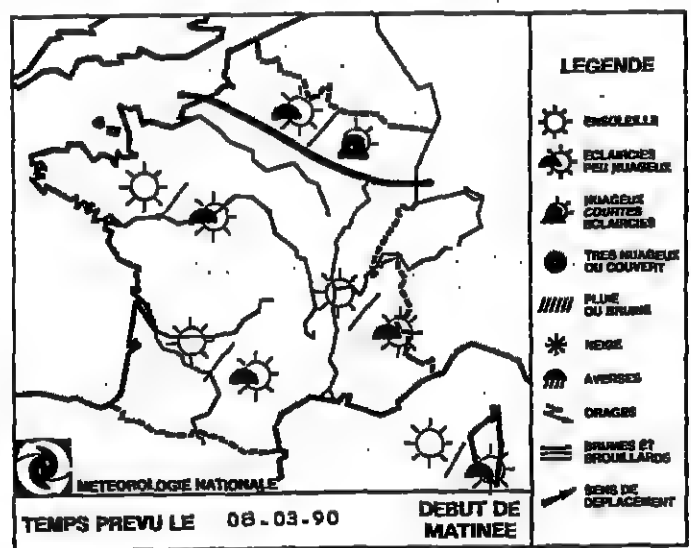
De la Bretagne à l'Aquitaine, quelques bancs de nuages élevés viendront voler le ciel mais le soleil restera présent. Sur le littoral méditerranéen, le vent marin continuera à amener parfois des nuages.

Du Pas-de-Calais à l'Alsace, il faudra s'attendre à des nuages assez nombreux le matin. Ils feront une place de plus en plus large aux éclaircies dans le courant de l'après-midi.

Les températures minimales seront généralement comprises entre 2 et 5 degrés. Elles avoisineront 8 à 9 degrés près de la Méditerranée. De petites gelées pourront toutefois persister sur le Centre et le Massif Central.

Les températures maximales varieront entre 11 et 14 degrés du Nord à l'Alsace, entre 12 et 15 degrés près de la Manche, entre 15 et 19 degrés sur le reste de la moitié nord et atteindront 19 à 22 degrés sur le Sud.

Le vent sera faible de secteur dominant sud-ouest, sur la moitié nord, sud-est sur la moitié sud.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé											
Valeurs extrêmes relevées entre le 6-3-1990 à 6 heures TU et le 7-3-1990 à 6 heures TU											
le 7-3-1990											
FRANCE				TOURNAI				LES ANGOULÊTES			
AJACCIO	15	3	N	TOULOUSE	17	-1	D	LUXEMBOURG	16	8	C
ANGERS	20	3	N	FOURMAY-PYR	30	20	A	MADRID	14	-1	D
BORDAUX	15	1	D	ETRANGER				MARSEILLE	24	10	D
BREST	13	6	N	ALGER	21	9	C	MEXICO	22	10	D
CANNES	11	7	-	AMSTERDAM	10	9	C	MILAN	15	3	C
CHERBOURG	11	7	-	BARCELONE	14	0	D	MONTREAL	5	-17	D
CLERMONT-PYR	11	-3	D	BOULOGNE	14	0	D	MOSCOW	2	-1	-
DIJON	14	-1	D	BRUXELLES	34	24	N	NAGASHI	2	7	-
GRENOBLE	16	-1	D	BARCELONE	14	5	D	NEW-YORK	2	-2	-
LIJON	11	3	N	BRUXELLES	17	4	C	OSLO	8	-4	N
LIMOGES	15	2	D	COLOGNE	11	8	C	PALMA-DEMAJ	16	2	D
LYON	14	2	D	DUBLIN	11	8	C	PARIS	14	0	D
MARSEILLE	16	2	D	GENÈVE	11	8	C	ROUEN-JANISSE	29	24	N
NANTES	12	3	N	LUXEMBOURG	6	-1	D	ROME	15	2	D
NICE	15	3	N	PARIS	12	11	D	SINGAPOUR	26	26	C
PARIS-MONTY	11	9	C	STOCKHOLM	16	22	N	STOCKHOLM	16	-1	D
PAU	13	1	D	SINGAPOUR	25	22	N	STOCKHOLM	16	-1	D
PERPIGNAN	13	1	D	TOKYO	15	6	D	TOKYO	15	6	D
RENNES	11	3	N	TUNIS	14	0	D	TUNIS	14	0	D
ST-ETIENNE	15	-4	D	VARSOVIE	9	0	C	VARSOVIE	9	0	C
STRASBOURG	15	3	N	VIENNE	11	8	C	VIENNE	11	8	C
				LONDRES	12	8	C	VIZHNE	15	9	D
A	B	C	D	A	B	C	D	A	B	C	D
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orange	pluie	tempête	*	neige		

* = TU temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « Le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 7 mars

- TF 1**
- 20.45 Variétés : Soirée soignée.
22.35 Sport : Football.
Quart de finale de la Coupe d'Europe : Florençe-Austria, en direct de Pérouse.
0.15 Sport : Spécial Harricana.
0.20 Journal, Météo et Bourse.
0.40 Série : Méseventures.
1.05 TF 1 nuit.
1.40 Feuilleton : C'est déjà demain.
2.05 Info revue.
2.50 Feuilleton : Ballerina (3^e épisode).
3.45 Série : Intrigues.
4.10 Documentaire : Histoires naturelles.
- A 2**
- 20.45 Feuilleton : Les diamants de la vengeance.
De Jerry London.
22.10 Magazine : Fruits de la passion.
De Gérard Holtz.
23.06 Informations : 24 heures sur le 2.
23.20 Météo.
23.25 Documentaire : Chefs-d'œuvre en péril.
De Pierre de Lagarde. Les jardins.
Magazine : Du côté de chez Fred.
Spécial Roumanie : les forces politiques roumaines.
- FR 3**
- 20.35 Spectacle : Le XII^e Festival mondial du cirque de demain.
Spectacle enregistré au Cirque d'hiver en janvier 1990.
22.00 Journal et Météo.
22.25 Magazine : Mille Bravo.
Présenté par Christine Bravo.
23.26 Magazine : 52^e rue.
Magazine du jazz de Michel Mouthuy.

- CANAL PLUS**
- 20.00 Sport : Football.
Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe (quart de finale, match aller) : Valladolid-Monaco, en direct de Valladolid. A la mi-temps, flash d'informations.
21.50 Flash d'informations.
21.55 Cinéma : Overdose.
Film franco-belge de Jean-Marie Pélardy (1988).
23.25 Cinéma : Froid comme la mort.
Film américain d'Arthur Penn (1986).
1.00 Cinéma : Le boucher.
Film français de Claude Chabrol (1989).
- LA 5**
- 20.40 Histoires vraies : Confessions privées.
De Michael Freeman.
22.20 Dérail : La psychanalyse.
23.30 Magazine : Nomades.
0.00 Journal de minuit.
Les cinq dernières minutes (rediff.).
1.40 Feuilleton : Joseph Balsamo (3^e épisode).
2.40 Chéri-Bibi (rediff.).
2.55 Le journal de la nuit.
3.10 Tendresse et passion (rediff.).
3.40 Série : Volsin, volsin.
4.40 Joseph Balsamo (rediff.).
5.40 Musique : Aria de rêve.
- M 6**
- 20.35 Téléfilm : La mort à retardement.
De Jeff Bleckner.
22.10 Série : Le Saint.
23.05 Documentaire : Succès.
3. Les extravagants.

- 0.00 Six minutes d'informations.
0.05 Variétés : Fréquentar.
0.35 Musique : Boulevard des clips.
2.00 Rediffusions.
Succès : Culture pub ; Nicole Croisille en concert ; Succès.
5.05 Feuilleton : Jo Gaillard.

LA SEPT

- 20.00 Documentaire : L'escalier céleste.
De Hans-Jörg Voth.
21.00 ▶ Téléfilm : Bouvard et Pécuchet.
De Jean-Daniel Verhaeghe.
22.30 Magazine : Dynamo.
23.00 Documentaire : Le vieil homme, le désert et la météorite.
De Karol Prokop.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Tire la langue.
21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, de la Suisse et du Canada.
22.00 Communauté des radios publiques de langue française.
22.40 Nuits magnétiques.
La vie d'artiste.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Code.
The Boswell Sisters.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 6 février au Grand Auditorium) : Musique traditionnelle persane, par Mohammad Ali Zadeh (tar et sear), Hossein Omidi (ney et chant), Gholi Helm (tombak).
23.07 Jazz-club. En direct du Sunset, à Paris : Le trio de Maurice Vander (piano), avec Pierre Michelot (contrebasse) et Francis Lussus (batterie).

Jeudi 8 mars

- TF 1**
- 13.40 Feuilleton : Les feux de l'amour.
14.30 Feuilleton : La clinique de la Forêt-Noire.
15.20 Série : Tribunal.
15.50 Quarté à Enghien.
18.55 Variétés : La chance aux chansons.
18.55 Série : Vivement lundi.
17.55 Série : Hawaii, police d'Etat.
18.50 Avis de recherche.
18.55 Feuilleton : Santa-Barbara.
19.25 Jeu : La roue de la fortune.
19.55 Divertissement : Pas folles les bêtes !
20.00 Journal, Météo et Bourse.
20.40 Série : Commissaire Moulin.
Les boursiers d'eau, de et avec Yves Rénier.
Un pang de laquais imprévisible.
Magazine : Ex libris.
22.10 Info revue.
23.15 Série : Les enquêtes du commissaire Maigret.
La folie de Maigret, de Claude Boissol.
Après-midi show.
Emission présentée par Thierry Beccaro.
Invité : Rita Zari.
17.05 Jeu : Des chiffres et des lettres.
D'Armand Jammot, présenté par Laurent Cabrol.
17.25 Magazine : Giga.
Quart de neuf heures ? Reportages : La fête à la maison.
18.30 Série : Mac Giver.
Jeu : Dessinez, c'est gagné !
Présenté par Patrick Laffont.
20.00 Journal et Météo.
20.35 INC.
20.40 Magazine : Envois spécial.
Présenté par Bernard Benveniste.
Sommiers : Le retour de Jean Laboute au Cameroun ; Les pêcheurs ; Nana Benz au Togo.
21.40 Cinéma : Les innocents.
Film français d'André Téchiné (1987).
23.15 Informations : 24 heures sur le 2.
Avec la magazine européenne Puissance 12.
23.30 Météo.
23.35 Magazine : Du côté de chez Fred.
Spécial Roumanie : la jeunesse roumaine.
De 8.30 à 11.55 Continenteaux.
- A 2**
- 13.40 Série : Falcon Crest.
14.05 Série : Les enquêtes du commissaire Maigret.
La folie de Maigret, de Claude Boissol.
Après-midi show.
Emission présentée par Thierry Beccaro.
Invité : Rita Zari.
17.05 Jeu : Des chiffres et des lettres.
D'Armand Jammot, présenté par Laurent Cabrol.
17.25 Magazine : Giga.
Quart de neuf heures ? Reportages : La fête à la maison.
18.30 Série : Mac Giver.
Jeu : Dessinez, c'est gagné !
Présenté par Patrick Laffont.
20.00 Journal et Météo.
20.35 INC.
20.40 Magazine : Envois spécial.
Présenté par Bernard Benveniste.
Sommiers : Le retour de Jean Laboute au Cameroun ; Les pêcheurs ; Nana Benz au Togo.
21.40 Cinéma : Les innocents.
Film français d'André Téchiné (1987).
23.15 Informations : 24 heures sur le 2.
Avec la magazine européenne Puissance 12.
23.30 Météo.
23.35 Magazine : Du côté de chez Fred.
Spécial Roumanie : la jeunesse roumaine.
De 8.30 à 11.55 Continenteaux.
- FR 3**
- 13.30 Magazine : Regards de femme.
Invité : Christine Chérin pour Femmes égalité de 1789 à nos jours.

- 14.03 Magazine : Carte verte.
14.30 Magazine : Dedou babou.
15.03 Série : Sur la piste du crime.
16.03 Magazine : Télé-Caroline.
17.30 ▶ Feuilleton : Guillaume Tell.
Avec Will Lyman.
17.55 Dessin animé : Denver, le dernier dinosaure.
18.03 Magazine : C'est pas juste.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
20.05 Jeux : La classe.
20.30 INC.
20.35 Cinéma : La boum.
Film français de Claude Pinoteau (1980).
22.30 Journal et Météo.
22.55 Magazine : Le bar de l'entracte.
De Pierre Tchami.
0.35 Musique : Carnet de notes.
Noturno en mi bémol majeur, de Schubert, par Jean-Claude Penquer, piano, Roland Pidoux, violoncelle, et Régis Pasquier, violon.
- CANAL PLUS**
- 13.30 Cinéma : Soleil de nuit.
Film américain de Taylor Hackford (1985).
15.45 Cinéma : La soule.
Film français de Michel Sibra (1988).
17.20 Croc-nota show : Poliorde ; Super Mario Bros et princesse Zelda.
En clair jusqu'à 20.30.
18.15 Dessins animés : Ça cartoon.
Présenté par Philippe Dane.
18.30 Top album.
Présenté par Marc Tesson.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
Présenté par Philippe Gilès et Antoine de Caunes.
Invité : Gérard Jugnot.
20.30 Cinéma : Invasion USA.
Film américain de Joseph Zito (1985).
22.20 Flash d'informations.
22.25 Cinéma : L'aventure intérieure.
Film américain de Joe Dante (1987).
0.20 Cinéma : Les yeux de l'étranger.
Film américain de Ken Wiedeman (1980).
1.40 Documentaire : Terre déchirée.
D'Adrian Warren.
2.30 Magazine : Rapido.
Rediffusion de l'émission du 4 mars.
- LA 5**
- 13.35 Série : 200 dollars plus les frais.
14.40 Série : L'inspecteur Derrick.
15.45 Série : Le renard.
16.40 Dessins animés.
Les triplés (rediff.) ; Lutin et Lutinette : Le petit lord ; Olive et Tom, champions de foot.
18.30 Série : Riprida.
18.50 Journal Images.
19.00 Magazine : Reporters.
De Patrick de Carolis.

- 19.40 Dessin animé : Manu.
19.45 Journal.
20.30 Dessin animé : Manu.
20.40 Cinéma : American gigolo.
Film américain de Paul Schrader (1979).
22.45 Série : Deux flics à Miami.
23.35 Magazine : Désir.
0.00 Journal de minuit.
0.05 Série : Les cinq dernières minutes.
Feuilleton : Joseph Balsamo (4^e épisode).
2.55 Chéri-Bibi (rediff.).
3.10 Le journal de la nuit.
3.20 Tendresse et passion (rediff.).
3.50 Série : Volsin, volsin.
4.50 Joseph Balsamo (rediff.).

M 6

- 13.20 Série : Cosby show (rediff.).
13.45 Feuilleton : Dynastie.
17.25 Informations : M 6 Info (et à 18.25).
17.30 Série : L'homme de far.
18.30 Série : Incroyable Hulk.
19.25 Les années coup de cœur.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Cosby show.
20.35 Téléfilm : Prison de femmes.
D'Eric Stoll.
22.15 Série : Brigade de nuit.
23.05 Feuilleton : Jo Gaillard (rediff.).
0.00 Six minutes d'informations.
0.05 Magazine : Chances.
2.00 Rediffusions.
Jo Gaillard ; Succès ; Jo Gaillard ; Culture pub ; Jo Gaillard.

LA SEPT

- 14.30 Méthode Victor : Anglais.
15.00 Cinéma : Mister Boo, détective privé.
Film chinois (Hongkong) de Michael Hui (1977).
16.30 Documentaire : Michael Hui ou le fou rire de l'Asie.
De Jean-Luc Léon.
17.00 Documentaire : De Pékin à Shanghai, à la découverte du Qi.
18.00 Documentaire : Les mémoires de Bindoua Da.
19.00 Série : Contacts.
19.30 Magazine : Image.
20.00 Documentaire : Histoire parallèle.
Jazz soundies collection.
Documentaire : Le métier de créer (Jean-Raoul Gustin).
21.00 Magazine : Mégamix.
22.00 Documentaire : Hello Actor's studio.
D'Anne Tresgot.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Les deux voies de Jean Cocteau.
Spectacle de Sylvie Monfort.
21.30 Profils perdus.
Mikael Jovanovic.
22.40 Nuits magnétiques.
La vie d'artiste.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Code.
The Boswell Sisters.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 3 mars, salle Pleyel) : Ouverture de fête, d'Ibert ; Concerto pour piano et orchestre en ré majeur pour la main gauche, de Ravel ; Bacchus et Anane ; suites 1 et 2, de Roussel, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Hiroyuki Iwaki ; sol : Jean-Philippe Collard (piano).
L'invité du soir : Gérard Caussé (alto).

Audience TV du 6 mars 1990 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	53,7	Santa Barbara	Pub	Actual. région	Nulle part	Reporters	Hulk
		22,7	5,9	16,2	1,9	2,7	2,3
19 h 45	57,3	Roue fortune	Dessiner	19-20 Info	Nulle part	Journal	Rosanna
		24,5	12,4	9,5	4,3	3,0	3,7
20 h 16	71,7	Journal	Journal	La classe	Nulle part	Journal	Cosby Show
		25,5	16,0	12,6	3,3	5,3	6,0
20 h 55	75,2	Un shérif...	La femme...	La mar. du s.	Froid com.	On continue	Sept bébés
		25,6	23,6	8,9	2,3	10,9	4,9
22 h 08	67,0	Un shérif...	La femme...	La mar. du s.	Flash	On continue	Ciné 6
		25,6	22,5	7,2	1,2	8,9	2,0
22 h 44	40,4	C. mon mardi	Débat	Bande ann	Soleil de nuit	China Beach	La gloir. avent.
		16,5	16,8	2,5	0,3	2,5	2,5

Le Monde

CADRES DÉBUTANTS, CADRES CONFIRMÉS

VOS RENDEZ-VOUS AVEC L'EMPLOI

— dans la section C - Economie —

LUNDI

(numéro daté mardi)

LES DIRIGEANTS

Les postes à plus de 400 KF annuels. La rubrique des cadres de direction prêts à s'engager dans des responsabilités de haut niveau.

LES JURISTES

Du contentieux à la rédaction de contrats, des montages juridiques aux négociations internationales, tous les métiers du droit.

L'UNIVERS DE LA GESTION

Des opportunités de carrière pour les contrôleurs de gestion, les directeurs financiers, les directeurs administratifs, les analystes financiers, les auditeurs, les chefs comptables.

MARDI

(numéro daté mercredi)

« LE MONDE DES CADRES »

La rubrique généraliste des cadres débutants et des cadres confirmés. Leurs domaines de compétence : les études, les ressources humaines, la communication, le marketing.

LA FONCTION COMMERCIALE

Toutes les annonces d'avenir pour les ingénieurs commerciaux, les directeurs des ventes, les directeurs export, les chefs de produit.

UN SUPPLÉMENT SPÉCIAL EMPLOI

► L'informatique :

un secteur clé de l'entreprise qui offre de nouvelles perspectives : ingénieurs système, spécialistes des logiciels, des bases de données.

► Secteurs de pointe :

pour tous ceux qui souhaitent valoriser leur expertise en électronique, dans les biotechnologies, en chimie, en mécanique, en aéronautique.

SUPPLÉMENT SPÉCIAL, diffusé gratuitement avec votre quotidien.

MERCREDI

(numéro daté jeudi)

CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

De véritables carrières européennes à fort potentiel d'évolution. En liaison avec sept quotidiens européens.

L'INTERNATIONAL

Une sélection de postes basés à l'étranger dans des organismes internationaux ou dans des firmes multinationales.

« LE MONDE DES CADRES »

La rubrique généraliste de l'emploi des cadres.

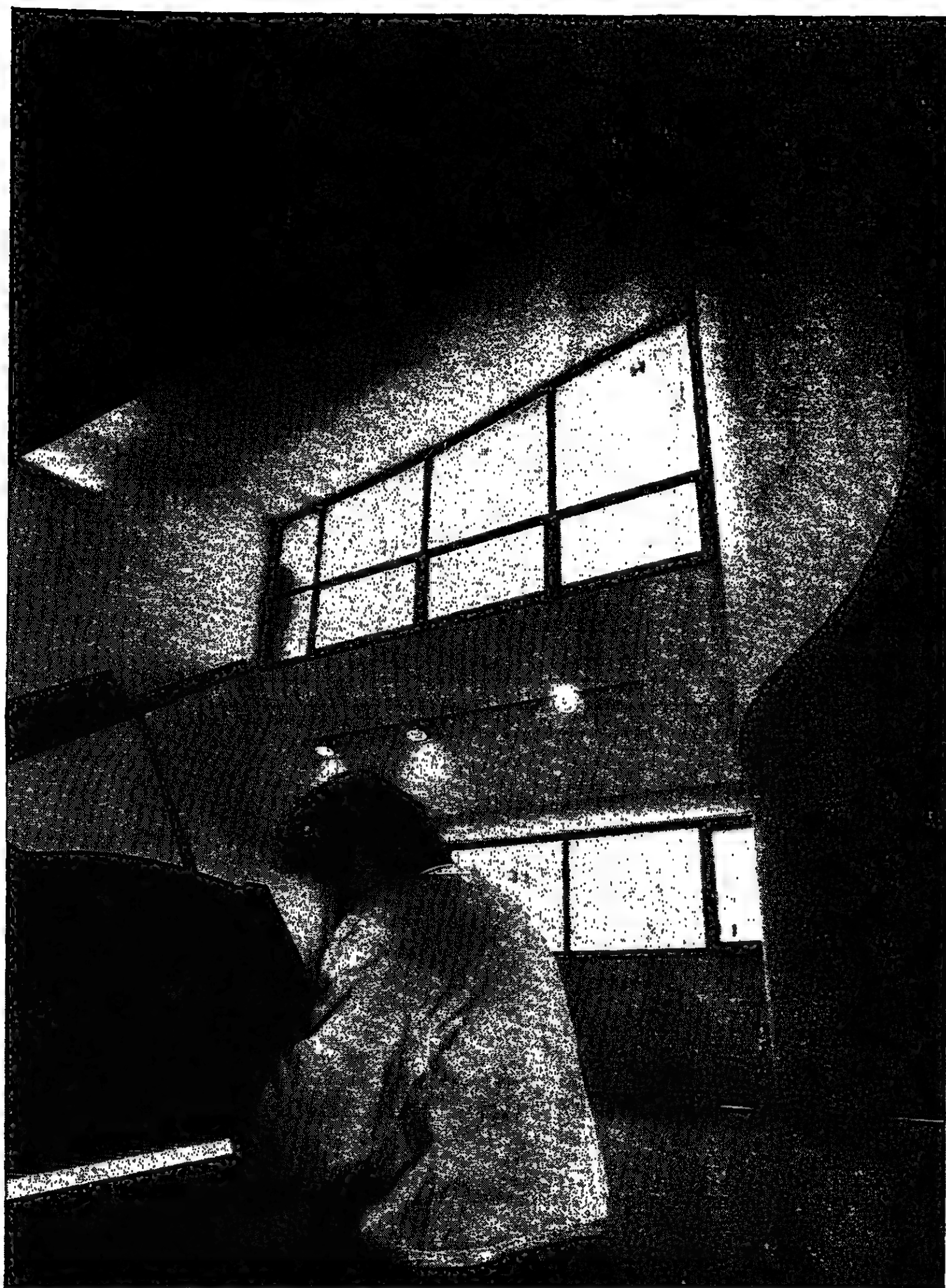
36 15
LM

un mois d'offres
d'emplois parues dans le Monde.
Le service télématique expert
de l'emploi des cadres.

**LE MONDE, point de rencontre
des grandes ambitions**

صباحنا من الامل

ARTS • SPECTACLES



ENQUÊTE SUR LA CITÉ DE LA MUSIQUE DE LA VILLETTE

Des bémols à la clef

De grandes lignes droites adoucies par des courbes et contre-courbes, en salles de cours ouvertes sur le ciel et en auditoriums sombres comme des cavernes, l'architecture imaginée par Christian de Portzamparc pour la Cité de la musique du parc de La Villette (où prend place en particulier le Conservatoire) est une peau qui habille une idée musicale, une acoustique. Ce jeune architecte, qui a fait ses gammes en construisant le Conservatoire du septième arrondissement de Paris, a acquis une expérience irremplaçable qu'il a mise au service de l'Ecole de danse de l'Opéra de Paris et d'un projet pour l'Opéra de la Bastille suffisamment avancé pour que l'on regrette vivement qu'il n'ait pas été déclaré vainqueur du concours qui a sacré le Canadien Carlos Ott.

Christian de Portzamparc est un architecte qui ne conçoit pas des bâtiments-objets, admirables en soi, mais qui, plus modestement, veut faire de ses travaux d'authentiques morceaux de ville. Pourrait-il se douter que son dernier-né souffrirait de cette maladie bien française qui veut que les politiques tiennent à marquer de leur sceau tout projet imaginé avant leur prise de pouvoir ? Commandé par Jack Lang à Maurice Fleuret, un rapport de cent vingt-six pages épinglé sans équivoque bien des anomalies.

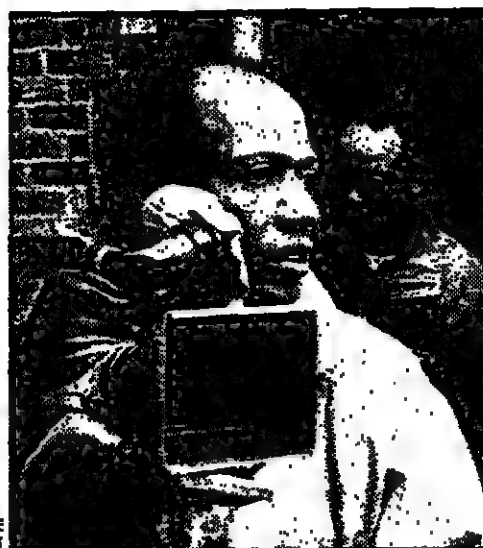
La Cité de la musique n'est pas encore achevée qu'elle est déjà l'objet de l'attention carrossière de factions armées : elles s'affrontent dans une guerre de tranchée pernicieuse qui oblitère son bon fonctionnement et l'avenir des élèves du Conservatoire national supérieur de musique de Paris. A-t-on oublié que c'est avant tout pour eux qu'elle sort de terre ?

En coulisses, les tenants du « tout pour Boulez » fourbissent leurs armes, placent leurs pions - ils souhaitent qu'un des amis du patron de l'Ircam et de l'Ensemble InterContemporain dirige cette cité. Quant aux autres, dans le désordre, mais unis dans la même inquiétude, ils forment la tortue, caparaçonnés derrière des règlements tatillonnés qui tiennent lieu de projet d'enseignement.

De l'Opéra de la Bastille à Radio-France, de l'Ircam à la Cité de la musique, trop de conflits de personnes, trop d'énergie gâchée, de talents dévoyés, de temps perdus. Il n'est pas certain que cette agitation permette à la scène musicale française de tenir, demain, un rang digne de son passé musical (pages 20 à 22).

ALAIN LOMPECH

CINÉMA Deux films venus d'ailleurs



Raoul Peck a quitté Haïti très jeune. Il vit maintenant entre Berlin et les Etats-Unis. Il a tourné *Haïtian Corner* dans la communauté haïtienne de New-York. Son film décrit l'aventure intérieure d'un jeune homme mal dans sa peau et dans sa mémoire, hanté par le souvenir des sept ans qu'il a passés en prison à Haïti. Dans *Mortu Nèg*, Flora Gomes interroge la Guinée d'aujourd'hui en suivant l'itinéraire d'une femme pendant la fin de la guerre de libération et les premiers temps de l'indépendance.

MUSIQUES Voyage en Inde pour *Idoménée* à Favart



L'opéra *aria* de Mozart revient salle Favart dans une production presque entièrement remise à neuf. Décors allégés, nouveaux costumes, nouvelle mise en scène. Bien connue des milieux du théâtre - elle assiste Roger Planchon - Simone Amoyat aborde logiquement le drame chanté comme s'il s'agissait d'une tragédie. Et transpose *Idoménée* dans l'Inde intemporelle du cinéaste Satyajit Ray.

ARTS Tony Garnier, architecte de l'utopie



Le Centre Pompidou célèbre un architecte : Tony Garnier - à ne pas confondre avec son homonyme, Charles, créateur de l'Opéra de Paris. Tony, né à Lyon, est considéré par beaucoup comme un précurseur de l'architecture moderne en France. Le Corbusier lui doit beaucoup, de son propre avouer. Le Centre de création industrielle propose un portrait-enquête passionnant. (Ici, la grande Halle de Lyon).

36

11

emplois parties de la ville
Le service téléphonique
de l'ensemble des

Une architecture en blanches et noires

Il y avait un défi à réunir un conservatoire, un musée, un institut de pédagogie, des commerces, des logements pour étudiants, des salles de répétitions, une salle de concerts modulable sur un seul site. Vainqueur d'un concours lancé en 1984, Christian de Portzamparc a su relever le gant avec brio. Son ensemble architectural étonne par sa musicalité.

N'ALLONS pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué. Si la première phase de la Cité de la musique arrive à achèvement, la seconde, élément essentiel de ce qui doit être perçu comme un ensemble, avec ses équilibres, ses tensions et ses interactions, émerge à peine de terre. C'est cependant l'occasion d'un arrêt-image sur l'un des architectes français les plus talentueux, qu'une mode toute votée aux bardages, aux virgules de zinc, aux envolées aluminées, tend à occulter dans le grand raz de marée des relations publiques qui s'est abattu sur l'architecture. De faire le point aussi sur un projet que le flou des intentions politiques et l'incertitude des financements a peu ou prou mis à la traîne des grands travaux de l'État.

Car, avec ses qualités et ses défauts, grâce à ses dons d'invention et malgré des moyens manifestement limités, la Cité de la musique restera sans doute, avec la Grande Arche et l'Institut du monde arabe, comme l'une des œuvres les plus authentiques, les plus riches de sens parmi les grandes espérances du premier septennat. Sur le plan spatial en tout cas, en attendant que ses qualités techniques se soient mises au diapason du bâtiment.

Dans le milieu de l'architecture, chacun s'attendait d'ailleurs à ce que Portzamparc, dernier en cela sur la liste des figures maîtresses du renouveau de la création française, écopât cette année du Grand Prix national de l'architecture. Le jury, révélateur des goûts du moment, lui a préféré le lyrisme brillant de Francis Soler, qui attendait encore de se voir confier l'un des futurs grands travaux (le Centre de conférences international ?).

LES SILENCES ET LES SOUPIRS

Portzamparc n'en reste pas moins Portzamparc, le plus musical des architectes français, comme Henri Gaudin, en refusant à l'inverse le même prix l'an passé, n'en reste pas moins le plus habité de nos maîtres d'œuvre. Le plus musical par sa production : on lui doit, avant la Cité, le célèbre conservatoire du 7^e arrondissement de Paris ; et — ce qui à notre avis vaut beaucoup mieux pour la postérité — l'école de danse de Nanterre, où se sont réfugiés tous les rats de l'Opéra de Paris. On lui doit encore un projet pour l'Opéra de la Bastille, qui, bien que poussé fort loin lors de la compétition, et encore soutenu après les résultats du concours lorsque ceux-ci s'avérèrent moins heureux que prévu, devait rester dans les cartons.

Il est le plus musical, par son lyrisme, sa façon de plaquer les volumes, comme le compositeur assemble les notes d'un accord, sa manière d'articuler les espaces, comme une succession de temps, de silences, de soupirs, de lieux d'agitation, son art de rythmer les pleins et les vides ; il est le plus musical par sa manière, d'ailleurs parfois agaçante, d'ajouter sur la phrase si limpide de son architecture des trilles et des appoggiatures, de flanquer dièses ou bémols sur les verticales et les horizontales.

Ah, certes, il y a des fausses notes dans cette première tranche de la Cité ! On débat déjà d'abondance sur l'acoustique des salles, que les uns trouvent trop sèche, les autres trop brillante, le pifomètre à TR (temps de réverbération) à la main. Mais Portzam-



CHRISTIAN DE PORTZAMPARC, AUTEUR-COMPOSITEUR
La Cité de la musique égrène la diversité de ses façades le long de l'avenue Jean-Jaurès. A gauche de la Grande Halle, le Conservatoire ; à droite, la salle de concerts, le Musée instrumental et l'Institut de pédagogie.



parc, qui commence à avoir l'habitude des musiciens maîtres d'ouvrage, paraît plus flegmatique ici qu'on ne l'attendrait d'un maître d'œuvre à la sensibilité reconnue. La durée de la gestation de la Cité, depuis le lancement du concours en 1984, les attermoissements politiques (se fera, se fera pas), l'enveloppe financière (modèle CES, pour les 40 000 mètres carrés prévus) assurément trop restreinte et peut-être trop manipulable pour un ensemble d'une telle complexité, ont aguerri l'âme de cet architecte, connu par les commanditaires comme peu enclin, par perfectionnisme, à aimer terminer un projet.

La première phase pourtant, celle qui borde l'avenue Jean-Jaurès, à l'ouest du parc de La Villette, se termine. La grande façade blanche sur cette avenue présente la logique mystérieuse d'un instrument conçu

pour retenir, détourner ou répercuter les sons, à l'inverse d'un instrument de musique : il fallait, ici, éviter les échanges sonores avec la ville et ses bruits. Les pentes, les replis, les ouvertures, obéissent à la même logique d'isolation, en opposition avec la logique de la lumière, plus familière aux architectes. Le grand bâtiment au sud, qui doit abriter notamment les logements sous un toit simultané éloquent, répond à une logique d'ouverture inverse : faire circuler la lumière et les bruits de la vie. Le toit conique de la salle du grand orgue, citation de Le Corbusier ou de Niemeyer, donne, lui, l'image du plus grand enfermement, de l'isolation maximale. Et nouveau retournement pour l'école de danse, largement ouverte sur le nord et l'est, le parc de La Villette, la banlieue de Paris. Sur l'intérieur du bâtiment, l'architecte a usé contre son habitude d'un habillage noir pour certains

des blocs, dont l'alternance avec son blanc familier devrait avoir une fonction au moins symbolique.

Le jeu de cubes, ou plutôt le jeu de formes de Portzamparc obéit ainsi, sous son allure complexe, hétérogène, à des fonctions et à des impératifs techniques aussi peu libres qu'il se puisse imaginer. L'architecte joue ainsi des nuances et des souplesses de la rationalité. On verra avec la seconde phase de la Cité, énigmatique spirale de formes peu enclines à révéler ce qu'elles recèlent, comment les dispositions les plus libres de l'imagination peuvent, une fois posées leurs contraintes physiques, accueillir et moduler, elles aussi, les fonctions les plus diverses. Cette partie-là — musée, salle de concerts, boutiques — sera destinée au public, à la plus grande ouverture.

FRÉDÉRIC EDELMANN

LA SEMAINE PROCHAINE

■ ■ ■ MK2 DÉCOUVERTES

14 JUILLET ODEON

POURQUOI BODHI-DHARMA EST-IL PARTI VERS L'ORIENT ?

un film de BAE, YONG-KYUN

Leopard d'Or - Festival de Locarno 1989

Avec la Fondation Gan pour le Cinéma

صلى الله عليه وسلم

MUSIQUES

DU PARC DE LA VILLETTE EN VOIE D'ACHÈVEMENT

Une partition pleine de fausses notes

De retournements politiques en luttes de clans, d'économies douteuses en débordements budgétaires, la Cité de la musique se trouve aujourd'hui amputée de sa grande salle de concert. Le vénérable Conservatoire, si critiqué mais tant convoité, va s'y installer dès cet été. N'a-t-on pas fini par oublier qu'il devait former l'élite musicale des générations futures ?

VUE de l'avenue Jean-Jaurès, la future Cité de la musique n'est encore qu'un chantier : à droite, de vagues formes de béton sortent de terre dans lesquelles on croit reconnaître la salle de concert modulable, l'Institut de pédagogie musicale et chorégraphique et le Musée instrumental (trop tôt pour imaginer le poste de police, la brasserie et les commerces prévus sur le site) ; à gauche, la haute façade incurvée du futur Conservatoire ; au centre, les lions de la fontaine surveillent devant la Grande Halle, à égale distance des deux sites, l'avenue - retardée - des travaux, prêts à se lancer dans la bataille pour séparer les tenants du projet initial et leurs successeurs, le directeur du Conservatoire et une partie de son corps professoral, le Conservatoire et l'Ensemble InterContemporain, les partisans du « tout à Boulez » et ceux qui les repoussent comme autant de diables. Tous, sauf les lions bien sûr, verraient diriger cet établissement tentaculaire qui échauffe les esprits et que n'aurait pas désavoué George Orwell.

Les logements dévolus aux étudiants dans la partie de la Cité occupée par le Conservatoire ont été livrés en octobre dernier. Ils sont déjà occupés. Le reste de la construction, passablement en retard, est assez curieux, mélange de peinture fraîche et de ciment poussiéreux. Un lieu assez sale, en vérité, pour un chantier de cette importance, preuve que l'on travaille, réparant ce qui a été mal fait ou travaillant à ce qui n'avait pas été prévu et/ou à ce qui a été modifié en cours de route. Pour de bonnes ou de mauvaises raisons.

UN PROJET LANCÉ DANS L'EUPHORIE DE 1981...

Casque de chantier sur la tête, nous avons presque tout visité, enjambant des escaliers de fortune qui protègent des marches d'escalier qu'on rafistole, les locaux techniques, les salles de classe, les bureaux administratifs, les salles de répétitions, les différents plateaux, salles publiques, salles de danse, salles pluridisciplinaires, le mini-Opéra, la salle d'orgue, la médiathèque, le restaurant, la cafétéria, le bureau du directeur. Habités à l'immeuble vétuste et cent fois rafistolé de la rue de Madrid, les étudiants vont découvrir un ensemble architectural largement ouvert sur l'extérieur, ménageant de grands puits de lumière inondant les coursives d'une sorte de grand paquebot, sur lequel ils prendront plaisir à s'embarquer. Les salles de cours sont spacieuses, lumineuses (parfois trop, surtout celles qui sont ouvertes à l'ouest ; elles deviendront des fours l'après-midi, dès que le soleil lancera ses rayons). Les murs sont simplement peints, les sols tantôt revêtus de parquet vitrifié, tantôt de moquette rose. Une pierre dure recouvre le sol du grand couloir en forme de U du premier niveau. Les matériaux de décoration, les portes, les fenêtres, les poignées, les serrures, les interrupteurs semblent bien légers pour un usage intensif. Certains dureront ce que durent les roses. Le bâtiment, dont le prix de revient est d'environ 7 000 francs le mètre carré (ce qui est peu, de l'ordre des prix pratiqués pour un CSE), sera livré à l'interieur (peintures de qualité très moyenne, parquet collé, moquette) et à l'extérieur (importante surface vitrée ; pierres de parement en calcaire tendre et poreux).

Le jour de notre visite, Alain Louvier, successeur de Marc Bleuse à la direction du Conservatoire, avait organisé des auditions pour tester l'acoustique de certaines salles. Elles pèche par excès de réverbération, les ondes stationnaires y sont nombreuses (le son tourne), provoquant rapidement un sentiment de saturation auditive. Dans une salle de classe, Alain Louvier a joué sans pédale sur un quart de queue fatigué un peu des *Bunte Blätter* de Schumann avec une sonorité digne de celle de Sviatoslav Richter. Flatteur, mais tellement éloigné de la réalité !, comme il le remarquait lui-même. Dans d'autres salles, il suffisait d'élever le ton pour constater qu'elles sonnent trop. Nous n'avons pas pu tester la salle de jazz : très jolie harmonie de noir, de bleu et de bois, mais il faudra penser à y installer quelques prises de courant. C'est pratique, une prise de courant dans une salle de jazz.

Il est trop tôt pour dire si toutes les salles sont acoustiquement inadaptées à l'usage prévu. Celles qui, par exemple, ont reçu un traitement particulier (panneaux composites absorbants sur les murs, grands rideaux mobiles, etc.) nous ont paru plus mates, peut-être trop, d'ailleurs, pour un usage instrumental, mais il semblerait qu'elles soient destinées

prioritairement aux classes d'informatique musicale et de musique électroacoustique.

A qui la faute ? Aux acousticiens du centre de Grenoble qui se seraient trompés dans leurs calculs ? Aux concepteurs et futurs utilisateurs qui ont mal formulé leurs souhaits ? Aux entrepreneurs qui n'ont pas respecté les cahiers des charges ? Est-ce dû à des économies réalisées sur les matériaux ? A un manque de suivi des travaux par la société qui en était chargée ? Attendons que les arbitrages en cours fixent les responsabilités, mais regrettons que ce point si important soit d'ores et déjà sujet à bien des tracas pour les futurs utilisateurs et source de dépenses supplémentaires.

L'idée de donner au Conservatoire national supérieur de musique de Paris (CNSMP) des locaux plus vastes et mieux conçus que l'ancien collège de jésuites de la rue de Madrid (qu'il occupe depuis 1911) n'est pas nouvelle. Plusieurs fois lancée, à chaque fois remise, elle ne prendra forme de façon définitive que

Fin 1986, Marc Bleuse prend du galon ; il est nommé (gouvernement de Jacques Chirac) au poste de directeur de la musique dans le cabinet de François Léotard, ministre de la culture. Il n'en abandonne pas pour autant la direction de la Mission musique, dont il reste salarié. Trop pour un seul homme. Bleuse n'eut ni le temps ni l'indépendance (il était sa propre intello) de gérer au jour le jour le suivi de l'avancement des travaux de préfiguration. Au même moment, Alain Louvier, le nouveau directeur du Conservatoire, se retrouvait de facto privé du pouvoir confisqué par Bleuse. Dans ces conditions, il lui était difficile de faire respecter avec force les droits de l'établissement qu'il dirigeait et pour lequel on lançait ces travaux d'envergure. Pendant l'été 1986, François Léotard confirme le principe de réalisation de la Cité de la musique. Christian de Portzamparc, l'architecte, et Marc Bleuse ont senti passer le boulet : le rapport Chevillon prévoyait la construction du nouvel opéra (amputé de sa salle modulable et de ses ateliers de

francs. Comment en est-on arrivé là ? Un projet qui traîne, des objectifs flous, des dépassements importants à l'ouverture des plis de l'appel d'offres de la partie ouest (« dus probablement à des ententes », selon le rapport Fleuret) expliquent ce dépassement. Un dépassement qui n'est pas colossal, mais qui n'a malheureusement pas été dans le sens d'une amélioration de la qualité de la construction et des matériaux utilisés. Au point que le rapport Fleuret se fait l'écho de doutes sur la qualité du gros œuvre (confirmés par Alain Louvier lors de la visite : « Il y a eu, je crois, des problèmes de béton », nous a-t-il spontanément confié) pouvant gravement peser sur la réalité des performances acoustiques des locaux et notamment sur une isolation phonique voulue la meilleure possible.

Moins grave, puisque éventuellement réversible, le rapport Fleuret confirme ce que l'on avait entendu dire : Alain Louvier a fait aménager un appartement non prévu au programme. D'une superficie de

250 mètres carrés, cet appartement de fonction (nous ne l'avons pas visité) aurait pu être inscrit au programme dès l'origine, car la présence du directeur dans son établissement de jour comme de nuit n'a pas que des désavantages (une pratique considérée comme normale dans l'enseignement primaire et secondaire). Mais les conditions dans lesquelles cet appartement a été réalisé contre les avis successifs de François Léotard et de Jack Lang et des directeurs de la musique, laissent à penser qu'Alain Louvier n'a peut-être pas eu les mains libres dès lors qu'il s'est agi de discuter de pied ferme avec des constructeurs qui avaient accédé à ses désirs coupables. D'autre part, le départ précipité de Raymond Gallois-Monbrun de la direction du Conservatoire, dans des conditions jugées par beaucoup assez indignes de son passé et des services qu'il y avait rendus, a posé le douloureux problème de l'attribution de l'appartement de fonction qu'il occupait rue de Madrid. Un problème posé à nouveau quelques années plus tard lorsque Marc

Bleuse, qui l'avait récupéré entre-temps, fut nommé directeur de la musique après un passage éclair à la tête du même établissement. Quand on a un appartement de fonction, on y tient au point de ne pas vouloir le laisser à son successeur. Air connu.

Le rapport relève aussi des modifications ayant trait au plateau d'orchestre situé dans les bâtiments du Conservatoire. Pierre Boulez a demandé que l'on augmente sa hauteur sous plafond. Il a donc fallu creuser le sol. Ce faisant, des places de parking ont été perdues. Pierre Boulez a également demandé que l'on supprime les gradins. D'où fabrication de gradins mobiles, jugés indispensables par la régie des orchestres du Conservatoire, qui tient à ce que les jeunes musiciens soient placés dans des conditions proches de celles qu'ils rencontreront dans leur vie professionnelle. Mis à part la suppression contestable des gradins, Boulez avait raison de proposer cette modification, qui augmente dans des proportions considérables le cubage de cette salle qui se rapproche ainsi du volume d'un vrai auditorium. Mais voilà, ces modifications coûtent cher, font prendre du retard à un chantier et n'améliorent pas les relations entre les différents intervenants.

On n'en finirait pas d'énumérer les déviations entre le projet original et sa réalisation définitive ; certaines sont moins importantes que d'autres. Quelques-unes l'améliorent. Une est assez drôle et traduit bien les tensions qui règnent entre les différents acteurs de cette mauvaise pièce. Le rapport Fleuret insiste sur le fait que l'Ensemble InterContemporain a conquis du terrain en s'octroyant dix-neuf bureaux ou salles de réunions pour une équipe qui compte douze personnes (sans les musiciens). Cette histoire de territoire a des relents de drame paysan bien sympathique dans un lieu, La Villette, riche d'un tel passé agricole.

Une autre déviation est plus grave. Les services administratifs du Conservatoire ne cessent de prendre

(Lire la suite page 22.)



L'ancien collège des jésuites qui hébergeait, rue de Madrid, l'ancien Conservatoire était devenu trop petit pour accueillir mille deux cents élèves. La Cité de la musique va les recevoir dans de meilleures conditions dès la rentrée prochaine.

lorsque Jack Lang, inspiré par François Mitterrand, confiera à Jean-Pierre Angremy (Pierre-Jean Remy) une « mission de réflexion sur l'idée d'une cité de la musique », au cours de l'été 1981.

D'auditions en consultations, de réflexions en études, d'enthousiasmes en déceptions cruelles, Angremy, épaulé par Mikael Dittmann, Dominique Amy et Annick Mélo, réussit à imaginer une cité de la musique proche, dans ses grands principes, de celle que nous voyons sortir de terre aujourd'hui. Dans un premier temps, il avait imaginé un nouveau conservatoire, des ateliers de musique électroacoustique, un musée instrumental, un opéra avec ses deux salles, ses ateliers de décors, ses plateaux de répétitions et un grand auditorium capable d'accueillir dans d'excellentes conditions un orchestre symphonique et son public. Lorsque Angremy remet son rapport, des arbitrages un peu rapides ont finalement décidé l'implantation du nouvel opéra à la Bastille, sur une place qui s'est révélée difficile à occuper et le maintien de la Cité de la musique à La Villette.

Jean-Pierre Angremy aura eu le mérite de résister aux exigences passablement démagogiques de certains hommes d'appareil et de cabinet qui voulaient un opéra « populaire » de quatre mille places et un auditorium du même acabit.

VICTIME D'INCERTITUDES POLITIQUES ET DE NOMBREUSES DÉVIATIONS

Le 25 juillet 1982, une Mission musique est créée au sein de l'Établissement public du parc de La Villette. Son premier directeur, Jean-Pierre Guillard (longtemps administrateur de l'Orchestre de Paris), fut remplacé rapidement par Marc Bleuse, qui cumulait ainsi ce poste avec celui de directeur du Conservatoire de Paris. A l'époque, le Conservatoire était naturellement considéré comme le pôle attractif de la Cité de la musique (ce qu'il reste), il était donc logique que son directeur pût vérifier, sous la haute autorité de Maurice Fleuret, directeur de la musique et de la danse, que cet établissement prestigieux était assuré de la place d'honneur dans la réalisation effective du projet.

L'idée de donner au Conservatoire national supérieur de musique de Paris (CNSMP) des locaux plus vastes et mieux conçus que l'ancien collège de jésuites de la rue de Madrid (qu'il occupe depuis 1911) n'est pas nouvelle. Plusieurs fois lancée, à chaque fois remise, elle ne prendra forme de façon définitive que

décors) au même endroit qu'un conservatoire moins ambitieux. Pierre Boulez est monté au créneau et a su convaincre Jacques Chirac et son ministre de la culture de la bêtise lourde de conséquences qu'ils feraient en suivant les conclusions de ce rapport.

Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner si le déroulement de ce projet a connu des hauts et des bas. Surtout des bas. Ce qui a poussé Jack Lang (il avait retrouvé entre-temps son poste au ministère de la culture) à commander, fin 1988, à Maurice Fleuret, un état des lieux, de l'avancement et des conditions de réalisation de la Cité de la musique.

Ce rapport de cent vingt-six pages (plus dix-sept pages d'annexes) relève sans équivoque et de façon désespérée un certain nombre d'anomalies afférentes à la construction même des bâtiments (qualité, délais, coût, modification du projet initial), s'interroge sur la validité du projet pédagogique présenté par la direction du Conservatoire, pose le problème lié à l'utilisation commune de la salle modulable par l'Ensemble InterContemporain et les formations du Conservatoire, remet en cause le projet de musée tel qu'il a été défini, souligne l'inadaptation du projet audiovisuel aux besoins pédagogiques et regrette la fragilisation de l'Institut de pédagogie - une institution jugée par beaucoup indispensable dans le cadre du redéploiement de l'enseignement musical en France.

Première constatation, le coût des travaux approuvé par l'Établissement public de La Villette en novembre 1985 s'élevait à 630 millions de francs ; il semblerait aujourd'hui qu'on frôle les 800 millions de

LA CITÉ DE LA MUSIQUE

noires



des lieux, des lieux, des lieux...
une mission de réflexion sur l'idée d'une cité de la musique...
une mission de réflexion sur l'idée d'une cité de la musique...
une mission de réflexion sur l'idée d'une cité de la musique...

ODEON
RS L'ORIENT ?

MUSIQUES

LA CITÉ DE LA MUSIQUE EN VOIE D'ACHÈVEMENT
Un Conservatoire si convoité

(Suite de la page 21.)
de l'ampleur au point qu'une dizaine de studios de travail traités acoustiquement vont leur être rétrogradés. Et les élèves, où vont-ils aller travailler ? Et où vont-ils dormir puisqu'il reste encore des logements à construire dans la partie est, qui ne sera pas ouverte avant 1992 ? Et à quel prix ces studios vont-ils leur être loués et par qui vont-ils finalement être gérés ? Il faudrait aussi comptabiliser les doubles portes isolantes supprimées par mesure d'économie, évoquer le problème lié à la vente de l'immeuble de la rue de Madrid et la réintégration de tout ou partie d'une somme sujette à variation en fonction des expertises et du bon vouloir du ministère des finances. Il faudrait s'interroger sur la présence sans cesse accrue de la SACEM et celle, fantomatique, du petit commerce (lié à la musique ou non) censé apporter un surcroît d'humanité dans ce lieu perdu... et des rentrées d'argent non négligeables dans les caisses de la Cité de la musique.

Tel qu'il est aujourd'hui, le Conservatoire de La Villette n'est plus conforme à ce qu'il devait être et ne sera pas livré à temps. Sera-t-il l'orgueil de La Villette ? Alain Louvier pense tout de même pouvoir emménager cet été.

Mais les enjeux importants se trouvent ailleurs. On s'en doute. Que va-t-on enseigner au Conservatoire de la Cité de la musique, qui va le diriger et sous l'autorité de qui ?

UN PROJET PÉDAGOGIQUE IMPRÉCIS QUI IMPLIQUE...

Alain Louvier a publié un projet pédagogique qui, en sept pages, définit les grandes lignes du domaine d'intervention du CNSMP, le niveau de cette intervention, les évolutions ultérieures ; il recense les nouveaux outils dont les professeurs et les élèves vont disposer. De façon frontale, le directeur du Conservatoire marque son territoire par rapport à la direction de la musique. Il propose de nouveaux enseignements - extension du département de pédagogie, création d'un département de jazz, d'une formation supérieure aux métiers du son, - affirme la nécessité de l'étude des langues étrangères et propose une préparation renforcée des étudiants du cycle de perfectionnement aux concours internationaux. Son document n'est pas entièrement critiquable, il a l'avantage d'être proposé par un musicien qui a fait ses preuves comme directeur pendant de nombreuses années au Conservatoire de Boulogne. Mais il ressortit davantage au règlement qu'à un projet ambitieux.

Au passage, il n'est peut-être pas inutile de dénoncer une idée reçue sur le Conservatoire. Ce vénérable établissement ne formerait que des solistes qui, aigris par l'échec de leur carrière internationale, viendraient grossir les rangs des musiciens d'orchestre, apportant avec eux leur lot de frustrations et de rancœurs. Une analyse inacceptable tant que l'on ne prendra pas en compte la réalité de la gestion administrative et musicale des orchestres français. Et surtout parce qu'elle fonctionne sur des schémas qui ignorent ce qui se passe dans les classes du Conservatoire.

De ce point de vue, l'abandon du projet d'auditorium de deux mille cinq cents places est catastrophique : le projet aurait rendu possible l'installation, sur le site, d'un grand orchestre symphonique et l'éclosion d'une programmation musicale attractive que la petite salle modulable ne peut à elle seule assumer. Nous souhaitons d'ailleurs bien du plaisir à son responsable (une chance de voir construire cette grande salle demeure puisque les terrains affectés à sa construction sont toujours prêts à la recevoir)... car il n'y a pas de salle de concert de grande qualité à Paris. La salle Pleyel a bien été refaite, mais son acoustique est déplorable : excès de réverbération, gonflement de certaines fréquences, doublement d'autres, localisation toujours imprécise de certains instruments à vent, fond d'orchestre couvrant les cordes, timbre du piano dénaturé. Quant au Théâtre des Champs-Élysées, sa réflexion à l'identique lui a donné une acoustique d'une sécheresse rare qui, ajoutée à son petit cubage, y interdit plus que jamais l'exécution d'œuvres aux effectifs trop fournis. D'autre part, peut-on vraiment considérer comme prioritaire l'appui pédagogique donné par les membres de l'Ensemble InterContemporain (trop de ses membres font déjà partie du corps professoral du CNSMP) ? Le répertoire de cette formation, principalement centré sur la musique d'aujourd'hui, reste secondaire dans la formation d'un musicien d'orchestre. L'essentiel de l'activité musicale ne consiste-t-il pas à jouer le répertoire qui s'étend de Haydn à Messiaen ?

En revanche, il n'y aurait que du bénéfice à retirer de la présence d'une grande institution symphonique à La Villette. Les professeurs à qui nous en avons parlé, les musiciens eux-mêmes n'y voient que des avantages : Alain Louvier en voit moins, semble-t-il. Mais il est un compositeur assez détaché des réalités de la vie musicale internationale et partisan d'une priorité naïve et contestable à la modernité : le crédit accordé aux avis des compositeurs dans les jurys prend des proportions inquiétantes. Des professeurs du Conser-

vatoire nous ont dit leur déception de voir des jurys d'entrée en troisième cycle formés sans instrumentistes de grand renom spécialistes de la discipline jugée. D'ailleurs on est en droit de se demander si, demain, le Conservatoire devra être dirigé par un compositeur ou organisé en départements égaux en droits, représentés au sein d'un conseil dirigé par un musicien ou une personnalité musicale reconnue. De préférence pas par un commis de l'Etat extérieur au milieu musical, qui pourrait être son second.

Trois aspects du projet pédagogique d'Alain Louvier méritent donc d'être réexaminés.

Le « tout à l'audiovisuel » fait craindre des dérives budgétaires importantes pour un plus pédagogique qui reste à prouver. Vouloir filmer, enregistrer de façon professionnelle ce qui se passe dans les classes est inutile dans bien des cas, coûteux toujours. Les radios et télévisions de service public sont là pour diffuser les événements artistiques les plus importants. Un matériel léger est bien suffisant pour filmer éventuellement des cours si le professeur y trouve un inté-

ressant. d'Alain Bancquart. Professeur de composition et conseiller aux études, il régnait sans partage sur un département qui n'a admis l'an dernier que cinq élèves.

Une fois formés sur des bases classiques qui doivent sans doute prendre en compte l'école sérielle et une initiation théorique aux technologies nouvelles, les élèves compositeurs doivent pouvoir choisir ensuite leur voie. Travailler s'il le veulent au GRM, à Bourges, à l'IRCAM, avec Xenakis, Pierre Henry ou chez Louis Dandré à Espaces nouveaux. Le Conservatoire ne peut choisir entre toutes ces esthétiques et les incorporer à son cursus. Ce serait déraisonnable et, encore une fois, inutilement coûteux. Il existe des institutions subventionnées par l'Etat qui sont à même de donner une formation poussée aux élèves qui le souhaitent. De toute façon, il n'est pas écrit que le Conservatoire soit là pour former des compositeurs de musique dite classique (on pourrait écrire contemporaine). Si les compositeurs de musiques de film ou de chansons étaient tous passés par là, leurs œuvres seraient souvent meilleures, et certains ne seraient pas

venus lui faire jouer. Ce document de quarante-huit pages cite son nom abondamment, lui donne une place d'honneur en mettant sa photo en regard de celle de Gabriel Fauré (qui fut l'un des grands directeurs de la Rue de Madrid), et cela dès la cinquième page. Il n'a pourtant jamais fait partie du corps enseignant de cet établissement. N'a-t-on pas pris l'habitude de l'utiliser comme caution intellectuelle, quitte à le lui reprocher ensuite dès qu'il hausse le ton ?

Boulez fait d'autant plus peur qu'il est l'un des rares musiciens français capables d'avoir une vue globale et internationale des problèmes posés par l'organisation de la vie musicale. Le théoricien est critique dans son mépris (et plus que cela) affiché pour tous ceux qui ne partagent pas ses vues sur l'évolution du langage musical. Et sur ce point, il doit être tenu à distance respectable d'un établissement de formation musicale. Il serait en effet dommageable qu'une personnalité proche de son courant de pensée prenne la direction du Conservatoire ou celle de la Cité de la musique (lui-même a dépassé l'âge de la retraite)

tant que Boulez et ses proches n'ont pas abandonné leur volonté hégémonique sur ce que doit être la musique aujourd'hui (rejet de la musique ancienne jouée sur instruments d'époque, rejet de compositeurs aussi jolis que Prokofiev, Chostakovitch, Poulenc, Britten, les répétitifs, Milhaud ou Honegger, voire Dutilleul). Mais, dans le même temps, comment refuser d'écouter ce grand professionnel lorsqu'il propose des solutions qui ne sont tout de même pas toutes dictées par une supposée soif de pouvoir.

La vie musicale française a vraisemblablement besoin de talents comme le sien, comme elle a besoin d'un directeur de la musique aussi soucieux d'équilibre et rigoureux dans l'utilisation des fonds publics que l'est Michel Schneider. Un fonctionnaire sensible à la musique : ses nombreux articles et livres en témoignent. Les musiciens français n'ont rien à gagner de cette guerre de tranchées qui nous ridiculise et qui amoindrit nos forces déjà bien déclinantes internationalement. Le Conservatoire doit être un lieu ouvert, confié à une direction libérée des pesanteurs de l'administration, capable d'attirer à lui les plus grandes personnalités musicales françaises et étrangères. Le Conservatoire ne doit pas non plus sacrifier le contenu de son enseignement à des règles tatillonnes qui masquent un manque d'imagination attentant. Il pourrait notamment trouver un statut valorisant pour les professeurs afin d'attirer des grandes compétences (en augmentant, par exemple, leur salaire (1) et en créant un code de déontologie, comme le suggère Maurice Fleuret dans son rapport), statut qui ne passerait sans doute pas par la titularisation mais par des contrats à durée déterminée.

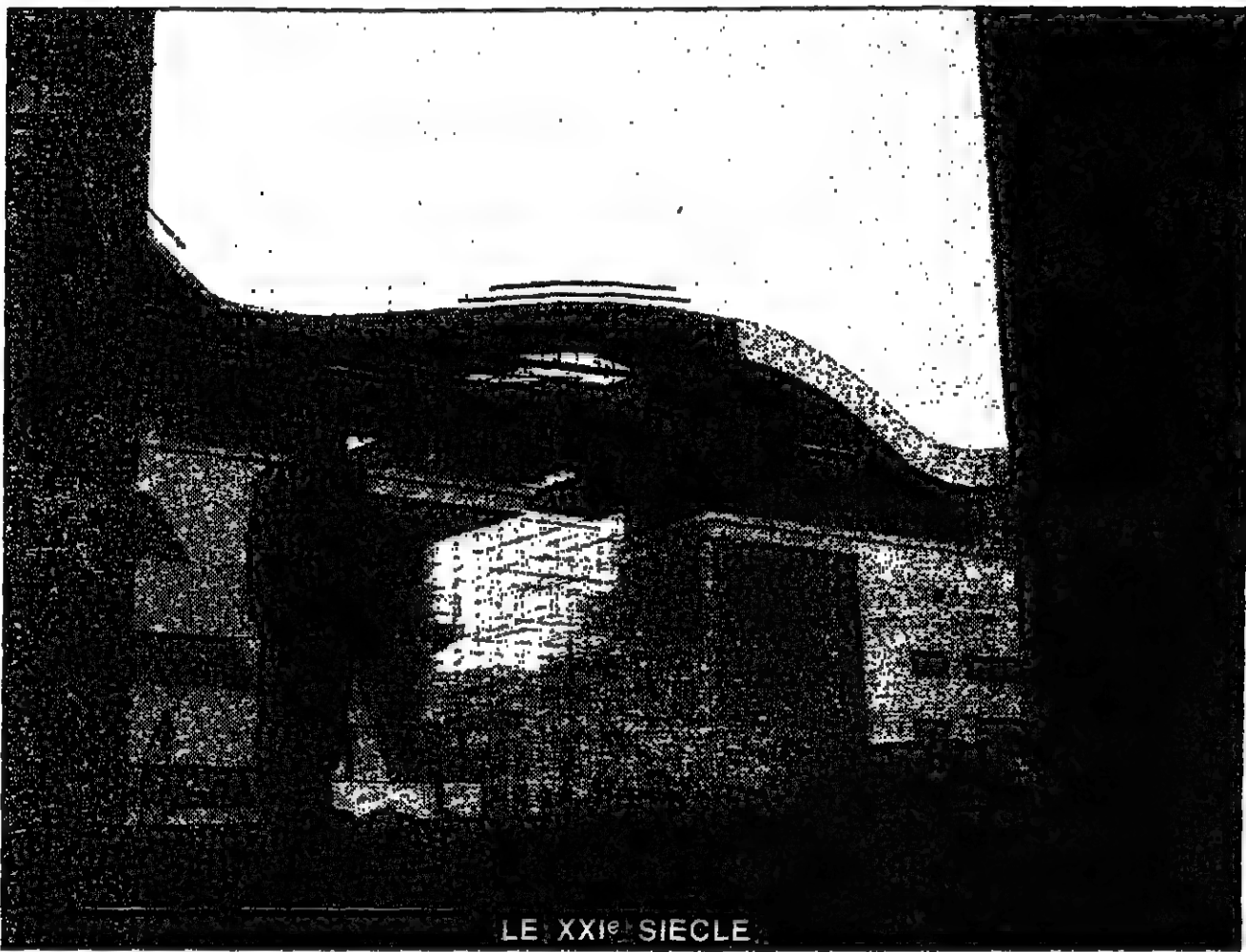
Que l'on s'assoie autour d'une table, que l'on discute en prenant en compte tous les avis autorisés, et notamment ceux des interprètes qui sont actuellement laminés au Conservatoire (2), pour imaginer le Conservatoire de demain. Le ministère n'a pas à imposer ses vues : il est par définition éphémère et changeant dans ses objectifs ; les musiciens n'ont pas à prendre l'administration pour plus bornée qu'elle n'est : elle a ses domaines de compétences, auxquels eux, musiciens, n'entendent rien.

Le jour où Marcel Landowski, Pierre Boulez, William Christie, Semyon Bychkov, Emmanuel Krivine, Michel Schneider, Jean-Bernard Pommier, Hugette Dreyfus, Michel Chapuis, Philippe Manoury, Gérard Poulet, Dominique Merlet, Jean-François Heisser, Michel Plasson, Jean-Jacques Kandrów (liste non limitative) des grands chanteurs et metteurs en scène mettront en commun leur talent et leurs idées, la vie musicale française sortira peut-être du marasme dans lequel elle s'enfoncé depuis des années.

ALAIN LOMPECH

(1) Actuellement un professeur du Conservatoire gagne à peine la moitié, en un mois, de ce que gagne un soliste de renommée très moyenne en une soirée.

(2) L'équipe dirigeante, réunie autour d'Alain Louvier, ne compte, sur neuf membres, que deux ex-instrumentistes passés depuis longtemps à la composition et un chef d'orchestre à la renommée à confirmer.



LE XXIÈME SIÈCLE

Le toit en forme de vagues qui réunit le Conservatoire et les logements des élèves évoque une sinusóide qui se déploie, légère et aérienne. L'architecture de la Cité de la musique se veut le simple habillage de l'acoustique.

rét pour son enseignement.

Critiquable également, l'idée qu'une formation poussée en informatique musicale et en musique électroacoustique soit obligatoire pour tous les élèves compositeurs. La composition est d'ailleurs un département qu'il faudrait revoir à la baisse et totalement réorganiser sur des bases plus saines. Le Conservatoire a-t-il besoin de dix professeurs dans le département de composition lorsqu'il n'emploie que trois professeurs dans celui dévolu à la musique ancienne et qu'un professeur de clarinette (curieusement le clavicin ne fait pas partie de la musique ancienne au Conservatoire) ? Et que doit-on enseigner dans ces classes ? Pour former quelle sorte de compositeur ?

Le Conservatoire doit-il prendre en compte tous les acquis de la modernité au risque de se trouver bien embarrassé lorsque le matériel coûteux se trouve en obsolescence ? (Marc Bleuse a fait acheter 600 000 francs une machine Syter conçue par le GRM, sur les conseils de Guy Reibel, lui-même un ancien du GRM.) Il a fallu embaucher un assistant pour la faire fonctionner, alors qu'elle ne passionne guère les élèves et si peu les professeurs.

... UNE REMISE A PLAT DES OBJECTIFS DU CONSERVATOIRE

Le rôle du Conservatoire n'est-il pas de donner un métier solide aux candidats compositeurs, de leur donner ce que l'on appelle dans le métier une « oreille » (d'autant que la composition proprement dite ne s'apprend pas vraiment) ? Dans un documentaire sur le Conservatoire tourné par Danièle Cohen-Levinas pour la SEPT, Betsy Jolas, professeur d'analyse, regrette de ne plus avoir d'élève compositeur dans sa classe (sous-entendu depuis qu'on a créé une classe d'analyse pour les compositeurs : le grand défaut du Conservatoire est l'inflation des spécialités). Malaise. Ivo Malec, professeur de composition réputé du Conservatoire, vient d'envoyer à Alain Louvier une lettre de trois pages pour dénoncer les agissements

obligés de les faire écrire par des « nègres ». Enfin, si on leur apprendait encore à orchestrer convenablement.

Dernier problème soulevé par le projet pédagogique de Louvier : le Conservatoire doit-il former des musiciens preneurs de son ? Doit-on engager des dépenses importantes pour s'équiper avec un matériel qui se caractérise par sa rotation rapide ? Et un matériel qui ne servira qu'à si peu d'élèves ? La personnalité du professeur coordonnateur n'est pas en cause. Michel Philippot est un musicien cultivé, savant même, qui a exercé dans sa jeunesse le métier de musicien-metteur en ondes à la radio et qui actuellement enseigne la composition au Conservatoire. Mais il existe des écoles spécialisées pour cela. Et elles sont performantes.

Il y aurait d'autres priorités... Apprendre, par exemple, systématiquement aux pianistes à être aptes à régler eux-mêmes leur piano en cas de catastrophe, voire à leur inculquer des notions qui leur permettraient non pas d'accorder, mais au moins de reprendre un accord.

Il est évident que l'enseignement au Conservatoire doit être remis à plat, clairement défini dans le but à atteindre et les moyens qui lui seront alloués. Evidemment, le problème posé par les prises de position permanentes de Pierre Boulez (qui a un peu trop tendance à se conduire comme un directeur de la musique bis) reste entier. Il est facile de l'accuser de vouloir prendre le pouvoir sans l'assumer de façon concrète, mais la lecture d'un opuscule édité par le Conservatoire en 1987 est instructive sur le rôle qu'on

مكتبة الامم المتحدة

CINÉMA

DEUX FILMS DU BOUT DU MONDE

Résistance culturelle et résistance armée

« Cinéma des antipodes » va permettre au public de découvrir deux films jamais vus en dehors de quelques festivals. Tournés loin d'ici, ils révèlent des images et des sensibilités nouvelles. *Morta Nega*, réalisé par Flora Gomes, vient de Guinée-Bissau. *Haitian Corner*, de Raoul Peck, a été filmé au sein de la communauté haïtienne de New-York.

FLORA GOMES, le réalisateur de *Morta Nega*, a appris le cinéma à Cuba pendant la guerre de libération de la Guinée portugaise. Avec quelques autres, il est allé à la demande d'Amílcar Cabral, fondateur du Parti pour l'indépendance de la Guinée et des îles du Cap-Vert (le PAIGC) et animateur de la résistance. Cabral voulait qu'il ait des cinéastes guinéens pour filmer la proclamation de l'indépendance. Pour lui, la guerre de libération était une affaire de résistance culturelle autant que de résistance armée.

C'est ce point de vue que Flora Gomes met en images. Son film commence avant la fin de la guerre, au moment de l'assassinat de Cabral. Aux yeux des Portugais, cette mort devait porter un coup fatal à la résistance. En fait, elle a galvanisé l'ardeur des combattants. *Morta Nega* montre cette dernière phase des affrontements. Mais ce n'est pas un film de guerre. C'est l'histoire d'une femme, Diminga (Bia Gomes), qui va rejoindre son mari au front — tous les hommes y sont. Elle est séparée de lui depuis très longtemps. Il a été blessé. Elle a besoin de le voir, de savoir comment il va. Puis, c'est la fin des combats. Elle rentre au village. Son mari la rejoindra plus tard.

Flora Gomes dit que la fin de la guerre, ce n'est pas la paix. Le pays est dévasté. L'approvisionnement est très difficile et la sécheresse s'en mêle. Après cinq siècles de colonisation et dix ans de guerre, la paix, ce serait de construire ce pays. Mais comment faire quand on est privé de toutes ressources et que la population est analphabète ?

Comment faire aussi pour tourner un film quand le cinéma coûte si cher ? Le réalisateur s'est surnommé, même en pleine guerre, quand le parti tenait les deux tiers du pays, Cabral s'était donné les moyens de financer la culture et l'éducation. Par exemple, il avait créé des écoles-pilotes où l'on faisait du théâtre. Flora Gomes y a été élève. Toujours est-il que le cinéaste a su convaincre



Flora Gomes

un ministre, celui de l'économie, mort depuis dans un accident (le film lui est dédié) ; puis un autre ; puis un autre encore.

Quand les premiers capitaines ont été engagés, il a bien fallu, pour qu'ils ne soient pas perdus, trouver un complément. Tout le monde en Guinée-Bissau a participé, le public, les privés aussi, et la France. Flora Gomes a travaillé l'adaptation et les dialogues avec un scénariste français, David Lang. Des Français et des Guinéens formés à Cuba ont composé l'équipe technique.

Morta Nega est un film singulier, car il parle, sur un ton différent, d'une société dont nous ignorons à peu près tout. La guerre n'est pas réellement montrée. On la devine à travers les préoccupations des gens ou plutôt à leur façon de se préoccuper des autres, la solidarité, la disponibilité. Les femmes aussi sont joliment filmées : leur générosité, leur goût de la vie. On entend cette scène, au cours d'une séance de formation des adultes. Un animateur tente d'expliquer des abstractions comme « unité », « progrès ». Le mot « lutte » parle davantage : les hommes l'ont vécue dans la guerre, les femmes savent ce que c'est que se battre pour nourrir les enfants. En quelques images, tout est dit de la nécessité et de la difficulté de l'éducation.

Autre moment « différent » pour un spectateur occidental, la séquence où Diminga et les autres femmes, confrontées à trop de problèmes, convoquent une cérémonie traditionnelle pour faire parler le tambour et demander aux esprits des défunts de dire qui est responsable des morts de la guerre et de la sécheresse, et ce qui doit guider les survivants, les « mortu nega », ceux dont la mort n'a pas voulu. Près de 3 000 personnes, danseurs et masques sont venus de tous les villages environnants pour participer au tournage après l'annonce à la radio.

GUERRE ET PAIX

« Cette cérémonie est le moyen le plus beau, le plus poétique, le plus naturel aussi, que j'ai trouvé pour exprimer toutes ces interrogations, explique Flora Gomes. L'appel aux morts permet à Diminga de faire le bilan et de poser les vraies questions. Pourquoi les amis dans la guerre ne sont plus des amis dans la paix ? Comment garder la volonté d'unité, la disponibilité, la solidarité qui ont fait la force des combattants ? Comment aussi préserver la dimension culturelle introduite par Cabral dans la résistance ? Pour Diminga, cette cérémonie signifie qu'elle garde l'espoir. D'ailleurs, à la fin du film, il pleut. Les enfants rient et dansent sous la pluie. La pluie, les enfants, il nous reste au moins l'espoir. A nous de le faire exister. »

Raoul Peck, l'auteur de *Haitian Corner*, réside, lui, en Allemagne (depuis, son propriétaire est mort et elle a disparu). C'est là que Joseph Bessuet (Patrick Rameau), un jeune émigré, rencontre régulièrement d'autres Haïtiens. Mais il vit comme en exil de sa propre communauté, obsédé par le souvenir des sept années qu'il a passées en prison à Haïti et des services qu'il y a rendus. Un jour, il croit reconnaître l'un de ses tortionnaires.

THÉRÈSE-MARIE DEFFONTAINES

* Lire les renseignements pratiques ci-contre dans la rubrique « Films nouveaux ».

TOUS LES FILMS NOUVEAUX

Adieu au faux paradis

de Tarkis Rami, avec Zuhair Olwey, Brigitte Jenner, Ruth Chelidjoch, Allemagne (1 h 52).

Une jeune femme turque vivant en Allemagne tue son mari. Elle est condamnée à six ans de prison et là, elle apprend à vivre. Mais elle doit être extradée et jugée dans son pays d'origine.

VO : Utopie Champollion, 8 (43-28-94-85).

Le Champion des Corpiques

de Jean-Claude Biette, avec Toni Marshall, Valérie Jeannot, Thomas Badet, Laurence Ogier, Howard Vernon, Laura Betti, France (1 h 40).

Théâtre, pollution nucléaire et championnats miraculeux. Fiction, réalité dégradée, utopie. Une fable sur notre monde vu par un cinéphilie cinéaste satiriste.

Les Trois Luxembourg, 8 (46-33-97-77).

Le Décalogue 1, un seul Dieu tu adoreras

de Krzysztof Kieslowski, avec Henryk Barynowski, Wojciech Kilar, Maja Komorowska, Pologne (88 min).

Un enfant de onze ans meurt brusquement. Entre les prières d'une tante fervente catholique et la fureur d'un père qui brise l'autel d'une église en construction, où est la vérité ?

VO : Saint-André-des-Arts 1, 8 (43-28-48-18) ; Les Trois Balcons, 8 (45-61-10-60).

Le Décalogue 2, tu ne commettras point de parjure

de Krzysztof Kieslowski, avec Krystyna Janda, Aleksander Bardini, Olgierd Lukaszewicz, Pologne (87 min).

Une jeune femme enceinte fait le vœu d'avorter si son mari, gravement malade, condamné par tous les médecins, guérit. Le miracle se produit, et elle refuse d'avorter. Où est le bon choix ?

VO : Saint-André-des-Arts 1, 8 (43-28-48-18) ; Les Trois Balcons, 8 (45-61-10-60).

La Famille de l'Opéra

de Dwight H. Little, avec Robert Englund, Jill Schoelen, Alan Hyde, Wally Pfister, Allemagne (1 h 23).

Les fastueuses aventures d'une chanteuse qui a séduit le fantôme d'un compositeur, le fameux fantôme

de l'Opéra. Gaston Leroux éternel.

VO : Gaumont Les Halles, handispée, 1^{re} (40-28-12-12) ; Publicis Saint-Germain, 8 (43-22-72-80) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, dolby, 8 (47-20-76-23) ; Gaumont Par-nasse, handispée, dolby, 14 (43-36-90-40) ; VF : Gaumont Opéra, dolby, 2^e (47-42-50-33) ; U.G.C. Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Les Marmottes, 14 (43-27-52-37).

La Guerre des Roses

de Danny De Vito, avec Michael Douglas, Kathleen Turner, Danny De Vito, Marielou Ségura, Amérique (1 h 57).

Les époux Rose ne manquent pas de caractère, ni l'un ni l'autre. Après s'être aimés, ils divorcent. Le moins qu'on puisse dire est qu'ils ne se font pas de cadeaux. Les coups bas, les coups tordus, rien ne leur fait peur. Mais ils ne sont pas vraiment méchants.

VO : Forum Horizon, handispée, THX, dolby, 1^{re} (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, handispée, dolby, 2^e (47-42-72-52) ; Pathé Montpar-nasse, dolby, 8 (45-33-79-59) ; U.G.C. Danton, dolby, 8 (42-25-10-50) ; Pathé Montpar-nasse, dolby, 8 (43-59-92-82) ; U.G.C. Normandie, dolby, 8 (45-63-16-16) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Gaumont Par-nasse, dolby, 14 (43-36-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenou, 15 (46-78-79-79) ; U.G.C. Malibou, 17 (40-63-00-18).

VF : Rex, 2 (42-38-63-63) ; Saint-Lazare-Paquelin, dolby, 8 (47-35-35-43) ; Par-nasse Opéra, dolby, 8 (47-42-56-51) ; Les Nations, dolby, 12 (43-44-64-67) ; U.G.C. Lyon Bastille, dolby, 12 (43-43-01-53) ; Fanny, handispée, 13 (43-31-66-86) ; Gaumont Alesia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montpar-nasse, dolby, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, dolby, 15 (48-29-42-27) ; Pathé Wagram, dolby, 15 (46-22-46-01).

Haitian Corner

de Raoul Peck, avec Patrick Rameau, Alio Auguste, Justine, Jean-Claude Eugène, George Wilson, Haïtien (1 h 38).

VO : Saint-André-des-Arts 1, 8 (43-28-48-18) ; Les Trois Balcons, 8 (45-61-10-60).

Mon père

de Gary David Goldberg, avec Jack Lemmon, Ted Demme, Olympia Dukakis, Américain (1 h 57).

Comment un fils enseigne à son vieux père les douceurs de la vie ébullissante. Com-

L'opération « Cinéma des antipodes »

Lorsque Jean-Pierre Krief et Alex Szalay, fondateurs de KS Visions, ont découvert *Haitian Corner* et *Morta Nega*, ils ont eu un coup de cœur pour ces œuvres atypiques, éloignées des préoccupations du public français et donc, en principe, sans espoir de diffusion. Malgré les différences ethniques et culturelles, Jean-Pierre Krief et Alex Szalay croient la rencontre toujours possible. « En France, on laisse généralement peu de place aux gens qui viennent d'ailleurs. Nous pensons que si l'on projette ces films inconnus pendant un temps suffisant, le contact se fera, car il y a un public pour ces cinématographies différentes. »

Pour leur donner une chance d'exister vraiment, c'est-à-dire d'être vues, KS Visions a décidé d'aller au-delà de ses activités habituelles (le documentaire de création et la production) et de les diffuser. L'opération, qui s'appelle « Cinéma des antipodes », profite des possibilités offertes par le Centre national de la cinématographie (Fonds d'aide à la diffusion et

Fonds d'aide aux cinématographies peu diffusées). Elle a également obtenu une aide spécifique du ministère de la coopération, naturellement intéressé par la sortie de ces films puisqu'il les a coproduits. Les deux œuvres sont programmées pendant cinq semaines dans une salle grand public, l'UGC Lyon-Bastille (*Morta Nega* les jours impairs, *Haitian Corner* les jours pairs). Si le public vient, la démonstration sera faite. L'opération s'étendra alors à d'autres salles et à d'autres films.

Par ailleurs, le ministère de la coopération a décidé de créer un prix pour la création cinématographique africaine. Afrique en création-cinéma récompensera chaque année un long-métrage et un court-métrage, ou un réalisateur particulièrement novateur. Il sera proclamé pendant le Festival de Cannes, pour focaliser l'attention.

T.-M. D

MICHAEL DOUGLAS

KATHLEEN TURNER

DANNY DEVITO

Oliver et Barbara Rose pour le meilleur et pour le pire!

LA GUERRE DES ROSES

THE WAR OF THE ROSES

TWENTIETH CENTURY FOX

GRACE FILMS

DANNY DEVITO MICHAEL DOUGLAS KATHLEEN TURNER DANNY DEVITO LA GUERRE DES ROSES G.D. SPRADLIN

DAVID NEWMAN TYNZEE KLINGMAN IDA RANDOM STEPHEN H. BURKE POLLY PLATT DOUG CLAYBOURNE

MICHAEL LEESON MICHAEL LEESON WARREN ADLER JAMES L. BROOKS ARNON MICHAN DANNY DEVITO

(DISTRIBUE PAR TWENTIETH CENTURY FOX FRANCE)

THÉÂTRE

« 1, PLACE GARIBALDI » PAR LE THÉÂTRE DU CAMPAGNOL

Souvenirs niçois d'un amoureux de cinéma

Le Bal, dont Ettore Scola tira son film, était l'histoire des années 30 vue du côté des pistes de danse. De ses souvenirs d'enfance, de sa passion pour le cinéma, Jean-Claude Penchenat a tiré cette fois 1, place Garibaldi, spectacle de fantaisie pour une troupe en liberté, celle du Campagnol.

EN 1947, au 1, place Garibaldi, à Nice, vivait Jean-Claude, un garçon de onze ans. Autour de la place, il y avait une petite dizaine de cinémas bon marché, une boutique qui vendait des photographies de stars et des chansons de films en vogue. Quelques heures par jour, après l'école, entre le départ de la boume et le retour des parents, Jean-Claude vidait les penderies et les coffres. Entre copains et copines, on rêvait à être Mortimer, Errol Flynn, Rita Hayworth, Jean Marais ou autres stars et héros de l'époque. Penchenat était, déjà, chef de troupe.

Ce furent ses premiers jeux de théâtre. Il fait des études de droit. En 1964, il suit l'aventure du Théâtre du Soleil. Il s'en échappe en 1978 pour créer le Théâtre du Campagnol, une coopérative ouvrière, repère une piscine désaffectée à Châteauneuf-Malabry et s'y installe, tout en organisant dans la ville des ateliers où l'on pratique l'improvisation, à partir de souvenirs personnels le plus souvent. Le Campagnol devient Centre dramatique national de la banlieue sud en 1983. La piscine est réaménagée en 1985 par Reichen et Robert, les architectes de la Grande Halle. Le Campagnol s'y sent bien, prend le temps de la réflexion, de la création. De toute manière, il n'a pas les moyens de pratiquer une politique d'accueil : « On fait ce qu'on a envie de faire, parfois cela nous joue des tours, on a le sentiment d'être un peu isolés. Mais, de toute façon, je n'ai pas l'impression qu'il existe de grands lieux de cordialité entre gens de théâtre. » Au Campagnol, on aimerait toutefois accueillir une équipe comme celle des Fédérés de Montluçon, dont on se sent assez proche, ou des créateurs francophones en résidence. Depuis un an, le théâtre est devenu centre de formation, agréé par l'Etat, pour des acteurs professionnels.

UN LIEU DE MÉMOIRE

Une piscine, même reconstruite en théâtre, dans une ville, c'est aussi un lieu de mémoire, un matériau que le Campagnol travaille et tarabuste sans nostalgie depuis ses premiers spectacles : « Le théâtre, dit Jean-Claude Penchenat, c'est refaire surgir des morts, plus vivants encore. » Mêler les histoires individuelles à l'Histoire tout court, c'est la marque de cette troupe et de ses plus belles réussites : David Copperfield, En r'venant de l'expo, le Bal, surtout, créé en 1981, une sorte de bande dessinée tonique, et historique, dont Ettore Scola tira un film — la France des années 30 à nos jours, vue du côté des pistes de danse. Parfois, le Campagnol s'attaque au répertoire, toujours avec le



Jean-Claude Penchenat près de la statue de Garibaldi.

même souci d'aventure hors des sentiers battus : le Chat botté, de David Tuck, l'intégrale des pièces en un acte de Marivaux (tournées ensuite des États-Unis à Hatt) ; il prépare pour les saisons à venir une opération autour de Goldoni, en liaison avec l'Italie, et Penchenat créera en France la Dernière Soirée de carnaval.

L'autre marque du Campagnol, c'est de n'avoir jamais renoncé à une vieille idée neuve : le théâtre comme une aventure collective, ancrée dans une cité. Pendant toute la préparation de 1, place Garibaldi, des comédiens se sont rendus dans une trentaine d'établissements scolaires, avec des montages de films, sur la passion, les duels, pour tester si le cinéma inspirait toujours les jeux des jeunes adolescents. La réponse a conforté Jean-Claude Penchenat dans ses certitudes : ses souvenirs de petit Niçois fou de cinéma, pour être singuliers, sont partagés par beaucoup. L'équipe du Campagnol a aussi réalisé des interviews d'acteurs, de décorateurs : Micheline Presle, Max Douy, Suzanne Schiffman, Daniel Gelin, tous ont parlé de leurs divertissements d'adolescents inspirés par leur fascination pour le septième art (1).

Dans 1, place Garibaldi, entre une chanson et un film, il y a aussi les premières amours, la seconde guerre toute proche, l'Indochine, pas très loin. « On n'a pas beaucoup parlé de cette époque, au théâtre. » Acteur, metteur en scène, Jean-Claude Penchenat saute le pas de l'écriture pour la première fois, sans prétendre au statut d'auteur. « J'ai simplement essayé de trouver une poétique du quotidien. » S'il a pu

écrire, c'est soutenu par des acteurs que le Centre dramatique national n'a pas les moyens de payer à plein temps.

Si le nouveau spectacle de Penchenat est tout entier dédié à sa passion pour le cinéma, il est construit sur les seuls moyens du théâtre, « un art qui peut, encore, se permettre toutes les fantaisies, tous les irréalismes. Comme le cinéma autrefois, devenu plus timoré aujourd'hui. Il reste souvent au ras de l'image. Les jeunes filles dans les films de Charlot avaient parfois trente ans, et c'était sans importance.

» Je pense que le cinéma et le théâtre ont un rapport étroit, souvent mal compris par des metteurs en scène : ils sont en état de manque, aimeraient tourner un film, essaient de faire du cinéma au théâtre. Or, pour moi, le cinéma est simplement une référence, comme la littérature, la peinture. Avec cette pièce, je veux dire aussi qu'il y a un rapport d'amitié profonde entre les deux modes d'expression. Max Douy, ainsi, m'a raconté comment il avait découvert le théâtre par le cinéma, dans les années 30 : quand il était jeune décorateur, ce sont des exilés de l'Europe de l'Est, les élèves de Max Reinhardt, qui peignaient les décors. »

Le cinéma a initié Jean-Claude Penchenat à la mise en scène de ses obsessions. Et il a choisi le théâtre.

ODILE QUIROT

(1) 1, place Garibaldi, de Jean-Claude Penchenat, est paru, avec des extraits des interviews réalisées, aux éditions Actes Sud/Papiers.

★ Lire renseignements pratiques ci-contre, dans la rubrique « Spectacles nouveaux ».

SPECTACLES NOUVEAUX

1, place Garibaldi

de Jean-Claude Penchenat, mise en scène de l'auteur, avec Armand Lacapentier, Françoise Miquel, Guillaume Edé, Benoît Vergne.

Lire notre article ci-contre.

Théâtre du Campagnol, 254, av. de la Division-Leclerc, 92000 Châteauneuf-Malabry. A partir du 9 mars. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 46-61-33-83. Durée : 2 h 30. De 55 F à 100 F.

L'Amie de leurs femmes

de Luigi Pirandello, mise en scène de Jean-Michel Rabeux, avec Claude Degliame, Michel Bonpou, Hélène Alexandridis, Françoise Grandjean.

Marta Abba créa cette pièce presque classique en 1917. Depuis, elle a été très peu jouée, notamment parce qu'elle comprend, dans sa version initiale, dix-neuf personnages. Après Phédre à une voix présentée au théâtre de la Bastille, Jean-Michel Rabeux retrouve Claude Degliame dans un beau personnage de femme qui tente d'être elle-même et non telle qu'on la veut.

Athénée-Louis-Jouvet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jouvet, 9^e. A partir du 13 mars. Le mardi à 19 heures, de mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 47-42-67-27. De 65 F à 120 F.

L'Antiphon

de Djuna Barnes, d'après la traduction de Natacha Michel et de Maya Khouri, mise en scène de Daniel Mesguich, avec Genevieve Casile, Jean-Damien Barbin, Mark Saporta.

Première création de la saison du Théâtre de l'Europe. Le retour à la maison natale de six personnages, une histoire autobiographique racontée comme une terrible légende par une poète, auteur majeur de la langue anglaise. Djuna Barnes écrit L'Antiphon au cours de ses années de solitude à New-York où elle mourut en 1982. L'Antiphon avait été créé en 1961 à Stockholm et, depuis, jamais représenté.

Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 6^e. A

partir du 13 mars. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-25-70-32. De 57 F à 180 F.

Contes érotiques arabes du XIV^e siècle

mise en scène de Jean-Luc Borg, avec Martine Fontanille.

Un des grands succès du Théâtre par le bas, un duo d'Artaud et de littérature, qui signe, parallèlement à ces contes finement racontés, un joli spectacle Reckett à l'affiche du Théâtre Renaud-Barraut : Bing.

Rond-point Liberté, 20, rue de la Liberté, 94000 Saint-Maur. A partir du 13 mars. Les mardi, jeudi, vendredi et samedi à 21 heures, le dimanche à 15 heures (et le 25 mars). Tél. : 48-58-99-10. De 60 F à 100 F.

Deaf-Pa, What? Typiquement sourd, quel?

de J. Charles Mc Kinney, mise en scène des auteurs, avec les auteurs.

On est rarement déçu par le voyage au château de Vincennes quand il se fait théâtre des non-entendants, du langage des signes.

International visual théâtre, tour du village, château de Vincennes, 94000 Vincennes. A partir du 8 mars. Les mardi, jeudi, vendredi et samedi à 21 heures, le samedi à 16 heures. Tél. : 43-25-42-43. 70 F et 90 F.

Emergenza (Sortie de secours)

de Martin Scorsese, mise en scène de Pierre Ascaride, avec Daniel Barbin et Serge Maggiani.

Deux acteurs tout à fait connus pour leur talent, dans la déferlante d'un ex-sacristain et d'un ex-souffleur de théâtre, deux clowns sur fond de ruines dans une comédie d'une gaieté folle, d'un pessimisme noir, signée par un des grands auteurs napolitains d'aujourd'hui, fils spirituel d'Eduardo de Filippo.

Théâtre 71, place du 11-Novembre, 92000 Malakoff. A partir du 7 mars. De mercredi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 heures. Tél. : 46-58-43-45. Durée : 2 heures. 60 F et 85 F.

1693 BUBIGNY

LUCRECE - LA NATURE DES CHOSES

Jean JOURDHEUIL - Jean-François PEYRET

Benoît REGENT - Jorge SILVA MELO - André WILMS

Françoise DEGEORGES - Lila GREENE - Philippe HERSANT

Tina MASELLI - Mariza GLICO - Hervé ALDIBERT - Paul BERGEL

6 MARS - 1^{er} AVRIL

LOCATION : 48 31 11 45

OUVERTURE DU GRAND THÉÂTRE

LA FERME DU BUISSON

Centre d'Art et de Culture de Montreuil-Ville

Allée de la Ferme 77160 Noisy

Tél. : 00 05 64 67

La Ferme du Buisson

MARS-JUIN 1990

OPERA DE PEXY DE DALY

7, 8, 9, 10, 11 mars

JOELLE BOUVERET-GUYON

16, 17 mars

LES ESTIVANTS A L'OPERA

24 mars

JE BOURNE DE CHAMP

30 et 31 mars

MARCEL L'HERMITE - MARTIN SOLU

1^{er} avril

DINOT L'HERMITE

6 et 7 avril

VALOIS PRENNI

11 au 14 mai de 14 heures

27 et 28 mai

JAN-CLAUDE MOTTI

10, 11, 12, 13 mai

RENÉ TAYLOR - RAYMOND MONTORI

1^{er} mai

PHILIPPE HERSANT

19 mai

LA COMEDIE FRANCAISE

15 juin

INFORMATION : 60 56 30 00

PROMENADE AU BOUT DU BOIS

création de Serge NOVELLE

16.57.22.11

3 Places

Billet

THEATRE 71

MAIAKOFF

Me Malakoff-Plaza de Vannes

Grâce à la volonté de tous, la saison du Théâtre 71 continue avec

EMERGENZA

de Mantol Santanelli

mis en scène par Pierre Ascaride

interprète par Daniel Berlioux et Serge Maggiani

Du 7 mars au 8 avril

Location : 46 55 43 45

créteil

DU 9 AU 14 MARS

LINDSAY KEMP

de retour en France avec sa dernière création

ALICE

une fantaisie pour Lewis Carroll

Un fabuleux spectacle

PARCE SERA

Accrochez-vous à votre fauteuil. Ne ratez pas un des plus beaux spectacles vu à Paris ces dernières années

M. TEMPO

49 80 18 88

THEATRE EUROPE

ODEON THEATRE NATIONAL

L'ANTIPHON

Djuna Barnes

adaptation de Natacha Michel

mise en scène DANIEL MESGUICH

Jean-Damien Barbin, Genevieve Casile, Hervé Fauré, Nathalie Nerval, Marc Saporta, Philippe Torrelton

13 mars - 13 avril

Coproduction Théâtre de l'Europe-Opéra et Comédie Française

Location 43-25-70-32

THÉÂTRE

François encore un effort

de Donatien-Alphonse-François de Sade, mise en scène de Charles Tordjman, avec François Clavier et Jean-Louis Chautemps.

Une plaidoirie solidement argumentée pour rejeter la religion, abolir la famille et modeler de bons citoyens. Mais la logique du Divin Marquis se perd en détours terribles : la grandeur de la République, le préoccupe moins que l'affolement des sens. Charles Tordjman met en scène un duo magnifique et terrible.

Athénée-Louis-Jouven, 4, square de l'Opéra-Louis-Jouven, 5^e. A partir du 8 mars. Le mardi à 18 h 30, du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 47-42-57-27. De 65 F à 120 F.

Loretta Strong

du Copi, mise en scène d'Alfred Arica, avec Elizabeth Macocco.

Après les Escaliers du Sacré-Cœur, une autre histoire de solitude que Copi joue lui-même au Théâtre de la Gaîté-Montparnasse, peint en vert comme un Martien. Elisabeth Macocco, ex-Cailas, endosse la combinaison de Loretta, l'astronaute hystériquement et totalement seule.

Théâtre d'Aubervilliers Groupe TSE, 2, rue Edouard-Poisson, 93000 Aubervilliers. A partir du 7 mars. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 48-54-57-57. 70 F et 120 F.

Monsieur de Pourcugnac

du Molière, mise en scène d'Ivan Morane, avec Jean-Paul Audrain, Hélène Clapin, Bernard Delatre, Philippe Leary.

Un fan de la langue classique et de Corneille, dont il a

mis en scène notamment *Rodogune*. Ivan Morane quitte le classicisme épuré qui est sa marque et monte cette parodie de la folie ordinaire dans un lieu entre grenier, cirque et asile, avec huit comédiens qui incarnent la dizaine de personnages de cette comédie-ballet écrite dans la hâte et la tourmente.

Théâtre de Vannes, 12, rue Sadi-Carnot, 56000 Vannes. A partir du 8 mars. Du jeudi au samedi à 15 heures. Tél. : 48-45-45-47. Durée : 1 h 45. 50 F et 80 F.

Phédre

de Sénèque, mise en scène de Daisy Amias, avec Jany Gastaldi, Bruno Sarmore, Michael Kraft, Alain Macé et Evelyn Istra.

Une rareté, cette *Phédre* écrite par celui qui fut le premier ministre de Néron. L'effroi, la violence, le passage par les Enfers et la cité, les forces du désir à l'état pur. Première mise en scène de Daisy Amias.

Théâtre Gérard-Philips, 58, bd Jules-Guesde, 93000 Saint-Denis. A partir du 13 mars. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 42-43-17-17. 80 F et 100 F.

Popkiss

de Murray Schisgal, mise en scène de Danièle Chuteau, avec Gérard Jugnot, Zabou, Maurice Chévi, Laurent Garmelon.

Un patron petit requin, la femme se disant libérée en mal de tendresse, un PDG en quête de ses racines. Avec Zabou, l'Angélique du *George Dandin* de Planchon, Gérard Jugnot et toute une bande.

Atelier, 1, place Charles-Dubin, 18^e. A partir du 8 mars. Du lundi au samedi à 21 heures. Matinée samedi à 17 heures. Tél. : 48-06-48-24. Durée : 2 heures. De 100 F à 220 F.

Promenade au bout du bois

de Serge Noyelle, mise en scène de l'auteur, avec Virginie Baez, Marion Contrin, Hugues Diergans, Thérèse Dédé.

Images, sons, cinéma, danse : il faut avoir l'œil sur cette jeune équipe qui aime Fellini, Busch et Kantor et nous mène dans le bois de tous les dangers, de Brocéliande à Sherwood, de l'exhibitionnisme aux amours clandestines.

Théâtre de Châtillon, grande salle, 3, rue Sadi-Carnot, 92000 Châtillon. A partir du 7 mars. Du mardi au samedi à 21 heures. Tél. : 46-57-22-11. Durée : 1 h 45. De 40 F à 70 F.

Ruy Blas

de Victor Hugo, mise en scène de Jacques Rouner, avec Frédéric Van den Driessche, Jacques Rouner, Jean-Claude Dreyfus, Sophie Duez, Odile Briant.

Romantisme, violence, poésie Neave et romantique : quand son passé d'orphelin et de laquais rattrape un grand du royaume. Le directeur du Sorano, théâtre national de Toulouse, est le Don Salluste de Bazan de cette tragédie de la chute d'un puissant, de l'intégration manquée, de Frédéric Van den Driessche, que l'on a vu cette saison dans la *Mort de Danton* mise en scène par Grüber, est Ruy Blas, Jean-Claude Dreyfus Don César de Bazan et Sophie Duez.

Studio des Champs-Élysées, 15, av. Montaigne, 8^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 h 30. Tél. : 47-20-08-24. Durée : 1 h 30. De 110 F à 150 F.

reine d'Espagne. - *Hugo, c'est de l'opéra*, affirme le metteur en scène.

Théâtre de l'Est parisien, 153, av. Gambetta, 20^e. A partir du 13 mars. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 heures, le dimanche à 15 heures. Tél. : 43-64-80-80. Durée : 3 h 10. 75 F et 150 F.

SÉLECTION PARIS

[Les dates de parution des critiques sont indiquées entre parenthèses à la fin de chacun des commentaires.]

Le Bœuf

d'Alexandre Guehen, mise en scène de Sophie Chaban-Tenugi, avec Elisabeth Depardieu et Jean-Michel Dupuis.

Une grande pièce soviétique d'aujourd'hui, que l'on découvre en France. Les docks d'Odessa, une humide d'automne, un peu de vodka, beaucoup de mensonges, des hommes, des systèmes, et la force d'un peu de générosité et d'amour. Avec deux comédiens en belle liberté. Un auteur à découvrir, qui a entamé sa carrière, à la fin des années 70, et dont l'écriture, alliage de finesse, de poésie et d'humour cru de la réalité, a déjà rencontré dans le monde entier le succès qu'elle mérite. (22.2.90.)

Studio des Champs-Élysées, 15, av. Montaigne, 8^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 h 30. Tél. : 47-20-08-24. Durée : 1 h 30. De 110 F à 150 F.

Bleu-Imagination morte imaginez

de Samuel Beckett, mise en scène de Martine Fournelle, avec Jean-Luc Borg.

Avec sa mine, un peu à la Buster Keaton, ses manières de bricoleur de l'impossible, Jean-Luc Borg, rêveur étonné de la propre musique des mots dans sa tête, et son corps, joue un Beckett insolite, attachant, d'un désarroi presque joyeux. (29.1.89.)

Théâtre Renaud-Barrault, av. Franklin-Roosevelt, 8^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-78-75-00. Durée : 1 heure. De 120 F à 200 F.

Le Clavecin

d'après Diderot et Castil, mise en scène de Lina Wurmser, avec Véronique Bellégarda, Pierre-Alain Chapuis, Corinne Darmon, Pascal Elan.

Une science-fiction au siècle des Lumières, un conte musical dans une cour imaginaire où Diderot cède le Père Castiel, un académicien qui ébauche une théorie mathématique du plaisir. Il invente un clavecin associant la couleur au son, reconstitué dans ce spectacle mis en scène par une des comédiennes fétiches de Philippe Adrien.

Cartoucherie, Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvre, 12^e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 43-28-36-54. Durée : 1 h 50. 80 F et 80 F.

Cyrano

d'Edmond Rostand, mise en scène de Robert Hossain, avec Jean-Paul Belmondo, Bérénice Agnès, Pierre Vernier.

La mise en scène de Georges Lavaudant concentre ses feux sur l'infatigable trio florentin du chef-d'œuvre de Musset : Richard Fontana, le Duc, tigre luxurieux et redoutable, Redjep Mitrovitsa, Lorenzo, oiseau noir funèbre aux échos de diamant, et Jean-Luc Bouté, Cardinal Cibo tapi dans l'ombre, attendant son heure. Une mise en scène sans doute imparfaitement ciselée, mais une vision superbe. (28.10.89.)

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1^{er}. Le 11 mars. 14 heures (et le 15 mars). Tél. : 40-18-00-18. Durée : 2 h 15. De 40 F à 180 F.

Le Malade imaginaire

de Molière, mise en scène de Hans-Peter Cloos, avec Jean-Pol Dubois, Denis Lavant, Catherine Jacob.

Hypochondriaque amoureux de la mort, fasciné par le monde inconnu de son corps, pauvre héros ballotté entre sa femme, ses filles, les médecins, et sa servante, la pensive Toinette. C'est le *Malade imaginaire* revu par Hans-Peter Cloos, c'est Argan entraîné dans un drôle de carnaval, loufoque et méchant. (21.2.90.)

Théâtre national de Châtillon, 1, place du Trocadéro, 16^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15.

La Danse de mort d'August Strindberg, mise en scène de Lucien Fintillé, avec Michelle Marquais, Bernard Frenson, Jean-Claude Jay et Isabelle Amato.

Un trio de comédiens magnifiques, une pièce noire, bien sûr, toute en secrets et ombres. Une pièce sur un couple de vrais démons, que perturbe l'arrivée d'un ami, Kurt, témoin et victime. Des retrouvailles avec le metteur en scène roumain Lucien Fintillé et

ses deux décorateurs, complices de toujours.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4^e. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 42-74-22-77. Durée : 2 heures. De 60 F à 120 F.

La Famille

de Ludwigh de Ber, mise en scène de Jean-Christophe Grisevard, avec Abbas Zahmani, Didier Brion.

Un auteur hollandais d'aujourd'hui, influencé par Artaud, Arrabal, Beckett et Pinter, qui garde de son passé de violoniste un goût profond pour la musique et la danse. Un feuilleton en quatre épisodes, une histoire de famille, entre Strindberg et Dailas, avec des comédiens formidables. (Critique à paraître.)

Théâtre de la Main d'Or-Solide-Mat, 15, passage de la Main-d'Or, 11^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-05-67-88. Durée : 2 h 30. De 75 F à 100 F.

Lorenzaccio

d'Alfred de Musset, mise en scène de Georges Lavaudant, avec Michel Rachevsky, ou Jean-Luc Bouté, Nicolas Siberg, Redjep Mitrovitsa, Richard Fontana.

La mise en scène de Georges Lavaudant concentre ses feux sur l'infatigable trio florentin du chef-d'œuvre de Musset : Richard Fontana, le Duc, tigre luxurieux et redoutable, Redjep Mitrovitsa, Lorenzo, oiseau noir funèbre aux échos de diamant, et Jean-Luc Bouté, Cardinal Cibo tapi dans l'ombre, attendant son heure. Une mise en scène sans doute imparfaitement ciselée, mais une vision superbe. (28.10.89.)

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1^{er}. Le 11 mars. 14 heures (et le 15 mars). Tél. : 40-18-00-18. Durée : 2 h 15. De 40 F à 180 F.

Le Plaisir de rompre et le Pain de ménage

de Jules Renard, mise en scène de Bernard Murat, avec Arny Duperey et Bernard Grandaun.

On connaît mal le théâtre de l'auteur de *Poil de carotte*. C'est l'occasion, avec deux petites pièces, en un acte interprétées par un Giraudan en belle forme et Arny Duperey, un peu plus en retrait. Il est vrai que Jules Renard écrivait mieux pour les hommes que pour les femmes, il en connaissait plus les petites obsessions. Une soirée charmante, tout de même. (24.2.90.)

Comédie des Champs-Élysées, 15, av. Montaigne, 8^e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 47-20-08-24. Durée : 1 h 45. De 50 F à 250 F.

Quelque part dans cette vie

d'Israel Horowitz, mise en scène de Jean-Loup Dabadie, avec Jane Birkin et Pierre Dux.

Un duel de charme qui s'achève par un tendre duo : Pierre Dux, vieux garçon, professeur à la retraite, brode avec Jane Birkin, fausse gouvernante, ancienne élève, un jeu au petit point. Ils sauvent l'adaptation et la mise en scène. On les aime.

Bouffes-Parisiens, 4, rue Montigny, 2^e. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 15 heures.

Durée : 2 h 30. De 80 F à 120 F.

Le Misanthrope

de Molière, mise en scène de Pierre Prodimas, avec Niels Arestrup, Marianne Basler, Eric Béranger, Francesco Campitano.

Niels Arestrup a repris le Théâtre de la Renaissance qui était menacé de disparition. En ces temps de crise des beaux vieux théâtres de Paris, on apprécie. Il inaugure en endossant l'un des plus grands rôles du répertoire, aux côtés de Marianne Basler et de Brigitte Catillon. Un double pari. (28.2.90.)

Renaissance, 20, bd Saint-Martin, 10^e. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 42-08-18-50. Durée : 2 h 15. De 80 F à 165 F.

La Maturité des choses

d'après Lucien, mise en scène de Jean-Jacques et Jean-François Peyrat, avec François Degenorgues, Lila Grasse.

Les yeux fermés, on parierait sur le plaisir. Après les *Sonnets* de Shakespeare, les deux complices les plus insolites, lucides et ludiques du théâtre français portent à la scène Lucien, une histoire ancienne de Big Bang, de vide, de matière et d'atome.

Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 48-31-11-45. Durée : 1 h 15. 85 F et 110 F.

Le Plaisir de rompre et le Pain de ménage

de Jules Renard, mise en scène de Bernard Murat, avec Arny Duperey et Bernard Grandaun.

On connaît mal le théâtre de l'auteur de *Poil de carotte*. C'est l'occasion, avec deux petites pièces, en un acte interprétées par un Giraudan en belle forme et Arny Duperey, un peu plus en retrait. Il est vrai que Jules Renard écrivait mieux pour les hommes que pour les femmes, il en connaissait plus les petites obsessions. Une soirée charmante, tout de même. (24.2.90.)

Comédie des Champs-Élysées, 15, av. Montaigne, 8^e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 47-20-08-24. Durée : 1 h 45. De 50 F à 250 F.

Quelque part dans cette vie

d'Israel Horowitz, mise en scène de Jean-Loup Dabadie, avec Jane Birkin et Pierre Dux.

Un duel de charme qui s'achève par un tendre duo : Pierre Dux, vieux garçon, professeur à la retraite, brode avec Jane Birkin, fausse gouvernante, ancienne élève, un jeu au petit point. Ils sauvent l'adaptation et la mise en scène. On les aime.

Bouffes-Parisiens, 4, rue Montigny, 2^e. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 15 heures.

A 15 h 30. Tél. : 42-36-60-34. Durée : 2 heures. De 35 F à 230 F.

Le Voyage

de Henry Bernstein, mise en scène de Robert Carrara, avec Florence Giorgetti, Claude Perrot.

Florence Giorgetti jeune Bernstein. Robert Carrara, un jeune metteur en scène connu jusqu'à présent pour ses affinités avec l'écriture contemporaine, s'attaque à l'un des maîtres du théâtre bourgeois de l'entre-deux-guerres, qui réhabilita Alain Resnais dans *Mélo*.

Théâtre 13, 24, rue Duval, 13^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 45-88-16-30. 70 F et 100 F.

PROVINCE

Dijon

Le Misanthrope

de Molière, mise en scène de Dominique Pissot, avec Laurent Sandoz, Jean-Marc Rodot, Yves Reynaud.

Un Alceste (fort bien interprété par Laurent Sandoz) provincial, bien dans sa peau, mal à l'aise dans les salons et l'univers impitoyable de la Cour, fasciné par une Célimène secrète, pressée de vivre, persuadée de sa mort prochaine. Un spectacle attachant, au trait juste. (23.2.90.)

Théâtre du parvis Saint-Jean. Du mardi au samedi, à 20 h 30, le dimanche à 18 heures. Jusqu'au 11 mars. Tél. : 80-30-53-58.

Montluçon

Les auteurs montent les auteurs

Lectures, créations : des auteurs conversent par pièces interprétées, et mettent les œuvres des autres en scène. Deux semaines de face à face. Sept auteurs relèvent le défi, avec la complicité d'une vingtaine de comédiens : Paul Allio (*Le Giron*, de Corinne Attias), Serge Valetti (*Carnets de Théâtre*, de Jean-Paul Mangano), Michel Deutsch (*Europe Station*, de Michel Harman), Agnès Célière (*Le Pétit*, de Cécile Cote), Engèle Durif (*Les Pas perdus*, d'Anne Torré), Enzo Cornmann (*Le Désir d'imitation*, de Hervé Guibert), Jacques Kraemer (*Matus*, de Christian Rullier), Jean-Paul Wenzel (*Carton plein*, de Serge Valetti), Jean-Pierre Sarrazac (*Il faut Châpère*, de Louis-Charles Sirjacq). Tout un insolite printemps de l'écriture théâtrale d'aujourd'hui.

Les Fédérés. Centre national de création région Auvergne, rue des Fauchours, 03100. Jusqu'au 18 mars. Lectures à 18 h 30 ; spectacles à 21 heures ; le mercredi, à 19 h 30. Tél. : 70-03-88-12. De 50 F à 70 F.

La sélection théâtre a été réalisée par Odile Quiriot.

châtelet

THEATRE MUSICAL DE PARIS

Molière

Marc-Antoine Charpentier

16 mars - 8 avril 1990

Le Malade imaginaire

Comédie mêlée de musique et de danses

Mise en scène : Jean-Marie Villégier et Christophe Galland

Direction musicale : William Christie

Chorégraphie : Francine Lancelot

Décors : Carlo Tommasi

Costumes : Patrice Cauchetier

Lumières : Philippe Arlaud

Commedia dell'arte : Adriano Sinivia

Comédiens et chanteurs :

Nelly Borgeaud, Claire Brua, Howard Crook, Jean Dautremay, Bernard Deletré, Isabelle Desrochers, Jean-François Gardell, Denis Léger-Milhau, Denis Manuel, Christine Murillo, Arthur Nauzyciel, Noémi Rime, Alain Trétout, Dominique Visse, Marc Zammit, Monique Zanetti, Ensemble Clément Janequin

Ris et danceries

Les Arts Florissants

Coproducteur Opéra de Montpellier

FONDATION SOCIÉTÉ GÉNÉRALE POUR LA MUSIQUE

RTL MAIRIE DE PARIS 40.28.28.40

patio

Un spectacle du Quatuor Vocal N O M A D

mise en scène Farid PAYA

en collaboration artistique avec

Le Théâtre du Lierre

THÉÂTRE DU LIERRE

REPRISE

à partir du 3 mars

Relâche exceptionnel le 24 mars

Les jeudis, vendredis, samedis

et dimanches, à 20 h 30

Matinée le dimanche à 16 h

(collectivités : 70 F)

22, rue du Chevalier - 75013 PARIS

Location/Réservation : 46.55.53 et FNAC

La mise en scène crève l'écran

à Châtenay-Malabry du 9 mars au 1^{er} mai

PLACE GARIBOLDI

de Jean-Claude Penchenat Théâtre du Campagnol, Création Centre Dramatique National, A La Piscine du 9 Mars au 21 Avril, Tél. 46 61 33 33

CYCLE MEMOIRE DU CINEMA

rencontres avec des réalisateurs, débats, expositions, Au Roto du 18 Avril au 1^{er} Mai, Tél. 48 83 45 40

Jean-Claude Braly, Micheline Presle, Lambert Wilson, Lucie Arnoux, Charlotte Salazar, Jean Vonn, 7 sergent et vous 7

Châtenay, la ville où le théâtre fait son cinéma.

Ville de Châtenay-Malabry - Hauts-de-Seine - Tél. 46 83 45 83

صحنه الفرح

MUSIQUES

PREMIÈRE MISE EN SCÈNE DE SIMONE AMOUYAL, SALLE FAVART

Deux ou trois choses qu'elle sait d'« Idoménée »

Assistante de Roger Planchon, Simone Amouyal a longtemps joué au théâtre les ordonnances de confiance. Et voici que l'Opéra-Comique nouvelle manière a pensé à elle pour le rôle de maître à danser — de metteur en scène — d'Idoménée. Ce passage brutal au lyrique et à l'avant-scène ne semble étonner qu'elle.

La répétition est finie. Simone Amouyal parle avec admiration de ces chanteuses — elle pense à Michèle Lagrange, à sa majesté dans le rôle d'Electre — qui se métamorphosent sur scène, paraissent soudain plus grandes qu'elles ne le sont, de vingt bons centimètres, et prennent un port de reine, les mêmes qu'à la ville elles apparaissent presque comme des femmes comme les autres. C'est amusant. Car Simone Amouyal, sans qu'elle s'en doute apparemment, fait partie de ces « mutants ». Petite regardée volubile aux yeux rayonnants, elle commence à parler. Et on n'a plus qu'à l'écouter, qu'à la regarder, incapable de tenir en place, occupant tout à coup tout l'espace, captant dans ses yeux toute la lumière déclinante de cette fin de soirée. Des yeux tragiques, finalement, si profondément cernés.

Un hasard si cette professionnelle du théâtre parait ouvrir sa carrière de metteur en scène lyrique avec l'un des grands opéras du répertoire qui ressemble le plus à une tragédie classique ? Un hasard absolument, explique-t-elle. Tout s'est fait à peu près contre sa volonté. Thierry Fouquet et Jean-Luc Maseo, les artisans de la réouverture de l'Opéra-Comique, cherchaient, pour leurs futures productions des noms de jeunes metteurs en scène. Elle en a énuméré un bon nombre. Et c'est son nom (qu'elle n'avait pas cité) qui est sorti du chapeau. Elle n'était pas allergique au lyrique, non ; en avait beaucoup entendu à l'Opéra quand elle était jeune, il n'y a pas très longtemps, mais de l'italien, du Gounod, du Massenet, de l'opéra. Et si elle devait s'y mettre, à ce boulot d'opéra qu'elle ne connaissait pas, qu'on lui accorde une année de travail et de réflexion, sur une œuvre dont elle aurait le choix, une petite chose sans trop d'ambition.

Fouquet et Maseo lui ont confié le nettoyage d'Idoménée (des décors, des costumes existaient depuis que l'œuvre avait été donnée dans cette même salle en 1987). Autant dire, à peu près, le Mozart le plus difficile à monter, car opéra seria très virtuose et italianisant dans sa vocalité (Pavarotti n'a-t-il pas enregistré le rôle-titre ?), d'apparence encore schématisée dans le rapport des rôles emblématiques, en fait psychologiquement très fouillé, noble et sentimental, podique et larmoyant, insaisissable dans l'espace et dans le temps sauf à sacrifier à des conventions périmées que la tragédie classique a depuis longtemps rejetées.

TROIS HISTOIRES SUPERPOSÉES

Quant à l'annonce du délai, elle tomba comme un couperet : deux mois de travail, et basta.

« Mozart a écrit Idoménée juste après la mort de sa mère. Cela, d'abord, m'a touchée. J'ai écouté plusieurs versions, Harnoncourt, Colin Davis surtout ; et j'ai décidé d'essayer de raconter l'histoire, la plus clairement que je le pouvais, sans me poser trop de questions sur le décor, l'esthétique de l'œuvre, sa place dans la production de Mozart, son rapport avec les autres arts de l'époque.

« En fait, Idoménée contient trois histoires superposées ; un conte de fées (Idamante, prince crétois, aime Ilia, princesse troyenne, prisonnière de son père. Ils auront finalement le droit de s'aimer, comme par un coup de baguette magique) ; l'autre histoire est celle du père, Idoménée, roi de Crète, couvert de gloire et de victoires, sorte d'Orson Welles en pleine puissance, qui doit soudain affronter une perfidie du destin



Simone Amouyal : faire de Mozart du vrai théâtre.

comme cela arrive à tout un chacun ; il n'est ni faible ni lâche, il cherche tant bien que mal à affronter l'adversité ; et il craque, il fait de la dépression nerveuse, comme pourraient le faire un homme politique, un chef d'entreprise modernes, touchés au plus sensible de leur vie personnelle ; alors il se plaint, n'en finit pas de s'indigner contre la fatalité, refuse ce qui lui arrive à satiété, à n'en plus pouvoir, pour finalement être ramené au calme, à sa condition d'homme. Le personnage d'Idoménée condense l'éternel débat de l'humanité contre le divin qui l'accable injustement, arbitrairement. Tout le monde a connu ça. Je viens moi-même d'être confrontée à une douleur de cet ordre, insupportable. Que faire pour la supporter néanmoins ?

« Il y a enfin dans le livret une troisième histoire, celle d'Electre ; c'est un peu Hermione dans Andromaque ; le tragique à l'état pur, le désespoir sans autre issue que la mort, la solitude absolue. Comment

ne pas remarquer que, dans Idoménée, tous les personnages se croisent toujours sans se rencontrer jamais ; qu'ils sont seuls, jamais ensemble dans le même endroit quand il le faudrait ?

« Où sont-ils, au demeurant ? Quel est ce pays, encore archaïque, où l'idée de la mort participe de la vie quotidienne ? L'Inde m'en a paru l'équivalent moderne. Pas l'Inde baroque de Mignon ou de Brook ; celle du Salon de musique de Satyajit Ray, dont on ne sait pas trop si elle est antique ou actuelle, et où les personnages apparaissent et disparaissent, comme des fantômes. »

Cet Idoménée se jouera donc dans une Inde ensablée, sur un plateau bleu, sur lequel le sable s'accumulera peu à peu. On ne pourra jamais oublier que la mer n'est pas loin.

ANNE REY

* Pour les renseignements pratiques, lire ci-contre le rubrique « Découvertes ».

DECOUVERTES

Mozart
Idoménée
David Rendall,
Frédéric Marais,
Jacques Schwarz (basse),
Brigitte Desnoes
(mezzo-soprano),
Michèle Lagrange,
Valérie Chevalier (soprano),
Marcel Calabrese (basse),
Orchestre d'Avignon,
Jean-Jacques Kantorow
(direction).
Simone Amouyal
mise en scène.

Lire notre article ci-contre.
Les 8, 10 et 13. Opéra-Comique, Salle Favart, 18 h 30 (et les 15, 17, 18 et 20 mars). Tél. : 42-96-88-82. De 40 F à 400 F.

Une nuit pour la renaissance du piano de concert français

David Abramowitz,
Gabrielle Torma,
Laurient Cabanis,
Hélène et Marie Desnoes,
Cyril Huvé,
Bernard Job,
Farid Ouali,
Amin Kramidi,
Georges Pludermacher,
Jean-François Heiser,
Jean-Louis Hagmann
(piano),
Iry Gide,
Philippe Aiche (violon),
Jean-Louis Capozzi
(batterie),
Isabel Garcia (soprano),
Anna Kiss (mezzo-soprano).

Il n'y a plus de pianos de concert français. C'est regrettable, mais le quinquennat d'une seule marque sur les scènes de concert l'est bien davantage. La qualité des pianos Steinway n'est pas en cause : ce piano est somptueux et sans doute le plus polyvalent des instruments à clavier jamais construits. Cela dit, il est vraiment dommage que les pianistes n'aient plus à leur disposition la variété de couleurs que leur apportait la diversité des pianos joués en concert avant la seconde guerre mondiale. La démarche de Frédéric Tassart, initiateur de ce projet de renaissance du piano de concert, n'est pas passée,

encore moins nationaliste. Technicien émérite, il a simplement remarqué que de plus en plus de pianistes attendaient autre chose des pianos qu'ils avaient à leur disposition. Plus de couleur, plus de personnalité. Sur la scène de Gaveau seront réunies plusieurs marques de piano, nouvelles et anciennes, pour une fête qui promet.

Le 8. Salle Gaveau, 20 heures. Tél. : 42-93-05-07. De 100 F à 300 F.

Schubert
Sonate pour piano
op. posthume 164

Brahms
Concerto balade op. 10

Schumann
Carnaval op. 9

Florent Boffard (piano). Formé au Conservatoire par Germaine Mounier, Florent Boffard est aujourd'hui pianiste à l'InterContemporain. Il n'a pas choisi la musique du vingtième siècle pour ce récital, mais trois œuvres du grand répertoire pianistique. Des pièces au déroulement fort différentes, qui exigent de leur interprète une conscience aiguë du sens de la forme pour réussir à en organiser le flot musical. Qui exigent aussi une variété de couleurs et de climats plus contradictoire qu'il n'y paraît. Un programme qui situe immédiatement les qualités de musicien d'un pianiste.

Le 13. Centre culturel AMOHC, 20 h 30. Tél. : 42-78-39-29. De 45 F à 70 F.

SÉLECTION PARIS

Mardi 7 mars

Brahms
Concerto pour piano n° 1
Beethoven
Symphonie n° 7

MUSIQUES TRADITIONNELLES DE L'INDE



DU 12 AU 28 MARS

5 CONCERTS EXCEPTIONNELS
RAM NARAYAN
CHAUARASIA
N. RAMANI
BRIJ NARAYAN
B. MUKHERJEE
PRX 60 F. LOC. 42.74.22.77
2 PL. DU CHATELET PARIS 4^e

ORCHESTRE DE PARIS

Société des Concerts du Conservatoire
Directeur Musical Semyon Bychkov
Directeur Général Pierre Vudinsky

SALLE PLEYEL 20 H 30

14, 15 mars
Semyon Bychkov, direction
Jacques Delécluse, piano
Pascal Devoyon, piano
Georges Pludermacher, piano
Huseyin Sennet, piano
Donna Brown, soprano
Hélène Jossoud, mezzo-soprano
Philip Langridge, ténor
Romuald Tesarowicz, basse
Chœur de l'Orchestre de Paris
Arthur Oldham, chef de chœur
STRAVINSKY, Les Noces
RACHMAÏNOV, Symphonie n° 2

21, 22, 23 mars
Claus Peter Flor, direction
Salvatore Accardo, violon
BETHOVEN, Concerto pour violon
KOCHAN, In Memoriam
MENDELSSOHN, Symphonie n° 5

RENSEIGNEMENTS - LOCATION ?
SALLE PLEYEL 40 00 00

OPERA DE PARIS GARNIER

COMPAGNIE INVITEE

BEJART BALLET LAUSANNE

RING UM DEN RING Un spectacle autour du "Ring" de Richard Wagner

Mise en scène et chorégraphie : Maurice Béjart
CREATION EN FRANCE

13, 14, 15, 16, 17, 18 (m), 20, 21, 22 mars 1990

Location (14 jours à l'avance) 47 42 53 71
et aux caisses de l'Opéra de Paris Garnier

Tarifs : soirée de 30 à 300 F ; matinée de 20 à 200 F

Références

Idoménée n'est pas l'opéra de Mozart le plus enregistré (trois versions officielles actuellement disponibles). Mais cet opéra a la chance d'être bien servi par ses interprètes.

L'enregistrement de Colin Davis date de 1963. Il bénéficie d'une prise de son magnétique, un équilibre souverain entre les solistes et l'orchestre et d'une perspective sonore qui donne un caractère intime aux interventions de chanteurs, certes peu célèbres, mais excellents : trois disques compact Philips 420 130-2.

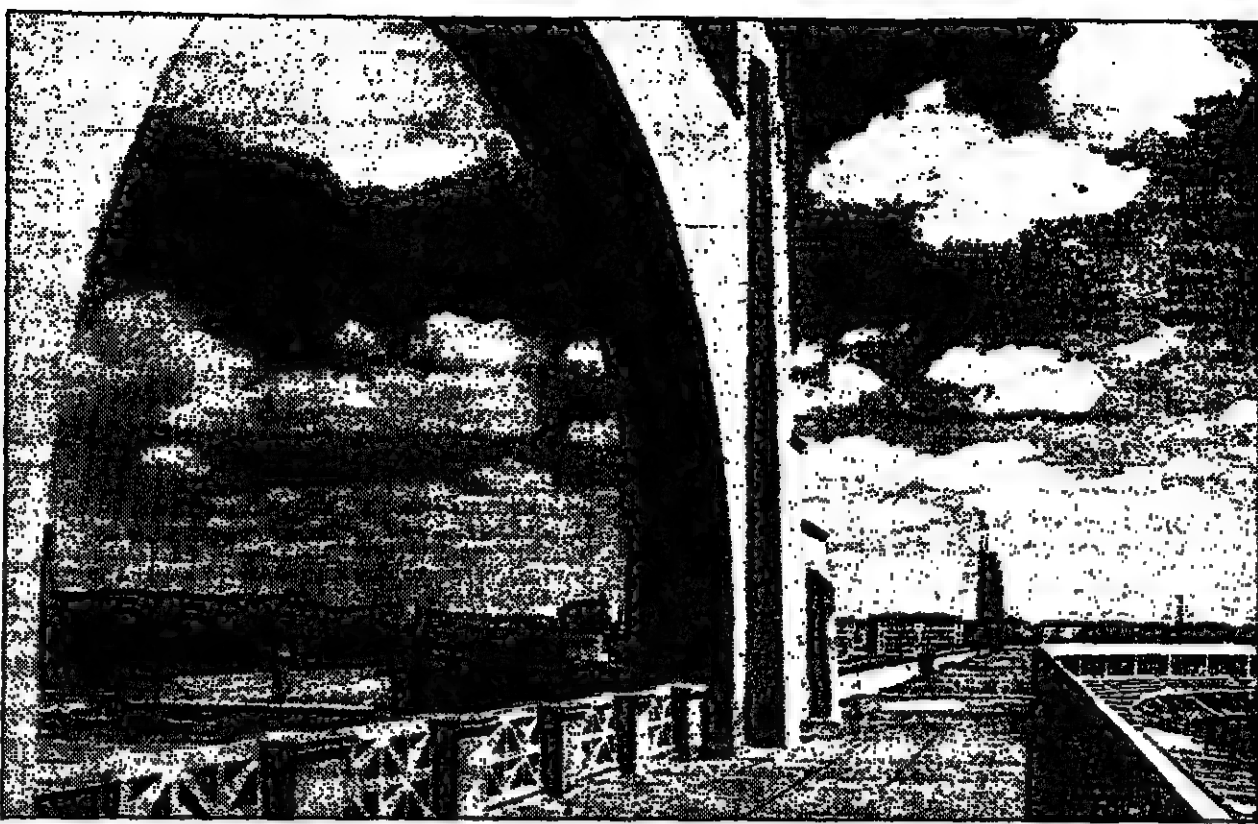
L'enregistrement de Nikolaus Harnoncourt date, lui, de 1980. Il offre une particularité. Le chef utilise un orchestre traditionnel (celui de l'Opéra de Zurich), dont les instruments à cordes ont été montés avec des boyaux. Son son, très doux et incliné à la fois. Chanteurs virtuoses et acteurs convaincants (l'enregistrement résulte de représentations) : trois disques compact Teldec 8 35447.

Dernier enregistrement officiel en date (il en existe deux autres), celui de Pritzhard, chez Decca, publié en 1987. Il réunit un plateau prestigieux et en situation (Pavarotti, Bolza, Gruberova) associé à un orchestre (la Philharmonie de Vienne) supérieur à ceux des deux autres enregistrements : trois disques compact Decca 411 805-2.

ARTS

GARNIER LE LYONNAIS

Une cervelle de canut



Le stade Gerland à Lyon : utopie sociale et béton armé

Homonyme du créateur de l'Opéra de Paris, Tony Garnier jeta, entre les deux guerres, les bases de la modernité architecturale française. L'exposition que lui consacre le Centre de création industrielle permet de découvrir un architecte qui naviguait sans cesse entre utopie et quotidien, rêve et réalité.

Le théâtre et son double, tel sera l'intitulé de la saison architecturale qui, écartelée entre deux Garnier, s'ouvre ce mois de mars. Au Musée d'Orsay, Charles Garnier (1825-1898), jeune et fertile auteur de l'Opéra de Paris (concours en 1860, achèvement en 1875), va recevoir les honneurs d'une double exposition. Après le grand randam de l'Opéra de la Bastille, après les controverses qui ont entouré la recherche d'un équilibre entre les deux mastodontes lyriques de Paris, on attendait ce portrait d'un des architectes français les plus admirés à l'étranger. Mais ce n'est pas ce Garnier-là qui attire dès cette semaine notre attention, c'est son homonyme Tony (1869-1948), beaucoup moins connu aujourd'hui d'un public désormais acquis aux pompes du dix-neuvième siècle et donc au précédent (Charles), mais beaucoup plus connu, et depuis belle lurette, d'un milieu architectural qui voit en lui (Tony) un père et un précurseur de la modernité française.

C'est au Centre Pompidou que le Centre de création industrielle (CCI) propose ce portrait-enquête, passionnant, de et sur Tony Garnier, le Lyonnais. C'est Lyon cependant, sa ville natale, qui a commencé, voici quelques petites années à prêter à l'architecture l'attention que son œuvre, réalisée ou non, et sa postérité méritent. Après une première exposition, voici vingt ans, la rénovation de la Halle qu'il avait conçue pour les Abattoirs de la Mouche (1906-1928), aujourd'hui vouée à la culture et à la communication, a régionallement consacré le retour de ce fils prodigue, dans une ville qui (voir la Part-Dieu) avait, des décennies durant, renié l'architecture. On a omis-

tra pas en outre, comme le fait le catalogue du CCI, de signaler ici la réédition récente par Sen/Vilo du plus fameux ouvrage de Garnier, celui autour duquel il articulait d'ailleurs l'essentiel de son œuvre projeté ou construit, *Une cité industrielle*.

Mais qui est, derrière cette célébrité récente, l'auteur de la Halle ? D'abord un étudiant au long cours. Garnier le Lyonnais passera de l'École des beaux-arts de Lyon à celle de Paris, dans l'atelier de Julien Guadet, où il finira après quelques tentatives à la Poulidor, par décrocher le premier grand prix de Rome. Voyage à Rome (1899-1904), à la villa Médicis. Et là, surprise ! Le jeune homme qui, à l'âge de trente ans, avait remporté le ticket pour la Ville éternelle en produisant un éloquent siège central pour une banque d'Etat, et qui avait souscrit au devoir traditionnel en planchant sur la restauration de Tuscolum, se révèle tout soudain avoir une cervelle de canut. Dès 1901, il envoie en effet, en complément de ses aquarelles antiques, les premiers plans d'une cité industrielle, qui consterne l'Académie parisienne. On attribuera cette fronde à la fréquentation, lorsqu'il était encore à Paris, des cercles socialistes, de Jean Jaurès à Emile Zola. Mais elle sera suffisamment fondée pour que Garnier, de longues années durant, continue de consacrer son temps et sa pensée à son utopie sociale.

TRAVAIL, DÉTENTE, CIRCULATION

Persuadé que le mariage entre l'industrie — dont il a vu se développer de glorieux exemples sur les bords de la Saône et du Rhône — et la ville sera l'interrogation et la nécessité du vingtième siècle, Garnier va développer en effet une sorte d'utopie dont l'étendue imaginaire ressemble à s'y méprendre au site de Lyon. Il se servira de cette utopie, pour nombre de ses projets réels, pour enrichir plus tard des réponses topiques appliquées par ses soins aux questions ponctuelles qui se posaient à Lyon. Dans son projet idéal — tout en béton armé, ah, ces précurseurs ! — pas de casernes, de police, de prison ni d'église. Tout pour le

travail, la détente et... la circulation. Du vert comme il faut, du sport, du communal. Et, bien sûr, un féroce travail de classificateur, qui sépare les fonctions et les flux, les habitudes acquises, les instants de la vie, la vie. Le Corbusier en reprendra ce qui pourra lui être utile, en le citant expressément.

Nommé dès 1905 architecte de la Ville de Lyon par Edouard Herriot, Tony Garnier, après la Mouche, prend de la bouteille. Presque exclusivement dans sa bonne ville de Lyon : le stade Olympique (1913-1916), l'hôpital de Grange-Blanche (1915-1930), et ce fameux quartier des Etats-Unis, qui est devenu un lieu de pèlerinage pour les élèves architectes (à deux pas de la nouvelle bibliothèque de Mario Botta). C'est à Boulogne-Billancourt, autre banlieue riche en archétypes architecturaux, qu'il construit, avec l'hôtel de ville (1926-1934) la plus importante de ses réalisations non lyonnaises.

Mais tout cela, c'est la réalité, celle que nous transmet le savoir ordinaire sur Garnier. L'exposition du CCI nous livre un portrait beaucoup plus riche et contrasté que cette seule image de précurseur moderne. Un portrait enrichi d'un grand nombre d'esquisses et de dessins retrouvés, donc jusqu'à présent inédits, qui nous feront voguer sur les rivages les plus fertiles de la Méditerranée classique, et jusqu'aux rives de l'île des morts de Böcklin, auxquelles il paraît emprunter son projet de monument aux morts de la ville de Lyon, sur l'île aux Cygnes... De ces va-et-vient entre le classicisme et la modernité ; entre un rendu typique de son apprentissage pré-romain et la sécheresse grise de projets bien datés de leur entre-deux-guerres ; entre les vastes horizons que son imagination se donne pour frontière, et la dimension des édifices réalisés, se dessine, comme au sortir d'une enquête archéologique, un personnage à facettes, avare de mots, bavard en images, et dont l'œuvre dégage une forte odeur de mystère.

FREDERIC EDELMANN

* Exposition à la Galerie du CCI, Centre Georges-Pompidou, du 7 mars au 28 mai. Catalogue : Tony Garnier, l'œuvre complète, Coll. « Monographie », 256 p., 220 ill., 270 F.

NOUVELLES EXPOSITIONS

Le calendrier des expositions paraît désormais dans le Monde du jeudi (date vendred), soit le lendemain de notre supplément Arts-Spectacles.

William De Kooning

Depuis combien de temps n'avait-on pas vu de toiles de De Kooning dans une galerie parisienne ? Il y en a une vingtaine, et on doit aller les voir. Elles ne sont pas à vendre. De toutes les manières elles sont inaccessibles au commun des mortels.

Kacem Noua

On aime bien Lucien Durand, découvreur de jeunes talents. On aime bien Kacem Noua et ses constructions poétiques à mi-chemin entre l'abstrait et le paysage.

Jaume Plensa

Au sein de la jeune sculpture espagnole, Plensa occupe une place prépondérante. Déjà très présent sur le marché international, il obtient aujourd'hui sa première grande exposition parisienne. Son sens du monumental et sa dévotion de maître de fer devraient impressionner.

Six peintres soviétiques d'aujourd'hui

Ils s'appellent Kolkoutine, Krymov ou Tichkov. On ne les connaît pas. Et pour cause : ces peintres soviétiques exposent pour la première fois en France. Les cinéastes parisiens ne sont pas égarés par le vent qui souffle de l'Est.

Fondation Mono-Bianchi, 34, av. de New-York, Paris, 16^e. Tél : 47-23-38-82. Tous les jours, sauf dimanche, de 10 h à 19 h. Du 8 mars 1990 au 7 avril 1990.

Debutel Spoerri Depuis trente ans, Daniel Spoerri cultive le « ready made » à tendance humoristique et sociologique. Il n'est ni peintre, ni sculpteur, mais collectionneur boulimique des objets les plus banals de notre quotidien.

Contro Georges-Pompidou, galeries contemporaines, Wnam, place Georges-Pompidou, Paris, 6^e. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours, sauf mardi, de 12 h à 22 h ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Du 7 mars 1990 au 6 mai 1990.

Antoni Tàpies

Autour de deux œuvres monumentales, une suite de peintures de 1989. On y retrouve les lacerations, les encroûtements, les couleurs cernes et brunes et les croix chères au plus illustre des peintres catalans.

Galerie Lelong, 13-14, rue de Valenciennes, Paris, 6^e. Tél : 48-63-13-19. Tous les jours, sauf dimanche, de 9 h 30 à 13 h et de 14 h 30 à 18 h ; samedi de 14 h à 18 h. Du 8 mars 1990 au 21 avril 1990.

Tendances multiples des années 90

Pour décrire le développement de l'art vidéo depuis dix ans, cinquante cassettes ont été sélectionnées. Elles seront diffusées en continu au rez-de-chaussée du Centre Pompidou. Au programme, entre autres : Jean-Luc Godard, Jenny Holzer, Thierry Kuntzel et le vénérable Nam June Paik.

Centre Georges-Pompidou, galeries contemporaines Wnam, place Georges-Pompidou, Paris, 6^e. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours, sauf mardi, de 12 h à 22 h ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Du 7 mars 1990 au 6 mai 1990.

SÉLECTION PARIS

Afrique, formes sonores

De bois, d'ivoire, de métal, les instruments de musique africains, clochettes, tambours, sifflets, trompes et harpes, sont présentés en tant que sculptures figurant l'homme ou l'animal. Environ cent soixante-dix pièces ont été prêtées par des musées et des collections privées pour réaliser cette exposition originale qui nous vient des Etats-Unis.

Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil, Paris, 12^e. Tél : 43-43-14-54. Tous les jours, sauf mardi, de 10 h à 17 h 30 ; samedi, dimanche, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 2 avril 1990. 23 F, 13 F (dim.).

Herbert Brandl, Ernst Caramello, Franz West

Fidèle à ses principes d'explorations, l'ARC, l'association de recherche du Musée d'art moderne de la Ville, offre

HASTAIRE

la mémoire fragmentée, 8 mars - 7 avril 1990
GALERIE CLAUDE LALANDRE
103, rue Saint-Germain, 75007 Paris. Tél : 45 46 56 66

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
58, rue de Richelieu, PARIS 2^e - 47 03 81 10
EN FRANÇAIS DANS LE TEXTE
Dix siècles de lumières par le livre
GALERIES MANSART ET MAZARINE
tous les jours, de 12 h à 18 h, du 14 février au 13 mai

URGENT

Pour exposition
RODIN ET LA CARICATURE
recherchons CARICATURES de RODIN
ou de son œuvre
(dessins, sculptures, presse, documents, etc.)
Contacter Alain BEAUSIRE, MUSÉE RODIN
77, rue de Varenne, 75007 Paris. Tél : 47-05-01-34

du 2 au 11 mars 1990
FOIRE NATIONALE A LA BROCANTE
ILE DE CHATOU
près de Paris. Accès direct R.E.R. Chatou.
organisée par
le Syndicat National
du Commerce de l'Antiquité
et de l'Occasion.
Tél. 47.70.88.78

GALERIE ALBERT LOEB
LE TYMPAN DE SAINT-AYOUL A PROVINS
JEAN CLOS
Terres-cuites
du 8 au 24 mars
12, rue des Beaux-Arts, 75006 PARIS - Tél.: 46 33 06 87

DEMAIN, NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde
DES LIVRES

8 mars - 21 avril 1990
Tàpies
Peintures et cartons
Galerie Lelong
13-14, rue de Téhéran, Paris 8^e
PIANO
SALLE PLEYEL
lundi 19 MARS 20 h 30
MURRAY PERAHIA
CHAMBER ORCHESTRA
OF EUROPE
MOZART
LOCATION : 45.63.88.73

ARTS

leur première grande exposition parisienne à trois jeunes contemporains.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris. 12, av. de New York, Paris, 18^e. Tél. : 47-22-61-27. Tous les jours, sauf lundi, de 10 h à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Visites commentées gratuites les jours de 15 h et les 18 mars, 1^{er} et 15 avril à 11 h. Jusqu'au 22 avril 1990. 16 F.

Bronzes antiques

Le Musée Carnavalet conserve une importante collection de bronzes gallo-romains découverts à Paris depuis le début du dix-neuvième siècle : en voici environ quatre cents, qui éclairent les aspects de la vie quotidienne et les pratiques funéraires au temps où Paris s'appelait Lutèce.

Musée Carnavalet. 23, rue de Sévigné, Paris, 3^e. Tél. : 42-72-21-13. Tous les jours, sauf lundi, de 10 h à 17 h, jeudi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 1^{er} juillet 1990. 20 F.

Olivier Debré

Jamais montrées, jamais même reproduites, ce sont, datées des années 50, les premières œuvres d'Olivier Debré : les souvenirs de Picasso s'estompent, la construction abstraite se dégage des détails, un style se forme.

Musée d'art et d'histoire. 22 bis, rue Gabriel-Péri, Saint-Denis, 93000. Tél. : 42-43-06-10. Tous les jours, sauf mardi, de 10 h à 17 h 30 ; dimanche, de 14 h à 18 h 30. Jusqu'au 31 mars 1990.

En français dans le texte

Une mise en scène brillante pour une exposition austère qui décline la chronologie du savoir, des Serments de Strasbourg à la Route des Flandres. Aux lettres de la marquise de Sévigné, on l'exemplaire du code civil ayant appartenu à Napoléon, on pourra préférer les dessins originaux d'Hergé ou la maquette de la Famille Foucault.

Bibliothèque nationale, galeries Mazarine et Mazarine. 58, rue de Richelieu, Paris, 2^e. Tél. : 47-03-81-26. Tous les jours, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 13 mai 1990. 20 F.

Filonov

Pour avoir été censuré, pour n'avoir pas exposé à l'étranger avant que ne tombe le rideau de fer, pour n'avoir pas émigré, Pavel Filonov, l'un des protagonistes de l'avant-garde russe des années 20, est resté à la porte de l'histoire de l'art moderne. Et son œuvre — dont nous découvrons, à peu près en même temps que les Soviétiques, l'étrange complexité — de devoir être lue, passée au peigne fin, longuement analysée, avant de trouver sa juste place.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie, 5^e étage, place Georges-Pompidou. Paris, 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours, sauf mardi, de 12 h à 22 h ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 30 avril 1990.

Gaston Gauthier de Clémence

Clichés de tissus et de drapés, femmes voilées : les obsessions textiles d'un psychiatre qu'admirait Lacan.

Centre Georges-Pompidou, galerie de la 5^e 2^e étage, place Georges-Pompidou. Paris, 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours, sauf mardi, de 12 h à 22 h ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 14 mai 1990.

Le Bauhaus de Dessau

Avant que le Centre culturel de l'ADA ne devienne une annexe de son ex-rival de l'Ones, le Grotte Institut, il rend hommage au Bauhaus de Dessau qui, à partir de 1926, reprit les principes des fondateurs de Weimar, Gropius, Klee, Kandinsky... Centre culturel de la République démocratique allemande, 117, bd Saint-Germain, Paris, 6^e. Tél. : 46-34-25-87. Tous les jours, sauf dimanche et lundi.

de 13 h 30 à 20 h : samedi de 16 h à 20 h. Jusqu'au 24 mars 1990.

Le Corps en morceaux

De la sculpture antique retrouvée, sous forme de fragments, que le dix-neuvième siècle a aimé compléter et le vingtième siècle déconstruire, aux morceaux de corps délibérément donnés comme œuvres achevées : une exposition de têtes, de torsos, de mains, de jambes et de pieds coupés dans le vif du sujet, signée Claudel, Degas, Bourdelle, Maillol, Gauguin, Matisse... et Rodin, bien sûr.

Musée d'Orsay, entrée par Anatole-France, pl. Henri-de-Montherlant. Paris, 7^e. Tél. : 40-49-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi de 10 h à 18 h, jeudi de 10 h à 21 h 45, dimanche de 9 h à 18 h. Fermé le lundi. Visites de groupes, remis. au 46.45.45.48. Jusqu'au 3 juin 1990. 28 F (dimanche : 18 F). Billet journalier exposition/musée : 40 F.

Maurice Marliac peintre et verrier, 1882-1960

On connaissait le verrier, le meilleur en France de l'entre-deux-guerres, qui modelait à chaud et en force le bloc de verre, et le métamorphosait en coupes et en vases polychromes. On découvre ici le peintre, qui exposa au Salon d'automne avec les fauves, dès 1905, avant de flirter avec le cubisme.

Musée de l'Orangerie, place de la Concorde, Jardin des Tuileries. Paris, 1^{er}. Tél. : 42-87-48-18. Tous les jours, sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 21 mai 1990. 23 F, dim. : 12 F.

Saint-Sernin de Toulouse

Faut-il restaurer les restaurations effectuées par Viollet-le-Duc sur l'église romane du Midi ? Ou retrouver un état antérieur ? Mais lequel ? Pour mieux comprendre les débats qui effaument Toulouse et les médiévistes.

Caisse nationale des monuments historiques, hôtel de Sully. 82, rue Saint-Antoine, Paris, 4^e. Tél. : 42-74-22-22. Tous les jours, de 10 h à 18 h. Visites commentées, remis. au 42.87.24.14. Jusqu'au 16 avril 1990. 22 F.

Soliman le Magnifique

Le Grand Turc est au Grand Palais. Et, avec lui, une partie des trésors du palais de Topkapı : pièces d'orfèvrerie, textiles, céramiques, miniatures, calligraphies, documents témoignants de l'art et de la culture ottomans à son apogée.

Grand Palais, galeries nationales, av. W.-Churchill, pl. Clemenceau. Paris, 8^e. Tél. : 42-83-54-10. Tous les jours, sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 14 mai 1990. 33 F.

GALERIES

Peter Briggs

Représentant en France — où il s'est établi — de la nouvelle sculpture britannique, Peter Briggs travaille le fer et la céramique en formes presque baroques. D'un récent voyage en Inde, il rapporte des pièces nouvelles où la référence religieuse se fait de plus en plus sensible.

Galerie Zabriske, 37, rue Galvani. Paris, 6^e. Tél. : 42-72-35-47. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 11 h à 19 h. Jusqu'au 14 mars 1990.

Ecole négro-caribbe

Sous cette appellation singulière se présentent deux peintres martiniquais, Serge Helenon et Louis Lacombe. Qui, plutôt que de cultiver avec plus ou moins de bonheur, comme trop de leurs

compatriotes, leur « héritage africain », se mesurent aux tendances internationales actuelles.

Galerie Alain Darius, 57, rue des Grands-Augustins. Paris, 6^e. Tél. : 43-25-82-52. Tous les jours, sauf dimanche, de 10 h 30 à 13 h et de 14 h 30 à 19 h, lundi de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 1^{er} avril 1990.

Loïc Le Groumellec

Après les meubles, les maisons : Loïc Le Groumellec poursuit sa visite de la Bretagne idéale sans renoncer à la monumentalité et au dépouillement presque abstrait qui font sa réputation.

Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple. Paris, 3^e. Tél. : 42-71-08-33. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 10 h à 13 h et de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 20 mars 1990.

Werner Hamappel

Dénonciation critique, constat désolé, ironie du faux-semblant, les tableaux de la nature brossés par cet opérateur allemand de quarante ans relèvent du dépouillement. Avec une frontalité froide, l'acte photographique vise moins à révéler la présence des choses qu'à les réinventer.

Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaumarchais. Paris, 3^e. Tél. : 42-78-06-82. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 14 h à 19 h. Jusqu'au 24 mars 1990.

Mario Merz

Après la grande rétrospective Mario Merz du Musée Guggenheim, une autre, à l'échelle d'une galerie. De l'artiste italien, elle propose des peintures datées de 1957 à 1960 qu'on n'a jamais vues en France, un choix de pièces significatives de la période Arte Povera, et un environnement récent.

Galerie Durand-Dassart, 2, rue des Mandrilliers. Paris, 3^e. Tél. : 42-77-83-80. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 14 h à 19 h, samedi de 11 h à 19 h. Jusqu'au 24 mars 1990.

SÉLECTION RÉGIONS

Lyon

Port Stoltz
On connaît peu en France cette femme peintre dont le travail pictural se développe à partir de fragments de tableaux célèbres, démontés, agrandis. Aux antipodes de l'expressionnisme contemporain, elle analyse la création artistique, le pictural à la main.

Musée d'art contemporain. 16, rue Président-Eduard-

Herriot, 69001. Tél. : 78-30-50-88. De 12 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 2 avril.

Ungles

Inspiré par le graphisme des formes, ce réalisateur de films expérimentaux épingle les talipes au Polaroid SX-70. Talipes au raban lumineux, les tiges s'élançant, serpentant, ondulant et dansant.

Le Révélateur 2, 38, rue Barreau. Tél. : 72-00-06-72. Jusqu'au 31 mars.

Marseille

D'un art à l'autre
Cette première biennale réunit soixante-neuf artistes plasticiens utilisateurs de la photographie. Des ensembles thématiques, des rétrospectives, des créations et la présence de treize galeries privées confirment la place de la photographie dans le marché de l'art.

Centre de la Vieille-Charité. Musée Camille. Musée des beaux-arts. Espace d'art Essentiel et autres lieux, 13000. Tél. : 91-58-25-38. Jusqu'au 23 avril.

Nancy

Rubens
La Transfiguration de Rubens est l'une des plus belles peintures du musée de Nancy. Invisibles il y a peu, à

cause de son triste état, elle a été restaurée pendant plus de deux ans avant d'être exposée à nouveau. La toile, commandée à Rubens par les ducs de Mantoue, est une prise de guerre de l'armée française pendant la campagne d'Italie ; elle n'a jamais été restituée.

Musée des beaux-arts. 3, place Stanislas, 54000. Tél. : 83-37-55-01. De 10 heures 30 à 18 heures. Fermé lundi et mardi. Jusqu'au 9 avril.

Rennes

Dessins italiens du XVI^e au XVIII^e siècle

Le musée de Rennes accueille, en exclusivité et pour la première fois en France, les dessins italiens de la Galleria Estense de Modène. Celle-ci a hérité des prestigieuses collections des princes d'Este, mécènes et humanistes de l'Italie renaissante et baroque, dans lesquelles Parmesan, Tintoret, Palma le Jeune,

J. Bassano et Corrége sont particulièrement bien représentés. Musée des beaux-arts, 20, quai Emile-Zola, 35000. Tél. : 99-28-55-85. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 30 avril.

Saint-Etienne et Saint-Paul-de-Vence

Une fondation / un musée

Echange (provisoire) de collections : le Musée d'art moderne de Saint-Etienne accueille des œuvres de la Fondation Maeght, la Fondation Maeght accueille des œuvres du musée stéphanois. Bonnard, Braque, Giacometti, Hartung, Miro et bien d'autres « anciens » sont montrés, quand les « nouveaux » — pop-artistes, nouveaux réalistes — minimalistes, descendant.

Musée d'art moderne. La Terrasse, 42000. Tél. : 77-63-58-58. De 10 heures à 19 heures. Mercredi le mercredi.

Jusqu'à 22 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 5 avril. Fondation Maeght, 06570. Tél. : 93-32-81-83. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 4 avril.

Thiers

Miguel Egana

Dans le genre déconstruit un peu fou d'objets du quotidien : caddies, boîtes à outils ou panneaux signalétiques, le jeune sculpteur Miguel Egana est plutôt fort. D'ordinaire il travaille et expose à Paris mais, cette fois, il est à Thiers, au pays de la coutellerie, parce qu'il lui arrive souvent de l'ordre du fer, condition sine qua non pour exposer au Centre d'art du Creux de l'Enfer.

Centre d'art contemporain Le Creux de l'Enfer, vallée des Usines. 63300. Tél. : 73-80-28-66. De 15 heures à 20 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 1^{er} avril.

La sélection « Arts » a été établie par : Geneviève Brerette, Philippe Dagen, Patrick Rospars (Photo), Emmanuel de Roux.

GALERIE DENISE RENÉ

196, bd Saint-Germain. Paris 7 - Tél. : 42 22 77 57

LUQUE

Peintures - Sculptures

Vernissage mercredi 7 mars 1990 à 19 h

AUTOUR D'

MARS	
18, 17, 18	MAISON DES ARTS CRETEIL Karin Vyncke : "Kreisel"
20	EGLISE ST-JULIEN LE PAUVRE Sigiswald Kujken : concert
22	INSTITUT NEERLANDAIS Les poètes flamands : Hugo Claus, Dirk Van Bastelaere, Luuk Gruwez, Stefan Hermans, Geert Van Istendael
Du 27 mars au 21 mai	CENTRE GEORGES POMPIDOU Les musées de la vidéodanse
AVRIL	
7	LA NUIT DES INSTRUMENTS ANCIENS CROQUE D'HIVER-BOUGLIONE Philippe Maillet : concert
Du 24 au 27	CENTRE GEORGES POMPIDOU Autoportrait de James Ensor Film de Luc de Heusch
Du 26 avril au 22 juillet	MUSEE DU PETIT PALAIS Exposition James Ensor
MAI	
29	THEATRE GERARD PHILIPPE Théâtre d'enfance et de la jeunesse : Teater Fric Fric, De Moderbrigade
31	FERME DU BUISSON C.A.C. DE MARNE LA VALLEE L'orchestre Philharmonique Royal de Flandre
	LES GEMEAUX C.A.C. DE SCEAUX Maximalist Concert
JUN	
8	LES GEMEAUX C.A.C. DE SCEAUX Blindman Quartet : concert
15	LES GEMEAUX C.A.C. DE SCEAUX X-Legged Sally : concert
19, 20, 21, 22, 23	THEATRE DE LA VILLE Rosses : nouvelle création



UNE INITIATIVE
DU MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FLAMANDE
DE BELGIQUE

Renseignements : (1) 43 43 23 00

FRANÇOIS RAVARD
présente

STAN THE FLASHER

SCÉNARIO,
DIALOGUES,
MUSIQUE
ET
MISE EN SCÈNE
DE
GAINSBURG

gainsbourg

PYRAMIDE

صوتك من الأمل

32 SGS-Thomson bénéficiaire en 1989
Le groupe Nobel Quality en Europe

33 Marketing, design et rangement
34 Ile-de-France

40 Marchés financiers
41 Bourse de Paris

Une alliance industrielle tous azimuts entre un Konzern allemand et un zaibatsu japonais

BILLET

Un nouvel axe ?

L'Allemagne joue-t-elle encore un jeu européen ? L'annonce des négociations engagées entre Daimler-Benz, le premier groupe industriel outre-Rhin, et l'immense conglomérat japonais Mitsubishi, en vue d'établir une coopération « intensive » dans l'automobile, l'aéronautique et l'industrie électro-mécanique va allonger la liste déjà fournie des griefs que lui reprochent les autres pays européens et d'abord la France.

Les détracteurs de la République fédérale vont avoir beau jeu : à une politique à l'Est, qui prime désormais sur la consolidation de la Communauté, à une politique monétaire restrictive dictée d'abord par des considérations internes, à une politique fiscale, qui ne concède que bien peu à l'harmonisation nécessaire des impôts des Douze, vient s'ajouter une politique industrielle marquée, disent-ils, par l'égoïsme.

Daimler risque de servir de cheval de Troie pour l'entrée des voitures nipponnes sur le marché européen, alors même que des discussions à Bruxelles sont engagées pour limiter leurs ambitions.

Daimler risque de servir de marche pied à l'industrie nipponne naissante dans l'aéronautique, un des rares secteurs où l'Europe industrielle existe, avec Airbus. Hier déjà, Siemens, l'autre géant, avait conclu un accord dans les circuits intégrés avec l'américain IBM, accord qui faussait complètement l'alliance avec les Français et les Italiens dans ce secteur stratégique.

Certains ne manqueront pas de voir dans ce rapprochement germano-nippon une résurgence dangereuse. Les deux groupes n'ont pas caché que leurs discussions vont être mal accueillies aux États-Unis et dans les autres pays européens. Qui se ressemble s'assemble.

On dira aussi que les Allemands aiment les Japonais de l'Europe. Une germanophilie pourrait naître au côté de la nipponophilie.

E. L. B.

Les géants Daimler Benz et Mitsubishi envisagent une vaste coopération

Les deux géants industriels de l'Allemagne fédérale et du Japon, Daimler-Benz et Mitsubishi, ont annoncé mardi 6 mars avoir entamé des négociations en vue d'établir une coopération « intensive ». La communication publiée par Daimler-Benz (le Monde du 7 mars) ne donne pas de détail mais il indique que toutes les activités du groupe allemand sont incluses dans le champ des discussions : l'automobile, l'électromécanique (filiale AEG), l'aéronautique (filiales MBB et MTU) et les prestations de services. L'information a été confirmée à Tokyo où un représentant de Mitsubishi a précisé que le secteur militaire est exclu du projet.

Daimler a indiqué que les dirigeants des firmes se sont rencontrés pendant le dernier week-end à Singapour et que « les discussions engagées apparaissent prometteuses ». Des résultats concrets seraient déjà en vue.

Les deux groupes ont créé en mars dernier une filiale commune (60 % Mitsubishi et 40 % Daimler) destinée à commercialiser les véhicules industriels de la firme allemande. Jusqu'en 1988 Mitsubishi distribuait les Mercedes au Japon.

L'accélération de la concurrence dans l'automobile mondiale et la fermeture éventuelle de l'Europe aux voitures japonaises ont provoqué d'intenses conversations entre les constructeurs. Désormais, tout le monde discute avec tout le monde. Mitsubishi est un petit constructeur nippon loin derrière Toyota, Nissan et Honda et il doit chercher un allié. Dans l'aéronautique, où l'industrie japonaise a décidé d'investir, l'alliance avec MBB constituerait un marche-pied. En retour, le groupe japonais pourrait apporter à Daimler un savoir-faire indispensable dans l'électronique.

Des chantiers navals à l'aérospatial

TOKYO

de notre correspondant

Dans cette probable alliance de géants, Mitsubishi ne démentit rien : le groupe peut en effet être considéré comme le plus important du Japon. Il intervient dans pratiquement tous les domaines de la vie économique (finance, industrie, commerce, service) et compte plus de cent cinquante sociétés dont cent vingt cotées en Bourse au Japon et à l'étranger. La maison de commerce Mitsubishi Corp. est la première du Japon, comme l'est Mitsubishi Heavy Ind. dans la construction navale, l'aéronautique et le militaire. Quant à Mitsubishi Electric et Mitsubishi Motor, il s'agit d'entreprises occupant la troisième place dans leur domaine respectif.

C'est un samouraï de modeste extraction, M. Yotaro Iwasaki, de la région de Nagoya, qui, au milieu du siècle dernier, fut à l'origine de l'empire Mitsubishi. S'établissant à Nagasaki, il créa une petite compagnie maritime, et un peu plus tard, des pavillons de ses bateaux qu'apparaissent pour la première fois les trois célèbres losanges rouges symbolisant les « trois » (mitsu) « diamants » (ishi). Lorsque son frère lui succéda en 1895, leur compagnie, qui avait fusionné avec une société concurrente appartenant à l'État, assurait la moitié du commerce maritime de l'archipel. La base du futur trust avait été jetée.

L'acier, la construction navale, les mines, le textile, le papier, l'alimentation, les camions... Le groupe connaît un essor prodigieux grâce aux commandes militaires lorsque dans les années 30 débute la conquête de l'Asie.

Comme les autres conglomérats (zaibatsu), Mitsubishi fut touché par les mesures de démantèlement imposées par les Américains en 1947. Jusqu'à un certain point seulement. Au moment de la défaite, Mitsubishi possédait pratiquement tout le quartier des affaires de Tokyo : Marunouchi. Expropriées, les onze principales sociétés du groupe s'arrangèrent pour racheter leurs terrains et restèrent à Marunouchi.

nouchi... Avec le même esprit de cohésion et malgré la réorganisation, le groupe subsista également. En pointe parmi les entreprises nipponnes dans les secteurs de l'aéronautique, de l'espace, de l'énergie nucléaire et des biotechnologies, disposant de l'une des premières banques du Japon, Mitsubishi est en outre devenu, par l'entremise de sa maison de commerce (Mitsubishi Corp.), le bénéficiaire des transferts de technologie en 1989 à 290 millions de dollars, particulièrement actif dans le domaine des fusions et acquisitions : le groupe a ainsi récemment annoncé son intention de prendre le contrôle de la firme américaine Arisich Chemical Corp. (un investissement de 845 millions de dollars).

Des Mercedes aux forteresses volantes

Premier groupe industriel ouest-allemand, Daimler-Benz affiche depuis plusieurs années de riches ambitions et un appétit féroce. Sous la houlette de M. Edzard Reuter, le très austère PDG du groupe, et avec l'appui total de son principal actionnaire, la Deutsche Bank, Daimler-Benz a croqué l'Europe, l'Asie, l'espace de quatre ans, quelques beaux fleurons de l'industrie.

La firme d'électronique et d'électrotechnique AEG est passée dès 1985 dans son giron, puis ce fut le tour du constructeur d'avion MTU et du deuxième avionneur allemand Dornier. Le groupe de Stuttgart a réalisé son coup d'éclat l'année dernière en obtenant de l'office des cartes ouest-allemand son feu vert pour avaler un autre géant, le constructeur aéronautique Messerschmitt-Bölkow-Blohm (MBB). Résultat : Daimler-Benz n'a jamais été aussi puissant. Son chiffre d'affaires consolidé dépassait en 1988 les 270 milliards de francs. Ce colosse, fort de ses 328 000 employés, représente à lui tout seul 3,7 % du PNB

En Europe, Mitsubishi cherchait un partenaire à sa mesure. Du point de vue japonais, le rapprochement avec le groupe Daimler-Benz doit lui permettre de prendre place sur le Vieux Continent en évitant une implantation directe, mais aussi, d'être en position de contrer les Américains dans le domaine aérospatial. On s'attend à Tokyo que l'accord cadre entre Daimler et Mitsubishi, qui suppose des transferts de technologies dans des domaines sensibles du point de vue militaire tels que l'aéronautique et l'électronique, suscite des réactions aux États-Unis et devienne un nouveau sujet de tension entre les deux pays.

PHILIPPE POME

Opération politique et financière autour de la banque africaine

Les difficultés de la BNP dans le redressement de la BIAO

Appelée dès 1988 par l'Etat à reprendre la Banque internationale pour l'Afrique de l'Ouest (BIAO), la BNP aurait souhaité mettre en liquidation ses filiales du Sénégal, du Cameroun et de la Côte d'Ivoire. Cette perspective suscite l'inquiétude des cadres et la méfiance des gouvernements concernés.

La BNP se serait bien passée du cadeau. Mais en 1988, quand le gouvernement français a demandé à son PDG, M. René Thomas, de ne pas laisser la Banque internationale pour l'Afrique de l'Ouest disparaître corps et biens, elle a dû s'écarter. Des prêts considérés aux pays du tiers-monde et la dégradation de la situation économique africaine avaient mené la BIAO au bord de la faillite. Les besoins financiers étaient d'autant plus urgents que la Commission bancaire avait exigé de la BIAO qu'elle provisionne, à hauteur de 40 %, des crédits douteux qu'elle ne provisionnait jusque-là qu'à 15 %. Ce qui représentait un effort financier que la banque africaine était bien incapable de fournir. Comme la BNP était actionnaire à 42 % de la Coffa, holding qui lui-même contrôlait à 51 % la BIAO, elle fut amenée à prendre les choses en main.

Fin 1988, la BNP rachetait pour 1 F symbolique les parts des autres actionnaires de la Coffa et devenait ainsi l'actionnaire majoritaire du réseau. Pour pallier le problème immédiat des provisions, la BNP choisit alors la méthode inaugurée en son temps par le CCF : la liquidation. Elle sortit ainsi du bilan de la BIAO par titrisation près de 3,5 milliards de francs de créances douteuses, qu'elle logea dans une société de droit panaméen. Parallèlement, des provisions, de l'ordre de 600 millions de francs, étaient constituées pour couvrir un portefeuille de mauvais crédits. L'exercice 1988 se solda alors par un déficit de 393 millions de francs.

Au début de 1989, la BNP engagea une politique d'audit dans les filiales et au siège parisien de la BIAO. L'enquête montre que les problèmes de la BIAO, établissement engagé dans près de dix-sept pays, proviennent essentiellement de l'activité désordonnée de trois filiales : celles du Cameroun, du Sénégal et de la Côte d'Ivoire. Trois filiales seulement, mais qui constituent à elles seules une part prépondérante du total de bilan de la BIAO.

Il aurait donc fallu agir tout de suite, mais toute l'année 1989 se passa sans qu'aucun véritable plan d'action ne soit élaboré. Même le bilan 1989, qui devrait révéler une perte de 550 millions de francs au moins, n'est semblé-t-il pas prêt d'être présenté. Et pour cause, car la Banque de France ne manquera pas de demander à l'actionnaire majoritaire de recapitaliser l'établissement ou de... prononcer sa liquidation. Evénement qui ne manquerait pas de déplaire aux gouvernements africains, actuellement en butte à de graves problèmes politiques et sociaux.

A la BNP, on se déclare prêt à faire le « devoir d'actionnaire ».

mais à hauteur de la participation déduite dans le groupe seulement, soit 51 %. Quid des autres actionnaires, le Banco do Brasil et l'Union des banques suisses ? La question reste posée. Quant à l'apport des actionnaires africains, à savoir la banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et les gouvernements, chacun présents dans le capital des filiales, un recours semble possible du côté du Trésor français. Les prêts d'ajustement structurel et les aides de toute nature apportées par la France à l'Afrique francophone peuvent être utilisés à la recapitalisation de la BIAO. C'est du moins le souhait de la BNP.

Un plan de restructuration

Mais, au-delà, un second problème, d'ordre stratégique, se pose. Comment restructurer la BIAO ? Quelle orientation lui donner ? La BNP a d'autant plus de mal à apporter une réponse qu'elle se trouve elle-même aux prises avec les difficultés de son propre réseau africain, les banques associées dans le BICI. La logique voudrait que la BIAO soit liquidée et fusionnée avec le BICI - ce qui n'a rien de gênant dans une Afrique francophone largement suburbanisée, mais la raison financière n'est pas toujours, dans ces dossiers, celle qui domine.

Les gouvernements du Sénégal, de Côte d'Ivoire et du Cameroun se sont violemment opposés à la BNP à ce sujet. De plus, certaines méthodes utilisées par la BNP pour conduire à la liquidation de quelques filiales ont déjà provoqué l'inquiétude des cadres expatriés de la BIAO. Ainsi, le 8 janvier dernier, la BNP a demandé à l'ensemble des filiales de la BIAO de lui faire parvenir le listing récapitulatif des comptes clients. Pour organiser le transfert des plus gros comptes et pouvoir accélérer la liquidation des filiales ? Telle est la thèse de certains responsables de la BIAO. Mais la manœuvre a échoué, puisque M. Alassane Ouattara, gouverneur de la banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest priait l'émetteur du télégramme, trois jours plus tard, de « renoncer à une telle démarche », celle-ci contrevenant à l'article 129 de la loi bancaire sur le secret professionnel.

Compte tenu de la mauvaise volonté de la BNP, un seul plan de sauvetage aujourd'hui reste en lice, celui de M. Ouattara, justement, qui prévoit une réduction de la participation de la BNP à hauteur de 19 %, ratio qui a l'avantage de sortir les pertes de la BIAO des comptes consolidés de la BNP, et la création d'un holding où viendraient s'investir des capitaux sud-africains et nigériens avec la participation technique de la banque britannique, Barclay's. Le tout avec l'intervention active des deux instituts d'émission de la zone franc. Ce plan a reçu l'aval des gouvernements africains.

YVES MAMOU

Pour mieux l'adapter à l'environnement international
M. Tchuruk réorganise le groupe Total

Moins d'un mois après son arrivée à la tête de Total, M. Serge Tchuruk a annoncé le 6 mars une réorganisation complète des structures du groupe pétrolier en vue de mieux l'adapter à l'environnement international. Auparavant éclatée en de multiples directions, l'organisation de Total reposait désormais sur six directions opérationnelles organisées en centres de profits, responsables de leur résultat mondial et rattachées à un holding « allégé » et centré sur des axes prioritaires. Trois directions interviendront dans le domaine du pétrole et du gaz, les trois autres intervenant dans la chimie et la parachimie, les mines et le nucléaire, et enfin dans la finance.

M. Tchuruk, qui entend faire du comité exécutif du groupe une instance de décision « collégiale et rapide », a nommé M.M. Jean-Pierre Halborn (actuellement directeur général de Orléans) et Alain Madec (directeur du groupe pharmaceutique Roussel-Uclaf).

En progression de 11,5 % par rapport à 1988
Les investissements publicitaires ont atteint 65 milliards de francs en 1989

La « pub » continue à se bien porter en France, avec en 1989 et par rapport à 1988, une croissance de 11,5 % des dépenses publicitaires, qui atteignent 65 milliards de francs. La progression, c'est vrai, est un peu moins rapide que les années précédentes, mais elle est encore tout à fait satisfaisante pour les professionnels, si on la rapproche d'une hausse des prix de détail moyenne de 3,6 %.

Retour sur la tendance

C'est ce qui ressort de l'étude annuelle de l'IREP (Institut de recherches et d'études publicitaires), rendue publique mardi 6 mars. Pour 1990, les annonceurs (les entreprises, pour autant qu'elles fassent de la publicité) interrogés par l'IREP prévoient une progression globale des budgets publicitaires « de l'ordre de 11 % » : une bonne année encore en perspective, même si un très

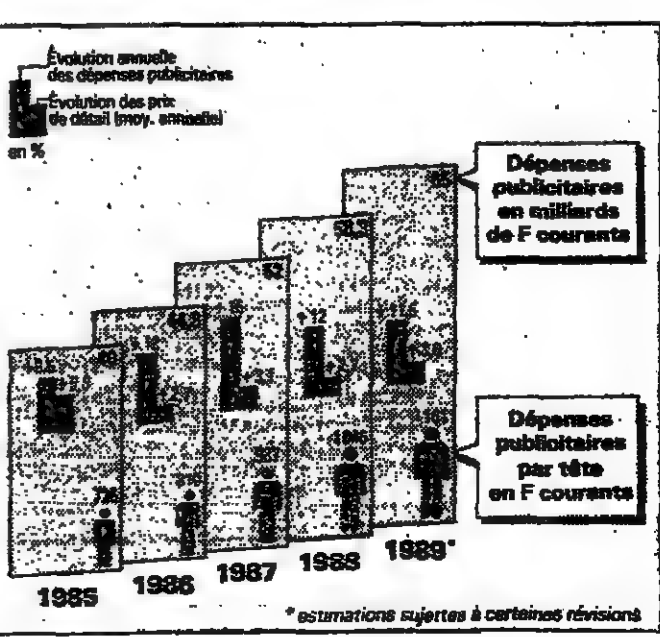
léger tassement de la croissance est encore envisagé. La meilleure performance de l'année 1989 a été enregistrée dans le secteur « hygiène-beauté » (+ 23 %) et dans « transports-communications-tourisme » dont la progression est du même ordre. Dans la bonne moyenne, on trouve les secteurs « alimentation-boissons », et « équipement et entretien de la maison ». Cela va un peu moins bien dans la distribution et les services, mais « culture-loisirs-distinctions », tout comme « habillement » se situent très en retrait.

Dans les grands médias (qui représentent 63 % des dépenses publicitaires globales), la croissance est de 13 %. On y observe un retournement de tendance en ce qui concerne la télévision. Après les années de croissance folle due à l'arrivée des chaînes privées (+ 36 % en 1987, + 27 % en 1988), l'année 1989 marque le pas, avec tout juste 13,5 % de progression. Offre d'espaces publicitaires trop

abondante qui aurait conduit à certains tassements de tarifs. « cible » évanescence des téléspectateurs impropres au zapping, cette fuite d'une chaîne à l'autre si facile grâce à la télécommande... on ne sait trop, et l'IREP ne se risque pas à donner une explication, se bornant à constater le phénomène.

La presse écrite réalise comme les années précédentes une bonne performance (+ 14 %), et surtout les quotidiens nationaux et les journaux gratuits (+ 22 %). L'affichage se maintient (+ 11 %), tandis que le cinéma se redresse avec une légère progression de 1,5 %, après un recul de 6 % l'année précédente. Pour la radio, la progression s'établit à 6 % (après une hausse de 12 % en 1988), mais pour les stations nationales et périphériques (qui absorbent les trois quarts du marché), elle se limite à 2 %, tandis que les radios locales voient leurs recettes progresser de 18,5 %.

JOSÉE DOYÈRE



Sources : IREP.

SCÉNARIO
DIALOGUES
MUSIQUE
ET
MISE EN SCÈNE
DE
GAINSBOURG

ÉCONOMIE

ÉNERGIE

Craignant pour leurs exportations de brut

Six pays du Golfe comptent produire de l'essence sans plomb

Les six pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) ont décidé de produire du pétrole sans plomb vers 1995, ont indiqué le 6 mars à Abou-Dhabi les responsables du raffinage du pétrole brut de cette organisation.

Ces pays (Arabie saoudite, Koweït, Émirats arabes unis, Qatar, Bahreïn et Oman) dont les réserves sont estimées à 500 milliards de barils, craignent que leurs exportations de brut soient affectées par les campagnes anti-pollution menées en Occident.

« Chacun des pays membres du conseil possède son propre programme de production d'essence sans plomb », a précisé le secrétaire général du CCG.

Le chauffage urbain de Montréal passe sous contrôle français. Trois sociétés françaises — la Compagnie parisienne de chauffage urbain (CPCU), Inès et Confrère — ont pris 70 % du capital de la Corporation du chauffage urbain de Montréal (CCUM), au Canada, qui gère le réseau de chauffage du centre-ville. La société de chemin de fer Canadien National, qui a cédé cette participation, pour un montant non précisé, conserve les 30 % restants du capital.

TOURISME

Le groupe hôtelier américain Quality débarque en Europe

Le troisième groupe hôtelier mondial, l'américain Quality International, veut faire de l'Europe une de ses zones privilégiées de développement pour les dix années qui viennent : avant 1995, il veut y atteindre deux cents hôtels.

Robert Hazard Junior, président directeur général de Quality, explique avec une assurance toute américaine que son objectif est tout simplement d'« occuper une position dominante sur le marché mondial du tourisme » et de réunir dix mille hôtels d'ici à la fin du siècle, pas moins, dont 30 % en Europe. Une assurance appuyée, il est vrai, par le poids de ses 1350 établissements et 147 000 chambres. Un groupe constitué en moins de dix ans.

Ce développement a été fondé sur la pratique systématique de la franchise. Son succès tient d'abord, selon M. Robert Hazard, au choix de bons créateurs. En fait, les trois quarts du parc de la chaîne sont formés, d'une part, des Quality Inns originelles (trois étoiles améliorées), d'autre part, des Comfort Inns, entre deux et trois étoiles, avec un service plus limité, lancés en 1981.

Ceux-ci ont été complétés par le haut par les hôtels Clarion (quatre étoiles et plus). Ils vont l'être vers le bas par une chaîne plus économique (deux étoiles). Sur ce « segment », Quality International est plutôt en retard sur les chaînes françaises, puisque le groupe n'a lancé, depuis 1983, qu'une demi-douzaine d'établissements de ce type, même s'il en annonce deux

cents pour la fin 1991. Deuxième argument : le réseau de commercialisation, la capacité de promotion, de gestion, comme de financement. Mais le groupe met surtout l'accent sur son réseau de réservation électronique, lié à ceux des compagnies aériennes, avec huit centres régionaux, dont déjà deux en Europe.

C'est évidemment là-dessus que comptent les dirigeants de Quality International pour réussir en Europe : ils offrent un accès au marché des touristes américains — et anglo-saxons en général — à partir de la Grande-Bretagne, où ils veulent ouvrir cent hôtels (au lieu des quinze actuels) contre cinquante en Allemagne et autant en France (où il n'en existe encore que cinq).

En Europe, Quality compte investir 150 à 200 millions de dollars. La stratégie européenne de Robert Hazard repose naturellement sur la franchise. Mais il envisage également de racheter ou de prendre des participations majoritaires dans des chaînes existantes. Il ne cache pas son intérêt pour Crest, la chaîne d'hôtels britanniques mise récemment en vente par le groupe Bass. « Toutefois », ajoute Robert Hazard, le prix actuel de Crest est élevé, d'autant plus que la chaîne est bien gérée, on peut difficilement améliorer sa rentabilité. Nous entendons voir d'abord les chiffres ».

Robert Hazard ne néglige pas non plus Pullmann, dont il va rencontrer les dirigeants. Mais ce sont des formules d'association qui paraissent avoir sa préférence, comme une association en exclusivité pour une zone donnée : Qua-

lity s'est ainsi associée avec des Seidols pour créer des hôtels tout autour de la Baltique : en Scandinavie, en Finlande, en Pologne et dans les pays baltes. Robert Hazard souhaiterait trouver l'équivalent en RFA pour pénétrer en RDA et en Europe de l'Est : « Aujourd'hui, dit-il, l'Allemagne est pour nous un ensemble ». Il n'exclut pas non plus des joint-ventures avec des groupes hôteliers puissants comme Accor : « Après tout, General Motors s'est bien associé avec Toyota... »

GUY HERZLICH

Swissair cède ses hôtels au japonais Aoki

En même temps que les Américains, les Japonais arrivent dans l'hôtellerie européenne. La compagnie aérienne suisse a décidé de céder au groupe japonais Aoki les 17 établissements de luxe Swissotel, dont elle avait encore racheté 49 % à Nestlé en 1989. Le prix n'est pas connu, les discussions ayant lieu au cas par cas, mais Swissair affirme y retrouver « une rémunération substantielle du capital investi ».

Le groupe Aoki possède les 67 hôtels de grand standing de la chaîne Westin Hotels and Resorts, et 9 Caesar Park Hotels, et a réalisé un chiffre d'affaires de 2,6 milliards de dollars. La chaîne Swissotel doit conserver son appellation et son autonomie.

INDUSTRIE

Malgré la crise mondiale des semi-conducteurs

SGS-Thomson a été légèrement bénéficiaire en 1989

Le tandem italo-français SGS-Thomson, numéro deux mondial dans les semi-conducteurs, est sorti du rouge en 1989, affichant un bénéfice de 3,2 millions de dollars (18,25 millions de francs) pour un chiffre d'affaires de 1,3 milliard de dollars (7,4 milliards de francs), en hausse de 20 % sur l'année précédente. L'entreprise britannique Immos, rachetée l'an passé, a contribué pour 120 millions de dollars au chiffre d'affaires.

M. Pasquale Pistorio, président de SGS-Thomson, s'est longuement félicité de ces performances, réalisées dans une année difficile pour l'industrie mondiale des

semi-conducteurs : en 1988, le groupe avait enregistré un résultat net déficitaire de 68,6 millions de dollars.

Estimant que le seuil de survie dans les semi-conducteurs s'établit à 5 % du marché mondial, M. Pistorio (qui n'en détient que 2,7 %) maintient donc les objectifs qu'il s'était fixés antérieurement : noyer des alliances, et tout particulièrement dans les mémoires dites dynamiques (les DRAM), celles qui équipent en particulier les micro-ordinateurs et qui sont sous la domination des producteurs japonais.

Deux des plus grands papetiers finlandais s'apprentent à fusionner

Nouvelle alliance au sommet dans le monde du papier : United Paper Mills, troisième papetier finlandais, et Rauma Repola, conglomérat industriel qui, outre la mécanique, la métallurgie et les plastiques, est également présent dans la filière bois, ont décidé de fusionner.

Les deux sociétés ont, en effet, annoncé, mardi 6 mars, qu'elles allaient présenter à leurs actionnaires un projet de regroupement de leurs activités. Le nouvel ensemble constitué, baptisé Repola Limited, devrait peser 35 milliards

de francs et employer trente-cinq mille personnes.

Le schéma, de fusion retenu confie à United Paper Mills (UPM) la totalité des activités papetières de Rauma Repola. À l'issue de cette opération, le chiffre d'affaires d'UPM devrait atteindre les 25 milliards de francs. United Paper Mills, attaqué en janvier dernier par un autre finlandais, le papetier Metsä-Serla, n'avait repoussé cette offensive qu'en ouvrant son capital à Rauma Repola.

SOCIAL

Inflexion de la politique sociale du groupe automobile

Peugeot propose un accord salarial aux syndicats

Pour Automobiles Peugeot, c'est une nouveauté et peut-être un tournant. À l'issue de six heures de négociations, la direction a soumis, mardi 6 mars, aux organisations syndicales de l'entreprise (CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC et CSI) des propositions salariales en hausse et une formule prévoyant des augmentations générales de 1,5 % (0,5 % au 1^{er} février, avec effet rétroactif, et 1 % au 1^{er} avril) pour le premier semestre 1990.

Jusqu'à présent, Peugeot refusait de se « lier les mains » avec un accord salarial — une contrainte peu compatible avec les variations du marché automobile, estimait-on il y a quelques mois encore à la direction du groupe — et préférait appliquer des revalorisations décidées unilatéralement.

Or, aujourd'hui, la firme paraît visiblement tirer quelques enseignements positifs des sept semaines de conflit qui, l'automne dernier, ont touché les usines de Mulhouse et de Sochaux. Mardi, M. Roland Vardanegh, directeur central du personnel d'Automobiles Peugeot, a fait des propositions dont il espère qu'elles seront acceptées par plusieurs syndicats.

Outre une augmentation générale de 1,5 % au premier semestre, la direction prévoit une réunion en juillet afin de fixer des mesures pour la seconde partie de l'année.

Peugeot suggère également que l'évolution moyenne des augmentations individuelles atteigne 1,9 % en 1990 et entérine l'incorporation dans la base de calcul du treizième mois de la moyenne de la plupart des primes mensuelles. Le pourcentage de l'intéressement versé au titre de 1989 sera voisin de 2,3 % de la rémunération perçue (contre 1,5 % l'année précédente) avec une prime complémentaire moyenne de 2 100 francs fin mai après celle de 800 francs versée en décembre. Enfin, le montant de la participation au titre des résultats de 1989 sera proche de 4,3 % des salaires perçus en 1989.

Mardi, quelques débrayages ont eu lieu à l'usine de Mulhouse, afin de « soutenir » les représentants syndicaux qui participaient à la négociation parisienne.

J.-M. N.

Accord sur l'aménagement du temps de travail à l'usine Renault de Flins

Un accord sur l'aménagement du temps de travail au sein de l'usine Renault de Flins (Yvelines) a été signé le mardi 6 mars entre la direction et les syndicats CFDT, CFE-CGC, CFTC et FO.

Celui-ci va permettre d'allonger sensiblement la durée d'activité de l'établissement, qui passera d'environ seize heures actuellement à vingt heures par jour, grâce à la création d'une troisième équipe de nuit. Le temps de travail effectif des quelque 10 000 salariés de l'usine sera ramené de quarante heures et quarante minutes à trente sept heures sans perte de salaire. Selon la CFE-CGC, cette nouvelle organisation devrait débiter en juin ou septembre prochain dans le cadre du lancement du modèle « Clio ». Le syndicat espère que cet accord permettra de créer « de mille à mille cinq cents emplois » et ainsi d'accueillir une partie des salariés de l'usine de Billancourt.

En janvier Léger ralentissement des dépenses d'assurance-maladie

Le taux de croissance annuel des dépenses de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM) a enregistré un léger ralentissement en janvier avec une progression de 9,3 % (+ 5,7 % à prix constants), contre 10,3 % (+ 6,6 % à prix constants) fin décembre.

Ce ralentissement est dû à la variation du nombre de jours ouvrés, au niveau élevé des remboursements réalisés en janvier 1989 (en raison du report de certaines dépenses de la fin 1988), mais aussi à « la diminution du taux de croissance des remboursements de pharmacie en liaison avec la fin du plein effet du plan Evin », qui avait rétabli la prise en charge de certains produits pharmaceutiques.

Le taux de croissance annuel des honoraires médicaux faiblit (+ 7,4 % contre + 9 % fin décembre), de même que les dépenses d'hospitalisation (+ 9,2 % contre + 9,5 %).

ÉTRANGER

La Tchécoslovaquie vers l'économie de marché

Suite de la première page

À peine les images de la révolution se sont-elles estompées que des émigrés de tous pays, de la Grande-Bretagne au Brésil, ont commencé à reprendre le chemin de Prague pour y investir. Les étrangers seront prochainement traités sur un pied d'égalité avec les entreprises locales et d'Alcatel à Ascan Brown Boveri, en passant par General Electric, Siemens et Renault, de nombreux groupes occidentaux nourrissent des projets qui passent souvent par l'acquisition. Le retour au pays de la famille Bata, géant industriel de l'entre-deux-guerres, installée au Canada après 1945, a marqué les esprits. À la tête de son empire mondial de la chaussure, M. Thomas Bata est souvent considéré comme l'homme le plus populaire de Tchécoslovaquie, après bien sûr le président-poète Václav Havel.

Les idées fourmillent. Ici, c'est une nouvelle agence de publicité mêlant capitaux tchécoslovaques, hongrois, soviétiques et autrichiens qui se crée, avec pour premier prospect... un spot publicitaire télévisé pour les parfums Bie. Ce sera le deuxième sponsor occidental à pénétrer la télévision tchécoslovaque après le japonais Minolta. Pour l'instant, M. Havel est la tête d'une agence de publicité d'Etat, Mercur. Mais son président ne cache pas son intention de voler de ses propres ailes — privées — le plus tôt possible.

De nombreux alibis

Là, c'est un atelier de réparation d'automobiles — SAD — qui souhaite rentabiliser « les mains d'or des Tchécoslovaques ». Les ouvriers de SAD peuvent réparer n'importe quel assure M. Petr Ousky, le directeur de l'entreprise. Après tout, « jusqu'à la guerre, avant de prendre en main les Skoda, on s'occupait de voitures Ford et Chevrolet, et on a réussi à maintenir un état de marche nos machines Bosch datant du début des années 1930 », explique-t-il. Jusqu'à une date récente, M. Ousky pensait qu'« à l'Ouest, dès que quelque chose est cassé on le jette » mais il s'est aperçu que « même les Allemands sont économes » et compte bien en profiter.

Chez CSAD, qui emploie mille six cents personnes, on ne parle pas encore de privatisation pure et simple, mais déjà de transformation en société anonyme (dont les ouvriers seraient actionnaires). Pudiquement, on avertit avoir récemment mis en place un système de retraites individuelles pour les ouvriers.

Autre exemple, Chemapol, l'une des plus grosses centrales du commerce extérieur, qui compte bien

entamer une nouvelle existence. Bien que privée du monopole du commerce des produits chimiques — la plupart des entreprises du pays sont des entreprises de réaliser leurs transactions avec l'étranger — Chemapol envisage d'utiliser les réserves de change qu'elle a accumulées au fil des années, pour prendre des participations industrielles. Et puis « créer une « chemical bank », ce ne serait pas mal ! » lâche M. Václav Volf, président de Chemapol.

Pour autant, beaucoup de chemins restent à parcourir, et la Tchécoslovaquie a beaucoup de choses à apprendre. Elle ne dispose pas plus que ses voisins de la clé de la transition vers l'économie de marché. La tenue des premières élections libres depuis la Libération, en juin prochain, ne favorise pas l'accélération des réformes.

Ainsi, il n'est pas pour l'instant question de supprimer les subventions aux produits de consommation, alors que la plupart des experts reconnaissent que, dans quelques mois, la population sera peut-être moins disposée à accepter les sacrifices et l'inflation.

L'austérité bientôt

Les espérances sont tellement grandes qu'il vaut peut-être mieux les contenir tout de suite plutôt que les laisser mûrir trop longtemps. Jura, une jeune infirmière étonnée de voir que l'on peut désormais organiser à Prague des concerts de rock au profit des

enfants handicapés, est persuadée que les malades dont elle s'occupe « vont bientôt avoir beaucoup plus » grâce au nouveau pouvoir. Le gouvernement, lui, prône l'austérité budgétaire, et doit présenter prochainement le premier projet de budget excédentaire depuis des années.

Si la nécessité de la conduite d'une politique monétaire et budgétaire est claire, la transformation des entreprises d'Etat dont la privatisation demeure un point d'interrogation majeur. Ces entreprises fournissent actuellement 80 % des biens consommés en Tchécoslovaquie. « On croit que dans les pays socialistes, c'est l'Etat qui, par l'intermédiaire du plan, dirige l'ensemble de la vie économique. Mais c'est faux. Ici, en Tchécoslovaquie, ce sont les entreprises qui détiennent le pouvoir et la démonopolisation est un objectif prioritaire. Nous ne voulons pas que l'Etat devienne une marionnette aux mains des entreprises », explique le ministre des finances, M. Václav Klaus.

Il ne suffit pas d'autoriser la création de petites entreprises privées, encore faut-il redresser la moelle épinière de l'économie, c'est-à-dire les grands groupes. Pour eux, M. Klaus et ses collègues considèrent que la thérapie de choc n'est pas la plus appropriée. C'est pourquoi leurs subventions ne seront pas immédiatement abolies, si leurs activités non rentables liquidées trop rapidement.

Les industriels locaux se font d'ailleurs peu d'illusions sur les chances de succès rapide de la démonopolisation. Sans même parler des problèmes sociaux qui en découleront inévitablement, la plupart des entreprises ne disposent pas des moyens d'acheter des marchandises à l'étranger, et en Tchécoslovaquie, les biens ne sont fournis que par un seul producteur. Celui-ci ne peut disparaître du jour au lendemain, au risque de voir des pans entiers de l'industrie s'effondrer avec lui. Les autorités

insistent vigoureusement sur leur volonté de ne pas accroître sensiblement l'endettement extérieur du pays (actuellement 8 milliards de dollars, soit 44 milliards de francs environ).

Si la Tchécoslovaquie entend devenir à nouveau membre du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale (elle avait quitté ces deux organismes en 1954) c'est pour entrer pleinement dans l'économie internationale, et non pour se faire octroyer des crédits, soutiens-on à Prague. Le montage de projets industriels d'envergure avec des partenaires étrangers pourrait permettre d'accélérer la restructuration à moindre frais.

Le temps presse, car pour l'instant, la population ne voit pas le marché sous son jour le meilleur. Dans une rue de la vieille ville est soudainement apparue une boutique ne vendant ni salami, ni vêtements vieillots, mais du matériel électronique flamboyant. Le regard alléché des badauds devient vite amer lorsqu'il constate que le prix des robots Moulinex est libellé en marks. A quelques pas de là, des Vietnamiens vendent des jeans payables en devises. La spéculation sur l'immobilier s'amplifie. Les annonces proposant des locations d'appartements exclusives en devises se multiplient dans les journaux et les habitants de Prague tentent à l'idée que, prochainement, les étrangers pourraient s'offrir les magnifiques demeures de Prague.

Admirative devant ses émigrés qui ont fait fortune à l'étranger, la population n'en est pas moins rancunière à l'égard de ceux qui ont fui les dures années de normalisation, pour revenir aujourd'hui en grands seigneurs.

Avantant, comme les pays voisins, à l'étranger, la Tchécoslovaquie est bien décidée à être plus habile qu'eux : « La Pologne, la Hongrie, ont commis un certain nombre d'erreurs que nous n'avons pas l'intention de répéter » affirme le premier vice-président chargé de l'économie, M. Václav Komárek. Cependant, « il n'y a plus d'économistes chez nous. Ils ont tous quitté l'Institut, soit pour entrer au gouvernement, soit pour saisir d'autres opportunités », se lamentait M^{me} Klausová, la femme du ministre des finances, économiste comme lui, dans les couloirs déserts de l'Institut des sciences.

Le gouvernement doit donc appliquer la réforme économique au fur et à mesure qu'il la conçoit. Clémentine, il s'agit d'éviter la formation d'îlots de marché tandis que les structures archaïques de l'économie resteront en place. « Le plus visible, ce sont les petites entreprises. Leurs patrons se considèrent comme des futurs Bata. C'est important, mais ce n'est pas cela qui change fondamentalement l'économie », soupire un chercheur de l'Institut. Ou alors, il faudrait que les Bata soient vite très nombreux...

FRANÇOISE LAZARE

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde DES LIVRES

صلى الله عليه وسلم

AFFAIRES

HABITAT - CONSOMMATION

Marketing, design et rangement

Mais où mettre tous ces produits ?

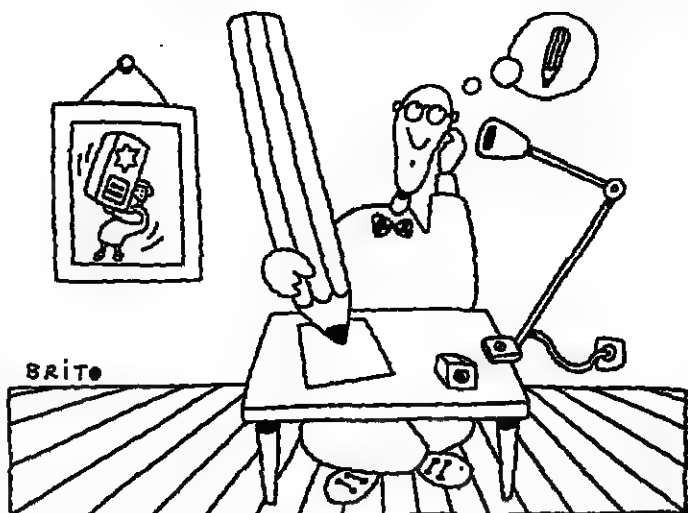
Bouteilles trop grandes, boîtes trop volumineuses, livres impossibles à caser... Si les produits conçus par les designers sont agréables à l'œil, ils posent souvent aux consommateurs d'insolubles problèmes de rangement.

Nous savons tous que dans la longue chaîne du marketing, qui va de la conception du produit à son achat par le consommateur, le premier souci du producteur (et accessoirement du distributeur) est d'améliorer ses ventes. C'est tout à fait légitime.

Chemin faisant, on demande à des designers d'imaginer l'emballage (couleurs, formes, impressions) en tenant le plus grand compte des règles en vigueur en matière d'information du consommateur, pour que le produit se distingue de ses concurrents, pour que sa forme, son allure suscitent chez le client potentiel l'envie irrésistible de le saisir et le poser dans son caddy. Et c'est encore tout à fait normal.

Mais les professionnels vont clamant que tout cela, ils le font surtout pour répondre à l'attente du consommateur, qu'ils connaissent mieux que personne pour l'avoir scruté, étudié, disséqué, y compris dans les replis les plus ignorés de son subconscient et de son inconscient. Et là, cela ne va plus du tout.

On a tous rapporté à la maison, un jour de goûter d'enfants, une énorme bouteille carrée de boisson fruitée, d'une contenance de 2 litres, de quoi étancher la soif des chères têtes blondes. Les 11 ans n'avaient pas assez soif, les chers petits, et il en reste, beaucoup. Pour le mettre au frais avant



ouverture, on l'avait couché dans le réfrigérateur, bien incapable de stocker debout un tel monstre. On en fait autant après consommation partielle. A condition de reboucher très soigneusement, à condition que le gros bouchon plastique ne soit pas fendu, à condition que le pas de vis soit étanche... on évite le désastre, à savoir le gouille à goutte intempestif sur le rôti froid prévu pour le soir, avec son décor de gelée et de cornichons... Sans compter le nettoyage - non programmé - des diverses clayettes maculées de jus sucré.

Il paraît que les nouveaux frigos sont équipés d'une place *ad hoc* pour accueillir ces énormes flacons, trop lourds d'ailleurs pour bien des mains enfantines. On ne va tout de même pas nous demander de changer d'appareil (et de réaménager la cuisine, par la même occasion, car le nouveau frigo n'a pas du tout la même ligne que l'ancien) sous prétexte de ranger quelques bouteilles de boissons fraîches... Gageons d'ailleurs que lorsque tous les ménages seront équipés de ces nouveaux frigos, la forme des bouteilles aura changé !

La si jolie boîte !

On pourrait multiplier les exemples : les boîtes de gâteaux secs pour l'apéritif sont beaucoup trop grandes pour le sachet rigide qui qu'elles renferment, et il faut un très grand placard pour en stocker assez pour satisfaire l'appétit de quelques copains venus à l'improviste boire un verre... Les bûches de saumon fumé s'étaient

dans le même emballage que le filet entier, et le petit plaisir coiffeux d'un soir se retrouve plié, le carton rigide appuyant fortement sur le nœud de crêpe en verre est trop haut pour tenir à la place habituelle... La si jolie boîte où l'on met le café moulu (qu'il faut conserver au froid si l'on veut qu'il conserve son arôme) ne trouve pas place dans ce diable de réfrigérateur...

A la salle de bains, on n'est pas mieux loti. Les flacons de produits de beauté, souvent fort beaux, semblent conçus pour ces salles de bains spacieuses que l'on voit dans les catalogues de décoration ou dans les séries américaines, à la télévision. Les fabricants ignorent-ils que bien des Français sont contraints de se contenter de locaux exigus et de micro-placards ?

On pourrait multiplier les exemples à l'infini, qu'il s'agisse de ranger les cassettes-védo, ou les livres d'art. Ceux-ci, superbes à feuilleter, qu'on est heureux d'offrir ou de recevoir, sont souvent proprement impossibles à caser dans une bibliothèque normale...

Il ne s'agit pas d'exiger une uniformisation des présentations, ce serait d'une tristesse insupportable, et priverait notre vie quotidienne de toute fantaisie, mais de demander humblement à ces princes qui inventent les nouveaux produits de penser aussi, un tout petit peu, non seulement au client (lorsqu'il achète), mais surtout à l'utilisateur, qui va pester, des jours durant, contre le produit impossible à ranger.

JOSÉE DOYÈRE

La loi Neiertz sur le surendettement des ménages

Les réserves du Syndicat de la magistrature

Le Syndicat de la magistrature part en guerre contre la loi Neiertz sur le surendettement des ménages, devenue opérationnelle le 1^{er} mars : elle est « complexe car mal conçue et d'apparence plus de du bricolage qu'une construction juridique ». Et c'est une volée de bois vert que les magistrats infligent à ce texte : les mesures destinées à prévenir le surendettement sont notoirement insuffisantes, l'intervention d'une commission administrative ne garantit pas le respect des lois protégeant le consommateur, la loi n'a prévu qu'un réaménagement limité des dettes, ce qui rend illusoire le

redressement de la situation des personnes les plus endettées...

La loi ne supprime pas ensuite les procédures devant les tribunaux que les créanciers continueront d'utiliser pour obtenir satisfaction. Aucune mesure n'est prévue pour assurer la bonne fin ou l'adaptation du plan de redressement en fonction de l'évolution de la situation du débiteur. Conséquence de « l'inefficacité prévisible de la loi », les nombreux cas non résolus devraient revenir au juge d'instance, une fois encore mis à contribution sans moyens supplémentaires.

J. D.

Le fichier des « incidents de paiement » soumis à la Commission informatique et libertés

Le comité de la réglementation bancaire a mis au point le texte portant création d'un fichier des « incidents de paiement » liés au crédit. Après avoir été soumis au comité des usagers des services bancaires, institué par la loi bancaire de 1984, ce texte est aujourd'hui entre les mains de la commission nationale informatique et libertés (CNIL) qui doit donner son avis.

La CFDT, présente au comité des usagers, s'inquiète du risque de détournement de ce fichier. Conçu pour prévenir le surendettement, ce texte permet au banquier de vérifier qu'il n'ouvre pas un crédit à un particulier déjà trop endetté, mais aussi d'inscrire celui de ses clients qui serait la cause d'un découvert bancaire (considéré

comme une opération de crédit) trop important. La CFDT fait remarquer que, dans ce cas, le texte ne prévoit aucun recours pour le client. Toute communication écrite du dossier est également impossible.

Cette procédure a des avantages puisqu'elle protège le secret de la situation financière du locataire par rapport au propriétaire, par exemple. Mais elle a aussi des inconvénients, le client étant à la merci de son banquier. La CFDT fait également remarquer que toujours dans le cas d'un découvert bancaire non comblé, la banque a le choix d'inscrire son débiteur à la fois dans le fichier des interdits de chèque et dans celui des incidents de paiements liés au crédit.

Y. M.

Logement social

Les constructeurs de maisons individuelles souhaitent un réaménagement des nouveaux PAP

L'Union nationale des constructeurs de maisons individuelles (UNCMCI) n'est pas satisfaite des nouveaux prêts à l'accession à la propriété (les PAP). Selon son président, M. Christian Louis-Victor, la « brutalité d'application » de l'obligation faite à l'accédant à la propriété de fournir un apport personnel de 10 % du montant de l'opération pourrait entraîner une diminution de 50 000 à 30 000 du nombre de logements construits en 1990 grâce à des PAP.

L'UNCMCI, qui a écrit à ce sujet au président de la République, souhaite la mise en place d'une période transitoire qui étale sur deux ou trois ans cette obligation. M. Louis-Victor estime en effet que les foyers les plus défavorisés vont se trouver obligés de souscrire de nouveaux emprunts (par le biais du crédit à la consommation) pour constituer cet apport de 10 %, ce qui va à l'encontre de la volonté du gouvernement de lutter contre le surendettement.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPE CREDIT UNIVERSEL

(BNP)

EXERCICE 1989

Le conseil d'administration, réuni sous la présidence de M. Michel REAL del SARTRE, a examiné l'activité des sociétés du Groupe et a arrêté les comptes de l'exercice 1989.

L'ACTIVITE

Dans ses activités traditionnelles de crédit à la consommation, de location aux particuliers et aux entreprises, de services bancaires et d'affectation, le Groupe a enregistré une production totale de financements nouveaux de 9,8 milliards de francs.

Les encours moyens en capitaux ont progressé sur l'année de plus de 12 %.

Au 31 décembre 1989, les engagements de la clientèle (loyers et agios à percevoir inclus) s'élevaient à plus de 16,3 milliards.

LES RESULTATS

Le résultat consolidé du Groupe ressort à 175,1 millions de francs contre 113,8 millions de francs en 1988. Ce résultat inclut pour 49,8 millions de francs de plus-values immobilières à long terme.

Le bénéfice net comptable après impôt des cinq sociétés françaises du Groupe résumées au sein de la société en participation s'établit à 91,6 millions de francs.

Le conseil de la Compagnie du Crédit universel proposera la distribution d'un dividende net unitaire de 30 francs, soit, avec l'avoir fiscal, un revenu global par action de 45 francs, dont une partie sera prélevée sur les réserves. Néanmoins, malgré cette distribution d'un montant global de 42,6 millions de francs, la situation nette consolidée comptable s'accroîtra de plus de 47 millions de francs, compte tenu, notamment, du montant affecté à la réserve spéciale des plus-values à long terme.

Pour les filiales contrôlées à près de 100 % par la Compagnie du crédit universel, les distributions proposées, qui reviendront donc presque intégralement à la maison mère, forment un total de 29 496 191 francs, soit un dividende net par action de 23 francs pour Crédit universel, 19 francs pour Universal Factoring, 44 francs pour Locuniver et 18 francs pour Linatime.

Rappelons qu'en 1989 le Groupe a implanté à Paris son nouveau siège social, afin de renforcer sa dimension nationale. Par ailleurs, des négociations sont toujours en cours avec le Banco Bilbao-Vizcaya pour une éventuelle prise de participation majoritaire dans la société.

POINT DE VUE

Marque de fabrication ou marque de distributeur ?

par Jean-Noël Kapferer

La force d'une économie se mesure à la force de ses marques. Un pays développé a de nombreuses et grandes marques, un pays peu développé a peu de marques, ou des marques faibles sans contenu ou notoriété. Ce que les pays forts exportent, ce n'est pas leurs enseignes, c'est leurs marques : il suffit de constater la pénétration et le nombre de marques allemandes ou japonaises dans notre pays pour s'en convaincre.

Aussi, tout ce qui nuit à la grande marque nuit à terme à l'économie, à sa croissance. Il semble qu'en France nous soyons bien loin d'en avoir pris conscience, au contraire !

En France, jusqu'à ce jour, la compréhension de la marque l'a réduite à un fait juridique ou un jeu de communication. Pour le droit, la marque repère et différencie l'offre d'une entreprise. La différence fondamentale entre une marque de producteur et une marque de distributeur tient à la nature de cette entreprise (un producteur ou un distributeur), c'est tout. Les publicitaires ont eux aussi beaucoup parlé de la marque : comment trouver le meilleur nom de marque, le meilleur graphisme de marque, faire la meilleure publicité de marque ? La marque ne serait qu'un discours, un ensemble de signes posés sur des produits dénotés comme globalement identiques. Bref, ce serait à la marque désormais de faire la différence, selon les théories publicitaires en cours. Dans ce jeu de communication, les distributeurs étaient absents : la montée des marques de distributeurs atteste qu'ils sont venus eux aussi à la communication. Pour un publicitaire, fondamentalement, il n'y a donc pas de différence de nature entre la marque de producteur et celle de distributeur.

Si l'on réduit la marque à un exercice juridique et graphique, il est normal qu'une déclaration liant grande marque et croissance économique paraisse paradoxale, si ce n'est incongrue. D'autre part, l'économie classique n'enseigne-t-elle pas le contraire ? N'est-ce pas la situation de concurrence pure et parfaite qui conduit à l'optimum économique ? Or, dans cette situa-

tion, les produits sont banals ou indifférenciés : l'acheteur ne peut distinguer le produit d'un vendeur de celui d'un autre vendeur. Dans ce contexte, la marque n'a pas de raison d'être !

De fait, la politique de concurrence française comme les avis de la commission de la concurrence reposent sur l'axiome selon lequel le régime le plus souhaitable pour que l'économie procure le bien-être maximum à la population est ce régime de concurrence parfaite, où la marque est suspecte.

On doit à Keynes d'avoir signalé qu'une génération crée des concepts, la suivante les apprend et la troisième les pratique. En effet, constatant de façon pragmatique que les meilleures économies modernes fonctionnaient surtout en régime de concurrence dite « imparfaite », c'est-à-dire avec des produits différenciés (donc des marques pour le signaler), les économistes modernes, à la suite de W. Baumol, ont attiré l'attention sur la corrélation obéissante des théories et concepts qui semblent gouverner les politiques publiques menées à ce jour.

Un maillon de la croissance

Avant d'être un acte de droit ou de communication, la marque est d'abord un maillon nécessaire dans le processus suivant, développé par les entreprises modernes : 1) Investissements en recherche et développement industriel. 2) Investissements en outils industriels de fabrication. 3) Fabrication d'un produit différencié. 4) Signalisation de ce produit par la marque. 5) Argumentation par la communication publicitaire au plus grand nombre possible pour bénéficier des économies d'échelle et réduire le prix de revient. 6) Jugement de l'utilité du produit par le consommateur pendant et après l'achat. 7) Eventuel ré-achat.

Comme le rappelle l'économiste B. Yon (cf. livre *La Marque*, chapitre VIII), c'est ce processus refait constamment et identiquement qui engendre la croissance économique. Le profit qui revient à l'entreprise rémunère sa prise de risque,

ses investissements en recherche, en outil industriel et l'encourage à poursuivre son œuvre de création de nouveaux produits, sources de croissance économique.

Dans ce processus, la marque fonctionne comme un brevet. Elle donne un nom à l'innovation pour la protéger et permettre au fabricant de récupérer les fruits de sa prise de risque. Comme on le voit, pour encourager la R & D et l'industrialisation du progrès, la marque cherche une extension territoriale de plus en plus grande dans son pays et à l'étranger : elle fournit ainsi des débouchés permettant de faire chuter les prix de revient. Limiter l'extension de la marque c'est bloquer ce mécanisme économique. De même, autoriser la copie et la contrefaçon, c'est aussi casser cette dynamique de croissance car c'est permettre à des acteurs de récupérer à leur profit personnel, sans prendre aucun risque, les efforts et les risques pris par le producteur innovant. Si la marque n'est plus assez protégée, alors l'entreprise pourrait choisir de ne plus innover car elle n'est plus sûre de voir rémunérée sa prise de risque. Cette situation est pourtant en train de naître actuellement en France.

La plupart des grandes enseignes du commerce concentré (Casino, Carrefour, Leclerc, Auchan, Intermarché, etc.) ont pour politique explicite de remplacer les grandes marques par leurs propres marques de distributeur. En effet, comme la grande marque nationale est présente chez chacun d'eux, elle crée une transparence du marché et favorise les comparaisons de prix par les consommateurs, donc pèse sur les marges et les prix de vente (par là même, la grande marque lutte contre l'inflation). Pour faire cesser cette possibilité d'être comparées sur les prix, ces enseignes éliminent donc autoritairement les grandes marques et leur substituent des produits vendus sous marque de distributeur, c'est-à-dire que le consommateur ne les trouvera que sous une seule enseigne.

Comment sont choisis ces produits à marque de distributeur ? Dès qu'une grande marque nationale, par son innovation, sa recherche, ses efforts industriels

et de marketing, révèle un nouveau marché en lançant avec succès un nouveau produit, la grande distribution suscite chez des sous-traitants la production d'une copie et fait faire chez des cabinets graphistes un emballage ressemblant le plus possible à l'emballage de la marque nationale à succès, puis leur fait prendre la part majoritaire du rayon.

Une totale asymétrie économique

Lorsque on ne voit dans la marque qu'un acte juridique et graphique, la marque de producteur et la marque de distributeur semblent effectivement bonnet blanc et blanc bonnet. C'est oublier que seule la marque de producteur est porteuse de croissance économique. La marque de distributeur ne prend aucun risque de R & D, aucun risque industriel, aucun risque de marketing et de commercialisation. Elle ne s'insère pas dans le processus créateur de croissance décrit ci-dessus mais le parasite de deux façons :

— Elle limite artificiellement l'extension de la marque innovante ;

— Elle détourne les profits rémunérant sa prise de risque et son innovation.

En effet, non seulement la grande distribution exige une prime de référencement pour accepter un nouveau produit sur ses linéaires, mais, si celui-ci réussit, elle suscite et stimule son imitation, si ce n'est sa contrefaçon, pour récupérer les profits de cette innovation sans en encourir les risques. Un producteur peut poursuivre un autre producteur en contrefaçon. Par crainte d'être dé-référencé sur tous ses produits, aucun producteur n'osera poursuivre une chaîne d'hypermarchés en contrefaçon.

Il est temps de reconnaître qu'entre la marque de producteur et la marque de distributeur il existe une totale asymétrie économique. Comme il y a une politique de la monnaie, il est temps que les pouvoirs publics en France se dotent d'une véritable politique de la marque.

► Jean-Noël Kapferer, professeur à HEC et à l'ISA est co-auteur du livre *La Marque* (McGraw-Hill, 1989)

PARIS/ÎLE-DE-FRANCE

Pomme de discorde en vallée de Chevreuse

Les moines et le ball-trap

La vallée de Chevreuse, d'embellie, évoque Port-Royal-des-Champs, son silence et ses frais vallons. Même en 1990, cette zone verte située à moins de 30 kilomètres de Paris conserve un aspect rural, qui passe pour un luxe aux yeux de certains aménageurs. S'il n'y avait le parc naturel régional de la haute vallée de Chevreuse, bien faible mola de résistance contre les projets immobiliers (Magny-les-Hameaux) ou autoroutiers (plateau de Sacy), on peut parier qu'il ne resterait bientôt plus grand-chose de cette oasis de verdure.

C'est justement parce qu'il apprécie le calme de la vallée de Chevreuse que Jean-Jacques Goupil, PDG des laboratoires du même nom (Fluoracryl, Bergesol), s'y installe à demeure en 1970. Il rachète le château en ruines de la Madeleine, forteresse médiévale qui domine la ville de Chevreuse, ainsi que plusieurs dizaines d'hectares de bois qui l'entourent sur le plateau.

Pour faire plaisir à ses amis chasseurs, Jean-Jacques Goupil installe un ball-trap en plein bois, qu'il baptise en 1974 Club sportif de la Roche-Coulouir. En fait de club

sportif, il s'agit bel et bien d'un établissement ouvert au public, où l'on pratique assidûment le tir aux cerises — une soucoupe de terre cuite appelée « plateau » par les tirailleurs. Mais, jusqu'au début des années 80, les activités du club restent limitées. On tire entre amis, le week-end. Seuls viennent les membres du club et leurs invités.

Tout change en 1981, lorsque l'établissement est mis en gérance. Aux quelque deux mille adhérents, qui filaient doux sous la coupe d'un champion de France du pistolet et du sanglier courant, s'ajoutent alors d'innombrables invités d'un jour qui viennent « casser du plateau » à défaut de casser du faisan. Alors que la tradition voulait que le club fournisse les cerises de tir spéciales — moins bruyantes que les cerises de chasse — les amateurs de ball-trap insistent pour tirer leurs propres projectiles, aussi bruyants que possible.

Les pétarades finissent naturellement par léser les voisins, qui portent plainte et obtiennent en 1986 la condamnation du club à cesser ses activités tant qu'il n'aura pas procédé à des travaux d'insonorisation. La confirmation de cette



condamnation par la Cour de cassation, le 7 décembre 1988, oblige M. Goupil à édifier quelques murs antibruits, qui ne satisfont malheureusement pas les voisins, exaspérés par les tirs à répétition.

Comble de malchance, le champ de tir de la Roche-Coulouir trouble

aujourd'hui la tranquillité de respectables voisins. Le château de la Madeleine, revendu par Jean-Jacques Goupil au département, est devenue la maison du parc naturel régional, chargée d'accueillir les visiteurs et de leur faire goûter les charmes de la région. A 900 mètres

du ball-trap vient d'être édifié un monastère bénédictin, le prieuré de Saint-Lambert-des-Bois, où quatre moines, conduits par un ancien polytechnicien, gèrent un centre de formation pour des stages et des séminaires d'entreprise. Ce haut lieu de la réflexion a déjà accueilli, en 1988, M. Michel Rocard et les siens. « Le week-end, c'est intense », avoue le père Gérard, supérieur du monastère. « C'est, parfois un coup à la seconde. Je préfère les chasseurs à ces casseurs d'assiettes ».

Par vent d'ouest, le vent dominant en Île-de-France, le bruit des détonations porte jusqu'au valon de Mignon-le-Chapelle, où se trouve, à 1,5 kilomètre, la Fondation Anne-de-Gaulle. Cette institution pour femmes mongoliennes a été créée au lendemain immédiat de la guerre par Yvonne de Gaulle, en mémoire de sa fille. Installé dans le château de Vert-Cour, construit en 1902 à l'aplomb de coteau au milieu des bois, l'établissement accueille aujourd'hui une quarantaine de pensionnaires, toutes trisomiques ou débiles profondes, dont s'occupe une poignée de religieuses et quelques laïques.

Ces femmes terriblement handicapées, parfois traumatisées par la guerre dans leur petite enfance — c'était une des conditions d'admission fixées par M^{me} de Gaulle, — supportent mal le bruit des fusillades. Et les sœurs qui se dévouent pour elles ressentent comme une blessure l'écho de ces tirs gratuits qui se multiplient dès le vendredi soir. « Elles vont finir par craquer », explique Jean Méo, conseiller de Paris et membre du conseil d'administration de la Fondation. L'ancien chargé de mission au cabinet du général désempare à trouver des volontaires pour remplacer les sœurs, au cas où celle-ci renonceraient.

Mais les amateurs de ball-trap ne paraissent pas prêts à abandonner leur club de la Roche-Coulouir. « On nous chasse de partout », disent-ils pour leur défense. Quant aux élus du parc, dont beaucoup sont des amis de Jean-Jacques Goupil, ils n'osent pas protester. Pour eux, un ball-trap vaut bien un terrain de golf, car cela reste un espace vert. Sauf pour les voisins, verts de rage.

ROGER CANS

Le Conservatoire national des techniques va être rénové

Promenade au musée des inventions

Adolescents curieux, promeneurs rêveurs ou touristes étrangers : le Conservatoire national des techniques a accueilli l'an dernier cent cinquante mille visiteurs.

C'est encore peu pour un musée de cette ampleur, mais c'est près de trois fois plus que les années précédentes. Les hasards de l'actualité et de l'histoire ont beaucoup fait pour cette renaissance : grâce au bicentenaire de la Révolution, on s'est d'abord souvenu qu'il y avait eu une révolution ; puis, la gloire de nos savants des Lumières.

L'entreprise de réunir toutes les inventions techniques en instituant ici une sorte de dépôt légal ne pouvait naître que du cerveau d'un encyclopédiste. L'abbé Grégoire vint en 1794 présenter à la Convention les moyens de « perfectionner l'industrie nationale ». Il croyait dur comme fer aux vertus du savoir : « Il faut éclairer l'ignorance qui ne connaît pas, et la pauvreté qui n'a pas les moyens de connaître ». Le transfert de ses cendres au Panthéon a été tout naturellement un coup de projecteur sur le musée qui matérialisait ses idées.

Pour finir de remettre les lieux à la mode, il ne manquait qu'un grand livre : Umberto Eco l'écrivit avec son *Pendule de Foucault*. C'est bien ici que se balance l'original, répétant en continu la démonstration de la rotondité de la Terre. Résultat : début 90, la décision de rénover le musée a été prise en conseil des ministres.

Un instrument de pédagogie

Il était temps. Comme le Palais de la découverte, le Musée de l'homme ou encore la galerie du Musée d'histoire naturelle, le Conservatoire national des arts et métiers dépend du ministère de l'Éducation nationale. Comme eux, il voyait passer d'un œil jaloux les crédits dont bénéficiaient les musées du ministère de la Culture. Pas question pourtant de venir sous la coupe de Jack Lang : le conservatoire était né du désir d'instruire ; il ne pouvait pas perdre cette mission pédagogique. Installé dans l'ancien prieuré de Saint-Martin-des-Champs, dont il occupe la chapelle du treizième siècle, le conservatoire était conçu pour témoigner, certes, du progrès, mais aussi pour former, par des maquettes et des démonstrations, les futurs diplômés des Arts et Métiers. Autour des bâtiments du dix-huitième siècle, s'en rajoutèrent d'autres au dix-neuvième pour accueillir dans une sorte de cloître de la science les jeunes ingénieurs en apprentissage.

Peu à peu, pourtant, la nature de l'enseignement technique évolua : l'approfondissement théorique sup-

planta le contact direct avec les machines. Faute de place, le musée ne put suivre les différents virages de la technologie, et ses collections se figèrent aux alentours des années 20. Depuis, les salles ont vieilli, les engrenages se sont immobilisés et les machines à vapeur se sont tuées : quatre personnes pour faire vivre ce monde de poulies et de soupapes, c'est peu. « D'autant que la restauration de ces objets exige beaucoup de temps et de précautions, explique un spécialiste. Il faut remettre l'objet dans son état premier, alors qu'il a souvent subi des réparations de fortune. Et puis, la précision est fondamentale : si l'on n'a pas suffisamment de rigueur pour nettoyer un mètre ou un décaltre, par exemple, on risque d'enlever de la matière, et la mesure est alors faussée. » Pour ajouter au déclin, il ne manquait que la ruse des directeurs, imprévisant à chaque fois, tandis que les collections s'accumulaient dans les caves : 80 000 objets en réserve, pour 8 000 présentés.

Expositions à thèmes

Pourtant, derrière ces vitrines où s'accumulent, accompagnées parfois d'écritures sibyllines, horloges, lentilles, balances et poulies, on croise d'authentiques trésors. Sous la nef de la chapelle, entre le fameux pendule de Foucault et l'original de la statue de la Liberté de Bartholdi, un brio-à-brac qui retrace nos inventions les plus folles pour aller plus haut, plus loin et plus vite : l'avion d'Alber Duval, un Hispano et une Ford T, tandis que le fardier de Cugnot, un chariot précédé d'une chaudière conçue pour acheminer les troupes sans l'aide de chevaux, attend encore son baptême du feu ; l'heure de la voiture « automobile » n'était pas arrivée.

Plus loin, c'est le laboratoire de Lavoisier. Ce « jeu de chasse sur les côtés, cette sorte d'autel alchimique au centre, cette liturgie de macabre civilisée du dix-huitième siècle [ne sont] pas un effet de disposition fortuite mais stratagème symbolique, au contraire », écrit Umberto Eco. Ici, en effet, les objets sont mis en scène, derrière la table de travail du savant, et l'on pourrait en quelques minutes répéter ses expériences et fabriquer de l'eau à partir d'oxygène et d'hydrogène. On passe devant les premiers pianos mécaniques — dont plus personne ne joue — la vraie machine à calculer de Pascal, ou encore le cadran des frères Lumière.

On arrive enfin dans la salle des automates : le joueur de flûte traversière, le tambourinaire provençal et le canard buvant, mangeant et digérant de Vaucanson n'ont pas traversé les troubles de l'histoire, mais il reste ici une jouasse de tympanon construite seulement

quarante ans après. Elle ne s'anime aujourd'hui, faite de moyens, qu'un mercredi par mois.

Tous les objets qui sommeillent doucement forment des idées à Dominique Ferriot, la conservatrice en chef. Si les subventions promises arrivent, elle sait déjà à quoi ressemblera son musée lorsqu'il fêtera son bicentenaire, en 1994. D'ores et déjà, elle s'emploie à multiplier les expositions temporaires, histoire de montrer que l'enjeu en vaut la peine. Le montage réalisé sur le système métrique a connu un grand succès, et l'on s'arrête, en ce moment, dans un petit cabinet où un automate raconte l'histoire de la lanterne magique.

Sont également prévues pour cette année deux expositions : « De la machine à calculer de Pascal à l'ordinateur » et « Des moteurs de Charles Adler aux turbohélicoptères ». « Ces thèmes ne sont pas seulement prétextes à animation, explique Dominique Ferriot. Ils permettent aussi de relier les objets conservés avec l'actualité des techniques. Même s'il n'est pas question de retracer une continuité, je pense qu'il faut donner à voir le point d'aboutissement des recherches et des découvertes. Cela permet en outre de développer le partenariat avec les entreprises ».

Autre axe de développement : réunir les techniques dans l'histoire de la société et des mentalités. Prolonger, par exemple, la présentation des premiers chronomètres de marine par une rétrospective des grandes découvertes, ou encore expliquer le Taylorisme à propos de la fameuse Ford T. Toutes ces bonnes intentions prennent évidemment de la place : le musée va probablement s'étendre sur quelques salles de plus. Il aura la cafétéria, l'accueil et le vestiaire qui lui font aujourd'hui défaut. Il disposera aussi d'une réserve importante, située en banlieue de Paris, pour traiter les collections.

« Mais surtout, estime Dominique Ferriot, nous devons réinsérer le musée dans son réseau. Outre la Cité des sciences, il existe aujourd'hui près de deux cents musées techniques. Nous allons développer des habitudes d'échange de collections et de compétences pour faire vivre notre fonds. Enfin, nous tenterons de redonner sens à notre projet pédagogique : le musée peut intéresser de jeunes élèves, des curieux, mais aussi des ingénieurs qui ont besoin d'une culture technique pour résister leurs activités. Pourquoi ne pas imaginer que nous servions aussi de vitrine aux enseignements du CNAM ? »

Un musée pour rêver, mais aussi pour apprendre, au contact des traces matérielles des ambitions humaines. Le CNAM vice haut : la réconciliation entre la science, l'histoire et la poésie.

JEAN-LOUIS ANDRÉ

Un « marché du livre ancien » dans le XV^e

La brocante de l'édition

« Moi, je fais des livres artistiques pour vivre et des volumes anciens pour le plaisir », lance ce jeune bouquiniste qui aligne ses cagots de bouquins entre les piliers de la halle aux chevaux, dernier vestige des abattoirs de Vaugirard. Sous les voûtes du pavillon Bataud, rue Brancion (15^e arrondissement), à l'orée du parc Georges-Brassens, non loin du Théâtre Silvia-Monfort, le « marché du livre ancien » installe, en effet, tous les samedis et dimanches, ses tréteaux.

Ce « marché aux paces » de l'édition accueille les flâneurs curieux, les amateurs de livres du temps jadis et d'illustrations du début du siècle. Le dernier refuge parisien des collectionneurs et des amoureux fous des vieux bouquins et des reliures fanées échappées d'une bibliothèque vendue à l'encan, du fond d'une armoire-boutique ou d'un grenier de grand-mère. On fouille les rayons de livres, on scrute le fil des pages, on examine les dorures poisseuses, on déchiffre l'année de parution. Bref, le besoin de regarder, l'envie de toucher et le désir de posséder.

Ils sont une soixantaine de « libraires », venus de Nice, Strasbourg, Clermont-Ferrand, Tou-

louse ou de la banlieue parisienne qui offrent, ainsi, chaque fin de semaine, leurs trouvailles en les alignant sur des étagères de bois qui, en son temps, fit fureur. Ouvrages politiques, historiques, récits de voyages, traditions régionales ou livres d'art épuisés. L'un de ces bouquinistes possède une étonnante collection de vies de saints. Rien que pour Jeanne d'Arc, trois cents volumes. « Un prêtre est venu d'Espagne pour m'acheter un bouquin sur sainte Thérèse d'Avila », confie ce rat de bibliothèques sages, qui a élu domicile sur une péniche.

Professionnels et amateurs

An hasard des états, parfois un texte rare d'un auteur d'aujourd'hui ou d'hier, un « original » et son tirage limité sur beau papier ou une reliure gravée par un artiste. Récemment, on a vendu ici une « belle pièce », selon les habitudes. Une œuvre fin dix-huitième début dix-neuvième siècle pour 15 000 francs. Bien sûr, tous les livres exposés sous la halle n'ont pas cette valeur marchande. On en trouve à tous les prix. Pour tous les goûts. Et le marchandage n'est pas interdit. Question de flair.

JEAN PERRIN

DÉBAT : quel avenir pour la région parisienne ?

Retour à la centralisation

par Jean-Pierre Fourcade

La publication du Livre blanc sur l'Île-de-France marque un tournant dans les relations entre les collectivités locales et l'État. Précedé par la réforme de la dotation globale de fonctionnement, principal concours du budget de l'État aux collectivités locales, et sans doute suivi par un projet de loi réorganisant les conditions de fonctionnement de l'administration territoriale, ce Livre blanc témoigne d'une volonté manifeste de revenir sur le mouvement de décentralisation amorcé depuis 1974 et amplifié en 1982. Tout se passe comme si l'actuel gouvernement estimait que la qualité de la vie quotidienne ne doit plus être confiée aux communes, aux départements et aux régions et que, seules, les administrations et les entreprises publiques sont capables d'aménager, de transporter, de loger et de mieux protéger les citoyens.

Pour l'État local que je suis depuis bientôt vingt ans, de multiples signes confortent cette tendance : contrôle tatillon des décisions locales, réduction des transferts financiers, mise en place d'établissements publics d'aménagement, textes législatifs organisant de nouvelles répartitions de compétences en matière sociale, menaces de péréquations fiscales destinées à uniformiser les actions locales...

Un seul point demeure à l'abri de ce retour en force de la centralisation, c'est celui du financement.

De manière paradoxale, en effet, le gouvernement entend reprendre l'initiative dans la plupart des secteurs transférés aux collectivités locales — urbanisme, transports, aide sociale, logement, éducation — en demandant un surcroît de financement à ces mêmes autorités. L'exemple des universités est, à cet égard, démonstratif. Confronté à une crise de grande ampleur, qui résulte aussi bien de l'insuffisance des locaux que de la mauvaise organisation de l'ensemble, le gouvernement sollicite le concours financier de toutes les collectivités locales sans accepter la moindre discussion sur l'organisation des filières de formation et la localisation des universités nouvelles. Est-il souhaitable que ceux qui n'ont pas su prévoir les besoins de la décennie 90 continuent, seuls, à prendre toutes les décisions ?

Conjuguer le retour à la centralisation et le désengagement financier, voilà l'exercice auquel nous assistons depuis quelques mois. Il serait étonnant que les élus locaux acceptent sans discuter, même si certains d'entre eux feignent de ne pas s'en apercevoir.

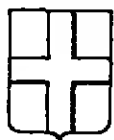
Quelles limites à ce mouvement pendulaire, qui interfère toute continuité à l'action des collectivités locales et qui risque de perturber notre vie quotidienne au moment où s'accroît la construction européenne.

Pour moi, l'affaiblissement du rôle des pouvoirs intermédiaires et le renouveau d'ambition des administrations centrales posent le problème de l'organisation constitutionnelle de notre pays. Faut-il envisager une révision du Titre XI de la Constitution de la V^e République, celle qui concerne les collectivités territoriales ? Faut-il que les rapports financiers entre le pouvoir central et les pouvoirs locaux soient mis à l'abri des lois de circonstance ? Faut-il proposer un référendum pour clarifier l'organisation des pouvoirs publics ? Voilà des sujets que j'aimerais voir traiter par priorité, dès que l'opposition et la majorité en auront terminé avec les conflits idéologiques et les querelles de personnes.

Bien au-delà des divergences politiques, l'équilibre profond de la nation française ne peut osciller sans cesse entre une décentralisation hâtivement mise en œuvre et une centralisation répétée de l'article 49, 3^e alinéa, permet au gouvernement d'obtenir l'acquiescement forcé du Parlement. Mais la question se pose de savoir s'il ne convient pas d'instituer quel-

صحنه من الراحل

صك: ا من الاصل



(Publicité)

Le Monde • Jeudi 8 mars 1990 35

Marseille s'adresse à la France, à l'Europe et au Monde

"Trop, c'est trop"

Notre spontanéité n'exclut pas la patience, mais il y a des limites à ne pas dépasser, une décence à respecter, une vérité à ne pas médiatiquement falsifier.

Des rumeurs entretenues, des amalgames volontaires, des mensonges répétés, des calomnies perverses, à la limite parfois de la haine, ternissent notre image et risquent de faire obstacle à notre propre croissance et à celle de notre bassin de vie et d'emploi.

Quelles sont les motivations de ce désir d'exclusion de notre ville par certains? Sont-elles avouables? Nous pouvons nous le demander, au-delà de rancœurs ou d'intérêts personnels.

Nous ne voulons pas contre-attaquer négativement, mais dire et montrer la réalité:

— aujourd'hui par ce message commun, que nous lançons ensemble et que demain d'autres signeront avec nous,
— ensuite en faisant connaître, ensemble à nouveau, ce qu'est notre ville, sa vraie nature, ses problèmes certes, mais aussi tout ce qu'elle comporte de positif, son potentiel scientifique et universitaire, son dynamisme économique et commercial, sa richesse culturelle, l'efficacité de ses travailleurs, sa modernité, ses capacités toujours renouvelées au cours des temps dans ses vocations terrestres et maritimes. Ses projets et ambitions sont fondés sur des données solides.

Nous expliquerons nos atouts, Nous ferons comprendre que l'apport démographique extérieur n'a pas constitué un handicap dans notre histoire, lorsqu'il est demeuré dans des normes raisonnables. Nous rappellerons que Marseille est à la jonction de l'Europe et de l'Outre-Mer.

Dans le respect de notre diversité, nous avons en commun des responsabilités multiples vis-à-vis de Marseille, notre engagement pour son avenir, notre volonté d'assurer sa prospérité.

Nous sommes conscients des difficultés comme il en existe partout ailleurs, de ce qu'il faut changer, de ce qu'il faut réaliser. Nous savons faire des bilans, rechercher des solutions et les mettre en œuvre. Nos demandes auprès de l'Etat sont justifiées.

Nous avons subi les contrecoups d'une évolution politique et économique, comprenant leurs raisons parfois, acceptant aussi les impondérables.

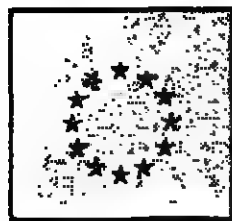
En cette période de grande restructuration européenne et où l'Europe du Sud devra être un facteur d'équilibre, la grande métropole du Sud de la France qu'est Marseille ne saurait être et n'entend pas être absente. C'est en ce sens qu'elle assume et assure sa mutation.

Ses détracteurs systématiques, irresponsables, portent préjudice à une ville et à ses habitants, à ses travailleurs de tous secteurs, au développement d'activités déjà implantées, nouvelles ou à venir, mais aussi à l'ensemble de la France et à l'avenir de l'Europe, car Marseille est une place nécessaire à sa construction.

Non, Marseille n'est pas une ville blessée. C'est une ville bien vivante, fière de son passé et confiante dans son avenir.

Marseille, le 7 mars 1990

M. R.P. VIGOUROUX Maire de Marseille, Sénateur des Bouches-du-Rhône
M. F. LE BARS Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille
M. J. ROUSSET Président du Port Autonome de Marseille
M. J.L. LAMY Président de l'Union Patronale
M. B. MARTIN Président du CJD de Marseille
M. R. TOCHOU Président de la SOCIAM
M. GUERMAND Président de la Chambre des Métiers
Mme M. ESPOSITO Présidente de l'Association Femmes Chefs d'Entreprises
M. H. ROUX-ALEZIS Président Délégué Aéroport Marseille Provence
Mme C. PERDEREAU Présidente de la Jeune Chambre Economique de Marseille
M. A. PAGET Président de la Fédération du Bâtiment et Travaux Publics
M. J.C. BOUVIER Président de l'Université Aix-Marseille I
M. le Docteur C. MERCIER Président de l'Université Aix-Marseille II
M. le Professeur J.C. CHERMANN Directeur de Recherche, Directeur de l'INSERM
M. A. ROQUIE Administrateur Délégué du C.N.R.S.
Monsieur R. COFFY Archevêque de Marseille
M. J. OUKIN Grand Rabbin de Marseille
Mgr VARTANIAN Archevêque Eglise Apostolique Arménienne
M. le Pasteur DODRE Consistoire Protestant de Marseille
Révérend Père C. ARGENTI Eglise Orthodoxe Grecque de Marseille
M. B. SECK Imam
M. ALBE Directeur Général de la Banque Populaire Provence & Corse
M. A. ARIZARI Président du Conseil Régional de l'Ordre des Architectes
M. M. BASSI Directeur du Méditerranéen
M. Y. BONNEL Maire du 4^e Secteur
M. S. BOSA Président du Club Culturel Ouvert et Communication
M. A. BRAHIM Union des Tunisiens pour l'Avenir
M. G. BRIATA Artiste Peintre
M. J. BUCKI Président de l'Union pour un Nouveau Regard sur Marseille
M. S. CASTELLAN Président de l'Automobile-Club
M. G. DOSSETTO Secrétaire Général Syndicat F.O. (Union Départementale)
M. R. GANNIER Président de l'Ordre des Experts Comptables et Comptables Agrés
Mme S. GALLIX Maire du 3^e Secteur
M. E. GILLES Président du Rotary Club de Marseille
M. M. GUENOUN Président du Consistoire Israélite de Marseille
Maitre B. GUIBERT Cofin International
M. E. GUIGOU Président du Rotary Club de Marseille
M. J.C. IMBERT Maire du 1^{er} Secteur
M. M. JALTIER Président de la Chambre Syndicale des Publications
M. J. KARPO Directeur Artistique de l'Opéra de Marseille
M. R. KORSIA Président du Groupement des Entreprises Marseille-Arnavaux
M. J.J. LEONETTI Maire du 2^e Secteur
M. C.E. LOO Maire du 5^e Secteur, Président de Carrefour Solidaire
M. Christian MAILLARD Secrétaire Général de l'Association Publique à Marseille
M. J.L. MALATERZE Président du Rotary Club de Marseille
Maitre R. MALINCONI Président de la Commission de l'Image de Marseille
M. M. MARECHAL Directeur du Théâtre National de Marseille (La Crampe)
M. Gérard MARTEL-REISON Président de la Chambre Départementale des Notaires des Bouches-du-Rhône
M. G. MERLHE Directeur Général de l'Assistance Publique à Marseille
M. J.Y. MOINE Président de l'Union Départementale des Associations Familiales des Bouches-du-Rhône
M. G. MONJANEL Vice-Président de l'Ordre Départemental des Pharmaciens
M. le Bâtonnier BOLLET de l'Ordre des Avocats du Barreau de Marseille, représenté par M. P. MONLAU
M. F. MOSCATI Secrétaire Général de F.O. Municipaux
M. R. OLMETA Président du Club d'Action et de Reflexion pour Marseille
M. J.M. PERETTI Directeur de l'Ecole Supérieure de Commerce de Marseille
M. L. PERPERE Président Directeur Général du Provençal
M. R. PETIT Directeur du Ballet National de Marseille R. Petit
M. C. POITEVIN Président de "Renouer Marseille"
M. M. PRUNETTA Maire du 1^{er} Secteur
M. M. RAMPAL Président du Rotary Club de Marseille
M. RASTOIN Maire du 7^e Secteur
M. J. RENUCCI Gouverneur du Kinana International
M. ROCCA-SERRA Président du CIAES
M. S. EDDINE BARIKI Union des Musulmans-Marseillais
M. J.F. SALESSY Président de l'Association Majorée Jeunesse
M. C. SEATELLI Président de la Contédération des C.I.O. de Marseille
M. G. TOUZENIS Directeur de l'Ecole d'Art de Luminy
M. le Professeur VAGUE Professeur Honoraire de la Faculté de Médecine de Marseille, Représentant l'Académie de Marseille
M. L. VASSAI Maire du 6^e Secteur, Reconstructeur Social Démocrate
M. ZATTARA Président du Conseil Départemental de l'Ordre National des Médecins



CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • *Le Monde* • Süddeutsche Zeitung • CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

SOLARONICS

Challenge n° 1 for Engineers

Solaronics, (110 associates, 100 MF sales, 100 % growth for the last 3 years) a world leader in gas-fired infrared technology needs two professional Engineers for the sales/sales support of their product in Europe. Solaronics, a French company based near Lille - with subsidiaries in the USA and Canada, designs, manufactures, markets and services high efficiency gas-fired infrared systems, mainly for the pulp/paper industry worldwide. These systems help our customers, improve product quality, save raw material and energy, increase productivity and reduce costs.

ENGINEER, SALES SUPPORT

In this key position, you will support our local sales representatives to market, sell and commission our systems, throughout Europe. You will work closely with management and technical personnel in both customer and Solaronics organizations to achieve, with our equipment, on time and long-term results for our customers. To succeed in this position, you should have a solid technical background and a good command of English. An additional European language would be an asset. The ideal candidate should be a graduated engineer (Mines, A.M., H.E.L.,...) with a first successful industrial experience.

Both positions require to be self-sufficient, motivated, creative, well organized, free to travel, a hard-worker, good capacity to analyze and to communicate. Customer satisfaction through a well-done job would be your continuous challenge. These jobs offer a tremendous challenge and are accompanied by an excellent salary, including fringe benefits. As part of your compensation, you will share in the success of this very fast growing international organization.

Both positions can lead to greater sales responsibility in the future. Please send your C.V. to Solaronics Z.I. n° 3 rue du Kammel 59220 ARMENTIERES or call Mrs Danielle HAVRAN, Executive Secretary, Tél. : 20.77.78.22.

SALES ENGINEER

Your job will consist in direct marketing and sales of our systems in France, Belgium and French-speaking part of Switzerland. You will conduct machine surveys to identify customers' needs, give professional presentations on the product, make quotations and get orders. You will also establish a long-term relationship with our customers and make sure they are satisfied with both system performance and service. The ideal candidate should be a graduated engineer (Mines, A.M., H.E.L.,...) with 3/4 years of successful sales experience in the capital investment field. A good knowledge of English is also required; an introduction in the French pulp/paper industry would be a plus.

Nous recherchons un(e)

manager

pour le développement de la structure administrative

Il (elle) devra conduire nos projets d'infrastructure. A moyen terme, il sera possible de prendre la responsabilité de l'ensemble de l'administration, en France et en Allemagne.

Pour présenter votre candidature : vous devez parler couramment le français, l'allemand et l'anglais. Vous êtes

diplômé d'une grande école de commerce ou de gestion (Bac + 4 ou + 5) et vous disposez d'expériences en administration des entreprises.

Vous trouverez chez nous un groupe collégial de Français, d'Allemands et d'Anglais qui voient leurs perspectives d'avenir sous un jour favorable.



Metaplan S.A.R.L.
1, rue du Ruisseau Blanc
F-91620 Nozay

Metaplan GmbH
Goethestrasse 16
D-2085 Quickborn

INTERNATIONAL MARKET DEVELOPMENT: A MAJOR CAREER CHALLENGE

Young marketing achievers - c.£50,000 + car - based SE England

As a Mars company, we at Mars Electronics International can offer you unparalleled opportunities for significant career progression as well as the chance to broaden your professional skills in a truly international business environment.

The commercial success of our innovative technology-based products is outstanding: we continue to achieve substantial annual growth in all our major markets, and are making an even more dramatic impact in many developing sectors.

We are now looking for the young, graduate-calibre marketing professionals who can contribute to the rapid development and effective management of our dynamic marketing strategy. Operating in an environment of excellence, you will supply both direction and impetus for increasing market penetration: your impact on our future success will be decisive.

You will need a good degree or MBA, proven analytical marketing skills, excellent interpersonal skills (including the ability to communicate fluently in English) and - above all - the potential for career advancement to general management.

Your salary will be supported by a comprehensive range of non-contributory benefits including, if appropriate, assistance with relocation to the West London/Thames Valley area.

If you have the high potential we seek, please write with full career details to Peter Newbould, Personnel Division, Mars Electronics International, Eastcote Road, Wymondley Triangle, Wokingham, Berkshire RG11 5AQ, England. We are an equal opportunity employer.

MARS ELECTRONICS
International

CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • *Le Monde* • Süddeutsche Zeitung



ENSEMBLE
NOUS CONSTRUISONS
UNE EUROPE
COMPÉTITIVE ET
PERFORMANTE :
L'EUROPE DES TALENTS

CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

Le Monde

de l'
International

L'INSTITUT UNIVERSITAIRE DES HAUTES ÉTUDES INTERNATIONALES GENÈVE

Ouvre une inscription pour un poste à plein temps de professeur / professeur-adjoint d'économie internationale.

Les candidats doivent justifier d'excellentes connaissances analytiques et être capables de combiner théorie et recherche appliquée. La préférence sera donnée aux candidats ayant démontré un intérêt particulier pour l'application à l'économie internationale, plus spécifiquement à la politique commerciale ou à la finance internationale, de l'une ou plusieurs des branches suivantes de l'analyse économique : théorie de la finance, théorie des jeux, organisation industrielle, théorie des choix collectifs.

Les candidats, titulaires d'un doctorat, doivent avoir une bonne expérience de l'enseignement universitaire et justifier de publications substantielles. Selon son dossier scientifique et son expérience, le candidat retenu le sera en tant que professeur ou professeur-adjoint. L'enseignement pourra être donné en français ou en anglais, mais une connaissance suffisante de l'autre langue est nécessaire. Entrée en fonction : 1^{er} octobre 1991 ou à convenir.

L'Institut se réserve le droit de recourir à une procédure par appel. Les dossiers complets, comprenant une lettre de candidature, un curriculum vitae détaillé et une liste de publications, doivent parvenir, le 31 mai 1990 au plus tard, au directeur de l'Institut universitaire de hautes études internationales - 132, rue de Lausanne, 1211 Genève 21 (Suisse) Fax : 41-22-738-43-06. Le cahier des charges peut être obtenu à la même adresse. Aucun dossier de candidature reçu après le 31 mai 1990 ne sera pris en considération.

L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE met au concours un poste de professeur ordinaire de langue et littérature françaises modernes.

Il s'agit d'un poste à charge complète :
6 heures hebdomadaires de cours et de séminaires ;
direction de recherches.
Titre exigé : doctorat ès lettres ou titre équivalent.
Entrée en fonction : 1^{er} octobre 1991 ou date à convenir.

Les dossiers de candidature doivent être adressés
avant le 2 MAI 1990 au secrétariat
de la faculté des lettres, rue de Candolle 3,
1211 Genève 4 (Suisse) où peuvent être obtenus
des renseignements complémentaires sur le cahier
des charges et les conditions.

SOCIÉTÉ AGRO-INDUSTRIELLE RECHERCHE UN

DIRECTEUR COMPTABLE ET FINANCIER

Formation Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent.

Pour poste à pourvoir en AFRIQUE FRANCOPHONE.

Envoyer et envoyer C.V. sous réf. 39.451 à CONTEXTE PUBLICITE,
38, rue de Villiers, 92532 LEVALLOIS-PERRET Cedex, qui transmettra.

SODEXHO, leader français de la Restauration Collective et leader mondial de la gestion de bases-vie, recherche pour la zone AFRIQUE des

RESPONSABLES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS

Rattaché au Directeur d'un pays, vous prendrez en charge tous les aspects de la gestion financière : comptabilité, trésorerie, budgets, problèmes juridiques, ...

Vous aurez en outre la responsabilité de la circulation des informations vers les directions opérationnelles et l'animation de l'équipe de gestion du pays.

Agé d'environ 27 ans, de formation supérieure (ESC, Université...) et titulaire du DECS vous avez une première expérience d'au moins 2 ans en cabinet ou au sein d'une direction financière.

Autonome et responsable, vous souhaitez aujourd'hui donner une dimension internationale à votre carrière.

Postes basés au Nigéria, Cameroun, Congo, Angola, République centrafricaine.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions, sous réf. LM59 RAF, à SODEXHO, Brigitte HUG, BP 67, 78185 Saint-Quentin-en Yvelines Cedex.

SODEXHO
Là où vivent les hommes.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

صكنا من الامل

صك زامن الاصل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

International

Le Monde • Jeudi 8 mars 1990 37

ENTREPRISE

Manager

ENTREPRISE



DIRECTOR EASTERN EUROPE AREA (Brussels based)

The International Wool Secretariat (IWS) is a world-wide wool textile marketing organisation. Its principal activities are international promotion of wool products at the consumer level, product development and technical services to industry and quality control of Woolmark-labelled merchandise.

IWS is financed by wool producers in the Southern Hemisphere. It has offices in over 30 countries, including in Eastern Europe. We are looking for a senior executive to direct the operations of the Eastern Europe Area Office of the IWS.

Based in Brussels, you will be responsible for developing and implementing policies in Eastern Europe and the U.S.S.R. aimed at increasing the consumption of wool throughout the area. You will be directing a multinational team of marketing and technical specialists and you will be able to call upon a wide range of internal and consultancy services to assist you.

Aged over 40, you will have had extensive first-hand experience of working in Eastern Europe and, in particular, in the Soviet market, preferably gained in the commercial or technical fields. Experience in textiles would be desirable.

You must have first-class knowledge of English and familiarity with Russian. Proficiency in French, German or Italian would be an additional advantage.

You will be professionally qualified in one of the following disciplines: commerce, business management, law or the sciences. In addition, you will have well developed negotiating and organisational skills, an innovative nature and be able to provide effective leadership to highly professional and motivated staff.

Extensive travel, in Europe and world-wide, will be necessary.

This is a senior management position within a well-established, dynamic, international organisation. Consequently, a salary commensurate with the responsibilities of the position plus additional benefits will be offered.

Applications, giving full personal and career details in English, together with a photograph, should be sent, marked "Confidential", to: International Wool Secretariat, Attention: Finance and Administration Manager, Eastern Europe Area, Centre International Rogier, 18ème étage, boîte 329, B-1210 Brussels (Belgium). Applications will be treated in the strictest confidence.



PURE NEW WOOL

working for human rights

Head of Library Services

17201

Head up this active and developing unit and help us provide a first class information service, so vital for our research and campaigning work. An enthusiastic librarian/information specialist, you should have a professional qualification in Librarianship or Information Science, and several years' experience, preferably in a specialist information unit. You will also need experience of supervising staff. We have recently acquired - CAIRS - software for automating the library and so it is important that you have extensive knowledge of information technology. Excellent English is essential and a working knowledge of another language is desirable. Closing date: 9th April, 1990. Ref. No. ISD 1/90.



For further information and an application form please contact: Personnel Office, Amnesty International, International Secretariat, 10, Cannon Street, London EC1A 3DF, United Kingdom. Tel: 01-587 5905 (24hr answering machine). Please quote application reference number.



L'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture invite les personnes intéressées à présenter leur candidature pour le poste de

FONCTIONNAIRE CHARGE D'INFORMATION (RADIO)

pour son siège à Rome, Italie

- Responsabilités: Ecrire et produire pour la radio en anglais et en français. Entretenir et développer des relations professionnelles avec les correspondants locaux ou en visite. Entreprendre des missions de reportage pour recueillir des enregistrements sonores à utiliser dans les productions radiophoniques de la FAO.
 - Qualifications: Diplôme universitaire. Cinq ans d'expérience professionnelle en radiodiffusion en tant qu'auteur, présentateur et réalisateur. Connaissance du système international de coopération radiophonique. Etre disposé à travailler sur machine de traitement de textes. Aptitude à établir et à conserver de bonnes relations de travail avec des personnes de nationalités et de cultures différentes. Connaissance courante de l'anglais et du français. Connaissance moyenne de l'espagnol ou de l'arabe souhaitable.
 - Avantages: Indemnité d'installation, salaire exempté d'impôts, indemnité de poste en fonction du coût de la vie, indemnité pour frais d'études des enfants et autres avantages liés à l'emploi dans une organisation internationale.
- Envoyer un curriculum vitae détaillé avant le 24 avril 1990, en citant VA 771-GII à: Recrutement Central, FAO, Via delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie.

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

ESPRIT: Programme stratégique européen de recherche et de développement dans le domaine des technologies de l'information. La Commission recherche des candidats qualifiés pour jouer un rôle moteur dans le cadre de la deuxième phase du programme ESPIR. Lieu de travail: les candidats retenus seront affectés à Bruxelles ou à un autre site, dans d'autres lieux d'activité de la Commission. Contrats de 2 à 5 ans avec possibilité d'extension (régimes: Agents temporaires). Plusieurs postes sont à pourvoir.

ADMINISTRATEURS DE PROJETS (FONCTIONNAIRES SCIENTIFIQUES PRINCIPAUX COM / R / A / 45-carrière AA) (FONCTIONNAIRES SCIENTIFIQUES COM / R / A / 46-carrière AB / AS) pour des fonctions d'administration des projets de R & D.

Pour ces deux types de fonction, une expérience approfondie dans un ou plusieurs domaines décrits ci-après est exigée. Administration des projets de R & D.

Les tâches comprennent: l'organisation, la négociation des contrats, la supervision technique, le suivi de la gestion, les transferts de technologies, la distribution des résultats.

A) Microélectronique et technologies de l'électronique de la R & D et applications avancées de la technologie des semiconducteurs, équipements et techniques nécessaires à la fabrication et à l'essai de circuits VLSI, CAD pour systèmes VLSI et d'analogue-numérique, technologies des circuits d'essai, capteurs, artifices, etc.

B) Systèmes de traitement de l'information: traitement du signal, parole-vision, systèmes multicaux, cognitif, architectures avancées d'ordinateurs et de systèmes, génie logiciel et ingénierie de systèmes.

C) Production intégrée par ordinateur (PLI): introduction des produits et de la production, contrôle-commande des machines et des processus, robotique, cognitive et génie logiciel pour systèmes de production, architecture et communications, planification d'implantation et évaluation des systèmes (PLI).

D) Systèmes informatiques appliqués à la biométrie, à la gestion et à la biométrie: bases de données, systèmes de communications et systèmes en réseau, systèmes réseaux.

E) Application de l'information intégrée à la gestion, à la biométrie et à la biométrie: travail mobile, travail en collaboration, organisations intégrées par ordinateur, éducation et recherche permanentes, matériel, immatériels intelligents.

F) La qualité de la vie dans la société: information, analyse descendante et ascendante, diffusion des technologies de l'information sur la société, analyses descendantes et ascendantes.

G) Réseaux d'ordinateurs et transmission des données.

H) Activités de recherche fondamentale: expérience recueillie dans le domaine de la recherche fondamentale en microélectronique, électronique, ou encore dans l'intelligence artificielle et de la cognition.

Conditions générales: pour tous ces postes, les candidats doivent: - être titulaires d'un diplôme universitaire dans l'un des domaines concernés; - être ressortissants d'un des États membres de la Communauté européenne; - posséder une excellente connaissance d'une des langues communautaires ainsi qu'une connaissance satisfaisante d'une seconde langue, la maîtrise de la langue anglaise est essentielle; - être âgés de moins de 45 ans (à la date de la candidature) pour COM / R / A / 45 et de moins de 50 ans (à la date de la candidature) pour COM / R / A / 46; - justifier d'une expérience post-universitaire d'au moins 5 ans pour COM / R / A / 45 et d'au moins 15 ans pour COM / R / A / 46 dans un domaine lié à l'emploi auquel ils postulent; - être parfaitement initiés aux implications commerciales des technologies, des normes et des besoins d'utilisateur; une connaissance approfondie de l'industrie des technologies de l'information et une expérience de la gestion de technologie commerciale; - avoir fait la preuve de leur capacité à négocier et à assumer des responsabilités dans un environnement international et multilingue.

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 12 avril 1990 de cachet de la poste faisant foi.

Pour obtenir une description détaillée des tâches, des informations complémentaires et les formulaires officiels d'acte de candidature, veuillez écrire à l'adresse suivante en indiquant sur l'enveloppe la référence appropriée COM / R / A / 45 ou COM / R / A / 46. COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

BRUXELLES, 1049 BRUXELLES. Téléphone: 33-32-2-238730. BREV 1/27, rue de la Loi 200, B-1049 BRUXELLES. Télécopieur: 33-32-2-238730.

LA COMMISSION MET EN ŒUVRE UNE POLITIQUE D'ÉGALITÉ DES CHANCES ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES.

Le Monde

des Cadres

L'AGENDA

Centre hospitalier privé
RENE HUGUENIN
5, rue Général Lachaze
92210 ST-CLLOUD
scène direct para St-Louis
au Pont de St-Cloud
recherche (H/F)
pour son service
du BLOC OPERATOIRE
INFORME DE
posséder le CASISO
ayant une bonne expérience
de la fonction.
Pour son service
de MÉDECINE
INFORME DE
horaires alternés 7 h / 16 h
14 h / 22 h.

Pour les services
de RADIOLOGIE
MANIPULATrices (H/F)
Pour leur service
de radiologie, nous proposons
une rémunération mensuelle brute
de 9 500 F + reprise de
l'indemnité dans la profession
+ les avantages de la convention
collective des centres de
l'Est de la région.

Écrire sous le n° 8832
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montparnasse
75007 Paris.

Grand équipement
culturel
de l'Est
financé par l'Etat
et les collectivités locales
recrute son

DIRECTEUR

Celui-ci, outre les grandes
capacités de gestion,
communication et de promotion,
doit être apte à travailler
en relation étroite avec les
acteurs culturels de la
région.

Grâce à sa connaissance de
la vie culturelle régionale et
internationale il pourra
proposer des manifestations
de haut niveau, notamment
dans le domaine de théâtre,
de la danse, de la musique.

Adressez C.V. détaillé
et photo à l'adresse ci-dessous
avant le 20 mars 1990.

ASSOCIATION GRAND HUT
MAISON DE LA CULTURE
1, rue Saint-Hélène
93000 RENNES

capitaux
propositions
commerciales

Participation intéressante
offerte par société française
augmentant son capital.

Écrire à CREDITPAR S.A.
place de la Gare, BP 337,
CH 1001 LAUSANNE.

Centre hospitalier privé
RENE HUGUENIN
5, rue Général Lachaze
92210 ST-CLLOUD
scène direct para St-Louis
au Pont de St-Cloud
recherche (H/F)
pour son service
du BLOC OPERATOIRE
INFORME DE
posséder le CASISO
ayant une bonne expérience
de la fonction.
Pour son service
de MÉDECINE
INFORME DE
horaires alternés 7 h / 16 h
14 h / 22 h.

Pour les services
de RADIOLOGIE
MANIPULATrices (H/F)
Pour leur service
de radiologie, nous proposons
une rémunération mensuelle brute
de 9 500 F + reprise de
l'indemnité dans la profession
+ les avantages de la convention
collective des centres de
l'Est de la région.

Écrire sous le n° 8832
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montparnasse
75007 Paris.

Grand équipement
culturel
de l'Est
financé par l'Etat
et les collectivités locales
recrute son

DIRECTEUR

Celui-ci, outre les grandes
capacités de gestion,
communication et de promotion,
doit être apte à travailler
en relation étroite avec les
acteurs culturels de la
région.

Grâce à sa connaissance de
la vie culturelle régionale et
internationale il pourra
proposer des manifestations
de haut niveau, notamment
dans le domaine de théâtre,
de la danse, de la musique.

Adressez C.V. détaillé
et photo à l'adresse ci-dessous
avant le 20 mars 1990.

ASSOCIATION GRAND HUT
MAISON DE LA CULTURE
1, rue Saint-Hélène
93000 RENNES

capitaux
propositions
commerciales

Participation intéressante
offerte par société française
augmentant son capital.

Écrire à CREDITPAR S.A.
place de la Gare, BP 337,
CH 1001 LAUSANNE.

Importante Société
recherche pour poste en
Afrique noire francophone un
cadre

chargé de l'entretien
d'une unité de production
d'huile végétale.

De par son expérience antérieure, le candidat devra justifier de sérieux connaissances en machines, outillages, - chaudières, - tuyauterie, - vapeur air comprimé hydraulique.

Disponible rapidement
Adressez lettre
manuscrite + C.V. avec
photo et références
sous pli, 6688 à LTA
31, rue de Montparnasse
75002 PARIS

St de crédit
cherche

pour Paris, banlieue et province. Convierait à
remplacement de banque ou banque. Ecr. avec C.V. à:
S.M.O., 219, rue St-Honoré,
Paris-1^{er}.

Importante association
nationale
recrute

Son responsable
des services
développement et
communication

Profil exigé:
admission du secteur
secondaire,
connaissances du milieu
rural, de l'école
à domicile (lecture
sociale et matérielle).
Compétences en gestion et
relations publiques.
Expérience en animation
d'équipe.

Formation bac + 5, écoles
de gestion, IEP Paris
ou équivalent de haut
niveau public ayant
expérience similaire.

Pour le pourvoir
immédiatement.

Envoyer lettre manuscrite,
C.V. photo et lettre au
directeur général.
LINAADRI
184 A, rue de Foy-St-Denis,
75010 PARIS.

URGENT
recherche
ANIMATEUR

polyvalent du 1^{er} avril au
30 octobre 1990.

Poste de reconduction,
niveau DUT ou DEFA.
Exp. souhaitée.

Env. C.V.
S.L.P. 22
73572 BRIDES-LES-BAINS
Cedex

LISCOM
recherche
ANALYSTE-PROGRAMMEUR

IBM 36/38 AS 400
JEUNE 22/24 ANS ENV.
pour act. micro-informat.

Formation rémunérée,
niveau Bac+2
des Livres 95880 Enghein

Harmonia mundi
Société éditrice de disques
recherche

Contrôleur
international
de gestion

Expérience comptabilité et
gestion confirmée. Anglais
excellent. Poste avec dépla-
cements.

Env. C.V. à l'adresse indiquée
ou par courrier à:
M. de Vart
13200 ARLES
Tél.: 90-49-80-49

DEMANDES
D'EMPLOI

J.H. 23 ans, permis de
conduire + Grande Remise +
cherche place de chauffeur
supplémentaire de particuliers
ou de sociétés.

Tél.: 63-76-30-76
ou 43-96-46-18

Chef de projet
Conseiller technique
eng. hydraulique
INPG/ENH + info
ESE/SUPELEC

recherche poste O.M.
51 ans, 20 ans exp. O.M.
spé. hydro-électro, avec
société par-état, exp. inter-
nationale, exp. prof. fran-
çaises et étrangères.

Tél.: (16) 87-23-46-18 ou
lettre sous n° 8828
Le Monde Publicité
5, rue de Montparnasse
75007 PARIS

Artisans

Etude de réalisation de
travaux, peinture, décoration,
haut de gamme.
Travaux hypersolignés
Tél.: 42-00-52-10

Bijoux

ACHAT NET BIJOUX
Bijoux, rubis, émeraudes,
saphirs, vif or, argent, perles,
pierres de tous pays.
OPERA 4, chaussée d'Antin
ETDILE, 37, av. Victor-Hugo
Versailles. Occasions, échanges

BIJOUX ANCIENS
BAGUES ROMANTIQUES
se choisissent chez GILLET
entièrement dévoué à:
pour act. micro-informat.

Formation rémunérée,
niveau Bac+2
des Livres 95880 Enghein

Harmonia mundi
Société éditrice de disques
recherche

Contrôleur
international
de gestion

Expérience comptabilité et
gestion confirmée. Anglais
excellent. Poste avec dépla-
cements.

Env. C.V. à l'adresse indiquée
ou par courrier à:
M. de Vart
13200 ARLES
Tél.: 90-49-80-49

DEMANDES
D'EMPLOI

J.H. 23 ans, permis de
conduire + Grande Remise +
cherche place de chauffeur
supplémentaire de particuliers
ou de sociétés.

Tél.: 63-76-30-76
ou 43-96-46-18

Chef de projet
Conseiller technique
eng. hydraulique
INPG/ENH + info
ESE/SUPELEC

recherche poste O.M.
51 ans, 20 ans exp. O.M.
spé. hydro-électro, avec
société par-état, exp. inter-
nationale, exp. prof. fran-
çaises et étrangères.

Tél.: (16) 87-23-46-18 ou
lettre sous n° 8828
Le Monde Publicité
5, rue de Montparnasse
75007 PARIS

Minéraux

RENNES
St-Basile expo-vente
MINÉRAUX ET FOSSILES
Samedi 24 et dimanche
25 mars 1990, de 9 h à
19 h, salle Rennes Congrès
27, boulevard Solférino
35000 RENNES

Libres

Part. vd ENCYCLOPÉDIES
BRITANNICA 30 vol, neufs
UNIVERSALIS 32 vol +
livres d'histoire.

Chaine HIFI 2 x 125 W
compl. encaintes J.M.R.
Opéra, ex 12 000 F + dév.
+ env. 200 disques 33 T
(cassette + jazz)
39-82-66-47 ap. 18 h 30

Matériel

CASH-BUREAU
Matériel de bureau
Prix imbattable: matériel
livré et installé
catalogue 48 pages
sur demande

800 m² d'exposition
24, r. Devout, 93500 Pantin,
sortie Porte de la Villette
Tél.: 48-43-09-71
Dijon 80-51-35-52
Marseille 91-43-23-43

Photo

A vendre appareil photo
Leica M5 + objectif 50
lencore dans son embal-
lage. Prix à débattre. Tél. le
soir après 19 h à
(16) 42-37-56-28

Sports

SKI-ÉTUDE
SERVIS-CHAVALIER
du 14 au 22 avril
Tél. Paris 40-58-15-72

Vacances

Tourisme

Loisirs

TOMES (Val Clarel)
Particulier lous à inter-
Régionales stud. 4 pers.
Grand chr. Du 8-04 au 15-
04 et du 15-04 au 22-04.
Tél.: 34-51-45-41

DRISCOLL HOUSE-HOTEL
200 chambres simples +
100 E par sem.
Rens.: 172 New Kent Road
LONDON SE 1 4YT-29
15-44-17-03-41-78

VACANCES DE PAQUES

Séjour enfants
HAUT DOURS (900 m alt.)
3 h de Paris par TGV, agri-
ment Jeunesse et Sports.
Vive et Libre accueillent
vos enfants dans ancienne
ferme XVII^e cent., rénov.
au milieu des forêts et pâ-
rures. Accueil limité à
14 enfants, cuis. saine et équi-
librée, chère 2 ou 3 avec
sdb, wc. Activités avec
moniteur: ski de fond,
tennis, jeux, ping-pong, ar-
rest échecs, peinture / bois,
fabrication du pain, décou-
verte avicole.

Tarif 11 compris
1 800 F / semaine par enf.
Tél.: (16) 81-38-12-81
Le Crêt-Agnon
La Longeville
28600 MONTBENNOT

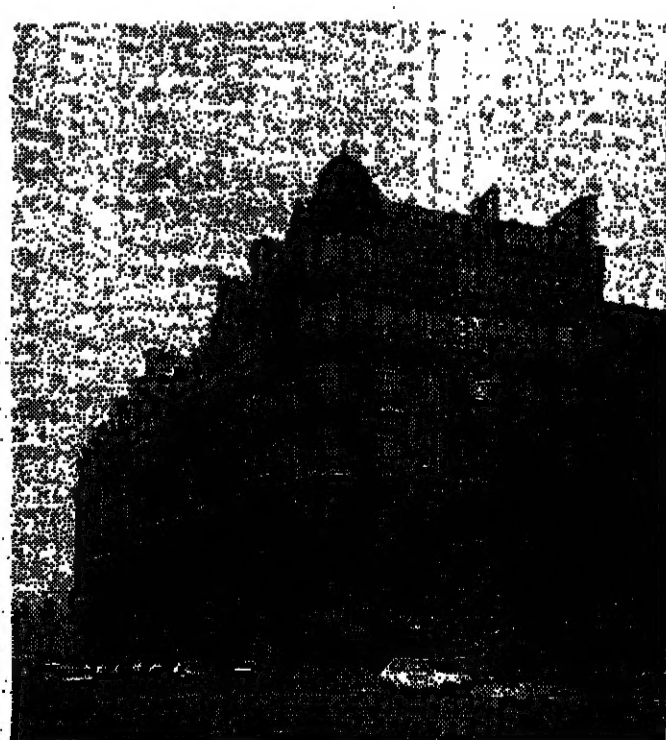
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			19^e ARRONDISSEMENT (suite)			92 - HAUTS-DE-SEINE (suite)		
5^e ARRONDISSEMENT			3 pièces, neuf 91 m ² , duplex terr. 30 m ² balcon 10 m ² , box	Angle rue Marin/Goubet SEFIMEG - 45-65-37-02	8.050 + 816	2 pièces double living 106 m ² , r.-de-ch.	Neuilly 12, rue Chauveau SGI/CNP - 46-24-54-46	9.200 + 1.096
4 pièces, parking 120 m ² , 2 ^e étage	11, rue Tournetfort GCI - 40-16-28-70	18.200 + 960	4 pièces, neuf 81 m ² , duplex terr. 35 m ² balcon 10 m ² , box	Angle rue Marin/Goubet SEFIMEG - 45-65-37-02	8.220 + 823	3 pièces 89 m ² , 3 ^e étage sans asc.	Neuilly 2, rue Théophile-Gautier SAGGEL - 47-42-44-44	7.565 + 763
7^e ARRONDISSEMENT			6 pièces, neuf 128 m ² , duplex 11 m ² balcon, box terrasse 23 m ²	Angle rue Marin/Goubet SEFIMEG - 45-65-37-02	10.510 + 1.150	7 pièces 194 m ² , 1 ^{er} étage	Neuilly 9/11, av. Sta-Foy AGF - 42-44-00-44	20.300 + 1.780
Studio 28 m ² , 4 ^e étage	169, rue de Granelle AGF - 42-44-00-44	3.200 + 470	78 - YVELINES			2 pièces, parking 53 m ² , 2 ^e étage	Neuilly 22, bd du Gal-Leclerc GCI - 40-16-28-68	4.822 + 660
8^e ARRONDISSEMENT			Maison 5 pièces 122 m ² , garage	Chambourcy 2, rue du Mar-du-Parc SAGGEL - 47-78-15-85	5.700 + 300	3 pièces, parking 80 m ² , 2 ^e étage	Neuilly 22 ter, bd du Gal-Leclerc GCI - 40-16-28-68	7.374 + 966
7 pièces, parking 282 m ² , 4 ^e étage	6, rue Jean-Goujon SGI/CNP - 47-42-17-61	32.200 + 3.510	4 pièces, 2 park. 93 m ² , 2 ^e étage	Le Pecq 50, av. du Gal-Leclerc SAGGEL - 47-78-15-85	5.243 + 1.426	4 pièces, parking 93 m ² , 5 ^e étage	Putaux 8, av. G.-Pompidou SAGGEL - 47-78-15-85	5.900 + 878
6 pièces 205 m ² , 1 ^{er} étage	2, square du Roale AGF - 42-44-00-44	20.000 + 850	3 pièces, parking 75 m ² , 1 ^{er} étage	Saint-Germain-en-Laye 40 quai, rue des Usulines AGF - 39-73-08-34	5.220 + 670	4 pièces, parking 89 m ² , 1 ^{er} étage	Saint-Cloud 2, square Ste-Clotilde AGF - 49-11-11-81	6.500 + 580
9^e ARRONDISSEMENT			Pavillon 4 pièces duplex, 101 m ² jard. priv. 460 m ² garage	Villepreux-les-Clayes 56, av. de la Croix-du-Moine SGI/CNP - 30-44-01-13	5.318 + 321	93 - SEINE-SAINT-DENIS		
11^e ARRONDISSEMENT			91 - ESSONNE			5 pièces, parking 97 m ² , 1 ^{er} étage balcon	Noisy-le-Grand 21, allée du Clos-Gagneur LOC INTER - 47-45-19-97	3.660 + 1.308
2 pièces, parking 50 m ² , 6 ^e étage	6, rue des Nanettes AGF - 43-38-74-46	4.300 + 430	Maison 5 pièces 115 m ² , garage	Evry Rue des Vignes SOLVEG - 40-67-06-99	5.328 + 163	4 pièces 78 m ² , r.-de-ch.	Tremblay-en-France 4, allée Képler LOC INTER - 47-45-19-97	2.450 + 1.124
3 pièces, parking 78 m ² , 4 ^e étage	6/7, rue Saint-Hubert AGF - 43-38-74-46	6.120 + 620	4 pièces, parking 76 m ² , 2 ^e étage	Gif-sur-Yvette Régis, Las Grandes-Coudraies GCI - 40-16-28-70	3.374 + 750	94 - VAL-DE-MARNE		
4 pièces, parking 87 m ² , 1 ^{er} étage	12/14, rue des Blais AGF - 43-38-74-46	6.270 + 740	Maison 6 pièces 143 m ² , garage	Cheury B-Gif-s/Yvette 62, allée Charentaise SAGGEL - 46-08-80-36	6.610 + 290	4 pièces, 2 park. 87 m ² , 3 ^e étage	Charenton 21, rue de Valmy LOC INTER - 47-45-19-97	5.270 + 1.071
12^e ARRONDISSEMENT			92 - HAUTS-DE-SEINE			3 pièces, parking imm. neuf 72 m ² , 2 ^e étage	Joinville 4/12, rue Halifax SAGGEL - 47-42-44-44	4.700 + 558
15^e ARRONDISSEMENT			4 pièces, parking 76 m ² , 2 ^e étage	Bourg-la-Reine 3, rue de Fontenay SOFIAM - 45-46-44-10	4.300 + 500	3 pièces immeuble neuf 75 m ² , 5 ^e étage	Joinville 4/12, rue Halifax SAGGEL - 47-42-44-44	5.050 + 578
2 pièces, parking 53 m ² , r.d.c., logia	23/25, rue Letailier LOC INTER - 47-45-19-97	4.901 + 507	3 pièces Park. 250 F/mois 64 m ² , 2 ^e étage	Bourg-la-Reine 3, rue de Fontenay SOFIAM - 45-46-44-10	6.300 + 500	4 pièces, parking imm. neuf 107 m ² , 3 ^e étage	Joinville 4/12, rue Halifax SAGGEL - 47-42-44-44	6.550 + 807
3 pièces, 73 m ² Park. 600 F/m, 5 ^e ét. Imm. neuf	126, rue Saint-Charles SOFIAM - 46-68-26-51	8.300	4 pièces 103 m ² , 3 ^e étage	Bourg-la-Reine 3, rue de Fontenay SOFIAM - 45-46-44-10	5.400 + 500	5 pièces, 2 park. imm. neuf 106 m ² , 7 ^e étage	Joinville 4/12, rue Halifax SAGGEL - 47-42-44-44	7.900 + 836
4/5 pièces, 91 m ² , park. 600 F/m. Imm. neuf, 7 ^e ét.	126, rue Saint-Charles SOFIAM - 46-68-26-51	11.000	2 pièces imm. neuf, balc. 57 m ² , 1 ^{er} étage park. 350 F	Courbevoie 42, terrasse de l'Iris SGI/CNP - 47-45-20-18	5.088 + 1.782	3 pièces, 2 park. 71 m ² , r.-de-ch. terr., jard. 63 m ²	Nogent-sur-Marne 68, rue F.-Rolland SOLVEG - 40-67-06-99	6.800 + 880
16^e ARRONDISSEMENT			3 pièces Park. 350 F/mois imm. neuf, balc. 57 m ² , 2 ^e étage	Garches 6/8, rue du Regard CIGIMO - 48-24-50-00	4.040 + 404	4 pièces, 2 park. 87 m ² , 2 ^e étage	Nogent-sur-Marne 68, rue F.-Rolland SOLVEG - 40-67-06-99	7.800 + 1.065
5 pièces 199 m ² , 2 ^e étage	51, av. Bugaud SGI/CNP - 47-42-17-61	19.204 + 2.186	2/3 pièces 72 m ² , 3 ^e étage parking	Garches 21, rue des Quatre-Vents SAGGEL - 46-08-80-36	4.830 + 483	3 pièces, parking 65 m ² , 8 ^e étage terrasse	Vincennes 44, rue de Fontenay LOC INTER - 47-45-19-97	6.142 + 820
3 pièces 163 m ² , r.-de-ch.	4, rue A.-Colledubouf AGF - 42-44-00-44	13.000 + 1.210	2/3 pièces 78 m ² , 2 ^e étage parking	Garches 21, rue des Quatre-Vents SAGGEL - 46-08-80-36	3.890 + 1.053	3 pièces, parking 67 m ² , 7 ^e étage balcon	Vincennes 44, rue de Fontenay LOC INTER - 47-45-19-97	5.797 + 730
4 pièces 81 m ² , 1 ^{er} étage	60, rue Michel-Ange AGF - 42-44-00-44	8.500 + 750	3 pièces, park. 66 m ² , 4 ^e étage balcon	Neuilly 8, rue de Rouvray LOC INTER - 47-45-19-97	4.200 + 1.139	4 pièces, 2 park. 84 m ² , 3 ^e étage balcon	Vincennes 44, rue de Fontenay LOC INTER - 47-45-19-97	7.656 + 940
7 pièces 243 m ² , r.-de-ch.	22, av. Foch/r. Chaffier AGF - 42-44-00-44	36.000 + 2.460	17^e ARRONDISSEMENT					
Studio 44 m ² , 4 ^e étage	1/9, rue Rémusat SAGGEL - 47-42-44-44	3.660 + 755	Studio 20 m ² , 1 ^{er} étage	185/187, bd Malesherbes SAGGEL - 47-42-44-44	1.800 + 384			
2 pièces 70 m ² , 5 ^e étage	19, rue Raymond SAGGEL - 47-42-44-44	7.360 + 1.406	19^e ARRONDISSEMENT					
			2 pièces, neuf 50 m ² , box	Angle rue Marin/Goubet SEFIMEG - 45-65-37-02	4.530 + 463			
			3 pièces, neuf 66 m ² , box balcon 6 m ²	Angle rue Marin/Goubet SEFIMEG - 45-65-37-02	5.570 + 590			

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE



GROUPE GTF



AGENDA
IMMOBILIER

251.000 F

Le Monde
IMMOBILIER
AGENDA IMMOBILIER
mardi + jeudi + vendredi
+ samedi (RADIO-TELEVISION)
PUBLICITE :
RÉSERVATIONS : 43-24

1

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 6 MARS

Cours relevés
à 17 h 38

Compan-	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Compan-	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Compan-	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Compan-	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%
nom		précéd.	compt.	compt.	+ -	nom		précéd.	compt.	compt.	+ -	nom		précéd.	compt.	compt.	+ -	nom		précéd.	compt.	compt.	+ -
3822	C.N.E. 3% *	3868	3880	3880	+ 0.10	1240	Cold. Funder *	1240	1250	1240	+ 0.80	2530	Lak. Baker *	2420	2402	2420	0.70	2810	Solomon	2266	2261	2260	- 0.26
1051	S.A.P. T.P. *	1280	1280	1280	0.00	406	C.F. Interest *	505	506	506	+ 0.02	1810	Lafayette-Copple	348	348	350	0.50	130	Solomon	550	550	550	0.00
1061	S.C.F. T.P. *	1280	1280	1280	0.00	230	C.C.F. *	230	225	230	+ 2.10	1810	Lafayette-Copple	348	348	350	0.50	130	Solomon	550	550	550	0.00
1045	Châ. Lyon T.P.	1045	1045	1045	0.00	1240	Cold. Funder *	1240	1250	1240	+ 0.80	2530	Lak. Baker *	2420	2402	2420	0.70	2810	Solomon	2266	2261	2260	- 0.26
1046	Châ. Lyon T.P.	1045	1045	1045	0.00	406	C.F. Interest *	505	506	506	+ 0.02	1810	Lafayette-Copple	348	348	350	0.50	130	Solomon	550	550	550	0.00
1220	Thompson T.P.	1220	1220	1220	0.00	230	C.C.F. *	230	225	230	+ 2.10	1810	Lafayette-Copple	348	348	350	0.50	130	Solomon	550	550	550	0.00
1220	Thompson T.P.	1220	1220	1220	0.00	1240	Cold. Funder *	1240	1250	1240	+ 0.80	2530	Lak. Baker *	2420	2402	2420	0.70	2810	Solomon	2266	2261	2260	- 0.26
840	Accor	856	858	858	+ 1.52	406	C.F. Interest *	505	506	506	+ 0.02	1810	Lafayette-Copple	348	348	350	0.50	130	Solomon	550	550	550	0.00
810	Al. Suprem.	810	810	810	0.00	230	C.C.F. *	230	225	230	+ 2.10	1810	Lafayette-Copple	348	348	350	0.50	130	Solomon	550	550	550	0.00
2130	Al. Suprem.	2130	2130	2130	0.00	1240	Cold. Funder *	1240	1250	1240	+ 0.80	2530	Lak. Baker *	2420	2402	2420	0.70	2810	Solomon	2266	2261	2260	- 0.26
5850	A.L.S.P. S.A.	570	587	588	+ 0.36	3820	Daniet S.A.	3800	3550	3560	- 0.03	700	London Ind. *	770	770	780	+ 1.30	880	Schneider *	874	870	873	+ 0.01
2555	Alyon, Financ.	2555	2576	2589	+ 0.84	3820	Daniet S.A.	3800	3550	3560	- 0.03	700	London Ind. *	770	770	780	+ 1.30	880	Schneider *	874	870	873	+ 0.01
575	Aut. Electr. T.P.	575	615	615	0.00	310	D.P. S.A. Ind.	210	210	210	0.00	445	London Ind. *	770	770	780	+ 1.30	880	Schneider *	874	870	873	+ 0.01
575	Aut. Electr. T.P.	575	615	615	0.00	310	D.P. S.A. Ind.	210	210	210	0.00	445	London Ind. *	770	770	780	+ 1.30	880	Schneider *	874	870	873	+ 0.01
5850	A.L.S.P. S.A.	570	587	588	+ 0.36	3820	Daniet S.A.	3800	3550	3560	- 0.03	700	London Ind. *	770	770	780	+ 1.30	880	Schneider *	874	870	873	+ 0.01
2555	Alyon, Financ.	2555	2576	2589	+ 0.84	3820	Daniet S.A.	3800	3550	3560	- 0.03	700	London Ind. *	770	770	780	+ 1.30	880	Schneider *	874	870	873	+ 0.01
575	Aut. Electr. T.P.	575	615	615	0.00	310	D.P. S.A. Ind.	210	210	210	0.00	445	London Ind. *	770	770	780	+ 1.30	880	Schneider *	874	870	873	+ 0.01
575	Aut. Electr. T.P.	575	615	615	0.00	310	D.P. S.A. Ind.	210	210	210	0.00	445	London Ind. *	770	770	780	+ 1.30	880	Schneider *	874	870	873	+ 0.01
5850	A.L.S.P. S.A.	570	587	588	+ 0.36	3820	Daniet S.A.	3800	3550	3560	- 0.03	700	London Ind. *	770	770	780	+ 1.30	880	Schneider *	874	870	873	+ 0.01
2555	Alyon, Financ.	2555	2576	2589	+ 0.84	3820	Daniet S.A.	3800	3550	3560	- 0.03	700	London Ind. *	770	770	780	+ 1.30	880	Schneider *	874	870	873	+ 0.01
575	Aut. Electr. T.P.	575	615	615	0.00	310	D.P. S.A. Ind.	210	210	210	0.00	445	London Ind. *	770	770	780	+ 1.30	880	Schneider *	874	870	873	+ 0.01
575	Aut. Electr. T.P.	575	615	615	0.00	310	D.P. S.A. Ind.	210	210	210	0.00	445	London Ind. *	770	770	780	+ 1.30	880	Schneider *	874	870	873	+ 0.01
5850	A.L.S.P. S.A.	570	587	588	+ 0.36	3820	Daniet S.A.	3800	3550	3560	- 0.03	700	London Ind. *	770	770	780	+ 1.30	880	Schneider *	874	870	873	+ 0.01
2555	Alyon, Financ.	2555	2576	2589	+ 0.84	3820	Daniet S.A.	3800	3550	3560	- 0.03	700	London Ind. *	770	770	780	+ 1.30	880	Schneider *	874	870	873	+ 0.01
575	Aut. Electr. T.P.	575	615	615	0.00	310	D.P. S.A. Ind.	210	210	210	0.00	445	London Ind. *	770	770	780	+ 1.30	880	Schneider *	874	870	873	+ 0.01
575	Aut. Electr. T.P.	575	615	615	0.00	310	D.P. S.A. Ind.	210	210	210	0.00	445	London Ind. *	770	770	780	+ 1.30	880	Schneider *	874	870	873	+ 0.01
5850	A.L.S.P. S.A.	570	587	588	+ 0.36	3820	Daniet S.A.	3800	3550	3560	- 0.03	700	London Ind. *	770	770	780	+ 1.30	880	Schneider *	874	870	873	+ 0.01
2555	Alyon, Financ.	2555	2576	2589	+ 0.84	3820	Daniet S.A.	3800	3550	3560	- 0.03	700	London Ind. *	770	770	780	+ 1.30	880	Schneider *	874	870	873	+ 0.01
575	Aut. Electr. T.P.	575	615	615	0.00	310	D.P. S.A. Ind.	210	210	210	0.00	445	London Ind. *	770	770	780	+ 1.30	880	Schneider *	874	870	873	+ 0.01
575	Aut. Electr. T.P.	575	615	615	0.00	310	D.P. S.A. Ind.	210	210	210	0.00	445	London Ind. *	770	770	780	+ 1.30	880	Schneider *	874	870	873	+ 0.01
5850	A.L.S.P. S.A.	570	587	588	+ 0.36	3820	Daniet S.A.	3800	3550	3560	- 0.03	700	London Ind. *	770	770	780	+ 1.30	880	Schneider *	874	870	873	+ 0.01
2555	Alyon, Financ.	2555	2576	2589	+ 0.84	3820	Daniet S.A.	3800	3550	3560	- 0.03	700	London Ind. *	770	770	780	+ 1.30	880	Schneider *	874	870	873	+ 0.01
575	Aut. Electr. T.P.	575	615	615	0.00	310	D.P. S.A. Ind.	210	210	210	0.00	445	London Ind. *	770	770	780	+ 1.30	880	Schneider *	874	870	873	+ 0.01
575	Aut. Electr. T.P.	575	615	615	0.00	310	D.P. S.A. Ind.	210	210	210	0.00	445	London Ind. *	770	770	780	+ 1.30	880	Schneider *	874	870	873	+ 0.01
5850	A.L.S.P. S.A.	570	587	588	+ 0.36	3820	Daniet S.A.	3800	3550	3560	- 0.03	700	London Ind. *	770	770	780	+ 1.30	880	Schneider *	874	870	873	+ 0.01
2555	Alyon, Financ.	2555	2576	2589	+ 0.84	3820	Daniet S.A.	3800	3550	3560	- 0.03	700	London Ind. *	770	770	780	+ 1.30	880	Schneider *	874	870	873	+ 0.01
575	Aut. Electr. T.P.	575	615	615	0.00	310	D.P. S.A. Ind.	210	210	210	0.00	445	London Ind. *	770	770	780	+ 1.30	880	Schneider *	874	870	873	+ 0.01
575	Aut. Electr. T.P.	575	615	615	0.00	310	D.P. S.A. Ind.	210	210	210	0.00	445	London Ind. *	770	770	780	+ 1.30	880	Schneider *	874	870	873	+ 0.01
5850	A.L.S.P. S.A.	570	587	588	+ 0.36	3820	Daniet S.A.	3800	3550	3560	- 0.03	700	London Ind. *	770	770	780	+ 1.30	880	Schneider *	874	870	873	+ 0.01
2555	Alyon, Financ.	2555	2576	2589	+ 0.84	3820	Daniet S.A.	3800	3550	3560	- 0.03	700	London Ind. *	770	770	780	+ 1.30	880	Schneider *	874	870	873	+ 0.01
575	Aut. Electr. T.P.	575	615	615	0.00	310	D.P. S.A. Ind.	210	210	210	0.00	445	London Ind. *	770	770	780	+ 1.30	880	Schneider *	874	870	873	+ 0.01
575	Aut. Electr. T.P.	575	615	615	0.00	310	D.P. S.A. Ind.	210	210	210	0.00	445	London Ind. *	770	770	780	+ 1.30	880	Schneider *	874	870	873	+ 0.01
5850	A.L.S.P. S.A.	570	587	588	+ 0.36	3820	Daniet S.A.	3800	3550	3560	- 0.03	700	London Ind. *	770	770	780	+ 1.30	880	Schneider *	874	870	873	+ 0.01
2555	Alyon, Financ.	2555	2576	2589	+ 0.84	3820	Daniet S.A.	3800	3550	3560	- 0.03	700	London Ind. *	770	770	780	+ 1.30	880	Schneider *	874	870	873	+ 0.01
575	Aut. Electr. T.P.	575	615	615	0.00	310	D.P. S.A. Ind.	210	210	210	0.00	445	London Ind. *	770	770	780	+ 1.30	880	Schneider *	874	870	873	+ 0.01
575	Aut. Electr. T.P.	575	615	615	0.00	310	D.P. S.A. Ind.	210	210	210	0.00	445	London Ind. *	770	770	780	+ 1.30	880	Schneider *	874	870	873	+ 0.01
5850	A.L.S.P. S.A.	570	587	588	+ 0.36	3820	Daniet S.A.	3800	3550	3560	- 0.03	700	London Ind. *	770	770	780	+ 1.30	880	Schneider *	874	870	873	+ 0.01
2555	Alyon, Financ.	2555	2576	2589	+ 0.84	3820	Daniet S.A.	3800	3550	3560	- 0.03	700	London Ind. *	770	770	780	+ 1.30	880	Schneider *	874	870	873	+ 0.01
575	Aut. Electr. T.P.	575	615	615	0.00	310	D.P. S.A. Ind.	210	210	210	0.00	445	London Ind. *	770	770	780	+ 1.30	880	Schneider *	874	870	873	+ 0.01
575	Aut. Electr. T.P.	575	615	615	0.00	310	D.P. S.A. Ind.	210	210	210	0.00	445	London Ind. *	770	770	780	+ 1.30	880	Schneider *	874	870	873	+ 0.01
5850	A.L.S.P. S.A.	570	587	588	+ 0.36	3820	Daniet S.A.	3800	3550	3560	- 0.03	700	London Ind. *	770	770	780	+ 1.30	880	Schneider *	874	870	873	+ 0.01
2555	Alyon, Financ.	2555	2576	2589	+ 0.84	3820	Daniet S.A.	3800	3550	3560	- 0.03	700	London Ind. *	770	770	780	+ 1.30	880	Schneider *	874	870	873	+ 0.01
575	Aut. Electr. T.P.	575	615	615	0.00	310	D.P. S.A. Ind.	210	210	210	0.00	445	London Ind. *	770	770	780	+ 1.30	880	Schneider *	874	870	873	+ 0.01
575	Aut. Electr. T.P.	575	615	615	0.00	310	D.P. S.A. Ind.	210	210	210	0.00	445	London Ind. *	770	770	780	+ 1.30	880	Schneider *	874	870	873	+ 0.01
5850	A.L.S.P. S.A.	570	587	588	+ 0.36	3820	Daniet S.A.	3800	3550	3560	- 0.03	700	London Ind. *	770	770	780	+ 1.30	880	Schneider *	874	870	873	+ 0.01
2555	Alyon, Financ.	2555	2576	2589	+ 0.84	3820	Daniet S.A.	3800	3550	3560	- 0.03	700	London Ind. *	770	770	780	+ 1.30	880	Schneider *	874	870	873	+ 0.01
575	Aut. Electr. T.P.	575	615	615	0.00	310	D.P. S.A. Ind.	210	210	210	0.00	445	London Ind. *	770	770	780	+ 1.30	880	Schneider *	874	870	873	+ 0.01
575	Aut. Electr. T.P.	575	615	615	0.00	310																	

Comptant (sélection)**SICAV** (sélection)

6/3

VALEURS	% du sem.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Emis. Finis	Rachet net	VALEURS	Emission	Emis. Finis	Rachet net	VALEURS	Emission	Emis. Finis	Rachet net
Obligations																							
Eng. 5,90 % 77	117 15	8 918	C.I. Maritime	810	810	Miguelon Unipol	195	195	Vieit	1022 78	1022 78	A.A.A.	1060 33	1062 78	1062 78	Francisco River	111 63	109 56	109 56	Parisienne	88 99	88 11	
Eng. 5,90 % 79/80	86 10	6 252	Glenn R.	2340	2340	Magnum S.A.	287 20 d	287 20	Watersman S.A.	522	522	André	231 80	226 87	226 87	Francis-Ogilvy	468 02	452 48	452 48	100 11	178 58		
Eng. 5,90 % 80/81	86 10	6 416	Chen	857	857	Medison Par.	270 20	270 20	Acton Farm	589 29	589 29	Acton Farm	589 29	589 29	589 29	Parcel	482 63	468 57	468 57	160 54	626 74		
Eng. 5,90 % 82/83	100 50	10 019	Coultel (L)	368	368	Mont Delapay	902	902	Acton Intercom	675 03	675 03	Acton Intercom	675 03	675 03	675 03	Parcel Farm	117 96	114 82	114 82	270 30	382 43		
Eng. 5,90 % 83/84	100 50	10 019	Coultel (L)	368	368	Mont Delapay	902	902	Acton Intercom	675 03	675 03	Acton Intercom	675 03	675 03	675 03	Parcel Farm	117 96	114 82	114 82	270 30	382 43		
Eng. 5,90 % 84/85	100 50	10 019	Coultel (L)	368	368	Mont Delapay	902	902	Acton Intercom	675 03	675 03	Acton Intercom	675 03	675 03	675 03	Parcel Farm	117 96	114 82	114 82	270 30	382 43		
Eng. 5,90 % 85/86	100 50	10 019	Coultel (L)	368	368	Mont Delapay	902	902	Acton Intercom	675 03	675 03	Acton Intercom	675 03	675 03	675 03	Parcel Farm	117 96	114 82	114 82	270 30	382 43		
Eng. 5,90 % 86/87	100 50	10 019	Coultel (L)	368	368	Mont Delapay	902	902	Acton Intercom	675 03	675 03	Acton Intercom	675 03	675 03	675 03	Parcel Farm	117 96	114 82	114 82	270 30	382 43		
Eng. 5,90 % 87/88	100 50	10 019	Coultel (L)	368	368	Mont Delapay	902	902	Acton Intercom	675 03	675 03	Acton Intercom	675 03	675 03	675 03	Parcel Farm	117 96	114 82	114 82	270 30	382 43		
Eng. 5,90 % 88/89	100 50	10 019	Coultel (L)	368	368	Mont Delapay	902	902	Acton Intercom	675 03	675 03	Acton Intercom	675 03	675 03	675 03	Parcel Farm	117 96	114 82	114 82	270 30	382 43		
Eng. 5,90 % 89/90	100 50	10 019	Coultel (L)	368	368	Mont Delapay	902	902	Acton Intercom	675 03	675 03	Acton Intercom	675 03	675 03	675 03	Parcel Farm	117 96	114 82	114 82	270 30	382 43		
Eng. 5,90 % 90/91	100 50	10 019	Coultel (L)	368	368	Mont Delapay	902	902	Acton Intercom	675 03	675 03	Acton Intercom	675 03	675 03	675 03	Parcel Farm	117 96	114 82	114 82	270 30	382 43		
Eng. 5,90 % 91/92	100 50	10 019	Coultel (L)	368	368	Mont Delapay	902	902	Acton Intercom	675 03	675 03	Acton Intercom	675 03	675 03	675 03	Parcel Farm	117 96	114 82	114 82	270 30	382 43		
Eng. 5,90 % 92/93	100 50	10 019	Coultel (L)	368	368	Mont Delapay	902	902	Acton Intercom	675 03	675 03	Acton Intercom	675 03	675 03	675 03	Parcel Farm	117 96	114 82	114 82	270 30	382 43		
Eng. 5,90 % 93/94	100 50	10 019	Coultel (L)	368	368	Mont Delapay	902	902	Acton Intercom	675 03	675 03	Acton Intercom	675 03	675 03	675 03	Parcel Farm	117 96	114 82	114 82	270 30	382 43		
Eng. 5,90 % 94/95	100 50	10 019	Coultel (L)	368	368	Mont Delapay	902	902	Acton Intercom	675 03	675 03	Acton Intercom	675 03	675 03	675 03	Parcel Farm	117 96	114 82	114 82	270 30	382 43		
Eng. 5,90 % 95/96	100 50	10 019	Coultel (L)	368	368	Mont Delapay	902	902	Acton Intercom	675 03	675 03	Acton Intercom	675 03	675 03	675 03	Parcel Farm	117 96	114 82	114 82	270 30	382 43		
Eng. 5,90 % 96/97	100 50	10 019	Coultel (L)	368	368	Mont Delapay	902	902	Acton Intercom	675 03	675 03	Acton Intercom	675 03	675 03	675 03	Parcel Farm	117 96	114 82	114 82	270 30	382 43		
Eng. 5,90 % 97/98	100 50	10 019	Coultel (L)	368	368	Mont Delapay	902	902	Acton Intercom	675 03	675 03	Acton Intercom	675 03	675 03	675 03	Parcel Farm	117 96	114 82	114 82	270 30	382 43		
Eng. 5,90 % 98/99	100 50	10 019	Coultel (L)	368	368	Mont Delapay	902	902	Acton Intercom	675 03	675 03	Acton Intercom	675 03	675 03	675 03	Parcel Farm	117 96	114 82	114 82	270 30	382 43		
Eng. 5,90 % 99/00	100 50	10 019	Coultel (L)	368	368	Mont Delapay	902	902	Acton Intercom	675 03	675 03	Acton Intercom	675 03	675 03	675 03	Parcel Farm	117 96	114 82	114 82	270 30	382 43		
Eng. 5,90 % 00/01	100 50	10 019	Coultel (L)	368	368	Mont Delapay	902	902	Acton Intercom	675 03	675 03	Acton Intercom	675 03	675 03	675 03	Parcel Farm	117 96	114 82	114 82	270 30	382 43		
Eng. 5,90 % 01/02	100 50	10 019	Coultel (L)	368	368	Mont Delapay	902	902	Acton Intercom	675 03	675 03	Acton Intercom	675 03	675 03	675 03	Parcel Farm	117 96	114 82	114 82	270 30	382 43		
Eng. 5,90 % 02/03	100 50	10 019	Coultel (L)	368	368	Mont Delapay	902	902	Acton Intercom	675 03	675 03	Acton Intercom	675 03	675 03	675 03	Parcel Farm	117 96	114 82	114 82	270 30	382 43		
Eng. 5,90 % 03/04	100 50	10 019	Coultel (L)	368	368	Mont Delapay	902	902	Acton Intercom	675 03	675 03	Acton Intercom	675 03	675 03	675 03	Parcel Farm	117 96	114 82	114 82	270 30	382 43		
Eng. 5,90 % 04/05	100 50	10 019	Coultel (L)	368	368	Mont Delapay	902	902	Acton Intercom	675 03	675 03	Acton Intercom	675 03	675 03	675 03	Parcel Farm	117 96	114 82	114 82	270 30	382 43		
Eng. 5,90 % 05/06	100 50	10 019	Coultel (L)	368	368	Mont Delapay	902	902	Acton Intercom	675 03	675 03	Acton Intercom	675 03	675 03	675 03	Parcel Farm	117 96	114 82	114 82	270 30	382 43		
Eng. 5,90 % 06/07	100 50	10 019	Coultel (L)	368	368	Mont Delapay	902	902	Acton Intercom	675 03	675 03	Acton Intercom	675 03	675 03	675 03	Parcel Farm	117 96	114 82	114 82	270 30	382 43		
Eng. 5,90 % 07/08	100 50	10 019	Coultel (L)	368	368	Mont Delapay	902	902	Acton Intercom	675 03	675 03	Acton Intercom	675 03	675 03	675 03	Parcel Farm	117 96	114 82	114 82	270 30	382 43		
Eng. 5,90 % 08/09	100 50	10 019	Coultel (L)	368	368	Mont Delapay	902	902	Acton Intercom	675 03	675 03	Acton Intercom	675 03	675 03	675 03	Parcel Farm	117 96	114 82	114 82	270 30	382 43		
Eng. 5,90 % 09/10	100 50	10 019	Coultel (L)	368	368	Mont Delapay	902	902	Acton Intercom	675 03	675 03	Acton Intercom	675 03	675 03	675 03	Parcel Farm	117 96	114 82	114 82	270 30	382 43		
Eng. 5,90 % 10/11	100 50	10 019	Coultel (L)	368	368	Mont Delapay	902	902	Acton Intercom	675 03	675 03	Acton Intercom	675 03	675 03	675 03	Parcel Farm	117 96	114 82	114 82	270 30	382 43		
Eng. 5,90 % 11/12	100 50	10 019	Coultel (L)	368	368	Mont Delapay	902	902	Acton Intercom	675 03	675 03	Acton Intercom	675 03	675 03	675 03	Parcel Farm	117 96	114 82	114 82	270 30	382 43		
Eng. 5,90 % 12/13	100 50	10 019	Coultel (L)	368	368	Mont Delapay	902	902	Acton Intercom	675 03	675 03	Acton Intercom	675 03	675 03	675 03	Parcel Farm	117 96	114 82	114 82	270 30	382 43		
Eng. 5,90 % 13/14	100 50	10 019	Coultel (L)	368	368	Mont Delapay	902	902	Acton Intercom	675 03	675 03	Acton Intercom	675 03	675 03	675 03	Parcel Farm	117 96	114 82	114 82	270 30	382 43		
Eng. 5,90 % 14/15	100 50	10 019	Coultel (L)	368	368	Mont Delapay	902	902	Acton Intercom	675 03	675 03	Acton Intercom	675 03	675 03	675 03	Parcel Farm	117 96	114 82	114 82	270 30	382 43		
Eng. 5,90 % 15/16	100 50	10 019	Coultel (L)	368	368	Mont Delapay	902	902	Acton Intercom	675 03	675 03	Acton Intercom	675 03	675 03	675 03	Parcel Farm	117 96	114 82	114 82	270 30	382 43		
Eng. 5,90 % 16/17	100 50	10 019	Coultel (L)	368	368	Mont Delapay	902	902	Acton Intercom	675 03	675 03	Acton Intercom	675 03	675 03	675 03	Parcel Farm	117 96	114 82	114 82	270 30	382 43		
Eng. 5,90 % 17/18	100 50	10 019	Coultel (L)	368	368	Mont Delapay	902	902	Acton Intercom	675 03	675 03	Acton Intercom	675 03	675 03	675 03	Parcel Farm	117 96	114 82	114 82	270 30	382 43		
Eng. 5,90 % 18/19	100 50	10 019	Coultel (L)	368	368	Mont Delapay	902	902	Acton Intercom	675 03	675 03	Acton Intercom	675 03	675 03	675 03	Parcel Farm	117 96	114 82	114 82	270 30	382 43		
Eng. 5,90 % 19/20	100 50	10 019	Coultel (L)	368	368	Mont Delapay	902	902	Acton Intercom	675 03	675 03	Acton Intercom	675 03	675 03	675 03	Parcel Farm	117 96	114 82	114 82	270 30	382 43		
Eng. 5,90 % 20/21	100 50	10 019	Coultel (L)	368	368	Mont Delapay	902	902	Acton Intercom	675 03	675 03	Acton Intercom	675 03	675 03	675 03	Parcel Farm	117 96	114 82	114 82	270 30	382 43		
Eng. 5,90 % 21/22	100 50	10 019	Coultel (L)	368	368	Mont Delapay	902	902	Acton Intercom	675 03	675 03	Acton Intercom	675 03	675 03	675 03	Parcel Farm	117 96	114 82	114 82	270 30	382 43		
Eng. 5,90 % 22/23	100 50	10 019	Coultel (L)	368	368	Mont Delapay	902	902	Acton Intercom	675 03	675 03	Acton Intercom	675 03	675 03	675 03	Parcel Farm	117 96	114 82	114 82	270 30	382 43		
Eng. 5,90 % 23/24	100 50	10 019	Coultel (L)	368	368	Mont Delapay	902	902	Acton Intercom	675 03	675 03	Acton Intercom	675 03	675 03	675 03	Parcel Farm	117 96	114 82	114 82	270 30	382 43		
Eng. 5,90 % 24/25	100 50	10 019	Coultel (L)	368	368	Mont Delapay	902	902	Acton Intercom	675 03	675 03	Acton Intercom	675 03	675 03	675 03	Parcel Farm	117 96	114 82	114 82	270 30	382 43		
Eng. 5,90 % 25/26	100 50	10 019	Coultel (L)	368	368	Mont Delapay	902	902	Acton Intercom	675 03	675 03	Acton Intercom	675 03	675 03	675 03	Parcel Farm	117 96	114 82	114 82	270 30	382 43		
Eng. 5,90 % 26/27	100 50	10 019	Coultel (L)	368	368	Mont Delapay	902	902	Acton Intercom	675 03	675 03	Acton Intercom	675 03	675 03	675 03	Parcel Farm	117 96	114 82	114 82	270 30	382 43		
Eng. 5,90 % 27/28	100 50	10 019	Coultel (L)	368	368	Mont Delapay	902	902	Acton Intercom	675 03	675 03	Acton Intercom	675 03	675 03	675 03	Parcel Farm	117 96	114 82	114 82	270 30	382 43		
Eng. 5,90 % 28/29	100 50	10 019	Coultel (L)	368	368	Mont Delapay	902	902	Acton Intercom	675 03	675 03	Acton Intercom	675 03	675 03	675 03	Parcel Farm	117 96	114 82	114 82	270 30	382 43		
Eng. 5,90 % 29/30	100 50	10 019	Coultel (L)	368	368	Mont Delapay	902	902	Acton Intercom	675 03	675 03	Acton Intercom	675 03	675 03	675 03	Parcel Farm	117 96	114 82	114 82	270 30	382 43		
Eng. 5,90 % 30/31	100 50	10 019	Coultel (L)	368	368	Mont Delapay	902	902	Acton Intercom	675 03	675 03	Acton Intercom	675 03	675 03	675 03	Parcel Farm	117 96	114 82					

Cote des changes

Marché libre de l'or

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

ISRAËL : après le nouvel ultimatum travailliste

Le gouvernement ajourne sa décision sur le dialogue avec les Palestiniens

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Nouvel épisode du feuilleton à rebondissement qui agite la classe politique : le gouvernement s'est réuni, mercredi 7 mars, en cabinet restreint (où les travaillistes et le Likoud disposent, chacun, de six ministres) pour tenter d'arriver à un accord sur les propositions de M. James Baker, le secrétaire d'État américain, destinées à organiser un dialogue israélo-palestinien. Mais cette réunion, présentée comme « cruciale », n'a débouché que sur un nouveau sursis à statuer : le cabinet a remis toute décision... à dimanche.

Les deux chefs travaillistes, MM. Pèra et Rabin, exigent que le gouvernement, et notamment le premier ministre M. Shamir, se prononce clairement sur « le plan Baker ».

Ils menacent de rompre l'union nationale si le Likoud ne répond pas favorablement aux suggestions américaines. Il s'agit d'accepter qu'un Palestinien de Jérusalem et un autre de « l'extérieur » se joignent à une délégation de résidents de Cisjordanie et de Gaza pour discuter, au Caire, du projet israélien d'élections dans les territoires occupés.

Unanimes, les ministres travaillistes avaient catégoriquement refusé, mardi, de débattre des garanties que leur demandait M. Shamir avant d'envisager de donner une réponse au « plan

Baker ». Le chef du Likoud exige qu'Israël s'engage dès maintenant à quitter la table de négociations avec les Palestiniens au cas où ceux-ci se comporteraient ou se présenteraient comme des représentants de l'OLP. Il veut aussi que les Palestiniens de Jérusalem soient catégoriquement exclus du scrutin envisagé (Le Monde du 7 mars).

Pour la première fois depuis longtemps, M. Rabin, jusque-là un des piliers du gouvernement - l'« ange gardien » de M. Shamir, disait-on - fait cause commune avec M. Pèra. Les deux hommes ne supportent pas le procès que leur fait le premier ministre. Sans trop de scrupules, ce dernier accuse les travaillistes de vouloir redonner à Jérusalem le seul fait que ceux-ci acceptent de manière indirecte la participation des Palestiniens de la ville au scrutin prévu par le plan de paix israélien.

L'affaire concerne les habitants de la partie orientale de la ville, celle qui se trouvait en secteur jordanien avant la guerre de juin 1967 et qu'Israël a annexée au lendemain des combats, réunifiant ainsi Jérusalem sous la souveraineté de l'État hébreu. Ils se sont vu offrir la nationalité israélienne et l'ont refusée, choisissant de garder leur passeport jordanien. Ils sont aujourd'hui 140 000 - dont 80 000 électeurs potentiels - et comptent parmi eux la plupart des personnalités nationalistes sans la participation desquelles il n'y a

aucune chance que le projet d'élections israéliennes ne se concrétise. Jérusalem est ainsi, une fois de plus, au cœur du conflit israélo-palestinien.

ALAIN FRACHON

Le roi Hussein « très satisfait » de son entretien avec M. Mitterrand

Le roi Hussein de Jordanie a été reçu, mardi 6 mars, par M. François Mitterrand pour un « échange de vues » que les deux chefs d'État ont décidé de tenir régulièrement, au rythme d'une à deux fois par an. L'immigration des juifs soviétiques en Israël, le processus de paix dans la région et les affaires libanaises ont été parmi les sujets abordés au cours de cet entretien.

« Nous avons examiné toutes les questions qui concernent le monde arabe », a indiqué le roi Hussein, qui s'est déclaré « très satisfait » de cette rencontre.

Concernant l'immigration des juifs soviétiques, sujet sur lequel il a été longuement interrogé par le président français, le roi Hussein a rappelé à la presse qu'il était partisan d'une rencontre « au plus haut niveau » entre pays arabes « pour parvenir à une position commune et créer un climat de confiance réciproque ».

La grève dans les compagnies aériennes

Les pilotes mettent en cause la formation

La grève de vingt-quatre heures des pilotes et du personnel navigant des compagnies aériennes françaises, mercredi 7 mars, a pour objet de protester contre la sous-qualification des pilotes, contre l'octroi de dérogations à des personnels détenteurs de licences étrangères, et de réclamer des mesures contre une éventuelle aggravation de cette situation.

Selon le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL) et le Syndicat national du personnel navigant de l'aéronautique civile (SNPNAC), qui ont appelé à la grève, sur quelque 4 500 pilotes français, 430 travailleraient dans des conditions critiques : 200 seraient des Français bénéficiant de dérogations, malgré un niveau de qualification inférieur au niveau normalement exigé, 50 autres des Français disposant d'une licence obtenue à l'étranger. Le reste serait composé d'étrangers autorisés par l'administration à piloter dans des compagnies françaises : 42 « Européens de la CEE », 73 Canadiens, 29 Nord-Africains, des Américains, des Australiens.

Le ministre des transports rappelle, dans un communiqué, que l'effort de l'État et des compagnies atteint 450 millions de francs par an pour la formation annuelle de 450 pilotes, et que les validations de licences étrangères, tout comme les dérogations accordées à des pilotes français, « ont un caractère temporaire ». Elles « sont généralement accordées pour donner aux intéressés le temps de satisfaire aux épreuves des licences françaises ». Elles doivent disparaître « dès que le système de formation aura atteint le rythme de croisière de 450 pilotes formés par an ».

(Publicité)

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans nos fenêtres ces fenêtres qui sont le clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en confort. Garantie dix ans. Devis gratuits. Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10^e) - 1^{er} Gare-du-Nord. Tél. 48-57-18-18.

INF'EAU POTABLE

Pour tout savoir sur la qualité de l'eau potable dans les Communes desservies par notre Groupe, téléphonez à nos spécialistes qui répondront à toutes vos questions. INF'EAU POTABLE, du lundi au samedi, de 9 à 19 heures.

NUMERO VERT 05.16.05.16



LA PASSION DU SERVICE

Le Monde DES LIVRES

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Y a-t-il un Belge dans l'avion ?

VOUS avez votre carnet d'adresses, là, sous la main ? Bon, alors, ouvrez-le à la lettre A et marquez : Air France : 43-20-11-55. Air Inter : 45-39-25-25. Si vous habitez la province, oubliez pas de faire le 16 et le 1. C'est quoi, ces numéros ? Ben, bien, c'est les renseignements passagers. C'est là qu'il faut appeler pour savoir si par hasard il y a un avion qui décolle. Très rare. La plupart du temps, c'est un jour sans. Depuis des mois, on peut les compter sur les doigts, les jours avec. Avec des magazines et des bagagistes au sol. Avec des pilotes en vol.

Remarque, des pilotes, on en a, mais c'est des salauds d'étrangers qui mettent nos jours en danger. Non, sérieux ! Ils le disent, ce matin, sur Europe 1, faut se méfier, on sait pas comment ils ont été formés. Et c'est pour notre bien, pour notre sécurité, qu'ils se sont tous en grève pour la cent quaranteième fois, nos commandants de bord au passeport tricolore.

Moi, quand j'ai entendu ça, j'ai pensé qu'il s'agissait de Zouls, de Pygmées, enfin, de races que moi ! Pas du tout. C'est des Américains, et pire encore, attachez vos ceintures.

ça va vous faire un choc, des... l'aise à peine l'écrite, des... Belges ! Inscrits, non, de confier notre sort à des mecs qui risquent de faire plonger l'appareil en piquant du nez dans leur carnet de frites !

C'est fou ce qu'on les aime, hein, nos oncles fiancés ! Ça va être gênant, la vie commune, une vraie lune de miel. Surtout que nous, les french lovers, question beratin, on est vraiment très forts. Regardez, là, en ce moment, qu'est-ce qu'on propose, à grands coups de pub, aux voyageurs piétinant d'impatience et de rage dans des aéroports bondés, devant des tableaux d'affichage où s'alignent, clignotant de détresse, les vols retardés et annulés ? Un truc vraiment super, une classe affaires rénovée, la classe club, ça s'appelle. Avec des sièges à oreillettes réglables et un coussin à se caler sous les fesses.

Elles vont en être malades de jalousie, ces pauvres minables de British Airways et de Lufthansa. Ça leur apprendra à se balader dans les couloirs d'air au lieu de se pomponner sous les hangars !

BOURSE DE PARIS

Matinée du 7 mars

Stable

Après la légère baisse de mardi (- 0,11 %), la tendance était à la stabilité mercredi sur Vivienne. L'indice CAC 40, après s'être apprécié de 0,13 % à l'ouverture, revenait à + 0,08 % en fin de matinée. Parmi les plus fortes hausses, on notait Nordos (+ 4,2 %), Nouvelles Galeries (+ 4 %), Esor (+ 3,1 %) et Europe 1 (+ 2,8 %). En baisse figurait Synthelabo (- 2,9 %), Géophysique (- 2,6 %) et Luchaire (- 2,5 %).

PSYCHOTHERAPIES

fondées sur les principes de la TORA

- 3 mois maximum.
- Séances référencées
- Tarifs modérés.

40-39-91-12

Préservez votre dos fragile avec **TRECAFLEX** sommier de conception entièrement nouvelle, avec système de ressorts pré-comprimés à lattes flexibles, inclinable tête et pied.

CAPELOU

36 AV. DE LA REPUBLIQUE - 75011 PARIS - TEL. 48.57.40.35 - METRO PARENTIER

GLOBE IMMOBILIER

36 BONS PLANS POUR SE LOGER

10 et 11 MARS
EXPOSITION INTERNATIONALE
De 10 à 19 heures
VENTE - ECHANGE

MINERAUX

PIERRES PRÉCIEUSES
BIJOUX - FOSSILES

HOTEL PARIS-HILTON
(au pied de la Tour Eiffel)
18, av. de Suffren, PARIS-15^e

POUR REMPLIR
TOUTES LES
CHÊQUES D'ORDRE

MARABOUT

100 BONS
CHÊQUES D'ORDRE

MARABOUT

REVENUS 1989

CALCULEZ VOS IMPOTS

Le Monde

sur minitel
36.17 code IMP

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Les bouleversements à l'Est... et à l'Ouest : « Réinventer la politique », par Félix Guattari. Nationalité : « Mythes et réalités de l'Empire soviétique », par Assan Nougmanov 2

La controverse autour de la réunification de l'Allemagne et de la frontière Oder-Neisse 3

La tentative de coup d'État en Afghanistan 5

La restructuration de l'opposition

Compromis entre M. Chirac et M. Giscard d'Estaing 8

Les rivalités au PS

- M. Mitterrand s'entretient avec les chefs des principaux courants.
- Un point de vue de M. Louis Le Penec 8 et 9

SECTION B

Un entretien avec le secrétaire général de l'USM

Le secrétaire général de l'Union syndicale des magistrats, M. Jean-Luc Sauron, estime que M. Michel Rocard est venu plutôt, dans ses déclarations récentes, au secours du garde des sceaux que de la justice elle-même 11

Patrick Thomas aux assises de la Drôme

Accusé du viol et du meurtre d'un enfant de neuf ans, Patrick Thomas comparait devant le cour d'assises de la Drôme. Un dossier au cheminement chaotique sur des faits vieux de six ans 12

La conférence mondiale sur l'éducation

La Banque mondiale doublera ses prêts aux pays en voie de développement pour combattre l'analphabétisme et le recul de la scolarisation 13

M. Chevènement et le service militaire

Le ministre de la défense a fait amende honorable à propos de l'ancien projet socialiste de ramener le service militaire à six mois 14

Hausse de la production audiovisuelle

Avec plus de 4 milliards de francs en 1989, la production audiovisuelle française a profité d'une hausse des investissements de 35 %. Mais l'année 1990 s'annonce plus incertaine 15

SECTION C

ARTS ET SPECTACLES

Enquête sur la Cité de la musique de La Villette • Deux films venus d'ailleurs • Tony Garnier, architecte de l'utopie 18 à 30

SECTION D

Logement

Une réorientation des prêts du Crédit foncier 32

La politique sociale de Peugeot

La firme automobile propose un accord salarial aux syndicats 32

Industrie papetière

Deux grands groupes finlandais s'appellent à fusionner 32

Les investissements hôteliers américains en Europe

Le troisième groupe hôtelier mondial veut construire deux cents hôtels en Europe 32

Paris/Île-de-France

Discorde en vallée de Chevreuse : les moines et le ball-trap. Promenade au Conservatoire national des techniques 34

Services

Abonnements 14
Annonces classées 36 à 39
Automobile 16
Campus 16
Cartes 16
Médecine 17
Mots croisés 18
Radio-Télévision 17

La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde »
daté 7 mars 1990
a été tiré à 542 738 exemplaires.

URSS

Quand « les Izvestia » préparent l'opinion à l'autodétermination des Républiques...

MOSCOU

de notre correspondant

« La Lituanie est en train d'accoutumer l'opinion à sa sortie (de l'URSS). C'est un fait », disait-on mardi 6 mars dans les Izvestia, et ce « fait », l'organe du gouvernement soviétique n'en discutait ainsi plus la réalité.

Comme si le principe de l'indépendance lituanienne était d'ores et déjà acquis, le grand quotidien réformateur a donc préféré soulever les problèmes économiques que posera cette « sortie ». A quelques jours d'une réunion du Soviet suprême lituanien, au cours de laquelle les autorités constitutionnelles de la République pourraient peut-être (on en débat encore à Vilnius) demander l'ouverture de négociations sur l'indépendance, il s'agit naturellement là d'un exposé d'intentions du pouvoir central.

Il est d'autant plus intéressant que, notant que l'autodétermination est désormais considérée comme un droit dans toute l'Union, les Izvestia n'abordent pas seulement le problème lituanien. C'est une attitude générale qui est exposée. On y prépare l'opinion, et la stratégie est claire. Et le débat historique sur les conditions d'entrée dans la fédération n'a pas d'intérêt pratique.

On peut penser et dire ce que l'on veut. Le fait important est qu'il y a eu union, donc création d'une interdépendance et investissements croisés. La Lituanie se procure, écrivent les Izvestia, ses matières premières sur le marché soviétique en roubles et à des prix inférieurs à ceux du marché mondial. Elle assure, parallèlement, grâce à des investissements centraux, la totalité de la production de composants de téléviseurs, d'alimentes ou de compteurs électriques d'appareils. L'URSS ne peut pas plus se passer de cela que la Lituanie ne pourrait se passer de ces industries. En un mot comme en cent l'autodétermination, c'est parfait mais moins simple qu'on ne le rêve.

B.G.

صلى الله عليه وسلم